ÉTUDES DIPLOMATIQUES

LA PREMIÈRE LUTTE DE FRÉDÉRIC II ET MARIE-THÉRÈSE D'APRÈS DES DOCUMENS NOUVEAUX.

II [1].

INVASION DE LA SILÉSIE. — INTERVENTION DE LA FRANCE.

Quand tout était ainsi en rumeur à Berlin, il semble que c'est à Vienne surtout que l'émotion aurait dû être la plus vive. Mais, chose singulière, de tous les centres politiques d'Europe, Vienne fut au contraire celui où on prit souci le plus tard des dispositions belliqueuses de Frédéric. Ce ne fut pas la faute du résident autrichien à Berlin, Demerath, qui avait donné l'éveil dès le premier jour. Mais la jeune reine répondait à ces sinistres pronostics par un sourire incrédule. Douée d'un courage et d'un génie qui devançaient les années, Marie-Thérèse gardait encore quelque chose de la confiance ingénue et des honnêtes illusions de son âge. N'ayant encore fait la cruelle épreuve ni de la perversité humaine, ni de la sécheresse égoïste des politiques, elle croyait au bien, à l'honneur, à tous les nobles sentimens qu'elle portait elle-même gravés dans son cœur.

(1) Voyez la *Revue* du 15 novembre.

Elle ne voulait douter ni de l'amitié dont Fleury lui envoyait de mielleuses protestations, ni de la reconnaissance d'un prince dont son père avait sauvé les jours. Le grand-duc, de son côté, qui avait connu Frédéric dans sa jeunesse, comptait sur son amitié. Frédéric, de plus, avait confirmé les deux époux dans cette bonne opinion en leur reconnaissant sans difficulté la qualité royale, et en engageant par son exemple le roi de Pologne à en faire autant. C'était une résolution captieuse dont on devait comprendre le but plus tard, mais qui, à la première heure, causa tant de joie à Vienne, que le grand-duc disait au ministre de Prusse : « Vraiment le roi se conduit envers la reine et moi comme un père, et jamais nous ne pourrons nous acquitter des obligations que nous lui avons. » Persuadée qu'elle avait trouvé dans ce bon voisin un cœur capable de s'intéresser au plus cher objet de ses pensées, la reine poussa même la naïveté jusqu'à lui demander sa voix et son appui pour le grand-duc dans le collège électoral, en lui promettant en récompense une éternelle affection. Quant à ses vieux conseillers, s'ils ne partageaient pas cet aveuglement de la tendresse conjugale, leur inertie et leur paresse s'en accommodaient. Quand on parlait de l'humeur remuante du roi de Prusse : « N'ayez souci, disaient-ils, en secouant les épaules, il sera comme son père, qui a toute sa vie armé son fusil et ne l'a jamais déchargé. » Le vieux Bartenstein, seul, était plus sombre. « On ne sait, disait-il, ce que c'est que ce jeune homme, et j'en avais bien prévenu feu l'empereur, quand il voulait absolument écrire à son père pour lui sauver la vie (1). »

Vers le milieu de novembre pourtant, l'horizon s'assombrit de manière à frapper les yeux les moins clairvoyans. D'une part, une concentration de troupes menaçante s'opérait sur la frontière de Silésie, où les possessions de l'Autriche confinaient à celles de la Prusse. Puis, l'attitude du ministre de Prusse à Vienne, le conseiller de Borcke, d'abord très bienveillante, changeait à vue d'œil, d'une manière significative. Il ne parlait plus que sur un ton de jérémiades compatissantes de l'état désespéré de la maison d'Autriche en butte, disait-il, à trop d'inimitiés pour pouvoir leur faire tête à elle seule. Il lui faudrait des alliés, ajoutait-il, mais on n'a pas d'alliés si on ne sait pas les payer ce qu'ils valent, car personne en ce monde ne donne rien pour rien. La phrase de la lettre de Frédéric à Algarotti que j'ai citée, où il était dit que le grand-duc avait la gangrène et ne pouvait guérir que par une opération douloureuse, circulait et don-

(1) D'Arneth, t. I, p. 110, 372. — Droysen, t. I, p. 172. — Raumer, *Beiträge zur neuen Geschichte*, t. II, p. 102 et suiv.

nait lieu à des commentaires. Gangrène était une métaphore assez claire qui se comprenait d'elle-même. Mais l'opération, quelle était-elle et quel chirurgien s'offrait à la faire? Il fallut se décider à tirer au clair ce que signifiaient ces offres conditionnelles, que personne n'avait sollicitées, faites au prix de sacrifices indéterminés. La mission d'aller s'en s'expliquer à Berlin fut confiée à un vieil Italien de grande expérience, le marquis de Botta d'Adorno.

Botta était un compatriote de Machiavel, dont il avait compris, peut-être pratiqué plus d'une fois dans sa vie, les maximes, bien qu'il n'eût pas employé sa jeunesse à les réfuter. Il ne fut pas plus tôt de l'autre côté de la frontière, que la vue des préparatifs militaires opérés de toutes parts ne lui laissa aucun doute. Tout était prêt pour une marche agressive dont la Silésie était l'objet désigné. Il arriva à Berlin tout ému et jetant feu et flammes. Une audience qu'il obtint aussitôt ne le rassura ni ne l'éclaira. Frédéric semblait attendre de lui quelque proposition au lieu de lui en faire et ne le mit sur la voie d'aucune ouverture. Et, comme pour amener la conversation sur le sujet des armemens, Botta insistait sur le mauvais état où il avait trouvé les routes, défoncées par des convois de troupes dans la saison d'automne : « Je n'y vois pas grand inconvénient, reprit le roi avec indifférence, excepté de faire arriver les voyageurs un peu crottés. » Vers la fin de l'entretien cependant, il consentit à dire que son ministre à Vienne était chargé de faire connaître à la reine ses intentions, et qu'afin de compléter ces explications, il allait dépêcher à Marie-Thérèse son maréchal de la cour, le comte de Gotter. « Que la reine réfléchisse bien, ajouta-t-il, sur mes communications, elle verra combien mes projets sont raisonnables et mes intentions pures. Assurez-la de mon dévoûment. »

Botta sortit plus irrité, plus effrayé que jamais. Mais ce qu'il y eut de plus piquant pour lui, c'est que personne ne voulait croire ni à sa colère, ni à son effroi. Du moment qu'on avait annoncé sa venue, le bruit s'était répandu comme une fusée, dans Berlin, qu'il apportait un traité d'alliance stipulant le consentement de Frédéric à l'élection du grand-duc, moyennant la cession de tout ou partie de la Silésie. Ce fut bientôt une conviction générale que tous les indices semblaient confirmer. Cet ambassadeur qui arrivait sans avoir rien à dire et sortait d'une audience où il prétendait n'avoir rien appris : cet autre envoyé qui allait partir avec des paroles d'amitié et de dévoûment, mais par le même chemin que des troupes sur le pied de guerre, comment expliquer cet imbroglio autrement que par une partie liée dont on voulait dissimuler la preuve jusqu'à la dernière heure? Les dénégations, les imprécations même de Botta n'y fai-

saient œuvre. Les fins connaisseurs le félicitaient de cacher si bien un jeu dont ils ne voulaient pourtant pas êtres dupes. Et quand Botta affirmait que l'Autriche résisterait à toute invasion de ses provinces : « Bon! disait-on, ce sera encore un jeu. Vous voulez qu'on vous prenne la Silésie et ne céder qu'à la force, afin qu'on ne dise pas que c'est vous-même qui renoncez à la *Pragmatique.* »

Ajoutez qu'autour de Frédéric d'habiles réticences accréditaient ce bruit par la manière même de le démentir. Valori seul doutait encore, « car enfin, disait-il, assez sensément, s'ils sont d'accord, pourquoi tant de bruit et de soldats? » Mais il n'en tenait pas moins sa cour au courant de l'opinion commune. « M. de Botta est arrivé, écrivait-il, le 3 décembre, éprouvant ou jouant la surprise des préparatifs qu'il a trouvés en Silésie : il nie tout accord entre le grand-duc et le roi. » Et le 6 : « M. de Botta a eu une entrevue avec le roi qui l'a assuré de son dévoûment à la reine de Hongrie. Il est tout confondu : que signifie tout cela? » Enfin le 10 : « M. de Botta témoigne toute sa colère; s'il joue la comédie, il s'en acquitte à merveille (1). » Mais le soir de ce même 10 décembre, Frédéric mandait lui-même Botta et, lui annonçant qu'il allait prendre en personne le commandement de ses troupes, il lui révélait le plan mystérieux qui tenait depuis six semaines toutes les imaginations en suspens.

On sait quel était ce plan : ce n'était pas moins que l'exigence formelle de la cession de la Silésie, signifiée à Marie-Thérèse et accompagnée au même moment de la prise de possession à main armée de cette province, sans déclaration de guerre et même sans avertissement préalable. Tous les documens contemporains attestent le scandale et l'indignation universels que ce dessein perfide, éclatant comme une bombe sur l'Europe étonnée, causa à tout ce qui conservait le moindre souci de moralité et d'honneur. Le temps, le succès et la gloire ont depuis lors produit leur effet ordinaire, et l'écho de ce cri de la conscience publique n'arrivait plus que très affaibli à la postérité. Il s'était même trouvé, en dehors de l'Allemagne, dans ces derniers temps, des historiens sérieux, comme le célèbre Anglais Carlyle, pour entreprendre la justification de ce coup de force. On dirait que les archivistes de Berlin ont pris à tâche de raviver l'impression qui s'effaçait. Ce sont eux en tout cas qui nous ont dévoilé par leurs révélations nouvelles à quel point le caractère déjà suffisamment odieux de l'entreprise avait été aggravé, dès le premier jour, par l'astuce et l'hypocrisie qui présidèrent à son élaboration clandestine.

Tout d'abord il ressort du rapprochement des dates des divers

(1) Valori à Amelot, 3, 6, 10 décembre 1740.

documens publiés à Berlin que ce fut le jour même où lui fut annoncée la mort de Charles VI, que Frédéric avait fait connaître à ses conseillers le dessein arrêté de dépouiller la fille de son bienfaiteur. Pourquoi il avait jeté son dévolu sur la Silésie plutôt que sur toute autre partie du patrimoine de Marie-Thérèse, c'est ce qui s'explique tout simplement par ce motif que cette province, étant contiguë à ses propres états, y ajoutait un complément tout à fait à sa convenance, et se prêtait plus facilement à une mainmise imprévue et subreptice. Quant aux droits qu'il pouvait alléguer pour justifier cette annexion inattendue, on me permettra de ne pas m'en occuper pour plusieurs raisons. La première, c'est que ce côté de la question, comme on le verra, n'a jamais préoccupé Frédéric; la seconde, c'est que, ces droits eussent-ils existé, ils étaient périmés depuis de longues années par l'effet de cette loi tutélaire de la prescription que les anciens jurisconsultes ont si bien nommée la patronne du genre humain. Fût-il vrai, comme M. Droysen s'efforce encore de l'établir à grand renfort de textes juridiques et diplomatiques, que quelques-uns des duchés de la Silésie avaient appartenu autrefois aux électeurs de Brandebourg, et n'avaient été cédés par eux que contre l'échange d'une autre principauté qui fut promise, mais non livrée : qu'importe? Le plus récent de ces faits, vrais ou faux, remontait à 1660; depuis lors l'Autriche et la Prusse avaient vécu en paix pendant quatre-vingts ans, signé plus d'un traité d'alliance, et combattaient en commun, la veille encore, dans la dernière guerre. S'il est permis, après un si long oubli, de raviver des prétentions éteintes, quel prince, quel particulier même, — Macaulay le fait remarquer avec raison, — pourrait dormir en sécurité? Soyons aussi francs que Frédéric lui-même, tenons-nous-en à l'aveu qu'il fit à Voltaire et que Voltaire, par pudeur, l'empêcha de livrer tout haut à la postérité. Convenons qu'il n'avait d'autre droit à invoquer que celui qu'il tenait de ses *troupes prêtes à agir* et de son *épargne bien garnie;* ajoutons, si l'on veut, pour être complet : de la faiblesse et du malheur de Marie-Thérèse (1).

Quoi qu'il en soit, l'ordre fut signifié aux deux ministres Podewils et Schwerin d'avoir à préparer les moyens d'exécution d'un dessein dont on ne leur donna ni la permission, ni le loisir de discuter la convenance. Obéissant à la consigne, ils se mirent à l'œuvre, ou, comme ils le dirent dans un langage aussi noble et aussi élevé que leurs sentimens, *à mâcher et à digérer* cette affaire. Si la

(1) Voltaire, on le sait, raconte dans ses *Mémoires* que, Frédéric lui ayant confié le manuscrit de l'*Histoire de mon temps,* il lui fit effacer cette phrase : « Des troupes toujours prêtes à agir, mon épargne bien garnie, et la vivacité de mon caractère, c'étaient là les raisons que j'avais de faire la guerre à Marie-Thérèse. »

digestion fut laborieuse, elle ne fut pas longue, car dès le 29 octobre, ils remettaient au roi un mémoire raisonné, présentant, pour arriver au but, deux plans à suivre au choix, ou plutôt à défaut l'un de l'autre.

Voici quel était le mécanisme de ce programme à double fond. Il y avait, disaient sentencieusement les commissaires, deux routes principales à suivre. La première, la plus sûre, celle qui exposait le moins *aux revers et inconvéniens auxquels sont sujettes les grandes acquisitions,* consisterait à obtenir de bonne grâce la cession désirée de la cour de Vienne, en lui promettant en échange le concours actif de la Prusse pour la préserver de tous les périls qui la menaçaient, lui conserver la couronne impériale, et la défendre *contra quoscumque*. Et comme il était à prévoir que, même à ce prix, la reine trouverait encore difficile de se résigner à perdre *un morceau d'aussi grande importance que la Silésie, le meilleur véhicule* pour l'y déterminer serait de lui lâcher *une couple de millions* pour subvenir à ses besoins les plus pressans. Si la cour de Vienne avait le bon sens d'accueillir ces ouvertures bienveillantes avec toute la reconnaissance convenable, le moment serait venu alors de faire agréer ce projet aux puissances maritimes, à la Russie, à tous ceux que pouvaient inquiéter les souvenirs de l'ambition de Louis XIV, et de leur faire valoir le service que le roi rendait à la cause commune de l'équilibre européen, en tirant d'un péril certain la seule puissance qui pût tenir tête à la maison de Bourbon.

Que faire cependant, si la cour de Vienne avait *l'obstination* et la *bigoterie* de ne pas apprécier suffisamment le service qu'on voulait lui rendre? — Alors il faudrait bien en venir à une autre voie, moins solide et *plus rabatteuse;* ce serait de se retourner hardiment et de tendre la main à tous les ennemis de Marie-Thérèse, Saxe, Bavière, y compris la France, qui pouvait trouver son compte à ôter la couronne impériale aux descendans de Charles-Quint. On leur représenterait la conquête de la Silésie comme le premier acte d'une puissante diversion faite dans le Nord pour leurs intérêts. Bien entendu qu'il ne serait plus question alors de l'équilibre européen à protéger contre la France, mais des libertés germaniques à défendre contre l'Autriche. Enfin, il y aurait bien un troisième moyen qui serait la perfection : ce serait, dans le cas où une tierce puissance, la Saxe ou la Bavière, par exemple, prendrait l'initiative de faire entrer des troupes en Silésie, d'y entrer soi-même pour la défendre et de finir par la garder. Mais il n'était pas raisonnable d'espérer une chance si favorable (1).

(1) *Pol. Corr.*, t. I, p. 74 et suiv.

A ce beau mémoire, assez semblable, pour le style comme pour les idées, à celui de l'usurier de Molière jugulant un mineur dans l'embarras, le roi, pleinement satisfait du zèle de ses serviteurs, ne fit qu'un seul amendement. Le mémoire parlait de négociations à entamer avec la cour de Vienne; le roi trouvait plus expéditif de commencer par mettre la main sur la province en question, sauf à négocier ensuite. « Il lui convenait mieux, dit M. Droysen (qui l'approuve fort) de faire comme dit le proverbe espagnol, prendre d'abord et demander après. »

Ce procédé, plus familier aux brigands qu'aux diplomates, pouvant effrayer les esprits faibles, Frédéric le proposa d'abord sous forme dubitative. « Je vous donne, disait-il à Podewils, un problème à résoudre. Quand on est dans l'avantage, faut-il s'en prévaloir ou non? Je suis prêt avec mes troupes en tout : si je ne m'en prévaux pas, je tiens entre mes mains un bien dont je méconnais l'usage; si je m'en prévaux, on dira que j'ai l'habileté de me servir de la supériorité que j'ai sur mes voisins (1). » Podewils ne comprenant pas ou feignant de ne pas comprendre, force fut bien de s'expliquer plus clairement dans une note autographe terminée par ces mots : « Je conclus qu'il faut, avant l'hiver, s'emparer de la Silésie, et négocier l'hiver... En agissant autrement, nous nous mettons hors de nos avantages (2). »

Il faut rendre justice au prudent ministre; l'idée de recourir aux armes dès le premier jour et de mettre un si gros enjeu du premier coup à la loterie l'épouvanta, et, la peur éveillant ses scrupules, les droits de la couronne de Brandebourg sur la Silésie cessèrent de lui paraître aussi clairs. Il fit remarquer, *avec un profond respect, à Sa Majesté* que, quelque bien fondées que fussent les prétentions de sa maison, *il y avait pourtant des traités solennels que la maison d'Autriche réclamerait*. Le roi lui renvoya sur-le-champ son humble remontrance avec cette simple note à la marge : « L'article de droit est l'affaire des ministres et c'est la vôtre. Il est temps d'y travailler,.. car les ordres aux troupes sont donnés (3). » Et là-dessus, Podewils d'écrire avec une certaine tristesse à son collègue : « L'ardeur du roi ne fait que croître au lieu de se relâcher. Après avoir dit tout ce que je pense,.. il ne nous reste plus que le mérite de l'obéissance. Si au moins il survenait du dehors quelque prétexte pour justifier la marche en avant! Mais non. Ce qu'il y a de plus fâcheux, c'est qu'on ne nous fait de Vienne aucune proposition. On y est muet comme un poisson. Le roi de Pologne

(1) *Pol. Corr.*, t. I, p. 86.
(2) *Ibid.*, t. I, p. 84.
(3) *Ibid.*

non plus ne veut pas bouger avant la Bavière. Plût au ciel qu'ils fissent un mouvement (1) ! »

Quand on veut détrousser un voyageur sur une grande route, l'essentiel est que personne ne s'en doute. Si l'on peut même passer pour un ami cheminant dans sa compagnie, le succès du coup est plus assuré. Le mystère convenait donc avant tout au plan de Frédéric, et quelque chose même de plus que le mystère, l'équivoque. Il fallait non-seulement que le but et le moment de l'exécution restassent inconnus jusqu'à l'heure décisive, mais que le jour où les troupes paraîtraient sur la frontière, on pût croire qu'elles venaient du consentement et sur l'appel des souverains légitimes de la province envahie. De cette sorte, aucune mesure défensive ne serait prise, et les populations elles-mêmes, pensant avoir affaire à des alliés, n'auraient pas l'idée de la résistance.

Dans cet honnête dessein, tout fut mis en œuvre pour entretenir l'illusion jusqu'à la dernière heure. Ainsi s'explique d'abord tout naturellement cette reconnaissance empressée de la royauté de Marie-Thérèse qui toucha jusqu'aux larmes l'innocence de la nouvelle reine et qui n'était destinée qu'à l'endormir dans une fausse sécurité. Au même moment, en effet, le ministre de Prusse à Vienne recevait communication de tous les détails de l'invasion projetée, avec ordre de *feindre de l'ignorer entièrement* et de démentir tous les bruits qui pourraient circuler. Puis la *Correspondance politique* nous fait connaître une série de dépêches adressées aux agens prussiens dans les diverses cours ; toutes pleines de protestations d'amitié pour la maison impériale et sur un ton particulièrement vif, là où l'Autriche, étant bien vue, pouvait être bien informée. A Versailles seulement, le langage prescrit prend une teinte un peu différente, et quelques allusions discrètes y sont faites, comme pour tâter le terrain, à l'intérêt qu'aurait l'Allemagne à se délivrer de la prépotence autrichienne. C'était nécessaire pour tenir la porte ouverte à tout événement et rester en quelque sorte à cheval sur les deux conduites opposées. On peut remarquer cependant que, soit que l'intérêt de cajoler l'Autriche l'emportât sur toute autre pensée dans cette première phase de l'opération, soit que, comme le soupçonnait le marquis de Beauvau, la haine de la France fût chez Frédéric un sentiment irrésistible dont il ne pouvait contenir l'expression, les appréciations sur les ministres de Louis XV sont toujours amères, dédaigneuses, presque outrageantes, alors même que l'instruction donnée est de les ménager en vue de l'éventualité d'une alliance possible.

On saisit toutes ces nuances au vif et au naturel dans une note

(1) Droysen, t. I, p. 348.

d'un caractère tellement intime qu'on s'étonne un peu de la franchise courageuse qui l'a mise au jour. C'était un papier sur deux colonnes, portant d'un côté les questions du ministre Podewils et de l'autre les réponses de Frédéric. Le ministre demande sous quel jour les intentions du roi doivent être présentées à Saint-Pétersbourg, à La Haye et à Londres. Le roi répond : « A chaque cour d'une façon différente : à Londres, il faut dire que, sachant sûrement que le duc de Lorraine veut conclure avec la France, je m'approche de Vienne pour les forcer en quelque sorte à se mettre du parti des marins et de la religion (les puissances maritimes et protestantes). A La Haye, il faut assurer qu'on ne veut point troubler le repos de l'Europe, que Frédéric-Guillaume a servi l'empereur Léopold et qu'il en a été récompensé d'ingratitude et que je me dédommage d'avance et servirai après. A Hanovre, à Mayence, il faut parler du cœur patriote qu'il faut (*sic*), et que je veux soutenir l'empire et protéger les débuts d'une maison faible. » « Mais, répond le ministre, en faisant part en gros au ministère français des motifs de Votre Majesté, ne doit-on pas leur laisser entrevoir à mots couverts que cette entreprise pourrait tourner au plus grand avantage de la France? » Réponse : « Bon, il faut faire patte de velours à ces b... (1). »

C'est là ce que M. Droysen appelle une grande combinaison politique et où il voit le germe d'où devait sortir un jour la patrie allemande. Avant Frédéric, nous dit l'historien prussien, on était ou Autrichien, ou Français, jamais Allemand. Frédéric est le premier qui ait su avoir une politique à lui, indépendante et vraiment nationale. « Si l'Allemagne eût existé alors, s'écrie-t-il avec enthousiasme, elle eût compris que Frédéric servait sa cause. » On pourrait faire observer que cette liberté d'esprit d'un prince allemand, cherchant son point d'appui indifféremment au dedans ou au dehors de la patrie commune, suivant qu'il y trouve son intérêt personnel, paraît plutôt le contraire du patriotisme. Mais, en fait de sentiment national, chacun l'entend comme il lui convient, et en ce genre comme en tout autre, il ne faut pas disputer des goûts. Où l'on serait plus tenté encore de contredire M. Droysen, c'est quand il ajoute, avec tout le sérieux germanique, que la conduite de Frédéric fut l'application rigoureuse des doctrines morales et puritaines telles qu'il les avait professées dans *l'Anti-Machiavel*. Mais ici encore il faut s'arrêter, parce que le différend, touchant à la morale, porterait sur des points plus graves encore.

Quoi qu'il en soit, morale ou non, et peut-être parce qu'elle ne l'était guère, la machine fut assez bien montée pour faire naître et durer l'erreur d'optique dont, comme on l'a vu, tout le public euro-

(1) *Pol. Corr.*, t. I, p. 28 et 29.

péen et allemand fut un instant dupe. On dirait même que, dans son entretien décisif avec Botta, Frédéric fit encore quelque effort pour maintenir le malentendu, car, après lui avoir révélé son dessein : « J'entre en Silésie, lui dit-il sur un ton patelin, mais comprenez bien que c'est en bon ami (*come buon amico*), moins pour faire valoir quelques droits que je puis avoir, que pour défendre les droits héréditaires de la reine contre tous ses ennemis, notamment la Saxe et la Bavière, qui sont prêtes à l'attaquer. Je veux mettre la couronne impériale sur la tête du grand-duc. » L'Italien, avisé, eut assez d'empire sur lui-même pour garder son sang-froid. Il laissa dire le roi, puis avec un sourire narquois sur les lèvres : « Je ne me trompais donc pas, répondit-il, quand je croyais Votre Majesté pleine de dispositions affectueuses pour la reine ma souveraine, quoique plus d'une personne à Vienne, je dois l'avouer, pense que cette opinion était de ma part un acte de confiance véritablement héroïque (*puro eroismo*); mais je ferai remarquer à Votre Majesté que ni la Saxe, ni la Bavière ne font mine de nous attaquer, et quand elles y songeraient, si Votre Majesté veut seulement rester spectatrice, ma souveraine est de force à se défendre, d'autant plus que ces deux puissances auraient de la peine à s'accorder ensemble. » Le roi voulant encore renouveler des protestations doucereuses, Botta finit par perdre patience, et élevant le ton : « Vos troupes sont belles, sire, dit-il, mais les nôtres ont senti la poudre. — Si les miennes sont belles, reprit le roi, elles sont bonnes aussi, et vous vous en apercevrez. » Et rompant brusquement l'entretien, il se leva (1).

La date de la conversation avait été combinée de manière que le courrier qui en porterait la nouvelle ne parvînt à Vienne que peu d'heures avant le nouvel envoyé de Frédéric. L'avance fut suffisante cependant pour que, lorsque le comte de Gotter arriva, il trouvât déjà la nouvelle ébruitée, la ville en rumeur, la stupeur et l'indignation partout au comble, et nulle part plus que dans les cercles diplomatiques. On n'y parlait que de l'attentat du roi de Prusse. « Si pareille chose s'accomplit, disait le ministre d'Angleterre, le roi sera excommunié de la société des gouvernemens. » Quant à la jeune reine, on la connaissait déjà assez pour savoir que son âme ne pouvait être ni égarée par la surprise, ni ébranlée par la menace. Averti de l'accueil qui l'attendait, Gotter prit le ton très haut et se posa tout de suite, comme le proconsul romain, portant la guerre ou la paix dans les plis de sa toge. Sans passer par l'intermédiaire ordinaire des ministres ou des chambellans, il demanda directement audience au grand-duc.

Dès les premières paroles : « J'apporte, dit-il, dans une main le

(1) D'Arneth, t. I, p. 75. — Droysen, t. I, p. 164.

salut de la maison d'Autriche, et dans l'autre pour Votre Majesté la couronne impériale. Les trésors du roi mon maître sont au service de la reine, il lui apporte aussi le concours de ses alliés, l'Angleterre, la Hollande et la Russie. En récompense de telles offres et en dédommagement du péril qu'elles lui font courir, il demande toute la Silésie, mais rien de moins. La résolution du roi est inébranlable : il veut, il peut s'emparer de la Silésie, et si elle ne lui est pas offerte de bonne grâce, ces mêmes troupes et ces mêmes trésors seront donnés à la Saxe et à la Bavière, qui les sollicitent. » Rien n'était plus faux, puisque ni Saxe ni Bavière n'avait encore fait l'ombre d'une proposition. Mais peut-être Gotter était-il dupe lui-même des mensonges de son maître. La réponse du grand-duc fut calme et fière. « La reine, dit-il, n'a ni le droit ni le pouvoir de céder une parcelle du territoire qu'elle n'a reçu qu'à la condition de le maintenir indivisible. Elle n'est point réduite à ce point de désespoir de se jeter dans les bras d'un prince qui entre en ennemi dans ses états, et quelque mal que le roi de Prusse puisse lui faire, nous avons encore l'espérance qu'il s'en fera plus à lui-même. — S'il en est ainsi, reprit Gotter, je n'ai rien à faire ici et je puis m'en retourner. » Le grand-duc reprit la parole pour lui demander catégoriquement, par oui ou par non, si les troupes prussiennes étaient déjà à l'heure qu'il est sur le sol de la Silésie. « Elles doivent y être, répondit l'envoyé. — Retournez donc auprès de votre maître et dites-lui que, tant qu'il laissera un homme sur le territoire de la province, nous périrons plutôt que de traiter avec lui. Mais s'il peut encore s'arrêter, ou s'il veut reculer, nous voulons bien négocier avec lui à Berlin. Botta a déjà des instructions dans ce sens,.. et quant à moi, ni pour la couronne impériale, ni pour le monde entier, je ne sacrifierai ni un seul des droits de la reine ni un pouce de son domaine légitime et héréditaire. »

Gotter, intimidé par cette attitude, baissa un peu le ton. « Il n'est pas sérieux, reprit-il, de demander au roi de reculer dans une entreprise déjà si avancée. — Quand une entreprise est manifestement injuste, continua le grand-duc, il est plus honorable aux yeux du monde d'y renoncer que de s'y obstiner. Mais si le roi a besoin d'un motif pour retirer ses troupes, il peut dire qu'il avait eu pour but, en les faisant avancer, de défendre la reine contre les attaques de la Bavière et qu'il a reconnu que ce secours n'était pas nécessaire. » Devant cette ouverture qui, en réalité, n'en était pas une, mais qui avait l'avantage d'éviter un éclat immédiat, Gotter réfléchit un instant, puis comme s'il accordait une grâce qu'on ne lui demandait pas, il consentit à écrire à Frédéric et à attendre sa réponse (1).

(1) D'Arneth, t. I, p. 75 et suiv.

Le langage du grand-duc avait été si net, si ferme, si peu conforme à son caractère indécis, que tout le monde comprit par qui les termes en avaient été dictés. Il avait parlé comme si la reine eût été présente, et effectivement, dans un des entretiens qui suivirent, la reine se tenait si près de la porte qu'à un moment donné, trouvant qu'il était temps d'en finir, elle appela son mari et l'emmena avec elle dans l'intérieur de ses appartemens. Gotter, qui naturellement aurait dû insister pour la voir, n'osa même pas le demander, de crainte, écrivait-il à Podewils, de consommer tout à fait la rupture, en réalité pour éviter l'odieux d'une scène de violence avec une femme. Le murmure improbateur qui s'élevait de toutes parts autour de lui le troublait malgré son audace apparente. « Tout est ici en rumeur, écrivait-il; on sonne le tocsin, on appelle au feu... Je me félicite de n'avoir pas poussé trop fort à la roue. Le roi est un prince éclairé, qui saura, j'espère, trouver un moyen de sortir de cette affaire avec honneur. » Il était plus explicite avec l'ambassadeur d'Angleterre. « Vous ne connaissez pas mon maître, lui disait-il. Vous ne savez pas à quel point il est obstiné et présomptueux. C'est un étrange mélange d'ambition et d'avarice (1). » Puis, pour se tirer lui-même d'embarras, il sortit de Vienne sous prétexte qu'en attendant la réponse à ses dépêches, il allait faire une cure dans une station thermale du voisinage. La saison (on était en plein hiver) n'était pourtant guère favorable à ce genre de traitement (2).

Gotter ne pouvait guère se faire l'illusion qu'il fût temps encore de ramener son maître à des conseils de modération. Il n'avait dit que trop vrai en affirmant que les troupes prussiennes étaient déjà sur le territoire de Silésie. C'était le 20 qu'il était reçu par le grand-duc et, dès le 16, Frédéric avait quitté Berlin pour aller prendre le commandement de ses troupes. Il est probable que l'attitude de Botta lui avait appris qu'il n'avait point de faiblesse à attendre de la cour de Vienne, car, dans les derniers jours qui précédèrent son départ, il se décida enfin à mander le marquis de Valori, à qui il n'avait pas adressé la parole depuis six semaines.

Valori arriva, très perplexe, se demandant toujours si le bruit d'armes qui continuait à retentir de toutes parts était une réalité ou un jeu. Le premier entretien fut trop vague pour le tirer de peine. Le roi, loin de s'expliquer lui-même, cherchait à le faire parler. « J'attends toujours, dit-il, ce que pense M. le cardinal et ce que le roi votre maître est disposé à faire pour moi... » Puis il se répandit en louanges sur le cardinal, et comme Valori laissait

(1) Droysen, t. I, p. 178.
(2) *Ibid.*, t. I, p. 180. — D'Arneth, t. I, p. 127. — Raumer, t. II, p. 21.

voir sans doute par quelque moue significative qu'à sa connaissance on n'avait pas toujours parlé sur ce ton au Rheinsberg : « Ah! dit-il, il ne faut pas prendre garde à ces petites plaisanteries qui m'échappent, c'est le langage de mon caractère; j'en suis fâché; mais essentiellement je le dispute à tout le monde pour une véritable estime et même une vénération pour un aussi grand homme doué de tant de qualités singulières. Ma foi, monsieur, c'est le plus grand homme que la France ait eu jusqu'à présent. » « Quant à l'armement, ajoute Valori (transmettant sans délai le compliment au cardinal lui-même), il me dit que je devais être tranquille, que cela ne dérangeait en rien les vues que nous pourrions avoir, que je serais un des premiers informé de ses raisons et des motifs qu'il croyait être bien fondés, et que le roi ne devait en prendre aucun ombrage. » Tout cela était si peu clair qu'en terminant, Valori disait encore : « J'incline à croire qu'il s'entend avec le grand-duc et que Votre Éminence en est prévenue (1). »

La seconde conversation fut plus significative. Frédéric demanda nettement si l'intention de la France, comme son intérêt, n'étaient pas d'enlever la couronne impériale à la maison d'Autriche et de la donner à l'électeur de Bavière, et, dans ce cas, si le roi ne serait pas heureux de son alliance? Notez qu'à la même heure on offrait en son nom la même couronne au grand-duc.

« Je répondis, dit Valori, qu'il m'était impossible de rien conjecturer des sentimens de Son Éminence, mais que je me croyais suffisamment autorisé à l'assurer que le roi répondrait avec plaisir aux démarches qu'il voudrait faire pour se lier avec lui, et sur ce qu'il ajouta qu'il avait plusieurs projets qui étaient tous très convenables aux intérêts de la France, je lui demandai s'il voulait me faire la grâce de m'en communiquer un et que je le ferais partir par courrier. — Il dit qu'il fallait savoir avant ce que pensait M. le cardinal, que je pouvais lui mander qu'il avait envoyé le comte Truchess en Angleterre, mais que dès qu'il aurait des sûretés de traiter avec Sa Majesté, il le ferait revenir. — Je lui dis ensuite que le bruit était public à Vienne qu'il avait pris des engagemens avec le grand-duc et qu'il l'avait même assuré de trois voix pour la dignité impériale. — Il me répondit qu'il s'en fallait de beaucoup, *que sa voix était encore à louer*, mais que, s'il ne trouvait pas jour à s'allier avec le roi, il chercherait des amis pour seconder ses vues, que pour lui, il lui serait assez indifférent qui fût empereur, et qu'à cet égard il ne se conduirait que relativement à ses intérêts ou à ceux de ses alliés, mais qu'il me répétait encore que son amitié n'était

(1) Valori au cardinal, 10 décembre 1740. (*Correspondance de Prusse*, ministère des affaires étrangères.)

pas à mépriser, qu'il était en état de seconder toutes les espèces de vues que le roi pouvait avoir, que son agrandissement ne pouvait porter aucun ombrage, et que, par la position où il était, il devenait son allié naturel dans le Nord,... qu'enfin nous avions ensemble de bonnes choses à faire.

« Je lui dis qu'il avait pas lieu de douter que l'intention du roi ne fût de se prêter à tout ce qui pouvait contribuer à resserrer ces liens d'amitié qui étaient déjà entre eux. — « Tout cela, mon ami (me dit-il), sont des discours que nous nous sommes tenus jusqu'à présent ; nous ne pouvions rien faire qui vaille jusqu'à ce moment : voici le temps venu que je sache si M. le cardinal veut de moi... Si l'on veut m'avoir, la chose ne traînera pas longtemps, et je vous donnerai mes idées ; je voudrais aussi qu'il me fît part des siennes. Je vous avertis que je suis pressé et que je voudrais savoir à quoi m'en tenir. Personne n'est plus que moi en état de faire le bien de la maison de Bavière et de seconder les vues que le roi votre maître pourrait avoir de le faire empereur et cela sans le compromettre. Après nous être chamaillés quelque temps, il pourra s'élever comme le modérateur. On négociera et il prononcera comme nous sommes convenus. Convenez que je lui fais jouer un personnage qui convient également à sa grandeur et à son goût. Soyez sûr, continua-t-il, mon cher ami, que c'est un abus de croire que tout ceci doive se passer sans quelque coup d'épée. C'est aux jeunes gens à entrer les premiers en danse. Après tout, qu'est-ce que cela vous fait si je m'agrandis de ce côté-ci, et ne devez-vous pas être bien aise que je fasse mes affaires à ce prix ? Si le roi réfléchit, il verra que je ne suis pas un allié à mépriser. » Puis il laissa entendre que le meilleur parti à prendre serait d'unir les deux couronnes par une alliance défensive, dans laquelle on tâcherait de faire entrer les puissances du Nord, comme la Suède et le Danemarck (1).

Valori sortit plus troublé que jamais doutant toujours de la sincérité de son interlocuteur, et très effrayé de la pensée de lui donner par un traité défensif une caution éventuelle contre les conséquences de son aventure. Rencontrant sur son chemin le ministre Podewils, il essaya de le faire parler en feignant de savoir ce qu'il soupçonnait. « Mon cher ministre, lui dit-il en lui serrant la main affectueusement, vous ne le savez pas, mais je suis informé que le roi votre maître est en correspondance avec le grand-duc et qu'ils s'entendent. » Podewils ne manqua pas de communiquer sur-le-champ à Frédéric cette prétendue confidence. « Bah ! répond le roi dans une note confidentielle, cajolez-le comme vous pourrez et faites-lui espérer que je ne séparerai jamais mon intérêt de celui

(1) Valori à Amelot, 12 décembre 1740.

de la France. » Puis, au marquis de Beauvau, qui venait prendre avant son départ une audience de congé, il dit tout haut avec affectation, de manière à être entendu et répété : « Je vais jouer une grande partie : si les as me viennent, nous partagerons. » Le soir, il y eut bal masqué au palais; Frédéric y parut en domino, sans masque, prit part avec gaîté à tous les divertissemens, causa assez longuement, dans une embrasure de fenêtre, avec le ministre d'Angleterre, puis, au moment où on se séparait, il dit aux officiers qui l'entouraient : « Graissez vos bottes, nous partons (1). »

Deux jours après, la frontière était franchie, et il écrivait de son quartier-général placé à Schleidnitz, premier poste de la Silésie : « Mon cher Podewils, j'ai passé le Rubicon, enseignes déployées et tambour battant; mes troupes sont pleines de bonne volonté, les officiers d'ambition, nos généraux affamés de gloire : tout ira selon nos souhaits; mon cœur me présage tous les biens du monde, enfin un certain instinct, dont la cause nous est inconnue, me prédit du bonheur ou de la fortune. Je ne paraîtrai pas à Berlin sans m'être rendu digne du sang dont je suis issu et des braves soldats que j'ai l'honneur de commander. Adieu, je vous recommande à la garde de Dieu (2). »

Pendant que Frédéric marchait sur la capitale de la Silésie, par la grande route de Vienne, un courrier prenait celle de France. emportant les lettres de Valori et de Beauvau au cardinal. Les deux envoyés ne parlaient pas de même. Beauvau, toujours convaincu du mauvais vouloir et même de la haine de Frédéric, croyait à la nécessité d'une action immédiate de la part de la France. Il fallait, suivant lui, ou se jeter sur l'Autriche de concert avec la Bavière et la Prusse, afin d'avoir sa part des dépouilles, ou lui venir en aide en faisant payer son appui. Mais, de toute manière, il fallait agir, sans quoi le prince téméraire profiterait d'un premier succès pour se réconcilier avec Marie-Thérèse, et on aurait ensuite les deux jeunes souverains à la fois sur les bras : « Je crains toujours, disait-il, que Votre Éminence ne soit pas assez persuadée combien le roi de Prusse est un souverain dangereux. Sa conduite ressemble plus à un roman qu'à l'histoire; mais le roman peut avoir les suites les plus funestes. » Valori était plus réservé; dans sa pensée, il convenait d'attendre et de laisser Frédéric mettre le feu à l'Allemagne sans s'en mêler, du moins ouvertement. Cette conduite, assurait-il, nous fera rechercher de tout le monde sans donner de jalousie à personne.

Tel était, en effet, le problème : s'associer ou s'opposer à une

(1) *Pol. Corr.*, t. I, p. 148. — Voltaire, *Mémoires*. — Frédéric, *Histoire de mon temps*.

(2) *Pol. Corr.*, *ibid.*

ambition sans scrupule, ou bien encore rester l'arme au bras pour apparaître à son heure sur la scène troublée : tels étaient les trois partis entre lesquels la politique française devait choisir. Par un singulier jeu de la Providence, c'était à un vieillard déjà un pied dans la tombe qu'était remise une décision, la plus grave peut-être que jamais ministre de France ait eu à prendre et dont il a fallu plus d'un siècle pour que notre génération ait vu se dérouler la dernière conséquence.

II.

Une anecdote rapportée dans tous les mémoires du temps a le mérite de peindre au naturel la situation d'esprit dans laquelle les événemens qui se précipitaient en Allemagne trouvèrent Louis XV, ses ministres et sa cour. Comme on s'entretenait à Versailles de la mort de Charles VI et de ses conséquences, le roi, d'abord silencieux, finit par laisser tomber d'un air de langueur qui lui était habituel cette parole indifférente : « Nous n'avons qu'une chose à faire, c'est de rester sur le mont Pagnotte. » A quoi l'un des assistans, le marquis de Souvré, répliqua vivement : « Votre Majesté y aura froid, car ses ancêtres n'y ont pas bâti. » Le mot de Louis XV est caractéristique par sa trivialité même. On y reconnaît ce prince tout entier, avec cette justesse de coup d'œil et ce sens pratique dont la nature l'avait doué, qualités précieuses dont la France ne profita jamais, parce que, pour être dignes d'un roi, il leur manqua toujours d'être relevées par un souffle de générosité et soutenues par un ressort énergique de volonté. La réplique du courtisan est plus significative encore, car elle fait comprendre en deux mots dans quelle voie funeste une tradition mal comprise, devenue l'objet d'un faux point d'honneur, allait égarer la politique de la France.

En examinant, en effet, les résolutions diverses que le gouvernement de Louis XV pouvait prendre dans la crise où il se trouvait jeté avec toute l'Europe, on en trouve deux qui, différentes sans être opposées ni tout à fait inconciliables, pouvaient l'une et l'autre être honnêtement adoptées : l'une peut-être plus conforme aux exigences délicates du point d'honneur, l'autre mieux appropriée aux légitimes suggestions de l'intérêt national. Le roi de France pouvait s'empresser, non-seulement de confirmer la reconnaissance, mais de promettre par avance et de préparer l'exécution des engagemens qu'il avait pris par le traité de 1735 envers l'ordre de succession réglé par la *pragmatique*. C'eût été devancer l'appel de Marie-Thérèse par un élan chevaleresque qui n'est, j'en conviens, ni habituel ni même obligatoire entre souverains. Il pouvait aussi, sans être

infidèle à aucune de ses promesses, éviter de s'expliquer sur les moyens de les remplir jusqu'au jour où la nécessité aurait réduit la fille de Charles VI à invoquer le secours de ses alliés. Ce jour-là, personne ne pouvait trouver mauvais qu'avant de se mettre en frais et en campagne, il stipulât en faveur de ses peuples une compensation proportionnée aux sacrifices qu'il leur aurait imposés ou aux périls qu'il leur aurait fait courir pour la défense de la cause impériale.

L'occasion, on l'a vu, n'aurait pas tardé : la brusque invasion de la Silésie mettait la bonne foi d'un des garans de la *pragmatique* dans un contraste avantageux avec la perfidie de l'autre, et comme rien n'est tout à fait gratuit en politique, on pouvait assez raisonnablement demander à l'Autriche de payer la loyauté d'un fidèle ami d'un prix que la comparaison seule aurait fait paraître modéré. Une telle ligne de conduite eût été d'ailleurs la suite naturelle de celle qui avait été sagement suivie par les conventions de 1735. En permettant à Marie-Thérèse de choisir l'époux de ses préférences, Fleury, en 1735, avait obtenu avec la cession de la Lorraine l'avantage d'assurer la continuité de notre territoire du côté de l'est jusqu'à la forte barrière des Vosges. En favorisant, en 1740, l'élévation de cet époux bien-aimé à la dignité impériale, le même Fleury pouvait se proposer d'obtenir quelque concession analogue, quelque démembrement des Pays-Bas ou du Luxembourg, qui aurait reculé notre frontière septentrionale en la rapprochant du Rhin. La suite fera voir que Marie-Thérèse aurait consenti sans trop de peine à un sacrifice, même assez étendu, de cette nature. Et de fait, à un agresseur insolent comme Frédéric, qui visait au cœur même de son empire, comment n'aurait-elle pas préféré un honnête allié qui ne lui aurait demandé pour courir à son aide que l'abandon éventuel d'un lambeau détaché de ses possessions lointaines? Mais ce lambeau, sans prix pour elle, serait venu compléter heureusement la défense et l'unité de notre sol national.

C'étaient là sans doute les chances qu'entrevoyait Louis XV et qu'il conseillait d'attendre, aidé d'ailleurs dans ses prévisions et dans sa patience par son inertie naturelle. La perspective devenait convenir mieux encore à son vieux ministre, qui avait naturellement, comme je l'ai dit, le goût de la politique expectante et l'avait même déjà poussé jusqu'à l'excès regrettable de favoriser par ses indécisions les espérances de la Bavière et l'audace de la Prusse. Le moins qu'il pût se proposer, c'était de tirer adroitement parti d'une situation qu'il avait contribué à créer. Caresser d'abord, puis mettre à profit les affections et la fierté blessée d'une jeune femme, c'était un jeu qui paraissait fait tout exprès pour un octogénaire rendu

lui-même par les glaces de l'âge insensible aux passions du cœur, mais qui n'avait que mieux appris par là même à en faire jouer tous les ressorts.

La France avait donc le choix entre un acte de désintéressement un peu idéal et un calcul d'une honnêteté moyenne et suffisante. Hors de là, il ne lui restait plus qu'un parti à prendre : c'était de violer tous ses engagemens, sans provocation comme sans prétexte, et de se jeter tête baissée dans les hasards d'une agression continentale, à la veille d'une guerre maritime déjà presque allumée, le tout pour l'honneur d'un prétendant sans troupes comme l'électeur de Bavière et en compagnie d'un allié sans foi comme l'envahisseur de la Silésie. Cette conduite avait la singulière fortune de réunir tous les torts à tous les périls et le comble de l'imprudence à l'excès de la déloyauté. Ce fut pourtant ce troisième parti qu'après réflexion la politique française embrassa.

La cause principale et la seule excuse de cette erreur coupable dont les conséquences durent encore, ce fut l'influence exercée par le souvenir de la longue lutte qui était engagée depuis des siècles entre les maisons de France et d'Autriche. L'abaissement de la maison d'Autriche était le but politique poursuivi depuis François Ier jusqu'à Louis XIV par tous les souverains dignes de la France et tous les ministres qui avaient bien mérité de leurs maîtres. Les plus illustres capitaines avaient payé de leur sang sur les champs de bataille l'exécution persévérante de ce grand dessein. Richelieu, Mazarin, Condé, Turenne et Villars demeuraient grands dans la mémoire de leurs compatriotes par les coups qu'ils avaient portés à la prépondérance impériale. Rompre avec une tradition dans laquelle étaient nourris, dont demeuraient, pour ainsi dire, imprégnés tous ceux qui portaient la parole ou les armes au nom de la France, depuis l'ambassadeur jusqu'au moindre agent diplomatique, depuis le général à la tête de son armée jusqu'au plus humble ingénieur fortifiant une citadelle, en tout temps c'eût été une tentative difficile à faire admettre et même comprendre. Mais le jour où une chance imprévue permettait de porter à l'ennemi héréditaire un coup qui pouvait l'écraser, lui tendre la main, au contraire, et le relever, c'était, semblait-il, pour le roi de France résister à l'appel de la Providence et offenser les mânes de ses ancêtres.

Ainsi raisonnaient même des sages : ils n'avaient qu'un tort, c'était de ne pas réfléchir que précisément parce que cette politique avait rempli deux siècles de travaux et de gloire, ayant atteint son but, elle avait fait son temps. Le plus grand hommage, au contraire, que Louis XV pût rendre à ses prédécesseurs, c'était de reconnaître (comme doit le faire aujourd'hui l'histoire) qu'ils avaient conduit les revendications de la France contre l'Autriche à ce point où, l'œuvre

étant consommée, il n'était ni nécessaire, ni même prudent de vouloir la pousser plus avant. Un regard jeté en arrière suffisait pour montrer que, tout étant fait dans cette voie, rien n'était plus à faire. Que de terrain gagné, en effet, de François Ier à Louis XV! que d'espace parcouru! que de grandeur acquise! quel éternel sujet d'honneur pour la maison royale à qui a été dû ce progrès sans pareil! et quelle reconnaissance doit garder encore la postérité qui conserve, même après nos malheurs, les débris mutilés de cet héritage! Au début du XVIe siècle, Charles-Quint était empereur d'Allemagne, roi d'Espagne, maître de l'Italie et des Pays-Bas : un coup de baguette magique venait de le rendre possesseur, au-delà des mers, de trésors qui semblaient inépuisables et de contrées sans limites. C'était l'empire du monde qu'il avait fallu arracher au nouveau César. Une seule nation, la France, j'ai presque dit une seule famille, avait pris en main la cause de l'indépendance de tous les peuples et elle avait suffi à la tâche. Cent ans après, grâce à la France et à ses souverains, le fantôme de la monarchie universelle avait disparu, mais une réalité menaçante subsistait encore : la maison d'Autriche, affaiblie et divisée, sans être détruite, partagée en deux branches qui tenaient toujours au même tronc, enserrait encore la France au nord, à l'est et au sud, par une étreinte redoutable. Entre la Flandre, l'Alsace, la Franche-Comté, la Navarre et la Méditerranée sillonnée par ses escadres, elle avait partout une entrée facile sur notre sol par des frontières ou des côtes ouvertes ou dégarnies. C'est alors que Richelieu jeta hardiment les armées françaises dans tous les hasards de la guerre de Trente ans ; et depuis cette heure une série de victoires était venue détacher une à une toutes les mailles de ce réseau de fer. Rocroi, Senef et Fleurus avaient amené les cessions successives de Cambrai, de Besançon et de Strasbourg. L'orgueil de Louis XIV, sévèrement puni par les malheurs de sa vieillesse, avait un instant compromis ce résultat, mais sans le détruire, et, en définitive, après des traverses, juste châtiment de quelques fautes, la fortune nous était revenue et Denain avait affermi sur la tête d'un Bourbon les couronnes d'Espagne et de Sicile.

L'horizon s'était aussi dégagé de toutes parts, et Louis XV, à Versailles, respirait pleinement à l'aise. S'il eût été vraiment digne de recueillir les fruits de cette politique à longue vue, il se fût borné à en jouir ou du moins, en travaillant à la compléter, il se fût gardé de la compromettre. Il eût reconnu dans le traité de 1735 l'attestation éclatante du changement opéré entre les forces relatives des deux royautés rivales. Loin de repousser les recommandations paternelles de Charles VI, invoquant, sur son lit de mort, la garantie française comme le suprême espoir de sa race, il les eût accueillies comme un hommage, avec une fierté bienveillante. Et, de fait,

Louis XIV lui-même, dans toute sa superbe, quel rêve plus orgueilleux aurait-il pu former que de voir la petite nièce de Charles-Quint devenue la pupille de son petit-fils, réclamant pour toute faveur le maintien de l'équilibre établi par les traités de Westphalie et d'Utrecht, ces deux œuvres diplomatiques dont l'une avait inauguré et l'autre couronné son règne?

Envisagée de ce point de vue, la *pragmatique sanction*, qui garantissait le *statu quo* territorial de l'Europe, loin de détruire ou d'ébranler les résultats de notre politique séculaire, en était la confirmation, presque la consécration définitive. Cette vérité ne fut pas appréciée, peut-être pas même aperçue, dans les conseils de Louis XV. En tous cas, elle n'y fut pas présentée avec l'autorité qu'un jugement éclairé par la suite des faits peut aujourd'hui lui reconnaître. Il y eut bien un débat entre Fleury et ses collègues, mais il ne s'éleva pas à ces hauteurs. Fleury, tenant avant tout à rester en paix et à laisser courir les événemens, fit valoir de mesquines considérations d'économie : la détresse du trésor accrue par les rigueurs de la saison dans les dernières années, la désorganisation de l'armée, mal remise des pertes de la dernière guerre, la fatigue et l'épuisement général du pays. Le ministre des affaires étrangères, Amelot, et Maurepas, ministre de la marine, partisans d'une politique plus active, répondirent à ces raisons par d'autres aussi pauvres, — tirées de traditions qu'ils ne comprenaient pas et de précédens sans application, — telles qu'en peuvent trouver des esprits courts qui ne savent pas sortir d'une ornière. On ne sait qui l'eût emporté, et de l'inertie ou de la routine, ces deux forces également aveugles, laquelle aurait prévalu si une action plus vive et pour ainsi parler plus jeune ne fût venue à la traverse.

En tout temps, et dans les affaires publiques comme dans la vie privé, la jeunesse se plaît, on le sait, à déjouer les calculs de l'expérience. C'est une force assez mal réglée dont les vieux politiques, qu'elle dérange, ont le tort de ne jamais tenir assez de compte. Même dans nos foules démocratiques, les instincts, les désirs de chaque génération nouvelle viennent presque périodiquement troubler le corps social et opèrent comme un levain qui fait fermenter toute la masse. Mais c'était bien autre chose dans le cercle étroit de Versailles. Là, dans ces quelques pieds carrés où se décidait la destinée d'un grand peuple, toute action se multipliait au centuple par elle-même. Là vivait, parlait et remuait tout le long du jour une jeune noblesse, ardente et désœuvrée, se mêlant de tout, précisément parce qu'elle n'avait rien à faire, l'esprit d'autant plus prompt à la critique qu'il était plus léger de réflexions et plus vide de connaissances, et entre les petits levers et les petits couchers, les messes et les chasses royales, les voyages de cour, les parties de

plaisir ou de dévotion, ayant mille occasions d'approcher de l'oreille du maître. Le regard sévère de Louis XIV l'aurait contenue, la nonchalance de Louis XV lui donnait carrière; rien ne modérait plus sa fougue et sa loquacité intempérante. Actes et paroles des ministres, elle citait tout à son tribunal. Le murmure de ces voix confuses et tranchantes formait autour des gens en place ou en crédit un bourdonnement qui aurait fait perdre le sens aux cerveaux les plus rassis. Or, dès le premier jour, la jeunesse de la cour fut passionnée pour courir sus à l'Autriche défaillante, et, de crainte de manquer une si bonne occasion de guerroyer, réclama à grands cris une entrée en hostilité immédiate.

Ce n'était pas seulement, chez ces nouveaux preux, ce goût d'aventures, cet attrait de la renommée naturels à tout ce qui porte l'épée pour la première fois. Ce fut un entraînement d'autant plus vif que la dernière guerre, bien qu'honorable pour la France, n'avait que médiocrement satisfait tous les héros en espérance. Par une particularité qu'expliquait assez l'âge du premier ministre, tous les commandemens dans cette campagne avaient été réservés à des généraux sur le retour, formés à l'école du dernier règne. Le plus illustre, Villars, était même mort de vieillesse sous le harnais, enviant le sort de son camarade Berwick, qu'un boulet emportait à la même heure, mais qui avait lui-même plus de soixante ans. Noailles, Broglie, Coigny, qui les avaient remplacés, n'étaient guère moins avancés dans la vie. Ils n'étaient jeunes qu'aux yeux de Fleury, qui les avait vus naître et grandir et à qui (j'ai vu cette illusion chez d'illustres vieillards) tout ce qui n'avait pas cinquante ans paraissait imberbe. Rien d'étonnant qu'une nouvelle race militaire se fût élevée derrière ces vétérans, qui brûlait de paraître en scène à son tour et de conquérir, dans une guerre qui fût son œuvre, une gloire qui lui fût propre, et elle se montrait d'autant plus impatiente de descendre dans l'arène qu'elle espérait, cette fois, arracher le roi à sa torpeur et l'entraîner avec elle sur le chemin de la victoire.

Il était temps, disait-on, car dans cette atmosphère frondeuse, on ne s'était pas fait faute de remarquer tout bas que le roi, dans la fleur de l'âge, n'avait pas paru pressé jusque-là d'imiter ses aïeux en prenant part lui-même aux opérations militaires, ni pour les commander comme Henri IV, ni pour en partager les périls comme Louis XIII, ni même pour les surveiller de loin comme Louis XIV. Ce n'était pas sur le bord d'un fleuve traversé par ses armées, c'était au fond de Versailles, loin de l'écho des combats, qu'il s'était laissé attacher par sa grandeur sans trahir même l'apparence d'un regret. Comme aucun soupçon ne s'élevait sur la bravoure d'un Bourbon, on attribuait cette réserve peu naturelle aux habitudes

étroites de son éducation, au soin, j'ai presque dit au culte, pour sa personne royale que lui avaient inspiré d'abord des précepteurs très obséquieux, puis la digne compagne à qui un mariage inégal l'avait uni au sortir de l'enfance. La vertueuse Marie Leczinska, éblouie de sa grandeur inespérée, n'osant presque lever les yeux sur son époux, le considérant comme un dieu qu'aucun trouble ne devait atteindre, craignant à tout moment de le perdre et de tout perdre avec lui, le gardait, par instinct, comme à vue dans son intérieur. Élevée loin du rang suprême, où aurait-elle pris, d'ailleurs, pensait-on, pour les comprendre et s'y associer, les nobles inspirations qui conviennent à la royauté ?

Aussi les gens de cour (et le nombre en était grand) qui se piquaient d'être plus susceptibles sur le point d'honneur que scrupuleux sur la morale, constataient-ils avec plaisir que l'influence de la reine, très grande dans les premières années de son mariage, s'était affaiblie par degrés et venait enfin de complètement s'effacer. Une disproportion d'âge, chaque jour plus sensible, le déclin prématuré des agrémens plus que médiocres dont la pauvre princesse était douée, avaient peu à peu éloigné le roi d'une intimité conjugale dont le régime avait toujours été un peu sévère. Dès que ce refroidissement fut visible, la nouvelle en fut accueillie avec joie par tout un peuple de serviteurs toujours prêts à voir dans les vices des grands une mine de fortune à exploiter. Grandes dames de mœurs faciles, jeunes seigneurs passés maîtres dans l'art des plaisirs délicats, ce fut à qui s'empressa de présenter aux yeux du prince tous les attraits qui pouvaient émouvoir ses sens. Une véritable conspiration fut ourdie pour l'écarter de ses devoirs domestiques, et tous les mémoires du temps affirment, sans avoir été contredits, que le vieux cardinal y entra, au moins par connivence, soit, qu'en tuteur prudent, il craignît d'importuner son pupille par trop de sévérité, soit qu'il soupçonnât toujours Marie Leczinska de regretter son prédécesseur, le duc de Bourbon, à qui elle avait dû le trône. Le cœur du roi fut ainsi comme une place assiégée de toutes parts, et qui, livrée de l'intérieur, se rendit bientôt sans trop de résistance. La cour et la ville ne tardèrent pas à apprendre que Louis XV avait les faiblesses de Henri IV, ce qui parut aux connaisseurs autant de fait pour imiter son courage et prétendre à son génie. N'y avait-il pas de tout temps, sur les rapports nécessaires de la galanterie et de la valeur, une opinion courante dans le monde comme dans les lettres, un code de ces maximes que Boileau a si bien nommées des *lieux-communs de morale lubrique* et qui défrayaient aussi bien les chansons à boire sur le Vert galant que les fadeurs d'opéra sur les amours de Mars et de Vénus? Molière lui-même n'avait-il pas dit :

Et je ne conçois pas que, sans être amoureux,
Un jeune prince soit et grand et généreux?

Bien des gens même de nos jours rediraient encore des couplets sur cet air si la mode de chanter n'était passée. Mais tout le monde chantait à Versailles, et nous avons pu connaître de vieilles dames de l'ancienne cour, ayant mené une vie irréprochable et la finissant toute en Dieu, qui avaient pourtant la mémoire encore garnie de ces refrains joyeux et guerriers et qui parlaient des écarts de la vaillante jeunesse de leur temps avec quelque chose de plus que de l'indulgence. Bref, dès que le roi était émancipé de son ménage et de son confesseur, il fut entendu que rien ne l'empêcherait plus de courir à la gloire.

Il ne s'agissait que de l'y pousser; et c'est de quoi se chargèrent volontiers les influences dont la séduction l'ayant initié au goût des plaisirs paraissait propre à lui inspirer aussi l'ardeur des combats. Deux femmes présidaient ensemble au cercle des nouvelles intimités royales : c'étaient deux sœurs, filles d'une maison très noble, mais un peu déchue, celle de Nesle; l'une, Mme de Mailly, la première que le roi eût honorée publiquement de sa faveur; l'autre, Mme de Vintimille, moins belle, mais plus piquante que son aînée et qu'on accusait assez généralement de vouloir la supplanter. Les deux dames vivaient pourtant dans une intimité sans nuage. Elles entrèrent avec passion dans les plans de campagne qui montaient autour d'elles toutes les jeunes têtes. Une tradition poétique et romanesque les autorisait à se faire d'avance une part dans les exploits futurs du souverain. N'était-ce pas Agnès qui avait éveillé Charles VII de son sommeil et sauvé la France de sa ruine? Gabrielle n'avait-elle pas reçu les tendres adieux du vainqueur de Coutras? Comment oublier aussi La Vallière et Montespan, majestueusement promenées dans les plaines de Flandre en vue des citadelles assiégées ou soumises, puis ramenées le lendemain en reines dans les fêtes de la victoire,

Dansant avecque lui sous des berceaux de fleurs,
Et du Rhin subjugué couronnant les vainqueurs!

Pourquoi ces jours brillans ne pourraient-ils pas renaître? Le nouveau Louis était-il moins brave, moins beau que son aïeul? ait-il moins fait pour vaincre et pour être aimé? Que lui manquerait-il pour enflammer tous les cœurs quand ses traits, d'une régularité encore un peu froide, seraient animés par les feux de la gloire et de l'amour?

On parlait déjà ainsi quand on apprit que le nouveau roi de Prusse,

de deux ans seulement plus jeune que celui de France, se jetait, à peine couronné, dans une mêlée guerrière sans dire, peut-être même sans savoir pourquoi. L'entraînement des souvenirs, aidé de l'émulation d'un tel exemple, parut alors tout à fait irrésistible. Seulement personne ne pensa que le cardinal pût s'y associer. Entre le vieux pédagogue, qui, tout le long du jour, tenait encore le roi en tutelle, et les nouveaux conseillers, dont les jeunes visages l'attendaient le soir dans des cabinets particuliers, il y avait, semblait-il, incompatibilité d'humeur encore plus que d'âge et de profession. Comment, d'ailleurs, eût-on proposé sans sourire à un vieillard, presque à un cadavre, de tenter une grande aventure? Il fut donc arrêté, dans tous les conciliabules guerriers, que l'heure de la retraite avait sonné pour une domination sénile qui n'avait que trop duré, et si la vieillesse était sourde à la voix des événemens, on se chargeait de le lui faire entendre. Un mot courut à Versailles, un de ces mots par lesquels le public français excelle à peindre une situation et à achever un homme, et que tout le monde répète parce que chacun croit l'avoir inventé : « C'était un cardinal, dit-on, qui avait frappé à mort la maison d'Autriche, un autre cardinal, si on le laissait faire, allait la ressusciter. » Quant au successeur à trouver, le roi, ajoutait-on, n'avait que l'embarras du choix. Voulait-il un homme de cabinet, un politique éprouvé et rompu aux affaires? Il n'avait qu'à rappeler de l'exil le marquis de Chauvelin, naguère encore chargé par Fleury lui-même du ministère des affaires étrangères et que son jaloux collègue n'avait éloigné que pour ne pas partager avec lui l'honneur des dernières négociations. Préférait-il un homme d'action autant que de conseil, propre à faire un général en chef aussi bien qu'un premier ministre et à exécuter de grands desseins après les avoir conçus? Un nom était sur toutes les lèvres : c'était celui de Charles-Louis Fouquet, comte de Belle-Isle.

Celui-là, pour devenir l'idole de la jeunesse, n'était pourtant pas bien jeune lui-même. Né en 1684, il n'avait pas moins de cinquante-six ans. Mais la disgrâce, en retardant sa fortune, lui avait conservé dans cette maturité de la vie qui touche au déclin le charme de l'espérance et le prestige de l'inconnu. Il y avait dans son existence comme dans sa personne je ne sais quoi d'aventureux qui tranchait avec la monotonie des habitudes de Versailles. A distance même, et pour l'histoire, sa physionomie est presque la seule qui se détache sur le fond uniforme de la société politique d'alors. L'originalité est en général ce qu'on cherche en vain dans cette société brisée par le pouvoir absolu. Telle que la main pesante de Louis XIV avait fait la France, quiconque prétendait à s'y élever savait d'avance à quel moule il devait assujettir son caractère et quelle voie devait suivre sa destinée. On appartenait par la naissance soit à une noblesse

brave et frivole qui achetait de bonne heure ses grades à l'armée et dans l'intervalle, entre deux campagnes, briguait des charges de cour, soit à une haute bourgeoisie, habituellement sortie de la robe, maîtresse de tous les emplois civils et qui avait sa place marquée dans les conseils. Une fois entré dans l'une ou l'autre carrière, on la parcourait d'étape en étape sans autre accident qu'un caprice de faveur ou un coup de feu reçu sur le champ de bataille. L'adversité avait jeté Belle-Isle en dehors de ces chemins battus. Son père, on le sait, était le troisième fils du célèbre Fouquet, le seul qui eût laissé une postérité. Sa mère était une fille de la noble maison de Lévis. Malgré cette illustre alliance, toute la famille de Fouquet ayant partagé la disgrâce de son auteur, c'était dans l'obscurité, presque dans la misère, que le jeune héritier de cette race proscrite avait vu le jour. Le souvenir de sa grandeur déchue avait de bonne heure allumé et irrité son ambition précoce. Tandis que tout lui rappelait que son aïeul avait disposé de la fortune de l'état, inquiété l'orgueil du roi et intéressé toute la France à sa ruine après l'avoir menacée de la guerre civile, devant lui la carrière était fermée, même à l'espérance. L'entrée de l'armée, où l'appelait son penchant naturel, lui était interdite, le roi ayant à plusieurs reprises rayé son nom d'une liste de présentation.

Lorsque enfin les instances de ses parens maternels lui eurent obtenu un poste inférieur, ce fut l'épée à la main qu'il dut conquérir tous ses grades. Il ne fallut pas moins qu'une blessure presque mortelle, reçue à Lille, pour le faire brigadier : « Furieux pas, dit Saint-Simon, pour le point dont il était parti. » Même après cet exploit, à peine s'il était admis à la cour, et Mme de Maintenon, qui le protégeait sous main, refusa toujours de le recevoir. La mort de Louis XIV lui rouvrit Versailles; mais, pour y reprendre son rang, toute la souplesse, toute l'audace, toutes les ressources d'esprit d'un parvenu lui furent nécessaires. Il se fit protégé de l'indigne Dubois afin de grandir et monter avec lui. « Il passa, dit encore Saint-Simon, par toutes les portes, les cochères aussi bien que les carrées et les rondes. » Ainsi se formait en lui un mélange de qualités différentes où l'on reconnaissait l'empreinte de ses diverses origines. Hardi comme un chevalier, courtisan accompli et faisant son chemin auprès des femmes par des manières noblement insinuantes, il était en même temps travailleur et écrivain infatigable comme un homme de bureau, et l'on pouvait même surprendre en lui quelques traits héréditaires du financier. D'heureuses spéculations l'avaient fait passer en peu d'années de la misère à l'opulence : la plus habile fut l'échange qu'il sut obtenir de son marquisat de Belle-Isle (seul débris de la fortune paternelle) contre les comtés de Gisors et de Vernon. Il eut l'art de persuader au

conseil de régence que l'acquisition de Belle-Isle-en-Mer importait à la sûreté des côtes de Bretagne, et d'obtenir ainsi, en place de cette pauvre seigneurie perdue au fond de l'Océan, qui lui rapportait à peine quelques milliers d'écus, de riches domaines, situés dans les plaines les plus grasses de Normandie et qui n'étaient jamais sortis jusque-là de la mouvance de la couronne. Il fut moins heureux dans des transactions d'une nature plus douteuse qu'il essaya sur les fournitures de l'armée, de concert avec le secrétaire d'état Le Blanc et le trésorier de la guerre La Jonchère. Surpris au milieu de l'opération par la mort subite du régent et par la ruine de ses associés, une rancune de Mme de Prie le fit jeter à la Bastille comme accusé de concussion. Mais tant de monde, et surtout tant de grandes dames, s'intéressèrent en sa faveur qu'il fallut se hâter de le relâcher. Bref, en véritable Fouquet, il connaissait le prix de l'argent en fait de galanterie comme de politique, joignait l'art de l'acquérir au talent de le bien dispenser, et quand il tenait grande maison dans son château de Bizy, exerçant sur les bords de la Seine des droits seigneuriaux qui n'avaient jusque-là appartenu qu'au roi, recevant chaque jour les nouvelles de la cour par des billets tracés d'une main féminine, il était bien l'héritier de l'hôte magnifique de Vaux et du surintendant *qui n'avait jamais trouvé de cruelles*.

Dans le cas présent, les mémoires du temps racontent qu'il avait fait passer deux cent mille francs à Mme de Vintimille pour que son nom fût discrètement prononcé à l'oreille du roi. Bien que l'anecdote soit rapportée en propres termes par l'un de ses meilleurs amis, le président Hénault, je doute que Belle-Isle, qui était bon calculateur, ait fait cette dépense superflue. Dès qu'il s'agissait de combattre en Allemagne, il était désigné d'avance sans avoir même besoin de faire penser à lui. Tout le monde savait que, placé auprès de Berwick dans la dernière campagne et appelé après la mort du maréchal à commander une division de l'armée du Rhin, il avait formé le plan d'une campagne hardiment agressive qui devait être poussée jusqu'en Saxe et même en Bohême, et qu'il en sollicitait le commandement lorsque la paix avait mis fin aux opérations militaires. Depuis lors, il se tenait prêt pour reprendre, au premier signal, son dessein interrompu, et, afin d'en mieux préparer l'exécution, il s'était fait donner le gouvernement de Metz, alors, hélas! la tête d'une des lignes défensives de la France contre l'Allemagne et l'un des points de départ naturels de toute attaque. De là, il surveillait tout ce qui se passait sur les deux rives du Rhin et entretenait des relations avec les petits souverains qui se partageaient cette contrée. Ses rapports étaient intimes aussi avec l'électeur de Bavière, dont il se disait un peu parent par sa femme, Mlle de Béthune, des-

cendante, comme la maison régnante à Munich, d'un des souverains électifs de la Pologne. A ce titre, il correspondait régulièrement avec l'électeur et avait reçu la confidence de ses chagrins quand la *Pragmatique* fut sanctionnée par l'adhésion de la France, et dès le lendemain de la mort de Charles VI, c'est à Bizy que s'adressait le futur prétendant pour se faire recommander à Versailles.

Rien de plus naturel que Belle-Isle fût appelé à représenter la politique qu'il n'avait cessé de prêcher. Mais ce qui fixait surtout sur lui tous les regards, c'est que le grand dessein qu'il avait formé, l'opinion populaire le croyait seul capable de l'accomplir. Le ton de confiance qui respirait dans son langage fascinait une génération déjà un peu affaissée et qui aimait qu'on l'encourageât à ne pas douter d'elle-même. Il avait d'ailleurs ce qui plaît toujours aux peuples, le goût et l'instinct de la grandeur. Il cherchait le grand en toutes choses pour l'éclat autant que pour la réalité, mais pour la France autant que pour lui-même; mêlant toujours à son ambition privée ce qu'on appelait, dans la langue patriotique d'alors, la passion de la gloire du roi. L'expérience seule devait apprendre si son génie pouvait atteindre aussi haut que tendait sa pensée, et si l'ardeur même de son âme ne recélait pas (comme on l'a dit) plus de feu que de force. Mais en attendant l'épreuve, si l'on devait combattre, tout ce qui voulait briller et vaincre désirait que ce fût sous ses ordres.

III.

Fleury, voyant grossir l'orage, avait deux partis à prendre qui, l'un et l'autre, auraient sauvé l'honneur de son nom : il pouvait indifféremment y céder ou y faire tête. Si la résistance lui paraissait commandée par l'intérêt public, son ascendant sur son ancien élève était bien encore assez grand pour qu'une parole nettement prononcée, et d'accord au fond avec la pensée royale, eût dissipé le bruit qui se faisait autour de lui. S'il jugeait l'entraînement irrésistible, il pouvait quitter la place et laisser à d'autres le soin de conduire une campagne que (l'eût-il approuvée) il ne pouvait raisonnablement espérer de mener à fin. A quatre-vingt-douze ans, il était bien temps pour un homme d'état de se décharger du poids des affaires, et pour un prêtre de songer à son salut.

Mais l'âge, qui accroît la faiblesse, ne désintéresse pas l'égoïsme. Fleury ne trouva en lui-même le courage, ni de la résistance, ni du sacrifice, et n'eut pas même le mérite de céder de bonne grâce. Comme c'est l'ordinaire des esprits faibles, en se laissant forcer la main, il ne s'exécuta qu'à demi. Les ennemis de l'Autriche demandaient à la fois qu'on démembrât ses états héréditaires et qu'on lui

enlevât la couronne impériale. Fleury crut qu'il pourrait s'associer à l'une de ces entreprises en ne favorisant qu'indirectement l'autre, et reconnaître d'une main Marie-Thérèse, comme reine de Hongrie et de Bohême, tout en tendant l'autre à l'électeur de Bavière pour l'élever à l'empire. Si, ensuite, comme c'était probable, le nouvel élu se querellait avec son compétiteur de la veille et accroissait ainsi le désordre général déjà causé par la prise d'armes du roi de Prusse, ce serait un ordre de faits nouveau, dans lequel la France serait à temps de voir quelle part il lui conviendrait de prendre. Il crut mettre le comble à l'habileté de cette combinaison savante, en confiant le soin de la mener à bien à Belle-Isle lui-même, nommé ambassadeur auprès de la diète de Francfort. C'était ouvrir une carrière à l'activité de ce génie remuant, sans donner au roi la pensée de changer de main, à Versailles, la direction de la politique. Le calcul semblait parfait : de deux concessions réclamées, Fleury, accordant l'une, espérait en être quitte à moitié prix, et de deux successeurs désignés, il faisait affaire avec l'un pour mieux assurer l'éloignement de l'autre. Mais tout le monde n'avait pas sa prudence et son âge, et il avait compté sans Belle-Isle et sans Frédéric.

Quoi qu'il en soit, dès les premiers jours de décembre, Belle-Isle fut mandé de Bizy, où il demeurait depuis plusieurs semaines, spectateur des événemens, dans une attente un peu fiévreuse. Il accourut, plus au fait qu'il ne voulait le paraître d'une confidence qui ne répondait qu'à la moitié de ses espérances, et il entra dans le cabinet du cardinal presque au même moment où arrivait, de Berlin, la nouvelle de la marche en avant de l'armée prussienne, et la proposition d'alliance défensive, transmise par Valori et Beauvau.

Le vieux ministre était abattu et soucieux : cette mise en demeure, plus brusque qu'il n'avait prévu, dérangeait déjà un peu ses combinaisons. — « Il était aisé de voir, dit Belle-Isle lui-même (dans ses *Mémoires* encore inédits), l'embarras où il était. Il était vraiment chagrin d'un événement qui le mettait dans la nécessité d'exécuter un projet médité depuis cent ans par ses prédécesseurs, et qu'ils eussent saisi avec autant d'empressement qu'il mettait de répugnance à en profiter. » Sur ce ton plaintif et câlin qui lui était l'une de ses séductions habituelles, il commença ses doléances. « Mon premier mouvement, lui dit-il sans détour, était de ne rien faire, et je voulais que le roi fût simple spectateur de la scène qui va s'ouvrir en Allemagne. Sa Majesté possède aujourd'hui la Lorraine. Elle ne veut point étendre ses frontières, et il ne convient point du tout à l'état du royaume d'avoir une guerre qui peut être longue. Je n'ai point cessé de réfléchir depuis : j'ai discuté très amplement la matière avec les ministres seuls, et quelquefois avec eux en présence de Sa Majesté. Ils n'ont point pensé comme moi, mais sur leurs

raisons, il a été unanimement décidé que nous ne devions jamais souffrir que la couronne impériale restât dans la maison d'Autriche, en la laissant donner au grand-duc, parce qu'en effet ce prince, en faisant revivre cette maison, y ajouterait sa haine et sa volonté déterminée d'entrer en Lorraine... Mais, quoique cette résolution soit prise, je n'en suis que plus embarrassé... » Partant de là, il s'étendit sur le danger de l'entreprise, et principalement de toute liaison avec le roi de Prusse. « Quel caractère! disait-il. Ce qu'il fait en Silésie ne peut se défendre : rien ne le justifie. Quelle confiance avoir en un tel homme! Il me comble d'avances et de flatteries, ajoutait-il, mais ces fausses caresses ne font que me mettre en garde. Et les engagemens de la *pragmatique!* quel motif peut-on donner pour s'y soustraire! » Puis tout en gémissant, le rusé vieillard conjura Belle-Isle (comme un service personnel) de lui venir en aide en allant défendre à Francfort une politique si mal définie. Il ajouta que le roi lui donnait une marque suprême de confiance en ne lui adjoignant pas de second plénipotentiaire. C'était, en effet, contraire à l'usage suivi avec les grands seigneurs qu'on chargeait d'une mission d'éclat, et qu'on avait habituellement la précaution de faire suivre d'un homme de métier pour suppléer à leur inexpérience (1).

(1) Les *Mémoires* de Belle-Isle, encore inédits, forment cinq volumes in-4°, déposés à la Bibliothèque nationale. Ils ne contiennent en général qu'un extrait raisonné de la correspondance du maréchal, soit avec le ministère des affaires étrangères, soit avec le ministère de la guerre, et on y trouve peu de faits qui ne soient relatés déjà dans ces divers recueils. Il n'y a que dans les intervalles assez courts pendant lesquels le maréchal quitte, soit l'armée, soit son poste diplomatique pour revenir à Versailles, qu'on peut trouver des renseignemens qui ne soient pas déjà dans les correspondances. Les premières pages, dans lesquelles il raconte le début de ses relations avec le cardinal Fleury, sont presque les seules, à ce point de vue, qui aient un véritable intérêt. En les résumant ici, j'ai dû m'abstenir de reproduire quelques assertions trop visiblement en contradiction avec la réalité des faits.

Ainsi, le maréchal affirme que sa première conversation avec le cardinal eut lieu le 19 novembre 1740, et fut suivie d'une seconde à quelques jours d'intervalle, dans le commencement de décembre, et dans chacun de ces entretiens Fleury lui parle de l'agression du roi de Prusse en Silésie, des offres d'alliance que ce prince lui fait et de la réponse qu'il y a déjà faite lui-même. Or, l'invasion de Frédéric en Silésie n'a eu lieuq u'au milieu de décembre, et personne ne s'en doutait encore le 19 novembre. La proposition d'alliance faite à Valori est du 10 décembre et n'a pu être connue à Versailles avant le milieu du mois. Il n'y a été répondu que le 5 janvier 1741. Fleury parle également de lettres flatteuses qu'il a reçues du roi de Prusse; or, dans la collection des lettres de Frédéric, la première qui ait été adressée au cardinal relativement à l'invasion de la Silésie est du 5 janvier.

Il est évident que Belle-Isle, en écrivant de mémoire longtemps après, a confondu les dates. Peut-être aussi a-t-il arrangé la suite des faits de manière à se justifier du reproche d'avoir été le premier inspirateur d'une entreprise qui n'avait pas répondu aux espérances du pays. Tout, son récit en effet, paraît avoir pour but d'établir que l'expédition était décidée et les affaires engagées, quand il en eut connaissance, et qu'il n'a fait que donner les conseils nécessaires pour en assurer l'exécution.

Belle-Isle, flatté de l'offre, très décidé à ne pas la laisser échapper, n'en fut pas moins inquiet, presque révolté du ton d'indécision douloureuse qui respirait dans les paroles du cardinal. Loin de se laisser ébranler, il répondit sur le ton que sait prendre la volonté quand elle veut s'imposer à la faiblesse. Il traita dédaigneusement de scrupules chimériques le respect des engagemens de la *pragmatique*. Le roi, dit-il, n'avait pu ni porter atteinte à des droits qui n'étaient pas les siens, ni manquer à la parole tant de fois donnée à un fidèle ami et parent comme l'électeur de Bavière. Il eut plus aisément raison encore du projet si légèrement formé par le cardinal d'appuyer une des prétentions de l'électeur, sans le soutenir dans l'autre, la seule au fond qui fût réelle et pratique. La dignité impériale (il n'eut pas de peine à le démontrer) ne donnant aucun pouvoir effectif, ne pouvait être recherchée pour elle-même. Elle accroissait le prestige d'un souverain puissant comme l'archiduc d'Autriche; elle ne serait qu'un vain ornement sur la tête d'un roitelet moins puissant que plus d'un de ses vassaux. Un empereur, sous peine d'être ridicule, devait être souverain pour tout de bon, avec des états et une armée proportionnée à son rang. A quoi servirait, d'ailleurs, ajouta-t-il, de rester neutre et de regarder faire? Vienne et Munich en voudraient également au roi, et ses ennemis, voyant qu'il n'est servi que par des ministres indignes de ses ancêtres, s'éloigneront de lui pour se rapprocher de ses adversaires. Le roi de Prusse, laissé seul, s'accommoderait à nos dépens. — Vous dissipez mes scrupules, dit assez plaisamment le cardinal; mais que faire ? Vous ne me proposez pourtant pas d'envoyer tout de suite une armée en Allemagne ? — Je ne vois guère d'autre moyen de s'y prendre, reprit Belle-Isle, et si l'on m'en croyait, l'augmentation des troupes serait déjà décidée. De l'humeur dont je vois qu'est le roi de Prusse, je ne crois pas qu'il se contente de promesses qui ne seraient pas accompagnées de moyens d'exécution (1). »

Le cardinal, qui demandait grâce, mit timidement en avant l'idée qu'on pouvait se contenter, au moins en commençant, de donner à l'électeur un subside pour mettre ses troupes sur le pied de guerre. Mais l'ardent Belle-Isle ne lui laissa pas longtemps cette consola-

(1) Il faut signaler ici une nouvelle inexactitude des *Mémoires*. Belle-Isle suppose que le roi de Prusse, dès ce moment, demandait pour gage de l'alliance projetée, l'envoi de troupes françaises en Allemagne. C'est encore une erreur chronologique, la première proposition transmise par Valori ne contenant aucune demande de ce genre. Au contraire, Frédéric y flattait le goût pacifique du cardinal en lui faisant entrevoir l'espérance de n'intervenir que comme modérateur dans la lutte engagée. Ce ne fut que plus tard, et après le premier pas obtenu, que Frédéric, on va le voir, exigea le second.

tion. « Je ne pus, dit-il, retenir ma vivacité, et ce fut peut-être avec imprudence, mais avec la plus grande force, que je lui reprochai de ne faire rien qu'à demi... J'ajoutai tout ce dont la matière était susceptible et sans aucun ménagement. Peut-être dans ce moment le cardinal se repentit-il de m'avoir chargé de la besogne ; cependant il ne me montra pas d'aigreur. Il me dit d'aller voir M. Amelot et qu'il était nécessaire que je traitasse avec lui tous les détails qui concernaient mon ambassade. »

Belle-Isle n'avait garde de laisser refroidir le fer, qu'il ne trouvait déjà pas assez chaud. Il passa la nuit à noter sur un agenda tous les points nécessaires à un plan de campagne en règle, armemens, subsistances, fournitures et équipemens de toute nature. C'était la guerre avec son formidable appareil. Revenu le lendemain chez Fleury, il lui donna sans pitié lecture de son élucubration nocturne. A chacun des articles de cette écrasante énumération, le pauvre ministre, épouvanté, poussait un cri de douleur. Mais, à chacune de ces exclamations, Belle-Isle répondait par ce refrain dédaigneux : « Aimez-vous mieux ne rien faire? alors, observez la *pragmatique* et congédiez le roi de Prusse. » Et le cardinal baissait la tête avec un soupir, d'un air résigné.

« La quantité de détails, dit Belle-Isle, dans lesquels il voyait qu'il fallait entrer, l'étonna, et si j'ai quelque reproche à me faire, c'est en voyant alors combien un projet de cette élévation et de cette étendue était au-dessus de son génie et de son caractère, de m'être chargé de l'exécuter et de ne pas prévoir que ce que j'obtiendrais pour ainsi dire par force et par ma présence demeurerait sans exécution ou ne le serait qu'en partie et toujours faiblement et après coup, comme l'expérience me l'a appris. Mais l'objet était si essentiel et si pressant, et intéressait si fort la gloire du roi et l'intérêt de l'état, que je crus devoir passer par-dessus ces considérations qui m'étaient personnelles, voyant que de tous les inconvéniens le pire était de ne rien faire. »

Pressé aussi entre deux impatiences également impérieuses, Frédéric qui attendait une réponse et Belle-Isle qui la dictait, le cardinal se laissa faire et l'offre prussienne fut acceptée; mais, comme pour marquer la concession qu'on lui arrachait d'un cachet qui lui fût propre, il se donna le singulier plaisir de rédiger lui-même une note devant servir de thème à la conversation de Valori et où il s'amusait à répondre trait pour trait, et presque saillie pour saillie, à tout ce que le roi de Prusse lui avait fait dire. C'est une sorte de procès-verbal dressé sur deux colonnes : propos du roi de Prusse d'un côté, réponses du cardinal de l'autre. On y voit deux chefs d'état, aussi différens de génie qu'inégaux, faire assaut de bel esprit et jouer au plus fin.

Ainsi Frédéric avait dit : « M. le cardinal veut-il de moi? Voici le temps qu'il faut que je le sache. » Le cardinal répond : « Oui, oui, et tout à l'heure. » — « Ma voix à la diète est encore à louer. » Réponse : « Le roi la retient et donne pour arrhes l'invitation que Sa Majesté fait de procéder à un traité d'alliance. » — « Quand nous nous serons chamaillés un peu, l'Autriche et moi, avait encore dit Frédéric, M. le cardinal interviendra comme modérateur. N'est-ce pas là un personnage de son goût? » Réponse : « M. le cardinal convient de son goût pour le personnage que le roi de Prusse lui réserve, mais il faut que Sa Majesté convienne de son côté que, pour que M. le cardinal puisse remplir ce personnage dignement, Son Éminence doit avoir eu à prononcer un jugement qui ne laisse ni l'esprit ni le cœur de toute l'Europe et de l'Allemagne envenimés contre la France. »

Le dialogue se termine par cet échange de répliques piquantes. Frédéric : « C'est un abus de croire que tout ceci se passera sans coup d'épée. » Le cardinal : « Le ministre du roi convient que ce serait difficile. » Frédéric : « C'est donc aux jeunes gens à entrer les premiers en danse. » Le cardinal : « Cela est vrai; mais comme le bal est principalement pour eux, il faut qu'après avoir pris une satisfaction convenable, ils ne laissent pas les autres finir la fête et exposés aux murmures de ceux qui ont à payer les violons (1). »

La crainte assez naturelle et, comme on verra, trop bien fondée d'être laissé seul *dans la danse* et d'avoir en définitive *à payer les violons* se fait jour sous une forme plus polie dans la lettre officielle par laquelle le ministre Amelot transmit à Berlin l'adhésion au projet d'alliance : « Sa Majesté, disait le ministre, souhaite très sincèrement, pour l'intérêt du prince, que son entreprise réussisse et, pour sa réputation, qu'il se hâte de la justifier. Des cours plus soupçonneuses que la nôtre hésiteraient à s'expliquer... L'envoi d'une personne aussi considérable que le comte de Gotter à Vienne semblerait indiquer une double négociation. On dit publiquement dans cette cour que ce ministre a offert au grand-duc d'entrer dans toutes ses vues sans exception s'il voulait reconnaître le droit du roi son maître sur la Silésie. Mais Sa Majesté n'ajoute aucune foi à ces bruits : elle a une confiance entière dans le roi de Prusse, et elle lui en donne une preuve certaine en lui offrant dès à présent de s'allier à lui (2). »

Suivait un projet d'alliance rédigé en plusieurs articles, par lequel

(1) Cette pièce se trouve dans la Correspondance officielle de Prusse, sans date, mais entre le 15 décembre 1740 et le 1[er] janvier suivant.

(2) Amelot à Valori, 5 janvier 1741. (*Correspondance de Prusse*, ministère des affaires étrangères.)

les deux souverains s'engageaient à unir leurs conseils et à agir dans l'union la plus intime pour porter au trône impérial le prince qui serait le plus propre à maintenir les libertés et prérogatives des princes de l'empire. En suite de quoi Sa Majesté Très Chrétienne ne s'opposerait pas à ce que le roi de Prusse usât *des droits qu'il pouvait avoir* sur tout ou partie de la Silésie, mais à condition que, de son côté, *le roi ne mettrait aucun obstacle à une juste satisfaction de la maison de Bavière sur les droits qu'elle pourrait avoir aussi sur les états autrichiens.*

D'envoi de troupes et d'intervention armée, il n'était pas encore question. Bien que la conséquence fût évidente, et par suite la promesse implicite, Fleury hésitait à l'articuler. Chaque mot, en vérité, semblait lui être arraché de la bouche. C'est ainsi qu'au même moment, répondant à l'électeur de Bavière, qui criait misère et insistait pour obtenir tout de suite quelques subsides, il ne craignit pas d'excuser la parcimonie d'un premier envoi en alléguant que, par suite de deux mauvaises récoltes qui avaient exigé des distributions d'aumônes extraordinaires, le trésor français en était réduit aux expédiens. « C'est une confession que je fais à Votre Altesse Sérénissime, ajoutait-il en le suppliant pour l'honneur du roi de la garder secrète. Le roi ne saurait lui donner une plus grande marque de confiance qu'un tel aveu (1). »

Si, par ces réserves embarrassées et ces subterfuges sans dignité, Fleury espérait encore éviter un engagement définitif et se ménager une porte de retraite, il se trompait grandement et n'avait pas compris à quel génie il avait affaire. Par le seul fait que la politique française se laissait entraîner, je ne dis pas à prendre un parti, mais seulement à exprimer un vœu dans les affaires d'Allemagne, elle assurait à Frédéric un avantage que l'audace calculée du jeune ambitieux avait peut-être prévu et dont, en tout cas, il n'était pas homme à user à moitié. La veille, il n'était encore qu'un aventurier au ban de toute la société diplomatique. La seule apparition de la France sur le territoire germanique lui offrait un rôle important, peut-être décisif, à jouer dans un grand conflit européen.

Il fallait bien s'attendre, en effet, que la prétention de la France à disposer de la couronne impériale pour un de ses cliens ne laisserait personne indifférent en Europe. Cette tentative, qui n'allait à rien moins qu'à modifier à son profit toutes les conditions d'équilibre reconnues par le traité de Westphalie et rétablies par le traité d'Utrecht, devait réveiller partout contre elle les rivalités que la

(1) Fleury à l'électeur de Bavière, 17 décembre 1741. (*Correspondance de Bavière, ministère des affaires étrangères.*)

politique jusque-là caressante et timorée de Fleury n'avait que momentanément endormies. L'Angleterre, en particulier, ne pouvait laisser de sang-froid découronner cette maison d'Autriche, sa plus fidèle alliée dans des luttes encore récentes. Les compatriotes de Marlborough ne pouvaient rester insensibles au sort des héritiers du prince Eugène, et l'intervention britannique était d'autant plus aisée à prévoir qu'au même moment, comme je l'ai dit, les relations, sinon des deux cabinets, au moins des deux peuples anglais et français, et surtout des deux marines, s'aigrissaient d'heure en heure. La guerre, déclarée avec l'Espagne, menaçait à tout instant de s'étendre à la France, et déjà, dans les parages lointains de l'Océan, des croisières échangeaient par mégarde ou par anticipation des coups de canon. Pour soutenir cette lutte ou pour la prévenir, l'intérêt évident de l'Angleterre lui commandait de saisir l'occasion qui lui était imprudemment offerte et d'ameuter contre l'ambition française toutes les puissances militaires et morales de l'Allemagne. C'était le cas de reformer cette coalition de forces et de haines sous laquelle avait fléchi un instant l'orgueil de Louis XIV ; et puisque le petit-fils prétendait, lui aussi, à la prépondérance, l'heure allait venir d'organiser contre lui la même résistance que contre son aïeul.

Mais pour réaliser un tel dessein, un préliminaire était indispensable; c'était de réconcilier la Prusse et l'Autriche, afin de les unir dans l'effort commun. La paix à rétablir entre Frédéric et Marie-Thérèse devenait par là, du fait même de la France, un intérêt britannique de premier ordre et presque une affaire de salut européen. Frédéric pouvait désormais compter qu'il aurait à Vienne, dans l'ambassadeur d'Angleterre, un agent presque aussi ardent que le sien propre pour lui faire obtenir les concessions qu'il demandait et pour faire cesser à tout prix le trouble intérieur du corps germanique. Ainsi sa politique à double face recevait le prix, non de sa loyauté assurément, mais de sa perfide adresse. Et c'était précisément l'acte d'agression dont toute l'Europe s'était indignée qui allait le faire courtiser à l'envi par ceux-là mêmes qui au premier moment avaient crié le plus haut au scandale : car ses soixante mille hommes campés au cœur de la Silésie devenaient la carte maîtresse que chacun voudrait mettre dans son jeu ou retirer de celui de son adversaire. De Versailles, on lui laissait espérer un concours militaire pour achever sa conquête; de Londres, on allait mettre une médiation à son service pour lui en assurer la confirmation gracieuse. Tenir l'oreille ouverte aux deux négociations, aussi bien la belliqueuse que la pacifique, les laisser courir en enchérissant l'une sur l'autre, puis se décider le plus tard possible pour celle qui offrirait le plus grand avantage au meilleur marché : ce fut la résolution qu'il

prit à l'instant, que les contemporains soupçonnèrent, mais que les correspondances nouvelles nous révèlent avec une naïveté dont il faut vraiment leur savoir gré.

Tout le plan, en effet, est déroulé sans détour dans les lettres écrites par Frédéric lui-même pendant les premiers mois de 1741. Ces lettres sont datées des divers points de la Silésie, où il transportait d'un jour à l'autre son quartier-général : car la soumission de la province s'opérait rapidement, les forces autrichiennes surprises en nombre trop faible pour essayer la résistance s'étant retirées dans quelques places fortes, et la capitale, Breslau, ayant capitulé sans combat sous la seule condition que l'armée prussienne n'y entrerait pas et qu'elle resterait administrée par ses magistrats municipaux. La lutte décisive était ainsi ajournée jusqu'à ce que la saison permît aux troupes impériales, grossies par des renforts et remises en état, de tenter un retour offensif. Frédéric avait donc quelques semaines devant lui pour faire jouer tous les ressorts de sa diplomatie ; il n'en laissa pas perdre une minute.

Averti des dispositions qui régnaient à Versailles, il écrivit lui-même à Fleury : « Mon cher cardinal, je suis pénétré de toutes les assurances d'amitié que vous me faites et j'y répondrai toujours avec la même sincérité... Il ne dépend que de vous de rendre éternels les liens qui nous uniront en favorisant la justice de mes prétentions sur la Silésie. Si je ne vous ai pas fait d'abord part de mes desseins, c'était par oubli plus que par toute autre raison : tout le monde n'a pas l'esprit aussi libre dans le travail que vous l'avez, et il n'est guère permis qu'au cardinal Fleury de penser et de pourvoir à tout. » Et chargeant lui-même Valori d'expédier sa lettre, il ajoutait : « Je ne demande pas mieux que de m'unir étroitement à Sa Majesté Très Chrétienne, dont les intérêts me seront toujours chers, et je me flatte qu'elle n'aura pas moins d'égards pour les miens (1). »

Mais, de la même main et sans doute de la même plume, il n'était pas plus embarrassé pour écrire au roi d'Angleterre : « Monsieur mon frère, je suis charmé de voir que je ne me suis pas trompé dans la confiance que j'ai mise dans Votre Majesté... N'ayant eu alliance avec personne, je n'ai pu m'ouvrir avec personne ; mais voyant les bonnes intentions de Votre Majesté, je la regarde comme étant déjà mon alliée et comme ne devant à l'avenir avoir rien de caché ni de secret pour Elle... Bien loin de vouloir troubler l'Europe, je ne prétends rien, sinon qu'on ait égard à la justice de mes

(1) *Pol. Corr.*, t. I, p. 170-171. Frédéric au cardinal Fleury et à Valori, 5 janvier 1741.

droits incontestables... Je fais un fond infini sur l'amitié de Votre Majesté et sur les intérêts communs des princes protestans qui demandent qu'on soutienne ceux qui sont opprimés pour la religion. Le gouvernement tyrannique sous lequel les Silésiens ont gémi est affreux, et la barbarie des catholiques envers eux est inexprimable. Si ces protestans me perdent, il n'y a plus de ressource pour eux... Si Votre Majesté veut s'attacher un allié fidèle et d'une fermeté inviolable, c'est le moment : nos intérêts, notre religion, notre sang est le même, et il serait triste de nous voir agir d'une façon contraire les uns aux autres; il serait encore plus fâcheux de m'obliger à concourir aux grands desseins de la France, ce que je n'ai cependant l'intention de faire que si l'on m'y force (1). »

Puis enfin, parlant à cœur ouvert à son ministre Podewils, il lui explique sans le moindre embarras la double alternative qu'il tient à se ménager. « J'ai toujours regardé, dit-il le 14 janvier (cinq jours après la lettre à Fleury), la liaison avec la France comme un pis-aller. Aussi il faut tout mettre en œuvre pour nous procurer par la médiation de la Russie et de l'Angleterre la possession d'une bonne partie de la Silésie... Mais au cas que ces deux cours, au lieu de s'y prêter, voulussent s'aviser de prendre hautement le parti de Vienne,.. il n'y aura pas d'autre ressource que de se jeter dans les bras de la France et de forcer pour ainsi dire le destin. » Et, suivant que le jour s'éclaircit ou s'assombrit sur un point ou sur l'autre de l'horizon diplomatique, le ministre reçoit tour à tour deux instructions contradictoires qu'il fera accorder comme il pourra : « Le parti qu'il faudra prendre sera de nous accommoder avec la France et d'ajuster nos flûtes avec les siennes, car l'Angleterre ne voudra jamais nous aider. » Ou bien : « Amusez la France autant qu'il sera possible, jusqu'à ce que nous voyions un peu clair s'il y aura moyen de venir à notre but par l'assistance d'une médiation (2). »

Pressé de la sorte à intervenir, le gouvernement anglais se décida à se mettre en avant, non pas encore tout à fait en offrant sa médiation, mais en suggérant par l'intermédiaire de son ministre à Vienne, M. Robinson, un accommodement qui paraissait de nature à satisfaire les convoitises d'une partie en ménageant les susceptibilités de l'autre. L'arrangement eût consisté à faire offrir par Frédéric à Marie-Thérèse un prêt de deux millions d'écus destinés à subvenir aux premières nécessités de l'empire, et dont la remise d'une partie de la Silésie entre les mains de la Prusse eût été le gage hypothé-

(1) *Pol. Corr.*, t. I, p. 185-186. Frédéric au roi d'Angleterre, 30 janvier 1741.
(2) *Pol. Corr.*, t. I, p. 172, 179, 181. Frédéric à Podewils, 5, 11 et 20 janvier 1741.

caire. Bien entendu, d'ailleurs, que l'hypothèque ne serait jamais levée, le remboursement du prêt ne devant jamais être ni effectué ni demandé. De la sorte, l'indivisibilité du patrimoine autrichien était maintenue en principe, la *pragmatique* respectée, au moins en apparence, et on ne créait pas un précédent fâcheux dont pussent se prévaloir d'autres prétendans à l'héritage.

Pendant que cette proposition était mise en délibération à Vienne, Frédéric, ayant établi ses troupes dans leurs quartiers d'hiver, dut pourtant retourner, dans les premiers jours de février, passer quelques instans à Berlin. Valori l'y attendait, son projet d'alliance en poche, très impatienté de tout retard. On avait même eu grand'-peine à l'empêcher d'aller de sa personne relancer le roi dans son camp. Frédéric, qui eût peut-être préféré éviter l'entretien quelques jours de plus, ne manqua pourtant pas d'en profiter pour faire faire un pas en avant à la France, ce qui, avec le délai nécessaire pour recevoir de nouvelles instructions, était encore une manière de gagner du temps.

Aussi, dès que Valori fut admis en sa présence, la surprise de l'envoyé fut-elle grande de ne plus entendre parler de ce rôle de *modérateur pacifique* qui devait si bien convenir au caractère ecclésiastique du cardinal et de voir traiter, au contraire, le projet défensif qu'il apportait comme un papier sans valeur, plus compromettant qu'utile pour les intérêts prussiens. — « Mais, monsieur, dit Frédéric, après avoir jeté les yeux sur le document, quel avantage tirerai-je de cela? Je ne vois pas le secours que le roi votre maître me donnera au cas que je sois attaqué par les puissances qui m'environnent et qui, au seul nom de la France, sont prêtes, non-seulement contre elle, mais contre ses alliés. Car, ne vous y trompez pas, la seule chose que l'électeur de Bavière a contre lui dans l'esprit de tous les princes d'Allemagne, ce sont ses liaisons avec la France. Je ne demande pas mieux que de me lier avec le roi votre maître, mais il faut qu'il soit écrit quelle espèce de secours il me donnera. Le roi mettra-t-il l'électeur de Bavière en état de soutenir ses prétentions autrement que par des écritures? Si les électeurs de Cologne et palatin sont attaqués par le Hanovre, leur donnera-t-on un corps de trente mille hommes pour y résister? Et quelle diversion le roi veut-il faire? Favorisera-t-il par ses troupes les desseins de l'Espagne (en Italie)? Sans toutes ces mesures, bien prises et bien calculées, ne dois-je pas chercher à me tourner d'un autre côté et tâcher de trouver mes avantages? Le roi veut-il me garantir la possession de la Basse-Silésie, Breslau compris? »

Et comme Valori, trouvant à peine un moment pour placer un mot au milieu de cette série d'interrogations, faisait pourtant remar-

quer que ces paroles étaient sur un air bien différent de celles qu'il avait entendues la première fois : « Oh! monsieur, reprit le prince, tout est bien changé; le Danemarck nous manque, le parti anglais prévaut actuellement dans cette cour. En un mot, si, comme je le crois, l'intérêt de la France est d'abaisser la maison d'Autriche, elle n'a qu'un parti à prendre, c'est celui que je viens d'indiquer. » Et, en parlant, il laissait le projet sur la table, comme s'il ne se souciait pas de le garder. Valori, piqué, fit le geste de le remettre dans sa poche. « Laissez-le-moi, reprit le roi, c'est un papier de conséquence; il faut l'examiner (1). »

Les entretiens des jours suivans furent à peu près sur le même ton, bien qu'entremêlés à certains momens d'effusions de confiance dont la bonhomie apparente ne dissimulait pas suffisamment le calcul. Aussi, comme Valori, qui se défendait de son mieux, lui faisait observer avec quelque insistance que, pour demander un appui ostensible en Silésie, il fallait cependant qu'il commençât par appuyer lui-même ses prétentions de quelques titres que le roi d'ailleurs serait prêt à examiner : « Mais, monsieur, reprit Frédéric, mes titres sont bons et très bons, et si je n'ai pas tout dit, c'est que, m'attendant à une réplique de Vienne, j'ai réservé les meilleurs argumens pour les derniers. » — « Je lui demandai, écrit Valori, si ses argumens n'étaient pas trente pièces de vingt-quatre et quinze mortiers qui étaient en dehors de son arsenal et tout prêts à partir. Il se mit à rire et me dit : « En effet que ceux-là devaient persuader au-delà des autres. » Une autre fois : « Voyons, monsieur, s'écrie-t-il, comme si un trait de lumière le traversait, convenons d'un traité : donnons la Bohême à l'électeur de Bavière, c'est un si brave prince et si attaché à la maison de France!.. Et puis, dites-moi vous-même en honnête homme ce que vous augurez des intentions de votre gouvernement. Ne sait-il pas que je suis son allié naturel en Allemagne (2)? » Enfin, Valori lui ayant exprimé de la part de Belle-Isle le désir de s'entendre avec lui avant de se rendre à la diète : « Mais qu'il vienne; outre le plaisir que j'aurai de le connaître, il y aura quelque chose de piquant à voir un général français dans une armée de Prussiens au milieu de la Silésie (3). »

On conçoit sans peine qu'en transmettant à Belle-Isle lui-même cette invitation goguenarde, le diplomate, tout étourdi et ne sachant que croire d'une pensée fuyante qui semblait ainsi tour à tour et se

(1) Valori à Amelot (*Correspondance de Prusse*, ministère des affaires étrangères), 31 janvier, 4 février 1741.

(2) Valori à Amelot, 4, 11, 18 février 1741. (*Correspondance de Prusse*, ministère des affaires étrangères.)

(3) *Ibid.*, 11 février 1741.

cacher et se trahir, ajoutât ces tristes réflexions : « Le roi de Prusse ne répond pas comme il faut : son sentiment est de se retourner d'un autre côté, de manière à n'être pas la dupe d'un prince qui entame des négociations partout et croit opérer des merveilles en ne concluant nulle part... Comme je parle tout haut avec vous, monsieur, je ne craindrai pas de vous dire que légèreté, présomption, orgueil, sont la base de ce caractère, et vous me plaindrez un peu d'avoir à me gouverner au travers de tout cela (1). »

Mais il était trop tard, et Belle-Isle, aussi bien que Fleury, engagés l'un et l'autre dans l'engrenage, n'avaient plus liberté d'en sortir. Par retour de courrier, Valori reçut l'ordre d'en passer par tout ce que voulait Frédéric : promesse de soutenir l'électeur de Bavière *autrement que par des écritures*, garantie de la Basse-Silésie, tout fut accordé sans difficulté. — « Quand le roi, disait la dépêche ministérielle non sans quelque mélancolie, a proposé un traité d'alliance, il en a compris la conséquence. » — La seule condition demandée et d'ailleurs déjà offerte et acceptée d'avance était la renonciation aux droits de la Prusse sur les duchés de Juliers et de Berg, stipulation absolument nécessaire pour obtenir à la diète la voix de l'électeur palatin. Enfin ces concessions, déjà si compromettantes, étaient faites avec si peu de confiance et d'entrain que Valori recevait l'ordre de n'en pas laisser la trace écrite entre les mains d'un prince qui pourrait avec fondement être soupçonné d'en faire mauvais usage (2).

Rien n'était plus propre à faire sentir à Frédéric toute sa force et le besoin qu'on avait de lui, et il était douteux même que tant de faiblesse atteignît son but. Je ne sais, en effet, ce qui serait advenu si, au même moment, l'envoyé anglais eût pu annoncer, de son côté, que la proposition médiatrice était acceptée par l'Autriche. Le joueur le plus déterminé hésite à doubler sa mise quand on lui offre de mettre en poche, sans nouveau risque, le montant doublé de son premier enjeu. Mais, — faut-il dire par bonheur ou par malheur? — rien de pareil n'eut lieu. Car, tandis que Versailles se montrait si complaisant, Vienne fut inflexible. Pas plus sous forme détournée qu'à ciel ouvert, ni par voie d'emprunt plus que de vente, l'idée d'aliéner un pouce du territoire autrichien ne fut admise seulement à l'honneur d'une discussion. « On n'avait jamais offert, fut-il dédaigneusement répondu, de l'argent à ceux qui n'en demandent pas. » Le ministre anglais qui, sans s'être mis directement en

(1) Valori à Amelot (*Correspondance de Prusse*, ministère des affaires étrangères), 7 février 1741.

(2) Amelot à Valori, *ibid.*, 21 22 février 1741.

avant, se tenait dans la coulisse et à la porte de toutes les conférences, en faisant connaître, non sans un peu d'impatience, cette résolution inébranlable, ajoutait qu'on aurait pu espérer mieux, parce que des traces d'ébranlement étaient visibles et chez le chancelier Zinzendorf et même chez le grand-duc, à qui souriait assez l'idée d'une coalition contre la France. Mais il n'ignorait pas d'où partait la résistance et que tout échouait encore devant la fermeté d'un grand cœur : c'était la reine qui arrêtait sur toutes les lèvres l'aveu de faiblesse prêt à s'échapper.

Il y avait même dans la forme du refus quelque chose d'ironique, d'impolitiquement blessant, parfois de ces traits acérés et plus perçans que forts, comme ceux qui partent de la main d'une femme offensée. Ainsi le même Robinson raconte que, pendant qu'on négociait à Vienne, la reine de Hongrie faisait dire à Berlin, par l'intermédiaire de l'archevêque de Mayence, qu'elle était prête à tout oublier, pourvu qu'on lui demandât pardon, et Bartenstein, celui des conseillers qui avait ouvertement sa confidence, allait répétant que vouloir remettre le roi de Prusse dans la bonne voie sans commencer par le châtier, c'était vouloir blanchir un Maure (1).

Pendant quelque temps, on put croire que cette fermeté venait d'illusion encore plus que de courage et tenait à une confiance aveugle et un peu puérile dans le secours de la France, et, en effet, le vieux Bartenstein, auteur du traité de 1735 et négociateur de toutes les garanties de la *pragmatique*, avait de la peine à croire à la destruction de son œuvre. « Il est Français jusqu'à la folie, » écrivait Robinson impatienté. Peu à peu cependant, le bruit de la nomination de Belle-Isle et de l'entraînement de l'opinion courante à Versailles arrivant par tous les échos, il fallut se rendre à l'évidence. Dès le 10 janvier, le chargé d'affaires d'Autriche à Paris, Wasner, écrivait que, pressant Fleury de faire enfin adresser par Louis XV à la reine la réponse qu'une difficulté d'étiquette retardait encore, il n'avait obtenu de lui que des détours évasifs, entrecoupés de soupirs : « Si vous saviez, monsieur, combien je suis accablé, avait dit le cardinal, et quelle est ma situation, vous me plaindriez. *Je suis,* comme dit l'Écriture, *in medio pravæ et perversæ nationis.* » La réponse arriva pourtant, et même avec le titre royal en suscription, ce qui causa au premier moment beaucoup de joie. Mais on ne tarda pas à s'apercevoir que cette politesse ne signifiait absolument rien, puisque la politique de Fleury consistait précisément à ne pas se mêler, en apparence, du litige élevé sur la succession

(1) Raumer, *Beiträge zur neuen Geschichte*, t. II, p. 105 et suiv. — D'Arneth, t. I, p. 128 et 131.

autrichienne, en réservant toute l'intervention et toute l'hostilité de la France pour l'action à exercer dans la diète électorale.

Justement inquiète, la princesse se décida à mettre elle-même le cardinal en demeure de s'expliquer, tout en le prenant par son faible, c'est-à-dire en lui adressant des lettres pleines d'effusion et presque de tendresse, comme une fille pouvait en écrire à son père ou une âme fidèle à son directeur spirituel, et dont quelques lignes étaient toujours tracées de sa propre main. On voit alors s'engager entre le vieux prêtre et la jeune femme un dialogue courtois, presque doucereux, l'une mettant en œuvre, pour arracher une parole qui pût relever ses espérances ou finir ses incertitudes, toutes les caresses de l'art féminin, et l'autre, pour éviter de se découvrir ou de s'engager, se retranchant derrière toutes les finesses du langage sacerdotal et diplomatique. La reine fait vibrer toutes les cordes, elle parle tour à tour de l'horreur inspirée par la perfidie de Frédéric, de l'honneur du roi engagé par la garantie de la *pragmatique* et la cession de la Lorraine. Elle supplie au nom de l'amour conjugal et du bien de l'église, intéressée à l'union des deux grandes puissances catholiques et au maintien de la couronne impériale dans la famille apostolique par excellence. Le cardinal tient prête à tout une réponse qui ne dit rien : « Les projets du roi de Prusse, dit-il, sans doute répréhensibles, étaient pourtant connus avant d'être exécutés, et comme la reine n'avait pris aucune précaution pour s'y opposer, on avait dû supposer qu'elle les voyait sans inquiétude. Depuis lors, des puissances amies offrent leur médiation, et il faut en attendre l'effet. »

« Je sens, ajoute-t-il, dans toute leur étendue, le prix des bontés de Votre Majesté... Je lui souhaite toutes les prospérités qu'elle mérite par les grandes et aimables qualités que tous ceux qui ont le bonheur de l'approcher reconnaissent et admirent le plus dans sa royale personne. Je comprends les raisons essentielles qui font désirer à Votre Majesté la couronne impériale pour le sérénissime grand-duc son cher époux. Mais, outre que le roi n'a aucun droit de suffrage pour concourir à l'élection qui doit se faire d'un empereur, Votre Majesté me permettra de lui représenter que les affaires de l'Allemagne sont si embrouillées qu'il paraît bien difficile, pour ne pas dire impossible, de prévoir avec quelque certitude l'intérêt que chaque puissance devra y prendre. Votre Majesté a de puissans amis à la diète, mais ils ne sont pas également des nôtres et ne nous veulent pas beaucoup de bien. Nous avons plus à nous garantir du mal qu'à chercher ce qui nous conviendrait le mieux, et Votre Majesté est trop équitable pour trouver mauvais que nous travaillions à nous garantir !.. »

Mêmes équivoques par rapport à la *pragmatique*. Le roi est

fidèle à ses promesses, mais comment aurait-il pu sacrifier le droit d'autrui? Quant à l'échange de la Lorraine contre la Toscane, il s'est traité directement entre le grand-duc et l'empereur défunt : « Il est aisé de penser, dit enfin galamment le cardinal, que le prince votre cher époux a eu beaucoup de peine à céder le patrimoine de ses pères. Mais, quoi qu'il en soit, il en est bien récompensé par le bonheur de posséder Votre Majesté (1). »

A moins d'être sourd, il fallait comprendre. Aussi, sans cesser de solliciter l'éclaircissement de réponses dont l'ambiguïté seule était significative, la reine au même moment se mettait en devoir de soulever partout en Europe l'indignation contre son perfide adversaire. Elle adressait lettres sur lettres, protestations sur protestations à toutes les cours garantes de la *pragmatique*, à tous les représentans des princes allemands siégeant à la diète de Ratisbonne, à tous les présidens des cercles militaires ou judiciaires de l'empire. Bien qu'écrites dans les formes ordinaires de la chancellerie aulique, ces pièces sont presque toutes marquées d'un caractère original; un souffle généreux y circule et en brise par intervalle (si on peut ainsi parler) le moule pédantesque. On sent que la princesse y a mis la main elle-même, et la langue latine (qu'elle parlait, on le sait, familièrement) ne gêne pas la vive expression de ses sentimens personnels. — « C'est sous le manteau, dit-elle, des assurances les plus amicales qu'ont été cachées les demandes les plus hostiles. Le passé n'avait rien vu, l'avenir ne verra rien de pareil. Un envoyé autrichien était encore à Berlin, quand, à la faveur même de cette apparence pacifique, le roi de Prusse a envahi un sol étranger et troublé le repos d'une province amie. On peut juger par là quel sort menace tous les princes si une telle conduite n'est pas châtiée par leur effort commun. Il ne s'agit donc pas de l'Autriche seule, il s'agit de tout l'empire, de toute l'Europe. C'est l'affaire de tous les princes chrétiens de ne pas laisser briser impunément les liens les plus sacrés de la société humaine... Tous doivent s'unir avec la reine et lui fournir les moyens d'éloigner d'eux un tel danger. Quant à elle, elle opposera sans crainte à l'ennemi commun toutes les forces que Dieu lui a confiées, et de ce service rendu au bien général, elle ne demandera d'autre récompense que la réparation du dommage que ses états ont souffert et ce qui sera nécessaire pour les garantir dans l'avenir contre de pareilles atteintes (2). »

Ces démarches énergiques et partout répétées, où tant de courage

(1) D'Arneth, t. I, p. 389, Marie-Thérèse à Fleury. — Fleury à Marie-Thérèse, 26 février, 26 mars, 10 avril 1741. (*Correspondance de Vienne*, ministère des affaires étrangères).

(2) D'Arneth, t. II, p. 153-154.

s'opposait à tant d'injustice, ne laissaient pas la conscience publique s'endormir. Au contraire, il semble que le moment où la politique des cabinets hésitait ou fléchissait fût celui où l'opinion populaire, dont les mouvemens étaient beaucoup plus lents et l'intelligence beaucoup moins rapide que de nos jours et qui s'était laissé tromper d'abord par les manèges équivoques de Frédéric, commença à comprendre et à s'émouvoir. A Londres, à La Haye, partout où on jouissait de la liberté de parler et d'écrire, des pamphlets passionnés circulaient à la défense de l'innocence persécutée et de la liberté de l'Europe compromise. Les mêmes sentimens se faisaient jour à la tribune anglaise, où le ministre Walpole, dont le crédit était en déclin, était vivement pressé par l'opposition parlementaire d'offrir à Marie-Thérèse un secours plus efficace que celui de ses bons offices. En Silésie, les populations rurales, qui portaient à la maison d'Autriche un dévoûment héréditaire, remises de leur premier étonnement, souffrant d'ailleurs des maux inséparables d'une invasion, se remuaient dans l'ombre et s'organisaient en bandes armées, inquiétant les derrières de l'armée prussienne. Dans les diètes tumultueuses de Pologne, la noblesse catholique s'indignait tout haut de voir à ses portes une province fidèle tomber entre les mains d'un prince protestant, et on pouvait prévoir qu'une forte pression allait s'exercer sur le faible Auguste III, poussant ainsi à la fois Dresde et Varsovie à une levée de boucliers en faveur de l'Autriche. Le danger devint tout à fait sérieux lorsque dans les derniers jours de février une révolution de palais, dont la suite expliquera suffisamment la nature et la portée, menaça de faire prévaloir les mêmes influences à Saint-Pétersbourg. Frédéric put craindre alors de se voir pris à revers et enveloppé par une coalition ennemie avant d'avoir eu le temps de mener à fin aucune des deux alliances dont il avait artificieusement retardé la conclusion et marchandé le concours : « La boîte de Pandore est ouverte, s'écriait le pauvre Podewils avec désespoir ; tous les maux en sortent à la fois. »

Sans se faire illusion sur la gravité du péril, Frédéric n'eut garde pourtant de laisser paraître un instant d'alarme. Faisant au contraire tête à l'orage, il ne négligea rien pour séduire de nouveau l'opinion qui s'éclairait. Il revint précipitamment à l'armée, entra de sa personne à Breslau, y tint des audiences solennelles, écoutant les plaintes des habitans et y répondant par des complimens, donnant des fêtes où étaient invitées les dames de la bourgeoisie sans distinction de culte, absolument comme eût pu faire un souverain légitime dans sa capitale. Il fit venir de Berlin, pour prendre part à ces cérémonies, ses familiers les moins militaires, les savans, les

lettrés de son intimité, comme son bibliothécaire Jordan et le mathématicien Maupertuis; il les plaisantait même sans pitié sur l'inquiétude que leur causait le bruit des armes, inaccoutumé pour leurs oreilles. Des correspondances très bien organisées informaient aussitôt l'Europe, et surtout Paris, qu'un accueil enthousiaste lui était fait partout. Voltaire (qui recevait de première main tous les détails) ne manquait pas de les répandre en les habillant à sa façon de ce tour de piquante et agréable poésie qui se gravait dans toutes les mémoires. — « Dites-nous, demandait-il au chambellan Kayserling, dans une lettre en vers qui n'était pas assurément à l'adresse d'un seul lecteur,

Aimable adjudant d'un grand roi,
Et du Dieu de la poésie,
Sur mon héros instruisez-moi.
Que fait-il dans la Silésie?
Il fait tout : il se fait aimer.
. . . .
Sitôt que Frédéric parut
Dans la Silésie étonnée,
Vers lui, tout un peuple accourut
En bénissant sa destinée.
Il prit les filles par la main,
Il caressa le citadin,
Il flatta la sottise altière
De celui qui, dans sa chaumière,
Se dit issu de Witikind.
Aux huguenots il fit accroire
Qu'il était bon luthérien.
Au papiste, à l'ignatien,
Il dit qu'un jour il pourrait bien
Lui faire en secret quelque bien,
Et croire même au purgatoire.
Il dit, et chaque citoyen
A sa santé s'en alla boire.
Ils criaient tous à haute voix :
« Vivons et buvons sous ses lois (1). »

Et comme cette idylle courait chance d'être démentie par certains incidens meurtriers dont étaient chaque jour victimes les partis prussiens qui s'aventuraient isolément à travers les montagnes, et dans lesquels Frédéric lui-même faillit plusieurs fois se trouver pris, il fut entendu que les paysans qu'on trouvait armés pour la défense dn sol national étaient des espions et des spadassins soudoyés par l'Autriche. Frédéric prétendit même sérieusement qu'un d'entre

(1) *Correspondance de Voltaire.* — Voltaire à Frédéric, 28 janvier 1741.

eux, arrêté et interr gé, avouait avoir prêté serment de l'assassiner entre les mains du and-duc en personne et en présence du conseil aulique. Personne 'ajouta la moindre foi à cette ridicule calomnie, mais le prétexte fut suffisant pour exercer une terreur salutaire en châtiant du dernier supplice tous ceux qui tenteraient même l'ombre d'une résistance. Enfin pour montrer qu'il ne craignait personne, il fit arrêter dans son palais et retenir en prison l'archevêque de Breslau, le cardinal Zinzendorf, frère du ministre principal de Marie-Thérèse, qu'il accusait d'être resté en intelligence avec ses anciens maîtres (1).

Il parlait pourtant de ces attaques avec moins de dédain dans ses lettres confidentielles. Celle-ci, écrite à cette date même à Podewils, respire une exaltation que le sentiment seul d'un danger pressant pouvait faire naître. « *Cara anima mia, non disperar*... Vainquons ces difficultés et nous triompherons. Il n'y a point de lauriers pour les paresseux, la gloire les donne aux plus laborieux et aux plus intrépides. Par parenthèse, j'ai échappé deux fois aux desseins des hussards d'Autriche. Si malheur m'arrivait d'être pris vif, je vous ordonne absolument, et vous m'en répondrez sur votre tête, qu'en mon absence vous ne respecterez point mes ordres, que vous servirez de conseil à mon frère et que l'état ne fera aucune action indigne pour ma liberté. Au contraire, en ce cas, je veux et j'ordonne qu'on agisse plus vivement que jamais. Je ne suis roi que lorsque je suis libre. Si l'on me tue, je veux qu'on brûle mon corps à la romaine et que l'on m'enterre de même dans une urne à Rheinsberg. Knobelsdorf doit en ce cas me faire un monument comme celui d'Horace à Tusculum (2). »

A ces précautions héroïques en était jointe une autre moins sinistre, destinée à pourvoir à une éventualité moins funeste. Le ministre de France recevait l'avis qu'il était autorisé à venir au camp informer le roi des dernières intentions de sa cour. Décidément, il fallait choisir, et le moment de recourir au *pis-aller* paraissait venu (3).

Valori ne se le fit pas répéter deux fois, et, arrivé tout courant au quartier-général de Schweinitz, il y trouva pour le coup toutes les portes ouvertes. Il n'eut pas plus tôt expliqué les offres nouvelles qu'il était autorisé à faire, que Frédéric, le laissant à peine achever, se jeta ou peu s'en faut dans ses bras : « Mais avec quelle bonne grâce, s'écria-t-il, le roi se prête à me faire plaisir! Il peut compter

(1) Droysen, t. I, p. 216-217. — D'Arneth, t. I, p. 155, 384, 385.
(2) *Pol. Cor.*, t. I, p. 202, 203. Frédéric à Podewils, 4 et 5 mars 1741.
(3) *Ibid.*, p. 203. Frédéric à Valori, 11 mars 1741.

qu'il aura en moi un allié reconnaissant. Les Anglais ont eu des alliés, mais c'est toujours avec leur éternel refrain sur l'ambition de la France et son envie de dominer l'Europe, et qui, je vous prie, le veut plus qu'eux, et avec plus de hauteur?.. Au moins peut-on dire que, si c'est le dessein de la France, elle s'y achemine avec des façons qui ne sont pas rebutantes. » Puis, passant tout de suite au plan d'exécution : « Du moment, dit-il, que je sais les intentions du roi en faveur de l'électeur de Bavière, il n'y a qu'à prendre une carte et à tracer avec un crayon ce qui doit lui convenir, et je réponds quasi sur ma tête qu'il l'aura. » Mais, tout en se montrant disposé à aller vite en besogne, il n'en insistait pas moins sur la nécessité de garder quelque temps encore l'alliance secrète pour se donner le temps de faire ses préparatifs. Valori entra dans sa pensée, qui pouvait aussi convenir aux allures méticuleuses du cardinal et offrit (c'est son expression), de *jouer la comédie* et de quitter le camp avec l'air renfrogné d'un homme mécontent qui n'a rien pu obtenir de ce qu'il venait chercher. « Ah! faites cela, s'écria avec transport Frédéric, et tâchez que cela revienne à Brackel (le ministre de Russie). »

Puis, pour mieux cacher le jeu, il garda Valori à dîner, et pendant tout le repas, le cribla de railleries piquantes sur l'état de la France et le caractère de ses habitans. Le Français, assez mal à l'aise, trouvait par momens que la plaisanterie allait un peu loin. Il se borna pourtant à répondre avec déférence qu'il ne pouvait comprendre d'où venait au prince tant d'éloignement pour une nation qui ne parlait de lui qu'avec admiration. En se levant de table, Frédéric lui tendit la main. « Sans rancune, n'est-ce pas, dit-il, monsieur le marquis? » — Valori s'inclina, et, rentrant pour faire sa dépêche, il poussa la précaution jusqu'à mettre en chiffres toute la partie confidentielle de l'entretien, tandis qu'il écrivait au clair, d'un ton sérieux, le récit de la petite comédie où il croyait précisément avoir été seul à jouer un rôle (1).

C'était bien une comédie, en effet, mais en avait-il eu tout le secret? Qui peut le savoir? Frédéric le savait-il lui-même? Et qui voulait-il tromper encore, lorsque huit jours plus tard, à peine Valori parti et après lui avoir répété à plusieurs reprises que l'*affaire était faite* et qu'il n'avait plus *aucun changement* à demander, il écrivait à son ministre à Londres : « Travaillez de toutes vos forces pour détacher le roi de la Grande-Bretagne de la cabale... et pour l'attacher véritablement à nos intérêts, qui ne sauraient être con-

(1) Valori à Amelot, 18 mars 1741. — (*Correspondance de Prusse*, ministère des affaires étrangères.)

traires aux siens... Vous pouvez protester que, jusqu'ici, j'ai encore les mains libres, n'ayant conclu aucune alliance avec la France, nonobstant les avantages qu'elle m'offre... ainsi qu'il dépend du roi de s'unir avec moi pour notre bien réciproque et pour celui de l'Allemagne et de la religion protestante. J'attends une réponse claire et décisive (1). »

Quoi qu'il en soit, plus ou moins sincère, ou même plus ou moins suspecte, l'adhésion de Frédéric aux propositions de la France suffit pour mettre en mouvement Belle-Isle, qui n'attendait que ce signal de départ. Tout en l'attendant d'ailleurs, lui, pas plus que Frédéric n'avait perdu son temps. Jamais personne, de mémoire de ministre ou de général, n'avait déployé tant d'activité et d'ardeur. Il ne sortait du ministère des affaires étrangères que pour passer aux bureaux de la guerre, dressant le matin des instructions diplomatiques et l'après-midi des plans de campagne, et tenant, la nuit comme le jour, tout un monde d'employés sur pied. Dès le premier moment, il avait formé le dessein de mener à la fois les deux opérations, la diplomatique et la militaire, de conduire de front négociations et combats; et la dignité de maréchal, qui lui fut accordée en même temps que son ambassade, attestait qu'il avait fait accepter par Fleury cette double prétention. C'est que Fleury, débordé autant que désolé, étourdi par cette activité bruyante, s'en remettait désormais à lui les yeux fermés, comme un navigateur qui a perdu son point en mer lâche son gouvernail et s'abandonne à la Providence. Quant au public, soit de Versailles, soit de Paris, aussi bien celui des cafés que celui des salons, prenant, comme c'est assez l'ordinaire, l'audace pour le génie, il était littéralement sous le charme : « Toute la France devenue Belle-Isle, dit un mémoire manuscrit du temps, ne doutait de rien, » et un penseur caustique dont la bienveillance n'était pas le défaut, le marquis d'Argenson, attestait cet entraînement dans son journal solitaire, sans trop s'en défendre lui-même. — « On a admiré depuis peu, dit-il, combien le crédit de M. de Belle-Isle s'est accru à la cour. Cela vient de ce qu'il a pris un système pour l'Allemagne... Il a des matériaux de tous côtés et l'esprit fort. Il mange peu, dort peu et pense beaucoup, qualités rares pour la France. D'un mot qu'il dit, il en impose à notre petit peuple de ministres (2). »

Et de fait, sans partager un enthousiasme que l'événement a trompé, on ne peut refuser certain hommage, sinon d'admiration (le mot serait trop fort), au moins d'étonnement, à l'esprit entrepre-

(1) *Pol. Corr.*, t. I, p. 214, Frédéric à Truchsess, 24 mars 1741.
(2) Journal de d'Argenson, t. III, p. 146.

nant qui se jetait ainsi tête baissée dans une si grosse aventure, sans autre appui qu'un souffle de faveur populaire et un consentement arraché à un gouvernement débile. La hardiesse du dessein prête quelque mérite au fait seul de l'avoir conçu et au succès, à la vérité stérile et passager, qui l'a un instant couronné.

Depuis la rivalité de François Ier et de Charles-Quint, la couronne impériale n'étant plus élective que de nom, l'idée de l'arracher à la maison d'Autriche renversait toutes les traditions des chancelleries et tous les fondemens du droit public européen. Pour mener à fin une telle révolution, on ne pouvait se flatter qu'il suffît de peser sur le choix du collège électoral, diminutif d'assemblée, aussi dépourvu d'esprit de corps que d'initiative, et dont la majorité, composée de souverains très faibles, était hors d'état de regarder en face un péril quelconque. Il fallait s'être rendu maître de tous les ressorts et changer tous les pivots de la machine du saint-empire, la plus compliquée qui fut jamais, dont la dignité suprême elle-même n'était que la tête chancelante et très mal ajustée sur le corps. De plus, en descendant dans cette arène confuse, l'ambassadeur de la France devait se préparer à s'y rencontrer face à face avec les représentans de toutes les cours d'Europe : les uns accrédités comme lui auprès de la diète électorale; les autres exerçant sur les principaux centres politiques d'Allemagne une influence prépondérante. Il fallait être prêt à faire tête à leur opposition ou savoir désarmer leurs rivalités en conciliant leurs intérêts. Enfin, la plupart des comptes diplomatiques se réglant en ce monde par la force, si l'on voulait frapper l'Autriche au cœur, il fallait se préparer à l'aller chercher, sur les bords de l'Elbe ou du Danube, à des profondeurs où le drapeau français n'avait jamais pénétré.

Telles étaient les mille faces du problème que Belle-Isle se proposait de résoudre à lui tout seul. En parcourant sa volumineuse correspondance, qui remplit des rayons entiers aux archives de la guerre et des affaires étrangères, presque toute autographe et reconnaissable à un trait nerveux et précipité, on voit qu'il n'en est aucune qu'il n'eût envisagée et étudiée. Un instant d'examen donné à sa suite aux diverses parties de cette vaste tâche est indispensable pour en bien saisir la complexité et l'étendue.

Duc de Broglie.

LE

COUSIN NOËL

PREMIÈRE PARTIE.

I.

A voir Noël de Guistel, on eût difficilement soupçonné que, depuis un mois à peine, il avait quitté la soutane. Vingt-quatre ans, grand, bien découplé, les traits réguliers, l'œil bleu et limpide, le teint d'une fille. Ses cheveux châtains recouvraient à demi la tonsure qui se dessinait encore dans leur masse un peu ébouriffée; une fine barbe naissante, soyeuse, légèrement frisottée, estompait même déjà sa lèvre et ses joues.

Bien qu'il pût passer pour un assez beau garçon, ce n'était point un de ces êtres qui surprennent, un de ces héros bâtis pour les aventures singulières et qui semblent réclamer comme un droit quelque fortune extraordinaire. Un physionomiste n'eût trouvé sur ce front uni, dans ce visage reposé et serein, nulle révélation d'aptitudes supérieures, mais il eût reconnu d'emblée tous les indices d'une nature sincère, strictement honnête, simple et positive, généreuse et bonne sans effort.

Le logis paternel, situé dans une petite rue de cette sombre

et charbonneuse ville d'Hazebrouck, n'avait certes rien pour égayer les idées. C'était, au fond d'une cour humide et froide, un vieil hôtel d'un seul étage aux immenses croisées garnies de carreaux verdâtres, d'aspect morne, avec un air de vétusté, d'abandon. Comme beaucoup d'antiques familles dépossédées par la révolution et qui, croyant toujours à des retours de fortune et de faveur, ont achevé de dévorer leur patrimoine dans l'attente, les Guistel avaient vu décroître peu à peu leur fragile opulence. Vivant fort retirés en cette demeure délabrée, servis par une unique domestique, les maîtres actuels avaient circonscrit leurs pénates à un coin d'aile mieux conservée que le reste et où ils avaient réuni les meubles les moins usés.

L'éducation de Noël s'était ressentie de cette ruine. Surveillé d'une façon étroite, entre son père excellent, mais morose, et sa mère, créature passive, il avait à peine connu les gaîtés de l'enfance. Tous deux également dévots, les parens avaient rêvé de le faire prêtre. Son caractère, ses goûts semblant devoir confirmer cet espoir, l'âge sonné d'entrer au collège, il avait été confié aux pères de Saint-Bertin. Puis, son baccalauréat passé, toujours docile, il était parti pour le séminaire.

A l'heure où commence cette histoire, un événement grave venait de fondre sur lui. Les premières années d'initiation s'étaient écoulées tranquilles et heureuses dans l'observance de la règle. Il allait être appelé au sous-diaconat quand, tout à coup, un effroi bizarre l'avait saisi. Était-il digne de ce ministère sacré auquel il allait vouer son existence? Avait-il vraiment la vocation?.. Le doute! ce mot terrible, qui bouleverse tant de jeunes et loyales consciences, l'assaillit soudainement. D'abord, ce ne fut qu'une vague pensée, une sorte de crainte confuse. Il s'en ouvrit à son directeur, qui rassura cet excès de zèle. Réconforté, il s'appliqua à recouvrer sa quiétude. — Mais il en est de certains éveils de l'âme comme de l'étincelle qui tombe sur une mine : elle embrase, incendie tout. Noël avait beau se défendre, ces troubles de son esprit timoré grandissaient en raison des combats qu'il leur livrait. Plus il employait d'énergique volonté à étouffer ses scrupules, plus ils se dressaient nombreux, précis, implacables. Il n'avait rien des exaltations qu'il enviait chez quelques-uns de ses condisciples, rien de cette foi enthousiaste, de ces ravissemens qu'il entendait parfois dépeindre, de ces extases qui transportent les fervens. Sa prière n'avait ni ardeur, ni flamme. N'était-ce point là de l'indifférence? Pris d'épouvante, il s'interrogeait, fouillant jusqu'au plus profond de son être. L'influence de sa famille, le milieu où il avait été élevé, le dénûment de son avenir, et la difficulté d'une position à se créer, tout cela n'avait-il pas un peu

influencé son choix, déterminé sa résolution? Il n'osait se répondre à lui-même. — Cependant le temps s'écoulait. Il comptait les jours qui le séparaient de l'engagement suprême, et ses terreurs croissaient; d'affreux fantômes, de terribles visions peuplaient ses longues insomnies. Cette lutte finit par le briser. Un matin, désespéré, affolé, il avait été se jeter aux pieds du supérieur, et, lui confessant tout, se remettre en ses mains. Après avoir calmé et encouragé le pauvre lévite, le supérieur, ami des Guistel, avait sagement exigé qu'il attendît une année pour recevoir les ordres et lui avait commandé de passer cette année dans le monde, parmi les siens. Obligé de se soumettre, le séminariste était donc rentré à Hazebrouck. Le coup avait été cruel pour les parens atteints dans leur plus cher espoir. Pourtant, quoi qu'il en fût, rien encore n'était brisé. Leur fils subissait simplement une épreuve, au sortir de laquelle il comptait bien recouvrer la paix intérieure et regagner le saint bercail.

Les choses en étaient là quand, un beau jour, la sœur de M. de Guistel était tombée chez son frère. Mme de Berghem, la marraine de Noël, apprenant l'ajournement des vœux de son filleul, et, en femme de tête et de sens, approuvant fort ce parti, avait fait décider qu'il viendrait passer deux ou trois mois dans son château.

C'est à ce projet arrêté, qui n'était point sans effaroucher son âme hésitante, que, par une après-midi d'avril, Noël réfléchissait, accoudé à la fenêtre de sa chambre de garçon. Dans ce brouillard tiède d'un jour de dégel, il regardait la dernière neige couler des toits goutte à goutte et former de petites mares entre les pavés de la cour. Autour de lui, les cheminées des fabriques s'élevaient sur un ciel couleur de plomb, qui s'embrasait, par instans, de reflets d'incendie. Un murmure sourd d'enclumes, de métiers, de machines à vapeur remplissait l'air, immense bourdonnement de ruche active. Le tableau n'était point fait pour égayer sa songerie. Il souriait pourtant de ce vague sourire qui trahit les idées encore confuses. Mais était-ce bien la neige qui fondait, et ce grand mur noir, et cette cour boueuse, que ses yeux contemplaient?

La jeunesse est une fée merveilleuse qui transforme à son gré l'horizon; ses rêves l'emportent haut dans ce pays enchanté de l'espérance, où tout s'éclaire et se colore d'un rayon magique. — Le séminariste pensait à son voyage prochain. Cloîtré dès son enfance, il adorait la campagne, les prés où paissent les vaches rousses, les champs couverts d'épis, les granges pleines de blé, et la ferme, le tic-tac du moulin, la plaine où courent les lièvres. Visions charmantes et radieuses qu'il avait gardées du temps de ses escapades d'écolier au château de sa marraine. Des souvenirs d'autrefois le berçaient. Il reprenait les courses à travers les pâtures, et les haltes

délicieuses à l'ombre des saules tordus, trempant le bout de leurs branches dans le ruisseau. Planant sur tous ces rappels, une image plus troublante l'obsédait.

A Berghem, il y avait aussi deux cousines : Técla et Valérie. — C'était tout cela qu'il voyait par-delà le grand mur noir.

II.

Le matin du départ pour Berghem s'était levé, bleu, clair, ensoleillé, un de ces matins de mai éclatans qui semblent donner des ailes. En dépit de son humeur placide de Flamand, Noël pourtant se défendait mal d'une certaine agitation. Quelque peu de crainte se mêlait à sa joie, comme une appréhension qu'il ne savait trop se définir. Cependant il fit gaîment sa petite malle de garçon, n'oubliant pas d'y glisser ses livres de piété, son *Vade-mecum*, et son formulaire de *la Perfection chrétienne.*

Dans le train monotone de la maison d'Hazebrouck, ce voyage était une grosse affaire. M. et Mme de Guistel, plus émus que leur fils, trahissaient de vives préoccupations. Le père adressa gravement à Noël un dernier conseil :

— Mon cher enfant, c'est vraiment maintenant que vous allez tenter sur vous-même l'épreuve décisive. Je vous en prie, ne vous laissez influencer ni par ce désir que vous nous connaissez, ni par ce que vous pourriez considérer comme un engagement contracté déjà envers vous. Rien n'est fait, vous le savez. Laissez donc agir votre conscience. Observez, réfléchissez. Il ne faudrait pas plus tard que vous eussiez un regret.

Les parens le conduisirent à la gare et ne le quittèrent que quand le train se mit en marche.

D'Hazebrouck à Morbecque, le trajet est de trois heures environ. Noël avait le temps de songer. Il songea. Depuis sept ans, époque de son entrée chez les pères, il n'était point retourné chez sa marraine et, du fond de ses idées de séminariste, une sorte de trouble le poursuivait. Ses cousines étaient maintenant de grandes filles que, sans doute, il ne reconnaîtrait plus. Técla avait vingt ans, Valérie dix-sept et demi. En interrogeant sa mémoire, tout ce qu'il revoyait d'elles, c'étaient les deux épaisses nattes brunes de Técla, qui lui tombaient plus bas que la taille, et la profusion de boucles blondes de Valérie, qui s'envolaient au vent. Pour essayer de distraire une vague inquiétude, il se rappelait encore la cornette flamande de Félicité, la vieille bonne qui faisait si bien la tarte, et Wilmar, le domestique qui le hissait sur la Rousse, et la Rousse

elle-même, cette tranquille bête pour laquelle il dérobait chaque matin un morceau de sucre. — D'autres réflexions plus graves traversaient ces réminiscences enfantines.

Le cœur lui battait fort quand le train s'arrêta à Morbecque. Il était seul à descendre. Comme il atteignait la sortie, un paysan d'une cinquantaine d'années, vêtu d'une blouse bleue et coiffé d'une casquette, s'élança vers lui.

— Wilmar!.. dit-il.

— Oui, monsieur Noël, c'est moi! un peu changé, hé non? Et vous?.. On ne vous reconnaîtra jamais là-bas... Depuis sept ans!.. Vous n'avez pas perdu votre temps, dà! Vous voilà devenu un monsieur.

— Tout le monde se porte bien à Berghem?

— Tout le monde. Ah! vous allez trouver nos demoiselles joliment grandies aussi.

Le jeune homme ne put se défendre de rougir.

La Rousse attendait paisiblement, attelée au cabriolet.

— Elle va donc toujours? demanda Noël.

— Toujours, répondit Wilmar. Encore un peu plus doucement, par exemple, et elle ne voit plus guère que d'un œil, ajouta-t-il avec un bon rire.

La malle chargée, ils s'installèrent côte à côte.

— Voulez-vous les rênes, monsieur Noël?

— Donne.

Et, aspirant l'air à pleins poumons, Noël cingla légèrement les flancs de la bête.

— Oh! dit Wilmar, ménagez-la tout de même. On la gâte un brin chez nous, vous savez?

L'aspect du paysage, d'une tonalité grise, est d'une uniformité mélancolique sous ce ciel brumeux du Nord où la bise souffle si âpre, où l'hiver est si long. La plaine, toujours la plaine: champs de betteraves, de colzas, de fèves. Peu d'arbres; des rangées de saules au pâle feuillage bordent les fossés; par places, des mares d'eau croupie à demi recouvertes de roseaux. Mais viennent les beaux jours, comme par magie, tout se pare, s'anime, s'égaie. Là, plus qu'ailleurs, le soleil est l'enchanteur. De tous côtés, liserons et volubilis pendent, s'enchevêtrent, tapissant le bord des routes. Les prés verdoient; pâquerettes et boutons-d'or s'épanouissent, les étendues de trèfle rouge et de sainfoin jaune alternent avec les nappes onduleuses de l'avoine et du blé. — Et les beaux jours étaient venus.

— Qu'il fait bon! dit Noël.

— Oui, fier temps pour les colzas, répliqua Wilmar.

Une heure plus tard, on arrivait au village de Berghem. Un trou

flamand : quelques maisonnettes éparses autour d'une église enclose dans son cimetière. La grande rue traversée, la jument, d'elle-même, prit à droite un chemin bordé de haies d'épine rose ; au bout, une grille ouverte et à moitié démolie. Avec un hennissement de plaisir, la Rousse franchit l'entrée du château.

— Tu sens l'écurie, toi, ma vieille, dit Wilmar.

La bête, en effet, pressant son allure, enfila la large avenue tracée au milieu d'un jardin aux allées bordées de buis à demi flétri, planté pêle-mêle de fleurs, de légumes et de fruits.

Malgré ses deux siècles d'existence, cette habitation d'une très ancienne et très illustre famille n'a certes rien qui soit digne d'éveiller la curiosité d'un archéologue ou d'un amateur de pittoresque. Une bâtisse assez vaste, carrée, uniforme, en pierres autrefois blanches, teintées par le temps d'un gris sale, le toit en briques cramoisies. Nul ornement, pas le moindre feston aux fenêtres. — Sur une terrasse garnie de caisses d'arbustes, Noël aperçut trois femmes assises : une vieille dame et deux jeunes filles. Elles se levèrent vivement. La voiture s'arrêta. Le voyageur mit pied à terre. La vieille dame ouvrit les bras.

— Bonjour, l'enfant! s'écria-t-elle.

Décontenancé devant les jeunes filles, qui le regardaient elles-mêmes avec embarras, il resta interdit.

— Eh bien! c'est Técla et Valérie, dit Mme de Berghem; embrasse-les donc.

Il y eut un instant d'hésitation. Enfin, le cousin fit un effort, et, rouge jusqu'aux oreilles, il s'approcha des cousines qui, l'une après l'autre, tendirent leurs joues.

— Bah! reprit la marraine, vous referez connaissance. Que voulez-vous? on se quitte marmots, on se retrouve monsieur et demoiselles... Au premier abord, on est un peu gêné. C'est toujours comme ça.

A tout ce bruit, une vieille servante, étant sortie de la cuisine, accourut sur la terrasse.

— Félicité! dit Noël.

La servante l'embrassa en s'extasiant :

— Comme vous voilà beau, et grand, et fort!

— Allons, ma fille, interrompit Mme de Berghem, monte le bagage, tandis que Wilmar va dételer et soigner sa bête. Et puis, presse un peu le souper. Ce garçon-là meurt de faim, j'en suis sûre.

— En route! cria Félicité. Técla, attrape la poignée de la malle. Et toi, Valérie, prends le sac et le parapluie.

Les jeunes filles suivirent la servante dans la maison. Noël resta seul avec sa marraine.

— Eh bien! dit-elle, comment les trouves-tu?

— Mais,.. marraine,.. je n'ai pas eu le temps de regarder.

— Bon! tu te rattraperas. En attendant, assieds-toi là, mon pauvre *fieu*, tu dois être éreinté. Mon cabriolet t'a rudement secoué, hein?

— Non, marraine, pas trop.

Mme Clémence de Berghem, ou plutôt dame Clémence, comme l'appelait son monde, était bien le type de l'antique Flamande, qu'une vie saine, calme, régulière, conserve en dépit de l'âge. Soixante-treize ans, — on lui en eût donné soixante à peine, — le teint frais, le visage uni, presque sans rides. Grande, sèche, un peu raide d'allures, le ton bref et décidé, on devinait à la voir une de ces créatures de trempe solide, d'un caractère ferme et droit, simple, dont toute la vie pourrait se résumer dans un mot : le devoir. Sans grâce, sans nulle trace de beauté, un bon regard vaillant et gai adoucissait sa physionomie aux traits accentués. Vêtue d'une robe de mérinos noir qu'elle portait en toute saison, un bonnet de dentelle sur ses cheveux blancs, roulés en grosses papillotes de chaque côté des tempes, la main hâlée, le pied à l'aise dans de forts souliers de cuir; sa distinction native perçait dans son moindre geste. Rien des élégances de la mondaine, mais une fierté de race. Habituée à voir tout plier sous son commandement, elle jouissait comme d'un apanage légitime d'une considération haute.

L'entretien s'était engagé des plus animés, avec cet intérêt minutieux d'une affection tendre, dame Clémence ayant interrogé Noël sur tout et sur tous :

— Je suis vraiment contente de te posséder un peu, mon garçon, dit-elle, et nos amis se font une fête de te retrouver. Depuis huit jours, on ne parle plus dans le pays que de l'arrivée du cousin Noël, tu comprends?

— L'abbé Vachon et les Cadot vont bien?

— Absolument les mêmes. Ils n'ont pas bougé. Mme Cadot fait sa dentelle et soigne des rhumatismes qu'elle n'a pas fort heureusement; le curé plaisante le docteur, et le docteur rive son clou au curé, comme il dit. Ils viennent toujours dîner le dimanche et faire la partie. Leurs filles sont mariées, l'une à un notaire de Béthune, l'autre à un tanneur d'Aire. Quant à leur fils, le voilà docteur à Lille, rien que ça!

— Et la ferme?

— Ma foi, le père Jean-Marie est à fin de bail. Mais je crois qu'il ne demande qu'à renouveler.

— Un brave homme.

— Tout à fait.

— Les récoltes s'annoncent bien, du reste, me disait Wilmar en chemin.

— Très bien. On est presque sûr des foins. Mais c'est Dieu qui fait le beau et le mauvais temps. A la campagne, vois-tu, tout est à sa volonté.

— Comme partout, marraine, riposta Noël.

L'annonce du souper étant venue interrompre cette causerie :

— Allons! l'abbé, dit la marraine en riant, ton bras. Maintenant que te voilà dans le monde, il faut bien te dresser un peu à la galanterie. — Mais non, grand bêta! le bras gauche.

III.

Donnant de plain-pied sur la terrasse, la salle à manger, avec son plafond à caissons et ses boiseries de chêne presque noir, avait un air de fête. Les housses, enlevées des vieilles chaises en tapisserie de Flandre, laissaient à découvert les groupes galans, les scènes champêtres et bucoliques de quelque Teniers au petit point. Surmontant le bahut, où s'étalaient des faïences curieuses, deux magnifiques gerbes de giroflées dans d'énormes pots de grès d'un bleu cru d'outre-mer; sur la table, recouverte d'une nappe de Hollande, fine et brillante comme de la soie, un souper appétissant, les fruits mêlés aux fleurs, la tarte plantureuse faisant face à la crème, et les carafes pleines de bière couleur de topaze brûlée.

Quand la marraine et le filleul entrèrent, Técla et Valérie mettaient la dernière main au dessert.

— Laissons toutes portes ouvertes, dit la grand'mère, l'air est si doux!

Sept heures sonnaient à l'église du village. On se rangea autour de la table. Técla récita tout haut le *Benedicite;* puis, avec un sentiment de plaisir qui décelait le côté un peu prosaïque de sa bonne nature du Nord, Noël de Guistel s'assit à la droite de sa marraine.

La friandise, en Flandre, n'est point un mince intérêt. L'habileté culinaire de Félicité avait quelque réputation aux alentours, et c'était justice. Sans prendre garde à ménager la poétique des jeunes filles, le cousin dévorait. Dame Clémence, enchantée, lui tenait tête, le félicitant sur ce bel appétit, qui dénotait, disait-elle, une santé robuste et une conscience tranquille.

— Je ne déteste pas, moi, une pointe de gourmandise; sans faire un dieu de son ventre, il est bien permis de le traiter avec une certaine politesse. Et puis, c'est si grand dommage d'avoir affaire à des convives indifférens! C'est peine perdue alors pour une maîtresse de maison de savoir son métier.

Le filleul riait et se laissait servir.

Son appétit de voyageur satisfait, Noël, remis de l'étourdissement de l'arrivée, avait maintenant tout loisir de contempler les cousines. Certes non, il n'eût jamais reconnu les fillettes d'autrefois dans ces demoiselles qui lui imposaient presque à cette heure, et, en dépit de ses ignorances de séminariste, il lui fallait bien convenir qu'elles avaient gagné à ce changement.

L'aînée, Técla de Berghem, était de taille moyenne, mince, élancée, si droite qu'elle paraissait grande. Les plus beaux cheveux du monde, noirs, brillans, partagés en deux épaisses nattes, négligemment enroulées et qui semblaient trop lourdes pour sa tête petite; des sourcils très longs, à peine arqués, tracés comme d'un seul coup de pinceau; de grands yeux sombres, tout en prunelles, largement ombrés; le front d'un dessin pur et hardi; le visage d'un ovale délicieux, quoique le menton fût un peu accusé peut-être. Sa peau lisse et transparente avait ce ton bruni, cette sorte de pâleur ambrée qu'affectionnaient les vieux maîtres italiens. Pour un artiste, elle était superbe, mais au regard ignorant du vulgaire, tant de beauté se voilait, s'effaçait sous quelque chose de rigide, presque de dur. Admirablement pétrie, on eût dit qu'il manquait à la statue cette dernière touche qui harmonise, assouplit les contours, fait saillir les perfections. Técla de Berghem enfin n'avait point le charme, cette séduction véritable de la femme, nulle grâce, pas même celle de la jeunesse; tout en elle, jusqu'au sourire de sa petite bouche, aux coins estompés d'un imperceptible duvet, était froid et grave. Peut-être la simplicité de sa toilette, l'absence complète de coquetterie accentuait-elle cette impression d'austérité qui se dégageait de toute sa personne. — Une robe d'alpaga gris, sans aucune garniture, mal faite par la couturière du village; un col et des manchettes de toile unie; un étroit tablier de soie carmélite noué à la ceinture.

Bien différente était Valérie d'Ecques, la plus blanche, la plus rose, la plus délicieusement potelée des Flamandes : un Rubens juvénile. Sa fraîcheur éclatante était encore celle de l'enfant, dont elle avait gardé les joues rondes trouées de fossettes. Ses cheveux, couleur d'épis naissans, s'épandaient en boucles sur ses épaules, déjà pleines et opulentes; son regard, d'un bleu violet de pervenche, était à la fois doux, candide, un peu mutin, bon, heureux. Quoique de mise fort modeste, elle aussi, sa robe de percale mauve moulait ses jolies formes et tombait en plis onduleux sur ses hanches bien dessinées. Certaines femmes ont le secret d'habiller leurs robes. Le corsage de Valérie, sans pinces ni baleines, était serré à la taille par un ruban. L'encolure s'échancrait légèrement sur la poitrine; une

touffe d'œillets cachait à demi ce creux de neige. — Il était aisé de voir qu'en présence du cousin elle contenait sa gaîté d'oiseau toujours prêt à gazouiller et se faisait sérieuse; mais elle souriait des yeux sans le vouloir, sans le savoir.

Du premier coup, Noël n'aperçut point toutes ces choses. Il subit cette impression d'un contraste absolu entre les cousines. Elles l'effrayaient d'ailleurs à peu près autant l'une que l'autre, et il ne trouvait rien à leur dire. Mais sa marraine était là pour animer la causerie; il avait assez à faire de lui répondre.

— Comment! Valérie, tu ne manges pas ce soir? s'écria soudain la grand'mère; est-ce que c'est Noël qui t'intimide?

La fillette rougit, et, pour dissimuler son embarras, entr'ouvrit ses lèvres pourpres dans un sourire qui montra des dents éblouissantes.

— Nous soupons un peu plus tôt que d'habitude, répondit-elle.

— Bah! pour toi ce n'est pas une excuse.

La confusion de Valérie s'augmenta, et, son regard ayant rencontré celui du cousin, elle baissa vivement les yeux.

Quant à Técla, elle s'acquittait de l'office de chaque jour, comme si sa gravité indifférente n'eût pu être altérée ni atteinte. Ménagère accomplie, elle s'occupait du service avec la ponctualité la plus parfaite.

Au dessert, une bouteille de vieux vin de Bordeaux ayant été apportée par Wilmar avec un religieux respect, le cousin et les cousines trinquèrent à la mode flamande.

Wilmar et Félicité tendirent leurs verres.

— A ta bonne arrivée, Noël! dit la marraine.

Les *Grâces* récitées dévotement par Técla, dame Clémence reprit le bras du filleul pour gagner la terrasse.

Le soir était presque venu. A l'horizon, le soleil commençait à s'engloutir dans un océan de nuages noirs, la plaine se couvrait de larges ombres, on entendait les clochettes des vaches qu'on ramenait aux étables.

— Voilà la belle heure de la campagne, dit la grand'mère, celle du repos pour tous, pour les gens comme pour les bêtes...

Noël entraînait sa marraine par le jardin. Les cousines suivaient enlacées. Par instans, le jeune homme entendait leurs chuchotemens.

— Eh bien! te reconnais-tu? disait de place en place dame Clémence.

Il reconnaissait tout. Pas à pas, il voyait se dresser ses souvenirs d'écolier. Là, derrière la tonnelle pliant sous la vigne et le lierre, que

de fois il s'était tapi dans les parties de cache-cache! Plus loin, la fameuse allée de noisetiers; quel pillage de fruits encore verts! Et le grand saint Fiacre dominant un carré de choux, comme il l'avait souvent prié pour retrouver quelque objet perdu!

— Tu vois, rien n'a bougé, reprit la marraine.

— Non, rien, absolument.

— Ah! mon garçon, c'est qu'ici les années se succèdent et se ressemblent. Sauf le cimetière qui se remplit, ajouta-t-elle avec une légère mélancolie, on pourrait croire que le temps ne marche pas.

La rosée perlait déjà l'herbe des allées.

— Allons, rentrons, reprit dame Clémence. Il se fait tard, et tu dois avoir besoin de repos. Nous aurons bien d'autres jours pour bavarder à l'aise.

Dans le vestibule, Félicité guettait avec les bougeoirs. Noël voulut prendre le sien des mains de la servante, qui s'entêta à l'escorter. Ne fallait-il point qu'elle lui montrât tous ses tiroirs déjà rangés et ses habits accrochés aux portemanteaux du cabinet de toilette?

— Dà, c'est que vous êtes fièrement installé, lui dit-elle, et ça n'a pas traîné encore!

Tous gagnèrent le premier étage. Le cousin Noël allait occuper la chambre d'ami, la chambre verte, à l'aile opposée de celle où étaient situés les appartemens des dames du logis. On l'accompagna jusqu'au seuil.

— Dors bien, mon enfant, dit la grand'mère.

— Bonsoir, marraine, bonsoir, cousines, répliqua le jeune homme, n'osant cette fois embrasser que la vieille dame.

IV.

En dépit de cette quiétude qui s'exhalait de toute sa personne, dans ce milieu paisible qui semblait défier l'infortune, dame Clémence avait eu pourtant sa rude part d'épreuves. Mais c'est le lot des belles et fortes âmes de traverser les tempêtes de la vie sans rien perdre de leur calme, comme si, réfugiées dans un monde plus haut, elles en conservaient l'inaltérable sérénité. A trente ans, elle était veuve avec une fille et un fils particulièrement idolâtré. Cœur excellent et rendant à sa mère toute l'affection qu'elle lui témoignait, Omer de Berghem l'avait pourtant désolée par son mariage. Il avait épousé une Catalane de condition basse et d'allures un peu suspectes. Cependant, le fait accompli, la mère avait pardonné, accueillant les nouveaux époux. Mais, l'entente entre

dame Clémence et sa bru ayant été impossible, une séparation avait eu lieu bientôt. Quelques années plus tard, sa part de l'héritage paternel épuisée, Omer de Berghem était parti pour l'Amérique, confiant à sa mère sa petite Técla, qu'il comptait revenir chercher, l'installation achevée là-bas. Le mari et la femme ayant péri dans un accident, à cinq ans, Técla était restée orpheline.

Faudrait-il donc donner créance à ce proverbe à la fois vieux et éternellement neuf comme le monde : « Quand il entre dans une maison, le malheur laisse toujours une porte ouverte derrière lui ! » Vers la même époque, dame Clémence perdait sa fille Clorie, mariée au brillant officier de cavalerie François d'Ecques. Elle aussi laissait une enfant de trois ans dont la grand'mère se chargea.

Le vieux château vit grandir les cousines. Les enfans ont besoin de visages aimables et caressans qui encouragent l'éclosion de leurs âmes. Dame Clémence sécha ses larmes et rapprit à sourire. Les amis de la maison apportèrent leur concours à l'éducation des fillettes. Cet intérêt charmant qui entourait les orphelines consolait la grand'mère de bien des peines, mais n'influait en rien sur ses idées fermement arrêtées. Mieux que personne, elle connaissait la situation. Complètement ruinés, les parens de Técla avaient même laissé des dettes qu'elle acquittait peu à peu, en économisant sur son revenu. De leur côté, les d'Ecques, obligés à quelque représentation, avaient fort entamé la dot de Clorie de Berghem. Dans son trou flamand, avec ses dix mille livres de rentes, dame Clémence était presque riche ; mais il fallait songer à l'avenir, au partage de son bien. Avant tout, elle voulut que Técla et Valérie fussent, comme elle, des chrétiennes ferventes, des ménagères accomplies, des femmes énergiques et dévouées. Au curé, chargé de leur instruction, elle limita strictement le programme : l'orthographe, les élémens du calcul, quelques notions de géographie et d'histoire. De son chef, l'abbé Vachon, mélomane enragé, avait ajouté la musique. Mme Cadot, la femme du docteur, dentellière émérite, leur enseigna la maille nouée et coupée, tandis que son mari, un herborisateur acharné, leur apprenait quelque peu de botanique, sous prétexte qu'à la campagne il faut savoir se passer de pharmacien et faire sa tisane soi-même. Enfin Félicité leur montra à battre le beurre, à ordonner une lessive, à cuisiner, leur transmettant sa fameuse recette pour la tarte. Bref, tout le monde eut sa part ; elles profitèrent à la fois de toutes les leçons.

Bien qu'elle s'en défendît, au fond, la grand'mère cachait une préférence pour Técla. N'était-elle pas l'enfant de ce fils adoré qu'elle regrettait tant de n'avoir pas su garder à Berghem ? Et puis, avec son angélique douceur, sérieuse, modeste et simple, ignorante

de toute coquetterie, l'aînée des cousines représentait si bien l'idéal de la femme, tranquille, sereine, attentive, cette vierge dont parle l'Écriture, qui toujours veille et s'humilie ! La perspective d'une séparation, possible un jour, effrayait dame Clémence ; le sacrifice lui semblait au-dessus de ses forces.

Cependant, depuis son voyage à Hazebrouck, elle caressait une vague idée. Si, par hasard, son filleul ne restait point dans les ordres!.. Et l'imagination de la marraine bâtissait tout un plan d'avenir. Mais elle gardait pour elle seule ces rêves confus, tout en s'y abandonnant avec délices.

V.

Quand le cousin Noël s'éveilla le lendemain, le soleil pénétrait déjà à travers les rideaux, emplissant la chambre d'une éblouissante clarté d'or. Des gazouillemens d'oiseaux lui arrivaient comme une chanson de printemps. Il sauta à bas du lit et courut à la fenêtre. Le vieux jardin avait des grâces de renouveau : les arbustes d'un vert tendre, violettes, primevères et pensées fraîchement épanouies. Des vapeurs lilas, mélangées de rose, traînaient sur la plaine; au loin, les chaumes du village se teignaient de roux. — Il s'arracha à cette contemplation, s'habilla, fit sa prière et descendit.

La marraine et les cousines attendaient déjà dans la salle à manger.

— Comment as-tu dormi ? demanda dame Clémence en embrassant son filleul.

— Comme autrefois, marraine, quand je m'étais roulé toute une journée sur les meules.

Les jeunes filles vinrent à lui la main tendue.

— Notre maison est presque aussi tranquille que le séminaire, n'est-ce pas? dit Valérie avec une pointe de malice.

— Oui, répondit-il.

— Seulement, reprit-elle, on a le droit d'y bavarder tant qu'on veut.

— Et Dieu sait si tu en uses, toi ! riposta la grand'mère.

Técla versa le café au lait. Félicité apporta des *alites* chaudes.

— Elle pense à tout, cette bonne Félicité, dit Noël.

— C'est mon métier, dà ! répliqua la Flamande.

Cependant, en dépit de ces façons si accueillantes, le séminariste n'arrivait pas à secouer ses timidités. Froid et cérémonieux avec ses cousines, évitant presque de les regarder, rougissant à toute

parole qu'elles lui adressaient, il se sentait devant elles comme sur le pied de défensive, un peu hérissé au fond de lui.

Le déjeuner s'étant prolongé, quand on se leva de table, l'heure de la messe était passée.

— Bah! pour une fois! le bon Dieu nous excusera, dit en riant la grand'mère.

On partit pour montrer au cousin les recoins du domaine.

L'ordre, la tenue, la propreté minutieuse des dépendances, trahissaient une vigilance sans cesse en éveil, l'œil toujours ouvert et partout présent de la maîtresse de maison. Active et s'occupant sérieusement de ses affaires, dame Clémence, en effet, ne chômait pas. Le soin de la basse-cour et de la laiterie du château revenait aux *demoiselles*, lesquelles, fières et jalouses de leur administration, se réservaient toute la besogne, n'acceptant que Wilmar pour le gros ouvrage. Elles s'empressèrent d'exhiber leurs élèves superbes et de toutes races: *campines* flamandes, coqs d'Inde à la queue panachée balayant le sol, pintades élégantes comme des oiseaux de volière; toute cette gent volatile les connaissait et caquetait à l'envi comme pour leur faire fête. Puis, ce fut au tour de la vache favorite, Catherine, à la robe marron tachée de blanc. Couchée sur une litière bien fournie, à l'entrée des jeunes filles, elle se leva et tendit son mufle intelligent pour quêter une caresse. Valérie raconta que Catherine était une laitière incomparable qui donnait régulièrement ses douze litres de lait par jour. Par exemple, avec son air de sainte-nitouche, la plus capricieuse bête et la plus entêtée qu'il y eût au monde. Impossible de la laisser traire par des mains étrangères. — Les cousines barattaient une fois la semaine pour la table de la grand'mère et fabriquaient de délicieux fromages que le cousin goûterait bientôt.

En quittant la vacherie, Noël ne put guère se dispenser de formuler son compliment.

— C'est que j'ai fait d'elles des femmes, répliqua la marraine, tu verras ça.

Pour gagner la ferme, on traversa les pâtures à l'herbe haute et drue. De place en place, des pommiers dont les fleurs rosées se détachaient à la moindre brise. Les cousines en avaient leurs chapeaux couverts.

— La jolie pluie! dit Noël, et qui promet!

— Oui, riposta dame Clémence, si quelque gelée tardive ne survient pas, nous aurons beaucoup de fruits cette année.

Les gens de la ferme eurent quelque peine à reconnaître le cousin Noël. Le père Jean-Marie, assez embarrassé, le salua de sa casquette. Ses fils restèrent tout interdits en face de leur ancien camarade devenu un *monsieur*. Du premier mot, le jeune homme mit

tout le monde à l'aise. Il félicita Jean-Marie sur sa bonne mine, complimenta la fermière, tutoya les gars, caressa le gros chien-loup, gardeur de moutons. On causa du passé, on rit au souvenir de quelques fredaines, de ces bonnes farces d'écolier qu'on semble revivre rien qu'en les racontant. Il fallut goûter la bière, visiter le verger, les étables. Parfois, quand une remarque lui échappait, ou qu'il se laissait aller à demander un renseignement, Noël surprenait un sourire sur les lèvres de Valérie. Sans doute elle se moquait de ses ignorances.

Midi sonnait comme on rentrait au château. L'abbé Vachon, M. et Mme Cadot, ayant été conviés pour le dîner, attendaient déjà sur la terrasse. Ils se précipitèrent au-devant du cousin Noël et l'embrassèrent tour à tour, après de chaleureux complimens sur sa bonne mine.

— Il me semble que tu as joliment négligé tes vieux amis, dit le docteur : sept ans sans venir à Berghem !

— Mais vous ne songez donc plus qu'il était au séminaire? riposta le curé.

— Ma foi! ce n'est pas un souvenir si fameux pour qu'on tienne tant à le rappeler. — Et je compte bien que c'est fini, au moins, tes capucinades?

— Ça, ce n'est pas votre affaire, répliqua le curé.

— Allons, allons, dit dame Clémence mettant fin à l'escarmouche, à table! Félicité nous appelle.

Excellens amis, quoiqu'ils eussent l'habitude invétérée de se contredire, une sorte de façon plaisante de discuter et de se prendre à partie à propos de tout, le curé et le docteur, comme il arrive entre gens qui se pratiquent journellement, se ressemblaient de mine, de façons, d'humeur, portant allègrement leur soixantaine, chauves, le teint fleuri, replets, un double menton et du ventre. Pour achever le parallèle, chacun avait sa manie, poussée au même degré de fanatisme. L'abbé Vachon n'admettait au monde que deux intérêts, deux passions : son ministère et la musique. Véritable pasteur pour ses ouailles, d'un jugement éclairé sous sa grosse bonhomie joviale, doué de cette indulgence des âmes droites qui croient difficilement au mal. Le docteur Cadot, lui, cultivait la botanique et collectionnait les papillons; on lui reprochait, dans ses visites à ses malades, de s'attarder pour courir après quelque lépidoptère, de s'oublier à la recherche d'une herbe ou d'une racine, ce qui n'empêchait pas, d'ailleurs, qu'il ne fût fort goûté de sa clientèle. C'était un de ces bons docteurs *Tant-Mieux* qui pratiquent surtout la médecine d'encouragement.

— Moi, disait-il, je guéris en amusant, je fais oublier le mal.

Naturellement, il abhorrait la musique, quoique, à l'occasion, il prêtât sa basse-taille formidable aux motets du curé. Toujours par système de contradiction, il affectait le scepticisme, sans oser trop le laisser paraître, le curé le menaçant alors de raconter l'histoire.

Il y avait deux ans de cela, un soir, à la tombée du jour, le prêtre traversait son église quand il avait reconnu l'ami Cadot agenouillé devant l'autel de la Vierge. Il s'était approché à pas de loup et, lui mettant la main au collet, étouffant sa voix par respect pour le lieu saint :

— Hein ! vous ne nierez pas, cette fois ?

— Mais si, mais si...

— Mais non, mais non ; si vous insistez, j'appelle le sacristain...

— Hé ! c'est ma femme...

— Ça m'est égal.

— Pour l'examen du fils, diable ?

— Ne jurez pas. Allons, mon brave, votre fils sera reçu. Le bon Dieu vous écoutera, parce qu'au fond vous l'aimez bien, et moi, je dirai demain ma messe à son intention.

Et, bras dessus, bras dessous, ils étaient sortis de l'église.

Quant à Mme Cadot, ne pouvant tricher sur sa cinquantaine et n'y songeant pas d'ailleurs, avec son visage doux et placide, sous un bonnet de tulle blanc largement ruché autour de ses bandeaux encore noirs, enveloppée d'un gros châle, même en été, c'était la bonne bourgeoise à visées courtes, aimant et choyant les siens, s'occupant volontiers du voisin, très flattée de son intimité avec la châtelaine et pliant bas devant elle.

Le repas fut des plus gais. Dame Clémence était si bonne à ses amis ! Félicité avait merveilleusement réussi ses *mastelles*. Le docteur narrait ses historiettes dont il avait un plein sac. Il cultivait aussi le calembour. Enfin, il avait la prétention d'être vrai dans ses récits.

— Moi, d'abord, je ne dis jamais que ce que j'ai vu... vu de mes deux yeux !

— A quelques broderies près, peut-être ! riposta le curé.

— Allons, l'abbé, dites tout de suite que j'invente.

— Non, c'est votre imagination qui est une loupe.

On servit le café sur la terrasse. Comme l'abbé Vachon sortait timidement sa pipe :

— Bon, un scandale maintenant ! cria le médecin.

— Oh ! une fois par hasard, répliqua le prêtre.

— Allez donc, l'abbé, ajouta la grand'mère, c'est grande fête aujourd'hui.

Le bon curé profita joyeusement de la permission. Sa pipe ache-

vée, il en bourra furtivement une seconde. Par miracle, le docteur, occupé à causer avec Noël, n'en vit rien.

L'après-midi s'avançait. On avait fait grand honneur à la *prunelle* de dame Clémence. Le prêtre demanda tout à coup à Noël s'il chantait.

— Gare! voilà la bombe! dit le docteur.

Noël ayant répondu qu'il fredonnait un peu, comme tout le monde, sans tarder il fallut subir l'épreuve. Indifférent au persiflage de son vieil ami, le curé, tout à sa marotte, avait saisi la main du jeune homme et l'entraîna au salon. Les autres suivirent. L'abbé Vachon se mit au piano.

Après un prélude à effet, il attaqua la ritournelle d'un cantique d'Hermann, que Noël connaissait du séminaire. Le cousin avait un timbre rude, mais le mélomane montrait tant d'indulgence ! Il déclara qu'il ferait quelque chose de ce nouvel élève et le força d'essayer sur l'heure un duo avec Técla, qui avait un contralto superbe. Cette fois, la grand'mère eut un sourire d'encouragement. Les deux jeunes gens commencèrent : Técla, un peu intimidée sous son attitude tranquille, Noël, absolument décontenancé, chantant faux et perdant la mesure.

Debout, appuyée au piano, dame Clémence écoutait, ravie. Quand ils eurent achevé :

— Bravo! bravo! dit-elle avec conviction; leurs voix vont admirablement ensemble.

La malicieuse Valérie eut quelque peine à ne pas éclater de rire.

Enfin, les invités se retirèrent. Noël se retrouva seul avec sa marraine et ses cousines. Les trois femmes prirent leur ouvrage. Il monta dans sa chambre pour faire sa méditation de chaque jour.

Le soir, après souper, dame Clémence proposa à son filleul une partie d'écarté.

— Mais je n'entends rien aux cartes, marraine.

— Tant pis! tu apprendras.

Técla prépara la table. Il s'assit en face de sa marraine, ayant de chaque côté ses cousines qui le conseillaient, l'aînée avec son calme grave, la cadette avec son impétuosité d'enfant. La fortune ne sert pas toujours les habiles. Noël gagna.

— Bon ! je vois ce que c'est, s'écria dame Clémence; cette sournoise de Valérie sera venue regarder mon jeu.

— Oh! grand'mère, je n'ai pas bougé, demande à Técla.

— Eh bien ! alors, mon garçon, mes complimens; tu es né coiffé.

VI.

La vie à Berghem avait quelque chose de monacal, une sorte de ponctualité qui tenait presque du règlement. Dès l'aube, tout le monde était debout : à sept heures, on prenait le café au lait; ensuite on partait pour la messe. — Durant la matinée, chacun vaquait à ses occupations. Le dîner, servi exactement à midi, suivant la coutume flamande, réunissait la famille. Le repas achevé, les cousines gagnaient leur chambre et s'installaient à coudre. A sept heures, on soupait, puis on allait jusqu'à la ferme ou au village, à moins que, les amis survenant, on ne passât la soirée en cercle sur la terrasse. Le dimanche, c'était gala au château ; au sortir de la grand'messe, dame Clémence ramenait le curé et les Cadot. Tous assistaient aux vêpres, après quoi, si le temps le permettait, on faisait quelque promenade. Le soir, il y avait partie de *vingt-et-un* ou de *misti*.

Dans ce train si ordonné et si rempli, le cousin Noël ne demandait qu'à payer son écot. Pour dame Clémence, qui n'avait plus ses jambes de quinze ans et dont la fortune consistait uniquement dans le domaine de Berghem, la tâche était lourde parfois, tout se faisant par son ordre et sous sa direction. Quoique l'habileté du filleul ne répondît point à sa complaisance, la marraine usait volontiers de lui. Au fond, elle nourrissait son projet et creusait tranquillement sa mine. Sans avoir l'air d'y toucher, elle intéressait Noël à ses occupations champêtres, pour lesquelles il marquait un goût très-vif ; elle l'emmenait sur les terres, lui expliquant les procédés de culture, les divers modes d'élevage. Peu à peu le jeune homme s'initiait à toutes ces choses agricoles. Fort, solide, nulle fatigue ne le rebutait. Avec tant de bon vouloir et de courage, au bout de quelques semaines, il arrivait à seconder merveilleusement sa marraine. Bientôt elle se déchargea sur lui de sa correspondance et de ses comptes.

A tous égards, l'accoutumance s'était faite chez Noël. Son embarras, cette sorte d'effroi instinctif que lui inspiraient ses cousines avait cessé. Il s'était comme apprivoisé auprès d'elles. Técla, si sérieuse, si grave, lui semblait une sœur aînée étendant sur tous son indulgence sereine. Le gai regard de Valérie ne le troublait plus. Il riait de ses malicieuses remarques de petite fille, tendant le dos. Elle l'appelait : l'abbé, avec une gentille ironie, l'interrogeant curieusement sur le séminaire, lui faisant raconter son existence de novice.

— Mon Dieu ! disait-elle, quel vilain tableau triste et sombre !

Tout cela, d'ailleurs, n'importait guère au cousin ; sa quiétude ne révélait-elle pas sa force ? En s'examinant de bonne foi, il retrouvait sa résolution ferme, toujours immuable. Il avait la conviction de sortir vainqueur de l'épreuve. La patience ne lui coûtait plus.

Pour se faciliter la besogne, il s'était mis à dévorer quelques livres d'agriculture découverts au fond d'une armoire. La marraine l'avait vivement félicité de ce zèle, et, tout aussitôt, elle avait écrit à un libraire de Lille pour lui demander des traités nouveaux. L'envoi ne se fit pas attendre.

L'après-midi, quand Noël avait quelques heures de loisir, il rentrait s'enfermer chez lui et lisait. Obligé pour gagner sa chambre de passer devant l'appartement des cousines, parfois, la porte en étant grande ouverte, il s'arrêtait et causait un instant. D'ordinaire, Técla et Valérie travaillaient, assises dans l'embrasure d'une croisée, la plaine toute verte devant elles.

Attenantes l'une à l'autre, meublées de même façon, les rideaux des fenêtres et du lit en calicot blanc, sur les murs un papier à fond maïs semé de bluets et de coquelicots, la cheminée disparaissant sous un écran de mousse piquée de reines-marguerites en laines de toutes nuances, les chambres des jeunes filles laissaient pourtant une impression bien différente. Chez Técla, quelque chose d'austère mêlé à un sentiment de poétique rêverie. Au chevet du lit, un grand Christ surmonté de buis ; une Vierge, au manteau étoilé, entourée de chapelets, de devises, d'images, une veilleuse brûlant à ses pieds. Dans une petite bibliothèque en noyer, des livres de prière ; sur une table, des ouvrages commencés.

La coquetterie de Valérie se révélait dans les moindres détails de son nid de fillette. Une dentelle au crochet rehaussait le calicot blanc des rideaux ; sur un guéridon, recouvert d'un tapis de soie Pompadour pris dans une jupe de la grand'mère, quelques menus objets, cadeaux d'anniversaires et de fête ; de tous côtés, des fleurs, des feuillages mélangés avec art.

Un jour, comme elles visitaient le linge de la dernière lessive, Valérie appela Noël qui passait.

— Venez donc un instant, cousin, vous allez m'aider à plier ce tas de serviettes.

Le jeune homme entra.

— Allons ! asseyez-vous là, en face de moi, sur cette chaise, reprit la fillette.

Il obéit.

— Attention à bien détirer, poursuivit-elle en lui tendant les deux bouts d'un essuie-mains, et sans déchirer, par exemple,

comme l'abbé Vachon, qui, l'autre fois, a mis en pièces une des plus belles nappes de grand'mère, service n° 12, s'il vous plaît.

Noël s'acquittant fort bien de la besogne, elle poursuivit gaîment :

— A propos, où en êtes-vous du *Traité des machines à labour?*

— J'ai dépassé la moitié du livre.

— Mais vous voulez donc devenir un vrai fermier?

Il sourit.

— Décidément, poursuivit-elle, vous aimez la campagne?

— Beaucoup.

— Tiens! tout à fait comme Técla! C'est extraordinaire, savez-vous, comme vos caractères se ressemblent!

Cette remarque naïve fit rougir à la fois Noël et Técla.

— C'est pourtant vrai, reprit Valérie sans s'apercevoir de ce trouble, il y a comme ça des idées, des goûts qui se rencontrent, tandis que d'autres sont complètement opposés. Ainsi, nous deux, par exemple, nous ne serions pas du tout d'accord. Vous aimez la campagne, moi je la déteste, j'adore la ville. Encore je n'ai jamais vu qu'Aire! et grand'mère prétend que c'est un trou! Mais c'est égal! il y a des pavés où les voitures résonnent, ça fait du bruit... La cathédrale est superbe... Il passe des régimens dans les rues, avec de la musique... Et la grand'messe, c'est plaisir de s'habiller au moins... ce n'est pas comme ici... le docteur et l'huissier en chapeaux... ce sont les seuls...

— Que tu es folle!.. interrompit Técla.

— Que veux-tu! ma bonne Técla, tu as de la sagesse pour deux, ce qui fait compensation. Et puis, d'ailleurs, tu ne peux pas me comprendre, toi, pas plus que le cousin Noël, puisqu'encore une fois, l'un et l'autre, vous raffolez de Berghem. Et Dieu sait si c'est gai, Berghem, en hiver surtout, quand les soirées sont longues! longues!..

— Bah! tu t'endors à huit heures.

— Heureusement!

En dépit de cette opposition de leurs caractères et de leurs goûts, l'entente la plus charmante régnait entre les cousines. Técla avait toutes les condescendances d'une aînée, une indulgence, des gâteries presque maternelles. En revanche, Valérie lui témoignait une soumission d'enfant, lui accordant toutes les supériorités, l'écoutant comme un oracle.

— C'est Técla qui a fait ou qui a dit cela, disait-elle à Noël quand il s'agissait de trancher une question.

Et le cousin se soumettait aussitôt.

Nul, d'ailleurs, n'échappait à l'involontaire ascendant de cette

créature angélique et modeste. Les gens la vénéraient comme une sainte. Souvent, la grand'mère était obligée d'intervenir pour s'opposer aux mortifications trop rudes qu'elle s'imposait. Il y avait en elle comme une exaltation, une soif de pénitence ; elle était de celles qui portent le cilice et ont besoin de se macérer.

VII.

Dans cette vie active, au grand air, le séminariste un peu gauche de l'arrivée s'était transformé en un beau garçon aux allures viriles. Son teint s'était hâlé, la tonsure s'était complètement couverte, sa barbe avait achevé de pousser et lui cachait le menton. Avec son chapeau de paille bise, sa jaquette de toile, de grosses guêtres lui montant à mi-jambes, dès l'aube, il courait les champs sur le bidet de la ferme, une branche de coudrier lui servant de houssine. Il était à tout et partout; dame Clémence pouvait s'en reposer entièrement sur lui. — Son caractère avait également subi la métamorphose. Il avait des gaîtés, des éclats de rire, une sorte d'entrain de jeunesse. Quoiqu'il gardât encore avec les cousines certaines façons timides, une gentille familiarité s'était enfin établie. Bref, il était devenu de la maison, et les gens le considéraient comme un maître.

Un samedi soir, après souper, Técla se ressouvint qu'elle avait oublié de porter au curé la nappe d'autel qu'elle s'était chargée de raccommoder pour le dimanche.

— Eh bien ! Noël t'accompagnera au village, dit la grand'mère.

Il se leva pour prendre son chapeau.

— Tu viens avec nous, n'est-ce pas ? demanda Técla à Valérie.

— Non, répondit la fillette ; j'ai une ruche à coudre à ma robe pour demain.

Elle aida sa cousine à s'envelopper.

— Surtout, prenez par la route, dit Valérie à Noël, il y aura moins de rosée pour Técla.

Ils partirent.

Huit heures avaient sonné, mais il faisait jour. Au mois de juin, la nature, dans toute l'exubérance de sa sève, semble se refuser au repos des nuits. La lune, comme un globe de feu pâli, nageait dans le ciel d'un bleu pur, sans un nuage. Une senteur pénétrante imprégnait l'air ; les fleurs du jardin mêlaient leurs parfums aux aromes sauvages du foin frais coupé dans la prairie. Les insectes voletaient avec des bruissemens d'ailes, un coq chantait dans la basse-cour. Silencieux, Noël et Técla traversèrent l'avenue et franchirent la grille. L'animation régnait encore aux champs. Les enfans ramenaient les vaches du communal, les faucheurs liaient

le foin en bottes, d'autres retournaient le trèfle; des femmes rentraient, une charge d'herbe sur le dos. Et tous s'arrêtaient pour saluer le jeune couple. Técla souriait. Le cousin Noël s'informait, donnant volontiers quelque conseil.

— La belle vie ! cousine, dit-il tout à coup ; travailler, respirer dans cet horizon tout à soi, se sentir aimé, respecté de tous... et cette tranquillité, ce silence, cette quiétude,.. et toutes ces merveilles d'une si généreuse nature,.. n'est-ce pas le bonheur vrai?

— Je le pense comme vous, mais mon jugement à moi ne signifie pas grand'chose.

— Par exemple !

— Je suis une sauvage, comme dit Valérie. J'aime mon cher Berghem et n'ai jamais eu qu'un rêve : celui d'y demeurer. Cette existence campagnarde me convient, et je ne saurais me plier à une autre. Enfin, j'ai besoin autour de moi de visages familiers où je lise l'indulgence et l'affection.

— Comme vous avez raison !

Ils atteignirent le village. Là, les bienvenues recommencèrent. Le samedi est jour de grand nettoyage pour les ménagères flamandes. L'eau ruisselait des seuils. Técla embrassait les enfans qui accouraient à sa rencontre.

Adossé à l'église, le presbytère avait un air presque pimpant, une vigne courant sur les murs, encadrant porte et fenêtres de son feuillage. Les jeunes gens poussèrent la claire-voie et pénétrèrent dans le vestibule. Flore, la servante du curé, frottait ses casseroles dans sa cuisine ouverte.

— A la bonne heure! mamselle Técla, dit-elle en prenant le paquet des mains de la jeune fille; j'étais déjà inquiète.

Et courant ouvrir une porte au fond du couloir:

— Monsieur le curé est au jardin.

L'abbé Vachon, la soutane relevée, arrosait ses légumes.

— Ah! mon Dieu! mes enfans, quelle bonne surprise! s'écria-t-il en posant son arrosoir.

— Je rapporte la nappe de l'autel, monsieur le curé, dit Técla.

— Bon! venez vous reposer sous ma tonnelle, reprit le prêtre en faisant sauter l'épingle qui retenait sa soutane.

Au bout d'un instant de causerie :

— Ah ! dites-moi donc, interrompit le curé, il s'agit de me faire honneur demain à la grand'messe dans votre duo du *Salutaris*. Toi, Noël, tu sais? à la reprise, tu pars toujours avant le temps... Après ça, si nous l'essayions une dernière fois?..

On gagna le petit parloir. Le prêtre s'assit devant son harmonium, et la répétition commença.

Chanteur, pianiste, compositeur, au fond de son village, dans les loisirs que lui laissait le sacerdoce, le curé sacrifiait à sa passion avec rage. Messes, motets, oratorios, cantates, mélodies, ariettes, pots-pourris, les œuvres s'entassaient, emplissant d'énormes casiers. Un rude travail avait été la formation d'une fanfare qui jouait tous les ans à la fête de Sainte-Cécile quelque production nouvelle, et Dieu sait à quelles tribulations la patience et les oreilles de l'artiste étaient soumises! Impossible de communiquer le feu sacré à ces braves paysans qui ne saisissaient guère la différence d'un dièse ou d'un bécarre. Les enfans de l'école ne le dédommageaient pas davantage, estropiant ses pauvres cantiques, massacrant sans pitié les phrases les mieux inspirées.

La leçon marcha bien, du reste. Noël prit garde et se tira bravement de la fameuse reprise. Técla chanta merveilleusement son solo.

— Bon! dit le curé enchanté, c'est fort bien rendu. Cette fois-ci, Noël, tu y es. Mais gare demain!

Sur ces mots, le cousin rappela à la cousine qu'il se faisait tard; tous deux prirent congé.

La nuit était venue, mais la lune versait à profusion des flots de lumière. Il offrit son bras à la jeune fille.

Au village, les portes étaient closes; derrière les vitres, quelque pâle lueur. Par instans, un aboiement de chien. Ils eurent bientôt gagné la route. La campagne était déserte. Nul bruit qu'un chant lointain de rossignol. A un moment, il parut à Noël que le bras de Técla tremblait sous le sien.

— Vous avez froid, cousine? demanda-t-il.

— Non.

— Prenez garde, vous êtes un peu délicate.

Sa capuche s'étant dérangée, il la força à s'arrêter et l'aida à la remettre. Elle se laissait faire, docile, souriante. Quand elle fut bien emmitouflée :

— Maintenant êtes-vous content? demanda-t-elle.

— Oui, me voilà tranquille... Plus qu'une autre, il vous faut vous défendre contre notre froid climat du Nord.

— C'est vrai, répondit-elle avec mélancolie, je ne suis pas seulement une Flamande, moi.

— Mon Dieu! je vous ai causé du chagrin, répliqua vivement Noël; pardonnez-moi d'avoir rappelé de tristes souvenirs.

— Ces tristes souvenirs, reprit-elle d'une voix douce et triste, il n'est pas besoin de me les rappeler pour que j'y songe parfois. Les circonstances qui m'ont faite orpheline sont doublement pénibles. Au fond de mon esprit, il m'est resté cette pensée que, si

mes pauvres parens n'avaient pas quitté Berghem, ils ne seraient point morts... J'étais toute petite, mais j'aimais ma mère fortement, d'une affection étonnante, m'a-t-on dit, chez une enfant. Il me suffisait de la voir, de la regarder, de vivre dans son ombre... Bien des années ont passé déjà et je sens encore ses caresses, ses baisers.

Après un court silence :

— Mais vous, mon cousin, vous avez connu ma mère? ajouta-t-elle.

— Oui.

— Elle était belle, n'est-ce pas?

— Vous lui ressemblez.

Comme un peu confuse, elle hésita. Puis d'un accent ému :

— Je vous en prie, parlez-moi d'elle.

— J'étais si jeune ! répliqua-t-il avec embarras. Je ne sais guère de ma tante de Berghem que ce qu'on en disait autour de moi...

— Oui, on lui reprochait des allures... un peu étranges... Vous pensez bien que ce n'est pas grand'mère qui m'a jamais parlé de ces choses, mais Mme Cadot m'a donné des détails... Et mon père, paraît-il, l'a soutenue, défendue?..

Il se mit alors à raconter longuement ses souvenirs, qu'elle écoutait avec une sorte de recueillement naïf. Ils atteignirent la grille; Técla posa sa main sur le bras de Noël.

— Merci, mon cousin, vous m'avez fait du bien... j'ai si peu l'occasion de parler d'eux!..

Il serra cette petite main dans les siennes.

Dame Clémence et Valérie attendaient sur la terrasse.

— Enfin! les voilà! cria la jeune fille.

— Eh! mon Dieu! que vous est-il donc arrivé? demanda la grand'-mère.

Técla ne répondit rien. Noël parla de la leçon de chant qui les avait retenus au presbytère.

— Toujours son éternelle marotte, à ce bon curé ! dit dame Clémence. En vérité, à défaut de gens, il ferait musiquer les poules.

— Et Técla qui est toute transie! ajouta Valérie; pourvu qu'elle n'ait pas pris mal !

Cette heure d'expansion, où la sérieuse Técla s'était si complètement départie de sa réserve habituelle, avait établi entre le cousin et la cousine une sorte de camaraderie douce : le ton de confidence devait se retrouver naturellement. Dès le lendemain matin, à la façon dont elle le regarda, comme il s'informait de sa santé, Noël comprit qu'il était devenu un ami pour elle. L'après-midi, il la trouva seule sur la terrasse et vint s'asseoir à ses côtés.

Après quelques paroles indifférentes, l'entretien de la veille se renoua. Elle interrogeait et il évoquait minutieusement ses rappels d'enfant. Combien de fois, sur cette terrasse, il les avait vus tous deux, le mari et la femme!.. Elle, une rose rouge dans ses cheveux noirs, enveloppée dans sa mantille, ses grands yeux sombres, la tenue haute et fière... aimable pourtant et rieuse à ses heures... Un soir même, elle avait dansé un pas catalan... Elle était bonne;.. les pauvres du village l'adoraient; elle visitait et soignait les malades.

Quelques jours se passèrent, resserrant cette intimité. A son tour, Noël se laissait aller aux confidences. Il s'ouvrit tout entier, peignit l'état de son âme. Il raconta ces années de bonheur calme où il se sentait appelé au sacerdoce; puis, tout à coup, ses hésitations, ses craintes, ses doutes, ses terreurs. Elle l'écoutait, attentive, songeuse.

— Et maintenant? lui demanda-t-elle.

— Maintenant, répondit-il avec résolution, j'ai recouvré ma tranquillité. Il me semble que je marche dans la voie qui doit me conduire au but sacré. L'apaisement s'est fait dans ma conscience; les scrupules se sont éteints. Je crois être sûr de ma vocation. — Pourtant, ajouta-t-il, je sens bien que je ne me défendrai pas de certains regrets. Le prêtre n'a ni famille ni foyer; il appartient à tous et va où on lui ordonne d'aller... Moi, j'eusse aimé la famille!.. Depuis que je vis ici, à Berghem, j'ai compris ces joies qui m'étaient étrangères.

VIII.

En ce pays de Flandre, si fidèle aux traditions, les *ducasses* se célèbrent encore avec la gaîté cordiale et naïve du bon vieux temps. Ce peuple grave, économe, et laborieux, se dédommage en quelques jours de plaisir d'un hiver long et triste. Une fois l'an, chacun de ces villages, d'aspect si austère et si mélancolique, se pare et s'anime: on y festoie, on y danse, on y rit.

Moulin-le-Comte ouvrait la série. Depuis plus d'une semaine, il n'était question à Berghem que de cette première fête de la saison. Les cousines devaient y étrenner des toilettes neuves; Valérie remarquait en riant qu'il commençait à poindre comme un grain de coquetterie chez Técla. Les amis étant de la partie, naturellement, les avis se partageaient sur les moyens de transport. Le samedi soir, le ciel plein d'étoiles promettant une journée superbe pour le dimanche, il fut décidé qu'on irait en bateau.

Le lendemain, au sortir des vêpres, dame Clémence et sa famille,

les Cadot et l'abbé Vachon, gagnèrent le bord de la rivière, où les attendait Wilmar avec la barque du château, qu'il avait amenée jusqu'au village. Les femmes s'installèrent au fond du canot, Noël et le curé prirent chacun une rame.

— Eh bien! et moi? dit le docteur.

— Vous, vous aurez deux avirons, répliqua le prêtre.

— Bon! double besogne, alors!

— Ça vous apprendra à réclamer.

Les bords de la Lys n'ont rien de pittoresque, mais leur parure d'été est particulièrement fraîche et pimpante. Les talus disparaissent sous un tapis de myosotis entremêlés de *matons*, ces fleurs couleur d'ambre qui éclosent vers la fin de juin et que les jeunes Flamandes vont cueillir en bande pour les garder durant l'année comme un talisman. Des saules aux troncs tordus, aux racines presque découvertes, se reflètent dans l'eau, si transparente qu'on voit nager les poissons à la surface. Par places, des touffes de nénuphars, des bouquets de roseaux aux panaches argentés. Des bandes de canards, mariant leur plumage multicolore, traversent d'une rive à l'autre.

Le trajet fut charmant. La grave Técla prenait sa part de la gaîté de tous. Valérie trouvait sa cousine transformée.

— A la bonne heure! lui dit-elle, tu as vingt ans aujourd'hui, et tu es belle.

On aborda enfin à Moulin-le-Comte. Sur un pré, quelques faiseurs de tours, montreurs de bêtes et de phénomènes, marchands de jouets et de pain d'épices; au milieu le bal.

A l'arrivée des hôtes de Berghem, tous les regards s'étaient tournés vers eux. Les *demoiselles* produisaient grande sensation dans leurs jolies robes de mousseline blanche semée de pois bleus, un bouquet de fleurs des champs à leur large chapeau de paille. La beauté rose et blanche de Valérie était surtout fort admirée. Le maire du village, qui faisait un avant-deux, ceint de son écharpe tricolore, planta là sa partenaire pour venir saluer les châtelaines et leur offrit les chaises réservées aux autorités de l'endroit.

On s'installa. Le docteur et le curé se lancèrent bientôt dans une interminable querelle au sujet de l'importance de la *ducasse* de Moulin-le-Comte et de celle de Berghem. Amandine Cadot passait une revue, n'épargnant ni les remarques, ni les histoires à l'oreille de dame Clémence, fort incrédule à tous racontars. Noël, auprès de ses cousines, regardait les couples des danseurs, tous trois riant de certaines tournures trop rustiques. Au bout d'un instant, Valérie s'écria que les pieds lui brûlaient.

— Ce cousin Noël! il ne songe même pas à me faire danser, ajouta-t-elle.

— Vous faire danser, moi, cousine ?

— Eh bien ! quoi d'étonnant ! ne sommes-nous pas à la *ducasse ?* et on ne vient généralement à une *ducasse* que pour danser. — Voyons, poursuivit-elle, il n'y a ici que des paysans... Vous êtes le seul qui puissiez me servir de cavalier. Résignez-vous.

— Mon Dieu ! cousine, répliqua gaîment Noël, je ne demanderais qu'à vous être agréable... Mais ce n'est pas ma faute... Hélas ! je ne sais pas danser.

— Tiens ! comme Técla. Elle prétend ne pouvoir mettre ses pieds l'un devant l'autre.

— C'est si inutile ! interrompit Técla en souriant.

— Bon ! te voilà du parti du séminariste contre moi.

— Au contraire, répliqua Técla de sa voix douce et grave, je prie Noël de te donner son bras... Je réponds d'avance que tu le dirigeras.

— Oui, c'est ça, riposta la fillette en se levant.

L'orchestre champêtre attaquait justement les premières mesures d'une polka.

— Allons ! vite, cousin, s'écria Valérie.

— Mais non, mais non, c'est impossible !

— Si, si, je le veux !.. Puisque je me charge de vous conduire.

Il essaya encore de résister. De force, elle lui prit la main, qu'elle posa autour de sa taille.

— Tenez-moi comme ça, et laissez-vous faire... Rien n'est plus facile, je vous assure.

Et, presque malgré lui, elle l'entraîna.

Ils firent ainsi quelques tours.

Était-ce la chaleur, la foule, ou ce mouvement inaccoutumé qui l'emportait comme dans un tourbillon ? Noël se sentait gagner par une sorte de vertige. Quelque chose d'extraordinaire le saisissait tout à coup, quelque chose d'ignoré jusqu'alors qui le remuait jusqu'au fond de lui. C'était un brusque réveil, une révélation soudaine. Pour la première fois de sa vie, tenant dans ses bras un corps de femme, sa chair avait frémi. Ces surprises des sens ont d'autant plus de violence qu'elles sont plus tardives. Éperdu, n'ayant plus conscience, le délire augmentait, et il resserrait son étreinte, allant devant lui, sans savoir, respirant le souffle tiède et court de l'haleine de la jeune fille. L'ivresse était à la fois âpre et délicieuse. Enfin, il fut forcé de s'arrêter. Il défaillait.

— Mon Dieu ! cousin, comme vous êtes pâle ! dit Valérie.

Leurs regards se rencontrèrent, et elle ne put s'empêcher de tressaillir. Ils restèrent ainsi quelques minutes, silencieux. Peu à peu, Noël se remit. Chancelant encore, il lui offrit son bras pour la reconduire à sa place.

Mais il s'agissait de jouir de toute la fête. Mme Cadot adorait les baraques. Elle entraîna la grand'mère et les cousines vers la belle géante, dont le portrait s'étalait sur une affiche des plus crûment enluminées. Puis, on tira aux macarons.

Pendant ce temps, à l'écart, Noël cherchait à se reprendre, à se reconnaître. Il tendait son front nu à la brise du soir qui commençait à fraîchir, essayant de calmer sa fièvre, incapable pour l'instant de réfléchir, de penser... Cet éveil de volupté lui avait laissé une vive douleur. L'impression était toute matérielle. On eût dit qu'un feu intérieur le dévorait. — L'affaissement succéda bientôt à cette tension de ses nerfs. Il se laissa tomber sur l'herbe, écrasé, anéanti, une torpeur engourdissant ses membres.

Près d'une heure s'était écoulée ainsi, quand l'abbé Vachon surgit soudain.

— Mais que fais-tu donc là? je te cherche de tous côtés, on t'attend pour partir... Est-ce que tu es souffrant?

— Un peu, balbutia Noël.

— Allons! mon garçon, tâche de te lever et prends mon bras. Ta marraine est déjà inquiète.

Un instant plus tard, ils avaient rejoint la compagnie, déjà installée dans la barque. On repartit.

Les berges étaient animées, gaies, bruyantes : des groupes de paysans, les filles aux bras des garçons, tout ce monde s'interpellant, riant, chantant. Effarouchés, les canards s'enfuyaient, les petits bouffant leurs plumes, piaulant après la bande. La nuit approchait; Valérie, la tête appuyée sur l'épaule de Técla, avait fermé les yeux. Sous la pâle clarté du crépuscule, Noël contemplait ce visage ravissant.

Les Cadot et l'abbé Vachon descendirent au village.

— Ah! c'est le tour de Berghem dimanche prochain, dit le docteur. Ma parole! je danse un quadrille avec dame Clémence. D'ici là, Valérie, donne des leçons au cousin Noël, vous nous ferez vis-à-vis.

Sur cette plaisanterie, on se sépara en riant. En moins de dix minutes, on eut atteint le château. Sur la berge, Wilmar et Félicité attendaient les maîtres.

— T'es-tu bien amusée? demanda la servante à Valérie.

— Oui,.. répondit la jeune fille.

— Et le cousin? l'a-t-on fait danser?

— Comme un perdu, ma bonne Félicité, répliqua dame Clémence.

Les deux jeunes gens ne purent se défendre de rougir. Le séminariste comprit qu'il y avait eu là un complot préparé contre lui.

Le souper fut silencieux. Noël, tout étourdi, oubliait de répondre

à sa marraine. Il se sentait vivre comme dans un rêve. On eût dit que sa pensée s'était arrêtée tout à coup et qu'il ne gardait plus qu'une perception vague des choses. Le repas s'acheva vite. Tout le monde était fatigué. A neuf heures, on avait gagné les chambres.

Enfin, il était seul. Il se jeta dans un fauteuil, éprouvant un allégement de pouvoir se recueillir et songer sans contrainte. Dans toutes les émotions violentes, à ces heures de trouble, de désarroi d'âme, le silence, la solitude semblent presque ramener la paix. Une sorte d'accalmie, de détente se produit tout d'abord ; mais, les idées se renouant peu à peu, les sensations se réveillent. — Eh! quoi! était-ce bien lui, Noël, lui, que nulle pensée coupable n'avait jamais effleuré, lui, qui s'était voué au célibat sans une hésitation, sans un regret, c'était lui qu'avait surpris cette fièvre des sens?.. Et sans qu'il pût s'en défendre, à ces souvenirs brûlans, le même vertige le ressaisissait, la même ivresse... Dans ses bras, il sentait encore ce jeune corps souple et charmant; sur sa bouche, il gardait la tiédeur de son souffle ; il la respirait... Soudain il s'arracha à la vision fascinante, appelant à son aide toute son énergie, décidé à se vaincre, à se briser. Il se rappela les pratiques pieuses recommandées au séminaire pour se fortifier contre les attaques du démon... Les plus saints ne sont-ils pas sujets à la tentation? Il évoqua ces exemples célèbres où la victoire avait coûté de si héroïques combats.... Combien, près du péril, s'étaient relevés plus forts!.. Il s'agenouilla, essayant de s'absorber dans la prière, forçant ses lèvres à prononcer des actes de foi, de contrition...

La nuit entière se passa dans cette sorte de lutte. Il finit par s'endormir, et revit en songe l'image de Valérie.

IX.

La semaine qui suivit fut pleine d'agitations troublantes. — Ce que Noël éprouvait pour Valérie, il lui eût été impossible de le définir. A sa vue, un frémissement involontaire, une émotion délicieuse et poignante le saisissait et lui donnait des tentations folles. Puis, quand le hasard les laissait seuls un instant, il restait devant elle timide, confus, n'osant lui parler. Cet embarras d'ailleurs était partagé par la fillette. On eût dit que tous deux cachaient un secret qu'ils craignaient également de laisser échapper.

Le jour venu de la *ducasse* de son village, il appartenait à dame Clémence d'en faire les honneurs. Le petit bois du château, pavoisé de banderoles, restait ouvert aux paysans. La châtelaine servait un magnifique goûter de tartes et de *crimbouillie*.

Les jeunes filles avaient remis leurs jolies toilettes de mousseline à pois bleus. Pour la première fois, les gens de Berghem s'avisèrent de remarquer la beauté brune de Técla auprès de l'éclatante fraîcheur de Valérie. L'aînée des cousines semblait aussi depuis peu transfigurée : son fier regard s'était alangui, son sourire avait une expression de ravissement contenu, une lueur de coquetterie transformait l'austérité de toute sa personne. Elle avait appris à donner un tour savant à ses cheveux superbes, et sa taille se dégageait svelte et élégante.

Le bal s'ouvrit après vêpres sur un pré attenant à la ferme. Valérie, quelque envie qu'elle en eût sans doute, ne demanda pas à son cousin de la faire danser. Par bonheur, il est d'officieux amis qui jouent à leur insu le rôle de providence.

— Comment ! s'écria tout à coup le docteur Cadot en apercevant la fillette sur sa chaise, tu restes plantée là?.. Eh bien ! et la leçon de l'autre jour au séminariste, ça n'a donc pas servi?

A ce rappel, les deux jeunes gens demeurèrent confus. Noël sourit avec embarras. Valérie balbutia quelques paroles d'excuse : il faisait chaud, il y avait beaucoup de monde.

— Ta, ta, ta, reprit le docteur, est-ce qu'à ton âge, quand il s'agit de danser, on s'aperçoit de la chaleur? — Trop de monde! eh bien! tant mieux... Allons donc, Noël, en avant, mon garçon! emmène ta cousine, sans quoi, diantre, je prends ta place. Et c'est Mme Cadot qui ne rirait pas!

Également ravis au fond de cette amicale violence, Noël et Valérie restèrent pourtant quelques secondes hésitans. Il fallut que le docteur les forçât à se lever. Enfin le cousin offrit son bras; bientôt ils s'élancèrent.

Cette fois, il ne se défendit plus. Il s'abandonna tout entier, sans remords, avec délices. Le séminaire était bien loin. Il aimait éperdument et il savourait l'ivresse.

La danse achevée, Noël s'assit auprès de ses cousines. Ils partageaient l'entrain qui régnait autour d'eux, et leur causerie joyeuse attira plus d'une fois l'attention de la grand'mère.

— Bravo! les enfans, disait-elle, amusez-vous. C'est si bon de vous voir rire!

Le soir venu, on rentra au château. Le souper fut des plus animés. La *ducasse* avait merveilleusement réussi; l'amour-propre de dame Clémence pouvait se montrer satisfait. Malgré la fatigue de cette longue après-midi de fête, la veillée se prolongea tard. Valérie et Noël ne tarissaient pas. En se disant bonsoir, ils échangèrent un serrement de main où il mit toute son âme.

Ces huit derniers jours écoulés avaient amené chez Noël une

transformation complète. Sans qu'il s'en rendît compte, troubles, combats, remords s'étaient apaisés peu à peu. Il avait raisonné le fait étrange qui d'abord l'avait tant alarmé, il s'était comme apprivoisé avec cette réalité foudroyante; osant regarder le fantôme en face, il ne s'en effrayait plus. Au contraire, dans la loyauté de sa nature franche et scrupuleuse, remis du premier désordre où l'avait jeté cette surprise de ses sens, il en arrivait à se croire, comme par miracle, sauvé d'un épouvantable danger. S'exagérant le péril, voyant une faute odieuse dans cet affolement inconscient de sa chair, il s'était dit que sans doute la sagesse, l'expérience de son directeur avait prévu, deviné sa faiblesse... Il s'expliquait maintenant cette épreuve d'une année d'attente, cette insistance pour la lui faire passer dans le monde, et ce séjour à Berghem conseillé, ordonné comme une expérience nécessaire... Il avait succombé; c'était fait. Dans ce courant de réflexions, l'idée d'un retour possible ne lui vint même pas. Il se connaissait maintenant. Décidément non, il n'avait pas la vocation; il était indigne du ministère sacré qu'il ambitionnait. Sincère et soumis jusqu'à la fin, il écrivit à son directeur; il mit à nu toute son âme, montrant ses défaillances. Comme les autres fois, la réponse du père supérieur ramena quelque calme dans la conscience timorée du jeune lévite. Sans paraître s'étonner de ces combats prévus, il engageait Noël à réfléchir sérieusement, à juger avec sang-froid, à scruter jusqu'au fond de lui dans toute la simplicité d'un cœur docile aux volontés de Dieu. Il lui conseillait de se défendre également contre de vains scrupules et de ne point se détourner d'une voie qui était la sienne peut-être; ce n'était pas pour une tentation qu'il devait se croire ni perdu ni souillé. Mais aussi, il se pouvait que la vie du monde lui convînt. La sanctification d'ailleurs appartenait également aux deux états; l'important était de choisir sa route et d'y marcher droit. — Bref, après un échange de lettres admirablement sages et prudentes, d'une absolue franchise et de la loyauté la plus pure, il fut décidé que Noël ne serait pas prêtre.

Ainsi relevé de ses engagemens, le cousin fut tout entier à ce sentiment éperdu qui avait pris si brusquement possession de lui. L'amour physique est assez fréquemment le premier éveil de l'amour du cœur. Souvent même, l'un et l'autre se confondent sans qu'on sache trop la part qui revient à chacun.

A la vérité, depuis la fête de Moulin-le-Comte, Valérie n'était plus l'enfant moqueuse et gaie qu'il avait connue. Parfois, un nuage de mélancolie voilait son joli front. A quoi rêvent les jeunes filles? Il est aisé de le deviner... Les âmes naïves sont facilement confiantes. Noël se persuadait que l'amour dégage un magnétisme, que la passion attire la passion. — Il espérait.

X.

Un matin, le cousin, pour aller à la ferme, avait fait un détour par les dépendances. Il savait y trouver Valérie seule, dame Clémence et Técla étant occupées, dans la salle à manger, à trier des fruits pour les confitures.

Sa résolution était prise. Presque sûr du cœur de la bien-aimée, il voulait entendre d'elle la confirmation de son espoir. — Souhait d'amoureux naïf! Il faut une certaine science de la passion pour goûter le plaisir de prolonger cet état charmant où l'aveu éclate en mille choses adorables, d'autant plus exquises qu'elles conservent cette saveur unique du mystère.

Un treillage vert, le long duquel grimpaient des capucines et des volubilis de toutes nuances, fermait la basse-cour. Debout, à l'ombre d'un acacia en fleurs, Valérie, tête nue, son large chapeau de paille accroché à une branche, puisait à pleines mains dans une corbeille et semait l'avoine autour d'elle. De tous côtés, poules et pintades accouraient, avides, pressées, se heurtant, se bousculant; les poussins suivaient, un peu effarés, avec de plaintifs gloussemens. Du colombier, les pigeons s'abattaient à grand bruit d'ailes; les oiseaux, qui chantaient sur les arbres voisins, arrivaient en troupe. Et Valérie jetait sa manne, s'appliquant à faire juste répartition. Elle envoyait à tous, favorisant les faibles. — Soudain, entendant crier le sable de l'allée, elle se retourna. A la vue du cousin Noël, elle devint toute rose. Il s'arrêta.

— Quelle belle matinée, cousine! dit-il.

Son cœur battait. Il s'appuya au treillage, n'osant entrer. Valérie continuait de distribuer ses graines.

— Oh! comme celle-là est gourmande, reprit-il, en montrant une jolie poule noire à huppe grise.

— Oui, mais vous allez juger qu'elle n'est pas sauvage, au moins.

Et, se baissant, elle appela d'une voix douce et caressante. La poule, en effet, vint manger dans sa main.

— Elle vous connaît? poursuivit-il.

— C'est ma favorite.

Noël contemplait sa cousine dans sa grâce un peu embarrassée, ravissante sous cette clarté bleue du matin qui faisait resplendir l'or de ses boucles blondes. Parfois, quelque mèche rebelle tombait sur son front, et elle la renvoyait en arrière d'un geste de tête charmant. Enfin, il s'enhardit, et, s'approchant de la petite porte entr'ouverte, il la poussa.

Valérie achevait de vider sa corbeille.

Autour d'eux, les volatiles, repus, secouaient leurs plumes au soleil. Les oiseaux s'envolaient avec des cris joyeux, se pourchassant dans une partie folle. — Debout l'un près de l'autre, ils feignaient de prendre un vif intérêt à ce tableau champêtre. La vérité, c'est qu'ils étaient profondément émus.

— Ma cousine, dit-il, je voudrais... vous parler,.. vous consulter...

— Me consulter, moi!

— Oui... Il s'agit d'une affaire des plus sérieuses.

Elle s'assit sur la margelle de la fontaine. Noël resta droit à ses côtés, appuyé au tronc de l'acacia.

Il y eut un silence.

— Cousine, si... je ne retournais pas au séminaire ?

— Vous songez à ne pas retourner au séminaire? demanda-t-elle toute surprise.

— Que penseriez-vous d'une telle décision?... Quel conseil me donneriez-vous ?

— Mais,.. mon cousin,.. répondit-elle avec un grand trouble, il me paraît que tout dépend de votre vocation; vous êtes le seul juge...

— Oui, mais si, enfin, je ne l'avais pas, cette vocation?

— Ah! dit-elle.

— Écoutez-moi, Valérie, dès mon arrivée ici, en me trouvant en famille, dans cet intérieur, mes journées remplies d'occupations qui me plaisent, j'ai soupçonné que la vie du monde avait des joies. Peu à peu, sans m'en apercevoir, je me suis laissé gagner par cette existence du foyer, je m'y suis attaché, sentant au fond que je ferais un sacrifice en y renonçant... et décidé pourtant au renoncement. Mais, depuis quinze jours, il s'est accompli en moi un changement complet. En un instant, mon être tout entier a été bouleversé. Tout d'abord, j'ai été épouvanté; je me suis débattu... Il est des choses contre lesquelles on ne lutte pas... J'ai profondément réfléchi... Aujourd'hui, mon parti est pris... irrévocablement. Il n'y a plus à y revenir...

Il s'arrêta. Valérie tenait ses yeux baissés.

— Oui, j'ai tout rompu... C'est fait. Valérie, poursuivit-il d'une voix ardente, n'avez-vous pas deviné pourquoi ce changement?

A cette question, une si vive rougeur couvrit les joues de la jeune fille, qu'il n'eut point de peine à s'apercevoir qu'elle l'avait compris.

— Eh bien! oui, continua-t-il, je vous aime... et je n'ai plus qu'une ambition maintenant, je ne vois plus au monde qu'un bonheur,.. c'est vous...

— Noël!.. murmura-t-elle.

Il y eut encore entre eux un silence.

— Je sais bien, reprit-il que j'aurais dû d'abord m'adresser à votre grand'mère. Il me semble qu'elle aurait agréé ma demande. Je connais son affection pour moi, et plus d'une fois j'ai cru sentir qu'elle voudrait me conserver près d'elle. Mais c'est de vous que je veux tenir...

Le visage de Valérie s'éclaira d'une lueur soudaine... Presque aussitôt, la parole qu'elle allait prononcer s'arrêta sur ses lèvres.

Noël insista.

— Dites, répondez-moi, reprit-il ému, me permettez-vous d'espérer?

— Non, répliqua-t-elle d'une voix douce et triste; c'est impossible, Noël.

— Impossible! s'écria-t-il, subitement alarmé.

— Oui...

— Mon Dieu! que dites-vous là?

— A moi aussi, Noël, il me semble que grand'mère désirerait vous garder à Berghem. Je l'entends souvent vanter votre caractère. Oui, je crois qu'elle agréerait votre projet... Mais...

— Mais quoi donc? interrompit-il.

— Técla est mon aînée, et, dans les idées de grand'mère, elle doit se marier avant moi. C'est tout simple.

— Certes, c'est une intention bien naturelle. Pourtant les circonstances déroutent souvent les prévisions. Dans son expérience, ma marraine me comprendra.

— Oh! vous ne connaissez pas grand'mère, si vous supposez qu'elle puisse jamais changer d'avis. Elle tient à ses idées et n'en revient jamais...

— Bah!

— Mais certainement, je vous l'assure...

— Enfant! il me suffira de lui parler, de l'éclairer..

— Non, vous n'obtiendrez rien. Puisque vous voulez vous marier, Noël, ajouta-t-elle avec un soupir, il faut épouser Técla.

— Voyons, Valérie, reprit-il en s'asseyant auprès d'elle, je vous en supplie, répondez-moi franchement,.. comme je vous parle... M'aimez-vous un peu?

Le regard qu'elle leva sur lui fut la plus éloquente des réponses.

— Eh bien! reprit-il, fiez-vous à moi,.. laissez-moi faire,.. je me charge de tout arranger... Il me suffit que vous ne me démentiez pas. — Dites, répétez-le, ajouta-t-il d'une voix ravie et frémissante. Bien vrai? je ne rêve pas?.. vous m'aimez... un peu?

— Oui,.. murmura-t-elle confuse, les yeux sur les siens.

Pendant quelques instans, il resta là, auprès d'elle, laissant débor-

der son âme, se dédommageant de ses contraintes. Il lui racontait ses longues méditations, ses adorations silencieuses, ses enivremens secrets, toute cette histoire de son amour. Et elle l'écoutait avec un sourire, heureuse, elle aussi. Sur leurs têtes, l'acacia balançait doucement ses grappes blanches et embaumées. Les fleurs mûres tombaient; Valérie en avait quelques-unes semées dans ses cheveux. Enfin, il fallut se séparer. Il osa presser ses petites mains sur ses lèvres et partit.

Le soir même de cette scène avec la fillette, Noël s'enferma dans sa chambre pour écrire à Hazebrouck. Depuis qu'il avait quitté ses parens, une correspondance régulière les tenait au fait des moindres incidens de sa vie. Ce fut à sa mère qu'il se confia tout entier. La réponse lui arriva le surlendemain. Avant même qu'il eût parlé, M[me] de Guistel avait presque deviné. Tandis que le père ne voyait dans les dernières lettres de Noël que des détails plus circonstanciés d'existence, une sorte de compte-rendu des occupations et des plaisirs de Berghem, un certain état d'âme nouveau qu'elle pressentait avait été pour elle un éveil. Elle avait suivi les développemens de cette passion naissante, elle savait qu'il aimait avant qu'il le lui avouât. Elle lui apprit alors cette étonnante nouvelle qui le transporta : tout était déjà concerté avec la grand'mère : cette question d'un mariage était presque entendue, et sa demande allait combler les vœux de sa marraine.

Comme il est dans la vie des jours de tempête, il est aussi des jours de splendide sérénité qui effacent jusqu'au souvenir même de l'orage. Pas un doute n'altérait la félicité de Noël. Sa marraine complice de ce grand complot, aux premiers mots de confidence, il lui paraissait impossible qu'elle ne se rendît pas. Qu'il entrât dans les projets de dame Clémence ce désir bien naturel de marier tout d'abord sa petite-fille aînée de préférence à la cadette, qu'il lui parût même que le caractère sérieux et un peu austère de Técla convînt particulièrement à un séminariste neuf au monde et à la passion, cela importait peu. La bonne grand'mère n'était point forcée d'avoir approfondi la loi des contrastes, d'avoir prévu ce chapitre final du roman. Dans son impressionnabilité d'enfant, Valérie s'exagérait la difficulté d'un revirement. Noël ne s'inquiétait pas pour si peu. N'était-il pas aimé? Cette assurance donne aux amans toutes les confiances et toutes les témérités. Il ne s'agissait plus que de se déclarer.

JACQUES VINCENT.

(La deuxième partie au prochain n°.)

SOUVENIRS LITTÉRAIRES

SEPTIÈME PARTIE (1)

XIII. — AU CAIRE.

Lorsque, Gustave Flaubert et moi, nous débarquâmes en Égypte, le 15 novembre 1849, nous sentîmes que nous entrions dans un autre monde, dans le vieux monde des Pharaons, des Lagides et des khalifes. A travers les âges, Hérodote et Abd'Allatif se donnent la main et peuvent servir de guide au voyageur. La vieille race, — Coptes et fellahs, — vit encore comme elle a vécu jadis, humiliée, exploitée par le conquérant. A l'Égypte il a toujours fallu un maître, l'Hyksos, le Perse, le Macédonien, le Romain; hier l'Arabe, aujourd'hui le Turc, demain l'Anglais. Entre la mer Méditerranée et l'Océan indien, c'est une porte, c'est une route, et c'est un marché; le peuple autochtone n'en a rien su faire et il semble destiné à la servitude, qui ne lui a jamais failli. Le fellah est doux et courbé sur sa glèbe; le Bédouin est rêveur et vagabond; la vue d'un seul arnaute met un village en fuite; la justice, le recouvrement de l'impôt, l'administration, l'armée n'ont qu'un seul instrument: le bâton. Les fils aimés d'Ammon, les dieux Philadelphes, les Thoulonides, les Fatimites, les sultans Mamelucks, les Ottomans ont tous gouverné de la même manière; l'Égyptien semble créé pour obéir, car, quel que soit le dominateur, il obéit.

(1) Voyez la *Revue* du 1er juin, du 1er juillet, du 1er août, du 1er septembre, du 1er octobre et du 1er novembre.

A l'époque où j'arrivais à Alexandrie, le rêve de Mehemet-Ail achevait de s'évanouir. Le vassal qui aurait anéanti l'empire des padischahs, qui serait entré vainqueur à Constantinople et qui aurait substitué sa dynastie à celle d'Othman s'il n'avait été arrêté par la diplomatie européenne, avait voulu rajeunir l'antique Isis. Il avait cherché à opérer la transfusion de la civilisation comme on opère la transfusion du sang. Il avait appelé près de lui des Européens, soldats, ingénieurs, médecins, économistes, comptables, et leur avait livré l'Égypte. Grâce à la tactique introduite dans son armée par d'anciens officiers de l'empire, il fut vainqueur des Turcs et des Wahabis, mais ce fut tout. On éleva quelques manufactures sur les bords du Nil, on pulvérisa les temples en calcaire tendre pour en faire de la chaux, mais on ne modifia pas, on ne put modifier la génération des idées, les façons d'être d'une race mâtinée d'Africains et de Sémites, dont les instincts sont naturellement en opposition avec ceux de la race aryenne. Les efforts de Mehemet-Ali ont échoué; il n'a pu réussir à créer ni instruction ni industrie chez un peuple rebelle à l'industrie et à l'instruction; à force de coups de bâton, il a fait des soldats, mais n'est jamais parvenu à faire un mécanicien. Toutes les races ne sont pas les mêmes, elles n'ont pas des aptitudes semblables; ce qui est possible à tel degré de latitude est impossible sous tel autre; les civilisations se développent selon les climats, et le don de la parole, qui est commun à tous les hommes, n'implique pas l'égalité, ni surtout la similitude des facultés. Les lois de l'atavisme, les fatalités de l'espèce, les conditions géographiques pèsent plus qu'on ne le croit sur les peuples et sur leurs habitudes. Les sultans ont des palais qui semblent construits d'après la description des contes de fées : dans ces palais, ils gardent pour leur usage particulier des appartemens meublés avec le luxe moderne : lits à baldaquins, porcelaines de Sèvres, orfèvrerie d'Angleterre, étoffes de Lyon, rien n'est trop beau, rien n'est trop cher. Sait-on où ils couchent? Dans une chambrette isolée, sur un divan recouvert d'un tapis, entre deux coffres de bois qui contiennent les bijoux les plus précieux, comme faisaient leurs ancêtres lorsqu'ils guidaient la horde du Mouton blanc. Toutes les fois que les hommes d'origine aryenne voudront imposer leurs coutumes aux hommes de race sémite, touranienne ou africaine, ils échoueront. Le grand art des conquérans et des colonisateurs est de tirer parti, en les développant, des aptitudes propres au peuple conquis et non pas de vouloir lui en donner de nouvelles; ceci ressemble à un lieu-commun; soit, mais tous les essais de colonisation et de civilisation importée ont mal réussi, faute de s'être appuyé sur cette vérité si simple qu'elle en est banale. Pour mieux européaniser

l'Égypte et pour payer d'exemple, Mehemet-Ali se revêtait d'une redingote à la propriétaire et se montrait à son peuple, qui détournait la tête et s'indignait de voir un souverain musulman déguisé en giaour; les plus indifférens affectaient de ne porter que la longue robe et le turban pour protester contre des usages qui leur étaient antipathiques.

Mehemet-Ali est resté populaire en Égypte; sa légende est faite, environnée de merveilles et déjà fabuleuse. Est-ce parce qu'il a fait bâtir des hôpitaux, introduit la vaccine, établi une école de médecine et essayé d'organiser une école polytechnique? Non pas; il a détruit des populations entières dans le Hedjaz et au Sennaar; il a massacré les Mamelucks; il s'est révolté contre son maître; il a battu l'armée turque à Konièh et à Nézib; il a été un souverain implacable, et c'est pourquoi sa mémoire est chère à ses peuples. Il était hardi, de résolution prompte, et ses scrupules n'ont point entravé ses projets. Il était né en Macédoine, comme Alexandre le Grand, et le rappelait avec orgueil. Sa dissimulation était profonde, et jamais il n'était plus terrible que lorsqu'il avait été obligé de feindre. On m'a raconté une anecdote qui le peint sous son double caractère, que je crois vraie dans son ensemble, mais dont les détails ont peut-être été exagérés par l'imagination orientale. Peu de temps après la destruction des Mamelucks, le capoudan pacha entra dans le port d'Alexandrie avec une flottille composée de cinq navires. Dans les états soumis à la Sublime-Porte, l'usage était que l'autorité souveraine passât entre les mains du capoudan-pacha aussitôt qu'il arrivait quelque part, vieil usage conservé du temps où les chevaliers de Malte battaient la mer et ravageaient les côtes turques de la Méditerranée. Le capoudan s'appelait Latif-Pacha; il était secrètement porteur d'un firman d'investiture l'instituant gouverneur de l'Égypte et il avait reçu les instructions du grand-vizir, Kosrew-Pacha, qui croyait que Mehemet-Ali était en Arabie. Or Mehemet-Ali n'avait pas encore traversé la Mer-Rouge et il était à Suez. Un homme dévoué monta sur un mahari (dromadaire de course), courut sans relâche, arriva à Suez et prévint son maître. A son tour, Mehemet-Ali sauta sur un dromadaire et à toute vitesse revint vers Alexandrie. Il était seul avec le serviteur qui l'avait averti. Il se rendit à son palais de Ras'Ettin et fit dire à Latif-Pacha qu'il l'attendait pour lui remettre lui-même le gouvernement de l'Égypte. Latif-Pacha vint au palais suffisamment escorté et trouva Mehemet-Ali avec deux ou trois officiers. La comédie fut bien jouée. Mehemet-Ali se précipita au-devant de celui qui croyait déjà être son successeur et baisa le bas de sa robe; il lui dit: « Tu es l'ombre du padischah qui est l'ombre de Dieu, je mets ma barbe dans ta main; ici tout est à toi,

toi seul dois donner des ordres, je suis ton premier esclave. » Le capoudan-pacha parut satisfait et félicita Mehemet-Ali de sa soumission. Il fut convenu que le soir même, dans ce palais de Ras'Ettin, Mehemet-Ali, en présence des fonctionnaires et des officiers égyptiens présens à Alexandrie, ferait abandon de son pouvoir à Latif-Pacha, accompagné de son état-major. Mehemet-Ali fit appeler son chaouch, autrement dit l'arnaute de confiance qui lui servait de bourreau; il lui dit: « Ce soir tu seras prêt; on offrira le café; lorsque je toucherai ma barbe, la tête de l'homme qui recevra sa tasse doit tomber. Tu entends? » L'homme répondit: « J'ai entendu. » Le soir, à l'heure indiquée, Mehemet-Ali et Latif-Pacha se trouvèrent en présence: l'un et l'autre étaient entourés d'une suite nombreuse. Il y eut assaut de courtoisie et, après les longues formalités du savoir-vivre musulman, Mehemet-Ali fit asseoir Latif-Pacha à l'angle droit du divan, qui est la place d'honneur. Derrière les officiers, le chaouch se tenait attentif. On apporta les tchibboucks et le café. Mehemet-Ali but le premier pour prouver que la « mort n'était pas dans le vase, » puis il prit lui-même une tasse et l'offrit à Latif-Pacha, qui fit quelques objections de politesse et, se confondant en excuses, accepta. Au moment où il saisissait la tasse, Mehemet-Ali porta la main à sa barbe et, d'un seul coup, le capoudan-pacha fut décapité. Mehemet-Ali proposa de bonnes positions dans son armée à l'état-major turc, qui s'empressa de ne pas refuser. Les vaisseaux ne quittèrent plus Alexandrie et donnèrent un exemple que la flotte ottomane imita plus tard, au mois de juillet 1839, lorsqu'elle se donna sans condition au vice-roi d'Égypte. Cette histoire m'a été contée, en Nubie, au village de Derr, par un vieil Anatoliote qui se nommait Ha'san Kachef et qui prétendait avoir été le témoin du meurtre. Je répète l'anecdote après lui, mais je ne la garantis pas.

Mehemet-Ali était mort le 2 août 1849, Ibrahim-Pacha, son fils aîné et son successeur direct, était parti un an auparavant pour le paradis de Mahomet. L'homme à qui était échue la vice-royauté d'Egypte était Abbas-Pacha, petit-fils de Mehemet-Ali. J'ai vu Abbas-Pacha pendant une audience solennelle où un nouveau consul-général de France remettait ses lettres de créance; j'ai pu contempler ce souverain absolu, indépendant de la Porte, dépendant de l'Europe, et dont la plus chère distraction était de mettre des colliers de diamans au cou de ses chiens. C'était un gros homme ventripotent, blafard, maladroit dans ses gestes, dont les jambes arquées semblaient trembler sous lui et dont la paupière retombait sur un œil vitreux. On s'empressait autour de lui, on se prosternait presque, on baisait le bas de sa tunique. Cette masse de chair était écroulée dans le coin du divan et parfois il s'en échappait un rire

saccadé qui ne déridait même pas le visage tuméfié par la débauche.

L'œuvre tentée par Mehemet-Ali restait incompréhensible à son successeur, qui ne s'en souciait guère et laissait tout dépérir. La plupart des hommes qui avaient apporté à l'Egypte leur force et leur bon vouloir étaient retournés en Europe. Cette colonie de la civilisation, composée surtout de Français, s'était enfuie de dégoût dès le début du règne d'Abbas. Tous n'étaient point partis cependant; quelques-uns, liés par des contrats ou par des habitudes, retenus par la nécessité ou attachés à des travaux commencés, vivaient encore à Alexandrie, au Caire, et je les ai connus. Le plus célèbre d'entre eux était Soliman-Pacha, qui fut l'instructeur de l'armée égyptienne et le véritable vainqueur de Nézib. On a dit de lui que c'était un homme de guerre, il faut le croire, car il avait donné à ses soldats une discipline et une tenue remarquables. C'était un Français nommé Selves ; il était lieutenant en 1815 et fut mis à la demi-solde. L'ennui le prit, il était sans fortune, d'esprit aventureux, et vint en Egypte. Il dressa d'abord une compagnie, puis un bataillon, et enfin un régiment. On fut émerveillé ; on le nomma bey, c'est-à-dire colonel ; c'était le plus haut grade qu'un chrétien pût obtenir ; il avait de l'ambition et des convictions religieuses peu étroites ; il jeta le baptême aux orties, se fit musulman, comme autrefois le marquis de Bonneval, et devint pacha ; je crois même qu'il obtint la dignité de muchir, qui équivaut à celle de maréchal. Il ne manquait pas de finesse, et sous les dehors d'une bonhomie un peu bruyante, cachait une astuce que l'on disait redoutable. D'une amabilité empressée pour ses compatriotes qui traversaient l'Égypte, il leur racontait volontiers les sottises du vice-roi, ce qui ne l'empêchait pas d'avoir vis-à-vis de celui-ci, — de son maître, — l'attitude aussi plate qu'on pouvait le désirer. Bon homme, du reste, et franchement « troupier, » quand il était en campement ou en tournée militaire; assez froid et presque sur la défensive, lorsqu'il habitait son palais du vieux Caire, près du Nil, au milieu de ses serviteurs, par lesquels il se sentait épié. En subissant les diverses formalités que comportait son changement de religion, il avait sans doute fait quelque réserve *in petto*, car à sa table on buvait plus de vin de Champagne et plus d'eau-de-vie que d'eau pure. Il avait la taille courte, l'épaule large, la face replète et rougeaude, la voix brève, l'œil ironique et le geste vulgaire. C'était un soudard qui dans les grandeurs n'avait point trouvé la savonnette. Il ne cherchait pas ses mots, il disait les premiers venus et les premiers venus étaient souvent si gros qu'ils avaient peine à entrer dans les oreilles. S'il n'avait pas cru devoir renoncer aux boissons fermentées en l'honneur de l'islamisme, il n'avait en revanche point hésité à lui sacrifier la monogamie ; il avait un harem dont on disait quelque bien ; sous

prétexte que les petits cadeaux entretiennent l'amitié, Mehemet Ali lui avait parfois donné une ou deux Circassiennes. De cela, du reste, Soliman Pacha ne parlait jamais, non plus que de religion. Je ne serais pas certain qu'il fût à l'aise dans sa conscience; c'est un bien vilain mot que celui de renégat, on ne l'a jamais prononcé devant lui, mais il a dû souvent le répéter dans le secret de son âme. Lorsque je le rencontrai pour la première fois à Alexandrie et ensuite au vieux Caire, il était, non pas en disgrâce, mais en défaveur, car Abbas-Pacha n'aimait guère ceux qui avaient servi son aïeul Mehemet-Ali et son oncle Ibrahim. Il vivait assez retiré, ne se montrait guère dans les cérémonies publiques, évitait le contact des étrangers, prenait difficilement son parti de vieillir, regrettait les jours de sa jeunesse, parlait de Napoléon Ier avec dévotion et occupait ses loisirs à jouer au billard.

Dans sa carrière militaire, il avait laissé loin derrière lui un ancien compagnon d'armes qui était venu aussi chercher fortune en Égypte et qui s'appelait Mari. Celui-ci avait-il comme Soliman-Pacha abandonné saint Pierre pour Mahomet? Je l'ignore, mais il était généralement connu sous le nom de Bekir-Bey, qui n'a rien de catholique. C'était un Corse du Fiumorbo, et le rôle qu'il avait joué dans l'armée française était plus bruyant que relevé: il avait été tambour; aussi les mauvais plaisans ne se gênaient guère pour l'appeler Tapin-Bey. En 1849, il était chargé au Caire de la police des étrangers et s'en acquittait avec courtoisie. Il habitait une grande maison sur l'Esbekyeh et y ouvrait un salon où l'hospitalité musulmane se mêlait au sans-façon du soldat parvenu. Il était marié, et sa femme, qui, je crois, était une moraïte, avait dû être d'une beauté extraordinaire; lorsque je la vis déjà âgée et plus ample qu'elle n'aurait voulu, elle était encore belle dans son costume oriental, dont la richesse faisait ressortir sa blancheur mate et la magnificence de ses bras. Elle paraissait colossale à côté de son Bekir-Bey, qui était un tout petit homme à face rondelette et de chétive apparence. L'un et l'autre parlaient un français mélangé d'italien, de grec et d'arabe, dans lequel il était assez difficile de se débrouiller. Cela produisait des incidens comiques dans le salon de Mme Mari, où l'on était admis sans être obligé de montrer son contrat de mariage. Un soir, Bekir-Bey, voyant entrer chez lui un monsieur et une dame qui lui avaient été recommandés, les présenta à la maîtresse de la maison en disant : « M. X. et sa femme de voyage. » Tout le monde rit. Bekir-Bey s'excusa de son mauvais langage et reprit : « J'ai voulu dire : M. X. et sa concubine. » Il n'en fut que cela : M. X. et sa femme de voyage furent bien accueillis. Le petit Bekir, qui faisait de tels pataquès et les renouvelait avec sérénité, était énergique et doué d'un rare esprit d'observation. Il avait accompagné

Ahmet-Pacha dans la dernière expédition égyptienne contre les Wahabis; il avait été nommé gouverneur militaire de Djedda, où il avait séjourné pendant trois ans; il avait utilisé ses loisirs en prenant des notes incorrectes, mais intéressantes, sur ces contrées d'Arabie, fermées au voyageur et encore si peu connues; en outre, il avait été à Aden, avait trouvé moyen d'en relever les fortifications. Il avait, malgré son ignorance, rassemblé des documens qui ne sont pas sans valeur; avec une complaisance dont je lui garde bonne gratitude, il me les confia et m'autorisa à en prendre copie. J'ai pu depuis, en lisant le récit du voyage de Palgrave (1), contrôler les observations recueillies par Bekir-Bey et m'assurer qu'elles sont d'une irréprochable exactitude. Ancien tambour devenu colonel, Bekir-Bey ne détestait pas les grandeurs; comme Bussy-Rabutin, il estimait qu'elles rehaussent l'homme et lui inspirent le respect de soi-même. Lorsque des étrangers dont la politesse outre-passait la mesure le traitaient d'excellence, il avait une façon de glisser son regard futé sous la paupière qui semblait dire : « Cette qualification ne m'est pas due, vous le savez, je le sais aussi; mais continuez, je vous trouve de bonne compagnie. » Du reste, il parlait de ses origines sans forfanterie comme sans humilité. Il me disait : « Ah! quand avec Soliman-Pacha nous exercions les recrues dans le petit désert d'Assouan, où l'on nous avait relégués pour ne pas exciter la colère des ulémas, m'ont-ils crevé assez de peaux d'ânes, ces brutes de fellahs, avant de savoir battre la grenadière convenablement! »

Le visiteur le plus assidu de Mme Mari et le plus empressé auprès d'elle était un homme d'une soixantaine d'années, auquel des bras courts, un visage rosé, une peau luisante donnaient l'apparence d'un vieil enfant bouffi et que l'on nommait Lubbert-Bey. C'était Lubbert, ancien directeur de l'Opéra de Paris, où il monta *Guillaume Tell* et fut remplacé par le docteur Véron, que l'on appelait familièrement le gros Mimi. Il y a loin de l'Académie royale de musique aux bords du Nil, et ce n'est pas, je crois, de son plein gré que Lubbert avait franchi la distance; il y fut aidé par une meute de créanciers qui jappaient après ses chausses. Muni de quelques lettres de recommandation, il arriva en Égypte. Mehemet-Ali, qui avait la prétention de deviner les hommes à première vue, en fit un ministre de l'instruction publique; on en rit beaucoup, même au Caire. Ce n'était qu'une sinécure, heureusement pour le ministère et pour le ministre. Lorsque je connus Lubbert-Bey, il n'était plus grand-maître de l'université égyptienne, il était chambellan ou quelque chose d'analogue, auprès d'Abbas-Pacha; cette fonction lui convenait. Légiti-

(1) William Palgrave, *une Année de voyage dans l'Arabie centrale,* 1862-1863, 2 volumes in-8°; Hachette.

miste exalté à la façon des roturiers, il avait l'horreur de tout ce qui pouvait ressembler à un gouvernement libéral. Un jour que l'on parlait des visées de l'Angleterre sur l'Égypte, Lubbert s'écria : « Ah! grand Dieu! l'Angleterre établirait ici le régime parlementaire! Que deviendrions-nous? Je ne vois que la Russie où je pourrais me réfugier, et encore le climat serait contraire à ma santé! » Une autre fois il me disait : « Je ne puis vivre si je ne me sens commandé! » C'était un pauvre sire, parasite habile, ayant résolu le problème difficile partout, presque insoluble au Caire, de dîner chaque jour en ville, et ne laissant jamais pénétrer dans sa maison, où, disait-on, quelques négresses achetées au bazar des esclaves dansaient pour lui seul des bamboulas qui ne devaient guère lui rappeler les ballets qu'il avait « montés » jadis à l'Opéra. Malgré le ridicule qui s'attachait à sa personne, Lubbert nous attirait, car il possédait un répertoire d'anecdotes inépuisable. C'était la chronique scandaleuse en personne. Directeur de l'Opéra, gentilhomme ordinaire de la chambre, bien en cour, il avait pénétré au profond du monde de la restauration et n'en ignorait ni les aventures ni les mystères. Il avait été le familier des grands viveurs de l'époque, de Talleyrand, de Montrond, d'Alexandre de Girardin; on eût dit qu'il avait soulevé le rideau de toutes les alcôves et fouillé dans tous les tiroirs. Il excellait aux histoires scabreuses, et lorsqu'il les détaillait avec un langage châtié qui n'excluait pas la verve, sa figure poupine s'épanouissait et il ressemblait à un gourmet qui savoure un coulis aux truffes. Je ne lui ai guère entendu raconter que des anecdotes graveleuses et jamais je n'ai surpris un mot grossier sur ses lèvres. Plus tard, en écoutant les brutalités cyniques de Mérimée, je me suis souvenu de Lubbert, et la comparaison n'était point à son désavantage. Un jour que nous causions avec lui de Chateaubriand, qu'il avait connu, nous en arrivâmes, par une transition naturelle, à parler de la vertu bruyamment célébrée de Mme Récamier; il s'écria : « Ne la jugez pas défavorablement, je vous en prie; elle est plus à plaindre qu'à blâmer; c'était un cas de force majeure. » Puis, levant les bras et les yeux vers le ciel avec une expression de désespoir, il ajouta : « Pauvre Juliette, elle en a bien souffert! »

S'il y avait au Caire plus d'un personnage un peu grotesque, comme celui que je viens d'esquisser, il y avait des hommes redoutables qui avaient voulu violer la fortune, auxquels la fortune avait résisté et qui ne lui pardonnaient pas. J'ai fréquenté un de ceux-là; vainement j'ai essayé de panser son âme ulcérée et de calmer les souffrances de son orgueil vraiment satanique; — je ne le nommerai pas, quoiqu'il soit mort; — sa révolte fut indomptable et dura pendant toute sa vie. Il avait fait en France des études pro-

fessionnelles qui pouvaient lui assurer une position de contre-maître dans quelque grande industrie; l'outil lui fit horreur. C'était le temps de la guerre d'indépendance en Grèce; il partit, débarqua à Patras et s'engagea dans le corps des philhellènes. On lui donna pour nourriture une galette peu cuite et du fromage de chèvre. Il trouva la pitance trop maigre, le pays lui parut pauvre; il passa aux Égyptiens, que commandait Ibrahim-Pacha. Il savait l'anglais, apprit rapidement l'arabe, avait un talent de dessinateur hors ligne et sut se rendre utile. Il crut son avenir assuré, voulut écarter tout obstacle de sa route pour viser au plus haut, se fit musulman et adopta le nom d'Edris-Effendi. Lorsque l'intervention française eut chassé les Ottomans de la Morée, Edris-Effendi suivit l'armée d'Ibrahim. Il fut envoyé à Syout pour y remplir je ne sais plus quelle fonction. Il entra en lutte contre le pacha gouverneur de la Haute-Égypte, qui voulut le faire emprisonner. Edris se réclama de sa qualité de Français; le pacha lui répondit : « En te faisant musulman, tu as renoncé au bénéfice de ta nationalité; » et il le condamna à recevoir la bastonnade. Edris, qui était vigoureux, se défendit avec une énergie désespérée; il fut terrassée, maintenu : on frappa sur lui au hasard, il eut un bras brisé et la mâchoire fracassée. De ce moment, son existence en Égypte devint errante. Vivant au jour le jour, faisant des fouilles, dessinant les temples, aidant les ingénieurs, passant des mois entiers sous la tente des Arabes Ababdehs, accompagnant les voyageurs, il subit les alternatives de la misère et du bien-être. Un beau jour, il reparut au Caire avec une somme rondelette et quelques bijoux qu'il vendit; on prétendit, un peu légèrement, qu'il s'était défait, avec opportunité, d'un touriste anglais qu'il escortait dans les ruines de Thèbes. C'était un être farouche, toujours retombé en lui-même; je ne me souviens pas de l'avoir jamais vu rire. Il avait sur le droit de propriété des notions particulières que je pus apprécier par une confidence qu'il me fit, un soir, sur la promenade de l'Esbekyeh. — Je rappellerai qu'en 1849 le chemin de fer de Suez à Alexandrie n'existait pas encore et que le trajet entre les deux villes se faisait par caravane. — Après une longue causerie, au cours de laquelle Edris-Effendi s'était plaint de sa destinée, il me dit : « Je n'ai jamais eu de bonheur; j'ai touché la fortune de la main, et quelle fortune! Un misérable accident m'a ruiné et repoussé dans mes bas-fonds. L'opération était simple et d'un succès assuré. Deux fois par mois la malle des Indes débarque à Alexandrie et est transportée à Suez. Une cinquantaine de chameaux, escortés d'une égale quantité de Barbarins, suffisent au transbordement. Nulle force armée ne les protège, si ce n'est les quatre cawas du consulat anglais. La malle qui vient d'Angleterre contient toujours, non-seulement des lettres et des papiers de commerce, mais

des groups d'or représentant parfois une valeur considérable. Je connais bien le désert de Suez ; je réfléchis à mon projet et j'en arrêtai les détails. J'avais relevé la route qui va vers Qôseir ; j'en avais fait une carte où j'avais indiqué les puits. Il me fallait des compagnons, car seul je ne pouvais agir. Je m'ouvris sans réserve à X et à Y. — Edris me nomma deux importans personnages de la colonie étrangère. — Ils acceptèrent et nous convînmes de notre mode de procéder. Nous nous embusquions dans le désert ; au bruit des clochettes de la caravane, nous nous jetions sur les quatre caouas qui toujours marchent en tête ; nous leur brûlions la cervelle avant qu'ils aient eu le temps de se mettre en défense. Nous attachions dos à dos les Barbarins, qui n'étaient pas pour faire reculer trois Européens résolus, nous entravions les chameaux. On éventrait les sacs ; on brûlait sur place tout ce qui était banknotes, billets à ordre, lettres de change ; on se partageait le métal par portions à peu près égales, puis on se séparait et chacun tirait de son côté, avec le nombre de dromadaires utiles pour emporter le butin. Nous avions au moins vingt-quatre heures devant nous avant que l'on s'aperçût de rien. C'était assez pour gagner au pied. L'un de nous allait vers El-Akabah, l'autre se rendait au Sinaï ; quant à moi, j'avais un refuge assuré chez les Arabes Ababdehs ; j'aurais pénétré en Abyssinie d'où, hardiment et pour détourner les soupçons, je me serais rendu à Londres après avoir fait des lingots frappés de la marque du Négus, avec les pièces d'or des Indes et de l'Angleterre. Tout était prêt ; j'avais un mahari capable de courir cinquante lieues sans reprendre haleine ; j'avais tout combiné, tout prévu ; mes compagnons étaient des hommes déterminés ; nous étions certains de réussir. Savez-vous ce qui nous a fait échouer? C'est à confondre la raison et à faire douter de la Providence ! Dans ma maison habitait une femme musulmane, ne pouvant avoir d'enfans, honteuse de sa stérilité et consultant toute sorte de sorciers pour être mère. Dans l'escalier, dans les couloirs, elle semait des noix, car la femme devient féconde si un homme étranger à sa famille les écrase par mégarde. — Un soir, la veille même du jour où nous devions partir, je descendais mon escalier, je marchai sur une des noix, qui ne se brisa pas ; mon pied tourna et je tombai. J'avais une entorse, et pendant six semaines je restai étendu sur mon grabat, furieux et maudissant mon sort. La partie était manquée ; mes compagnons y renoncèrent et moi aussi ; il y a des choses que l'on n'essaie pas deux fois. Dans le *Times*, je lus que la malle des Indes, celle-là même que nous devions attaquer, avait apporté 280,000 livres sterling en or, plus de 7 millions de francs. Je ne m'en suis jamais consolé ! » — Edris-Effendi s'était tu ; je me taisais aussi, car j'aurais été fort empêché de répondre à sa confession. Nous marchions

silencieusement l'un près de l'autre ; tout à coup il s'appuya contre un arbre, la tête dans ses mains, sanglotant et répétant : « Sept millions! pour une noix! » Edris-Effendi est revenu en France; on a tenté de le mettre dans le chemin où l'on marche droit, et l'on a dû y renoncer. La lecture des *Treize* de Balzac lui avait tourné la tête; il passait son temps à imaginer des associations mystérieuses dont il serait le chef, associations qui l'enrichiraient et le conduiraient aux situations qu'il avait rêvées; il est mort à la peine, très âgé, incorrigible et misérable. Les hommes de cette trempe et de cette énergie sont rares; nulle ambition ne doit leur être interdite, mais leurs efforts sont d'avance frappés de stérilité, car ils dédaignent, comme indignes d'eux, la persévérance, le travail, l'épargne, la probité; ils ne croient qu'au hasard, qu'à la chance, comme ils disent, et ils n'arrivent à rien, sinon à la déconsidération et quelquefois au crime. Lorsque l'on prend un faux élan pour franchir un fossé, on y tombe, on y reste et souvent on y meurt.

Gustave Flaubert, qui toujours et partout était à la recherche du comique, avait découvert un homme dont il s'était engoué avec la passion que comportait sa nature. Cet homme n'était autre qu'un akim-bachi, médecin-major, Français d'origine, ancien officier de santé, nommé Chamas, et qui, comme tant d'autres, avait été ramassé par Clot-Bey lorsque celui-ci avait organisé, vaille que vaille, le service sanitaire de l'armée égyptienne. Ce Chamas était un pauvre hère, d'une ignorance invraisemblable, incapable de distinguer une fracture d'un rhume de cerveau et célèbre par une aventure qui n'était point à son honneur. Le soir de la bataille de Nézib, lorsque déjà le combat avait cessé, il avisa dans le camp d'Ibrahim-Pacha, auprès des ambulances, un prisonnier turc qui faisait la prière du mogreb (prière faite au coucher du soleil). Chamas s'élança vers lui et lui cria : « Misérable, rends-toi! » Le Turc le regarda d'un air ahuri, et Chamas lui fendit la tête d'un coup de sabre. Puis il alla raconter ce haut fait à Ibrahim-Pacha, qui, pour toute récompense, lui cassa son tchibouck sur la figure. Qu'avait donc ce Chamas pour plaire à Gustave? Il faisait des tragédies. Flaubert ne se tenait pas de joie; il allait chez Chamas, il m'amenait Chamas, il invitait Chamas à dîner : Chamas et lui ne se quittaient plus. Les tragédies étaient un ramassis de situations biscornues, de dialogues insensés, de vers idiots : plus les vers étaien mauvais, plus les situations étaient sottes, plus Flaubert applaudissait, et plus Chamas se rengorgeait; lui aussi, comme le Dieu e Copernic, il avait enfin trouvé « un contemplateur de ses œuvres. » Il fallut subir une lecture, je m'y résignai : *Abd-el-Kader*, tragédie en cinq actes. C'est l'histoire du traité de la Tafna. Abd-el-Kader harangue ses soldats et leur dit :

Sectateurs du vrai Dieu, ce Bugeaud vous abuse.
Allons, un peu de nerf, armez votre arquebuse!

Bugeaud n'est pas en reste, et, lui aussi, il dit à ses troupes avant le combat :

Louis-Philippe là-bas, sur le trône de France,
Applaudit à vos coups et voit votre vaillance.

Il y a un récit : Abd'Allah, jeune chef arabe, a visité, au galop de son cheval, toutes les tribus du désert, en leur prêchant la guerre sainte ; dès qu'il a terminé son appel aux armes, il reprend sa course :

C'est de là, par Allah! qu'Abd'Allah s'en alla.

Après avoir lu ce vers, Chamas s'interrompit pour nous dire : « C'est ce que les anciens appelaient l'harmonie imitative. » Je ne bronchai pas, et Flaubert, levant les bras vers le ciel, s'écria : « C'est énorme! » Un jeune Bédouin, amoureux d'une chrétienne, fille d'un riche « notaire » de Mostaganem, explique « ses tendres feux » à l'objet de son amour, qui en paraît médiocrement touché et peu disposé à aller

Près de ma tente en poils, où ma mère fidèle
Me prépare un couscous au lait pur de chamelle.

Le Bédouin insiste, mais il a beau dire : « Mahomet nous attend, » la jeune personne, qui a des principes, sait ne pas se laisser vaincre. L'amoureux désespéré se passe son yatagan à travers le corps et, comme la demoiselle, en fille bien élevée, se voile les yeux de la main, il lui dit :

Demeurez, ne vous détournez pas ;
De vos regards, du moins, honorez mon trépas!

Cette fois, je n'y tins plus et je m'écriai : « Mais ces deux vers-là ne sont pas de vous ; vous les avez empruntés à la tragédie des *Scythes* de Voltaire. » Chamas eut un incomparable sourire et répondit : « C'est vrai, mais ces vers rendaient exactement ma pensée, et j'ai cru devoir me les approprier, car je n'aurais pas mieux dit. » J'eus quelque peine à me débarrasser de ce Chamas, qui, à toute heure du jour, venait nous consulter sur ses plans dramatiques et nous prier de recommander ses pièces au comité de lecture de la Comédie-Française. Il était tenace et ne comprenait que les choses

très claires. Un jour, je lui dis : « Nous nous moquons de vous et vous nous ennuyez. » Flaubert me vitupéra, me dit que je ne comprenais pas la grandeur du comique et fut mécontent.

Quelqu'un se souvient-il d'Aristide de La Tour, qui, il y a plus de quarante ans, partageait avec Loïsa Puget, Masini, P. Henrion, T. Arnaud le privilège de composer des romances dont les âmes sensibles étaient remuées et que l'on soupirait en faisant les yeux blancs? Il était au Caire à la même auberge que nous; parfois, le soir, il grattait sa guitare et nous chantait sur un mode désolé l'histoire de la marguerite, toute petite, qui se cache bien vite dans les épis dorés pour éviter la faux qui brille; lorsque la faux apparaissait, la guitare avait des sanglots dans les cordes. C'était un grand garçon blond, triste, de façons réservées, qui mourait d'ennui au Caire. Il avait connu à Paris un prince de la famille vice-royale; on s'était lié, on s'était juré éternelle amitié; on était parti ensemble pour habiter le même palais sur les bords du Nil et vivre la vie des *Mille et une Nuits*. Quelle fonction devait-il exercer : factotum, intendant, chef d'orchestre, maître des cérémonies, des menus et des fêtes? Je ne sais. Abbas Pacha trouva mauvais qu'un prince se permît d'attacher un Français à sa maison sans en avoir d'abord obtenu l'autorisation; le pauvre troubadour reçut ordre de déguerpir. Il mit sous son bras sa guitare, sa musique et prit gîte à l'auberge en attendant une pension, une indemnité qu'on lui avait promise, et qu'on ne lui donna jamais. Il se décida enfin à quitter l'Égypte, y laissa les rêves qu'il y avait apportés, revint au pays natal et mourut à Paris, où sa mort ne fit pas plus de bruit que ses romances.

C'est cependant au milieu de ce monde étrange, composé d'élémens médiocres, tarés, hostiles les uns aux autres, que je rencontrai, que j'appris à aimer, à vénérer l'homme le plus intelligent que j'aie jamais connu. C'était Charles Lambert-Bey; il n'avait de commun que le nom avec Charles Lambert, qui a publié *Athènes et Baâlbeck* et *l'Immortalité selon le Christ*. Lambert était entré le premier à l'École polytechnique et en était sorti le premier vers 1829 ou 1830; il était ingénieur des mines. Le saint-simonisme l'avait appelé et il s'y était donné sans esprit de retour. Il avait accompagné Enfantin en Égypte lorsque celui-ci, à la tête d'une quarantaine de ses disciples, y vint en 1832 pour opérer le percement de l'isthme de Suez. Lambert, après avoir relevé les terrains à ouvrir, après avoir préparé les profils du barrage du Nil à Batn-el-Agar, à la pointe même du Delta, au confluent des deux branches du fleuve, après avoir longtemps voyagé au Soudan par ordre de Mehemet-Ali, était, lorsque j'entrai en communication avec lui, directeur de l'école polytechnique établie à Boulacq, directeur *in*

partibus, car si l'école avait deux ou trois professeurs, elle n'avait pas d'élève. Jamais, chez aucun homme, je n'ai rencontré un si ample cerveau, une indulgence plus féconde, une telle compréhension des sentimens d'autrui, une clarté d'enseignement plus extraordinaire, une aspiration vers le bien plus constante. Sa parole lucide, imagée et néanmoins précise, jetait des lueurs au fond des problèmes les plus obscurs et, par une étrange contradiction, il ne pouvait écrire ; dès qu'il prenait la plume, l'expression devenait confuse et sa pensée se perdait dans les nuages dont il ne parvenait jamais à la dégager. Les deux ou trois opuscules qu'il a publiés sur des questions philosophiques sont presque incompréhensibles et rappellent l'Apocalypse. Pour lui, le saint-simonisme était une religion, la religion type vers laquelle l'humanité serait fatalement entraînée, et Enfantin, — le Père, — était depuis saint Paul le plus grand apôtre qui eût été donné à la terre. Avec sa barbe déjà grisonnante, ses yeux d'une douceur infinie, son sourire spirituel et bienveillant, son corps vigoureux, quoique d'une taille un peu courte, avec sa passion pour les discussions et les causeries sérieuses, il rappelait les paladins de la scolastique qui allaient offrir à tout venant la bataille dans le champ clos des syllogismes. Pendant mon second séjour au Caire, lorsque je revins de Nubie, je reçus de France des nouvelles qui m'accablèrent. Je ne puis dire de quel secours me fut Lambert, qui écouta mes confidences ; je ne puis dire avec quelle délicatesse, quel art merveilleux, quelle science de l'âme humaine il pansa mes blessures et me rendit le courage en présence d'un malheur dont j'étais la cause indirecte et qu'il m'était impossible de réparer. Je ne fais que noter l'heure de ma rencontre avec lui ; je le retrouverai. Il quitta l'Égypte, il rentra à Paris avant que j'y fusse revenu, et c'est lui qui me mit en relation avec les débris de la famille saint-simonienne encore groupée autour du père Enfantin. Lambert avait promptement remarqué que nous avions l'esprit curieux et que ni Flaubert ni moi nous ne voyagions comme des touristes désœuvrés qui voyagent pour avoir voyagé ; il avait compris que nous ne cherchions qu'à nous instruire et il nous y aida. Il nous recommanda un Arabe nommé Khalil-Effendi, qui avait fait son éducation en France, et qui alors battait les rues du Caire sans trouver à s'occuper. L'histoire de cet homme est instructive et montrera comment on pratiquait la régénération de l'Égypte. Il avait été envoyé à Paris, vers l'âge de douze ans, aux frais du vice-roi ; il avait fait quelques études dans un collège ; il avait ensuite suivi simultanément les cours de l'École polytechnique et les cours de l'École de droit ; puis on l'avait dirigé sur Lyon, où il dut apprendre le commerce et le tissage de la soie. Lorsqu'il revint au Caire, il avait

vingt-six ans, des notions acquises, et des aptitudes qu'il était facile d'utiliser. En ce moment, Mehemet-Ali, qui avait entendu parler de la bibliothèque d'Alexandrie, brûlée par Amr-ben-Alas, sur l'ordre du kalife Omar, avait formé le projet de faire pour l'islamisme ce que les alexandrins avaient fait pour l'antiquité et de réunir à la mosquée d'El-Azar tous les livres qu'il pourrait rassembler. Lorsqu'on lui donna avis que Khalil, arrivant de France, demandait un emploi, il le nomma relieur en chef de la bibliothèque. Or jamais Khalil-Effendi n'avait ébarbé un volume ou manié un polissoir; il refusa la place qui lui était offerte. Mehemet-Ali s'indigna, dit : « Puisqu'il a été en France, il doit savoir relier, » et le fit jeter à la porte. Khalil, mourant de faim, se fit protestant, demanda et obtint le protectorat du consul d'Angleterre, qui lui accordait un petit subside. Cet homme était relativement savant; il possédait toute notion sur les prescriptions de l'islamisme, les usages musulmans et sur les pratiques de la Kabbale, qui sont actuellement si bien mêlées aux rites religieux qu'elles font en quelque sorte partie de la liturgie. Nous fîmes un arrangement avec lui; moyennant trois francs par heure, il devait chaque jour venir passer quatre heures avec nous et répondre à nos questions. Ce fut de l'argent bien gagné et sagement dépensé. C'est moi qui menais l'interrogatoire, car j'avais l'intention d'utiliser les renseignemens fournis par Khalil-Effendi pour faire un livre intitulé : *les Mœurs musulmanes*. La naissance, la circoncision, le mariage, le pèlerinage, les funérailles, le jugement dernier, ces six points qui, en fait, contiennent la vie entière, furent largement traités par Khalil-Effendi ; nous prenions des notes sous sa dictée. Je viens de revoir ce gros cahier ; le volume est fait, il n'y a plus qu'à l'écrire et il est probable qu'il ne sera jamais écrit. Flaubert comptait se servir de ces notions pour le conte oriental qu'il avait en tête. Comme tant d'autres matériaux réunis, le résultat de nos conférences avec Khalil-Effendi est resté stérile; je l'ai souvent regretté; mais je n'ai jamais regretté ces heures de travail dans notre chambre du Caire, d'où l'on découvrait un jardin planté de cassies, de caroubiers et de palmiers; cela valait mieux que le temps perdu à écouter les tragédies du Chamas.

Nous étions arrivés au Caire le 26 novembre 1849, nous y restâmes plus de deux mois; nos heures coulaient vite, car elles étaient occupées, et il y avait d'autres notes à recueillir que celles que nous devions à Khalil-Effendi. Il paraît qu'Ismaïl-Pacha a voulu embellir la ville du Caire, qu'il y a ouvert de larges voies « à l'instar de Paris, » qu'il l'a éclairée au gaz, qu'il y a bâti un théâtre et qu'il a fait de l'Esbekyeh une promenade avec parterres, quinconces et cafés chantans; c'est une mutilation; je suis heureux de ne l'avoir pas vue et de retrouver dans mon souvenir les ruelles où galopaient

les ânes, les bazars abrités par des paillassons à travers lesquels les rayons du soleil passaient comme des flèches d'or, les cafés où l'on s'asseyait pour fumer un narguileh, les fontaines autour desquelles se poussaient les dromadaires, les couloirs obscurs où les fellahims vous sollicitaient d'une voix si douce : *Bakchich, caouadja!* et la place de Roumelieh, où les saltimbanques faisaient rire la foule. L'Égypte était pauvre à l'époque où j'y étais; la guerre d'Amérique n'avait pas encore amené la crise cotonnière qui l'a enrichie, et le percement de l'isthme de Suez n'avait pas augmenté son bien-être. On y vivait à bon compte; pourvu qu'on n'exigeât pas des ortolans truffés, on y trouvait une nourriture presque européenne. Nous n'étions pas difficiles, du reste, et la succulence de notre table était le dernier de nos soucis. Nous ne nous étions pas emprisonnés au Caire, nous allions faire des courses au désert de Belbeys, à la forêt pétrifiée du désert de Suez, sur le mont Mokattam, où je cherchais des cérastes, à Matarieh, où fut le repos en Égypte, à Aïn Schems, qu'Hérodote visita lorsqu'elle s'appelait Héliopolis. Nous fîmes un déplacement d'une semaine dans la région des Pyramides. Lorsque nous arrivâmes devant le sphinx, Flaubert arrêta son cheval et s'écria : « J'ai vu le sphinx qui s'enfuyait du côté de la Libye; il galopait comme un chacal. » Puis, se tournant vers moi, il ajouta : « C'est une phrase de *Saint Antoine.* » Après être resté trois jours au pied des grandes Pyramides, je fis lever le campement et donnai l'ordre de planter la tente à côté des petites Pyramides de Sakkara, à proximité des puits qui ont servi de sépulture aux ibis. Nos hommes partirent en avant, conduisant les chameaux qui portaient notre attirail, et Flaubert et moi, montés sur de bons chevaux, nous poussâmes une pointe dans le désert libyque. Lorsque nous rejoignîmes nos chameliers et notre drogman, nous les trouvâmes fort embarrassés. Partout où ils avaient déblayé le terrain pour établir notre campement, ils avaient dérangé une telle quantité de scorpions qu'ils n'osaient installer notre gîte dans un endroit si mal fréquenté. A notre gauche, vers l'est, en contre-bas de l'espèce de terrasse sablonneuse qui sert de soubassement aux pyramides en briques crues, verdoyait une forêt de palmiers parallèle au Nil; là quelques masures appartenant au village de Mitrahynieh tiennent la place des anciens palais de Memphis. J'y envoyai nos hommes pour dresser la tente et préparer le repas du soir. Avant de descendre vers la plaine, nous voulûmes donner un dernier coup d'œil au désert; une sorte d'éminence s'élevait devant nous, assez semblable, dans d'énormes proportions, à ces talus plantés d'arbres qui entourent les fermes de la côte normande et que le langage du terroir appelle des fossés (1). Tout en gravissant la pente assez raide et

(1) D'où le proverbe : Au bout du fossé la culbute.

dont le sable s'éboulait sous les pieds de mon cheval, je remarqua la forme peu naturelle, la forme factice pour ainsi dire, de cette colline à crête droite et allongée. Je dis à Flaubert : « Veux-tu nous faire une collection de dieux égyptiens? Restons ici et fouillons; ceci n'est pas un mouvement de terrain, c'est un tumulus qui recouvre un palais ou un temple; nous y retrouverons peut-être la lampe d'Aladin ou le bâton des patriarches. » Flaubert me répondit : « Tu as un fonds de facéties inépuisable. » Un an ne s'était pas écoulé que Mariette arrivait près de cette colline, l'éventrait et y découvrait le Sérapéum.

Tout en passant nos journées à voir et nos soirées à noter les impressions recueillies, nous faisions les préparatifs pour notre voyage en Haute-Égypte et en Nubie. Dans ce temps-là, c'était presque une expédition; aujourd'hui, ce n'est qu'une promenade. Récemment, j'ai reçu un prospectus qui m'a édifié sur les facilités que l'Égypte offre aux voyageurs ; des bateaux à vapeur remontent le Nil, s'arrêtent là où il est convenable de s'arrêter; à bord, il y a un cicerone qui fournit les explications, un cuisinier qui fournit les repas, un médecin qui fournit les ordonnances; tout est prévu, tout est réglé; à telle heure on déjeune, à telle heure on admire, à telle heure on dîne, à telle heure on dort, le tout au plus juste prix : 80 livres sterling pour aller du Caire à la seconde cataracte, c'est-à-dire 2,000 francs; c'est très bon marché, mais l'initiative individuelle disparaît, et en voyage, c'est surtout ce qu'il faut réserver. Il paraît qu'à Louqsor, il y a un hôtel anglais bâti près des ruines : *furnished apartment;* on y mange des *mock turtle,* on y boit des bouteilles de *pale ale;* j'y ai mangé des œufs durs, j'y ai bu de l'eau claire, et je ne m'en suis pas plus mal trouvé : progrès de la civilisation ou de l'exploitation que j'admire et que je suis bien aise de n'avoir pas rencontrés jadis. Nous achetions des matelas pour nos couchettes, minces galettes rembourrées de coton, une batterie de cuisine, de la poudre, du plomb, des provisions sèches, riz et biscuit, du tabac de Djébéli pour les tchiboucks, du tombéki persan pour les narguilehs, du café de Moka, choisi grain à grain dans les couffes ouvertes à Suez, des zirs, grandes jattes en argile poreuse pour filtrer l'eau, du papier épais et sans colle pour les estampages, des pics, des pioches, des louchets en cas de fouilles à opérer, et enfin un drapeau tricolore qui devait « nous ombrager de ses plis. » Nous avions loué une cange ou dahabieh, grande barque pontée, munie à l'arrière d'un habitacle contenant quatre chambres et montée par douze hommes d'équipage, dont un reis, — capitaine, — et un timonier. On remonte le Nil à la voile; lorsque le vent tombe, les hommes se jettent à l'eau, gagnent la terre à la nage, fixent une cincenelle au mât et

halent le bateau ; quand on est parvenu au point extrême du voyage, — pour nous ce fut Wadi halfa, frontière de la Nubie inférieure et de la Nubie supérieure, — on démonte les antennes, on abat les mâts, on enfonce les tolets dans les bastingages, on arme les avirons et on descend le fleuve en ramant. Dix hommes sont debout, cinq à tribord, cinq à bâbord ; chacun tient en main un aviron de dix-huit pieds de long ; le chef de nage chante sur un mode très lent : *Cheick Mahammed an'nabi* ; tous les matelots reprennent en chœur, et les avirons tombent dans l'eau en même temps. Je me rappelle cet air, je me rappelle le bruit des rames battant le Nil, et il me semble respirer encore le parfum des palmiers en fleurs.

Le 4 février 1850, nous allâmes dîner et coucher au vieux Caire, chez Soliman-Pacha, et le lendemain nous montâmes à bord de notre cange, que nous ne devions plus quitter que le 25 juin. Je ne puis dire le sentiment d'allégement et de joie profonde que j'éprouvai lorsque, nos voiles se déployant comme les ailes d'un immense goëland, nous partîmes au bruit des tambourins que frappaient nos matelots en criant : *Bismillah er-rahman er-rahym* (Au nom de Dieu clément et miséricordieux !) J'étais ainsi au temps de ma jeunesse, et l'action seule du voyage était pour moi une ivresse exquise. Chateaubriand raconte qu'il a vu au Caire quelques soldats français qui étaient restés en Égypte après le départ de notre armée. « L'un d'eux, dit-il, grand jeune homme maigre et pâle, me contait que, quand il se trouvait seul dans les sables sur un chameau, il lui prenait des transports de joie dont il n'était pas maître. » Ce portrait pourrait être le mien. Ma famille, fixée depuis longtemps en France, est originaire d'Espagne, et il est de tradition parmi les miens que nous avons du sang arabe dans les veines. Je n'en serais pas surpris : la sensation délicieuse dont j'ai été pénétré toutes les fois que j'ai vécu sous la tente, que j'ai dormi sur le sable et sous le ciel, que je m'en suis allé dans l'inconnu comme un hadji à la recherche d'une Mecque idéale, n'est peut-être que le bonheur inconscient du retour à la vie des ancêtres. J'étais né voyageur ; si les incidens de mon existence ne m'avaient retenu à Paris vers ma trentième année, il est probable que, libre et seul comme je l'étais, je me serais jeté dans le continent africain et que, moi aussi, j'aurais eu ma folie des sources du Nil. Au seuil de la vieillesse, me retournant pour regarder les jours écoulés, je regrette de n'avoir pas bu au Zambèze, au Niger, au Congo, je jalouse Stanley, et j'envie la mort de Livingstone.

Gustave Flaubert n'avait rien de mon exaltation, il était calme et vivait en lui-même. Le mouvement, l'action, lui étaient antipathiques. Il eût aimé à voyager, s'il eût pu, couché sur un divan et ne bougeant pas, voir les paysages, les ruines et les cités passer

devant lui comme une toile de panorama qui se déroule mécaniquement. Dès les premiers jours de notre arrivée au Caire, j'avais remarqué sa lassitude et son ennui; ce voyage dont le rêve avait été si longtemps choyé et dont la réalisation lui avait semblé impossible ne le satisfaisait pas. Je fus très net; je lui dis : « Si tu veux retourner en France, je te donnerai mon domestique pour t'accompagner. » Il me répondit : « Non; je suis parti, j'irai jusqu'au bout; charge-toi de déterminer les itinéraires; je te suivrai, il m'est indifférent d'aller à droite ou à gauche. » Les temples lui paraissaient toujours les mêmes, les paysages toujours semblables, les mosquées toujours pareilles. Je ne suis pas certain qu'en présence de l'île d'Éléphantine il n'ait regretté les prairies de Sotteville et qu'il n'ait pensé à la Seine en contemplant le Nil. A Philæ, il s'installa dans une des salles du grand temple d'Isis pour lire *Gerfaut*, de Charles de Bernard, qu'il avait acheté au Caire. Le souvenir de sa mère le tirait du côté de Croisset; la déconvenue de sa *Tentation de saint Antoine* l'accablait; bien souvent, le soir, sur notre barque, pendant que l'eau du fleuve clapotait contre les plats bords et que la Croix du Sud éclatait parmi les étoiles, nous avons discuté encore ce livre qui lui tenait tant au cœur; en outre, son futur roman l'occupait; il me disait : « J'en suis obsédé. » Devant les paysages africains il rêvait à des paysages normands. Aux confins de la Nubie inférieure, sur le sommet de Djebel-Aboucir, qui domine la seconde cataracte, pendant que nous regardions le Nil se battre contre les épis de rochers en granit noir, il jeta un cri : « J'ai trouvé! *Eurêka! eurêka!* je l'appellerai Emma Bovary; » et plusieurs fois il répéta, il dégusta le nom de Bovary en prononçant l'*o* très bref. Par un phénomène singulier, les impressions de ce voyage, qu'il semblait dédaigner, lui revinrent toutes à la fois et avec vigueur, lorsqu'il écrivit *Salammbô*. Du reste, Balzac était ainsi, il ne regardait rien et se souvenait de tout.

XIV. — A TRAVERS L'ORIENT.

On a retrouvé chez Théophile Gautier une lettre que je lui écrivais à cette époque; j'en citerai quelques passages qui diront la vie que je menais en Nubie : « Descendant le Nil, en vue de la forteresse d'Ibrym, le 31 mars 1850. — Bonjour, Fortunio! je parie que vous n'avez pas 37 degrés de chaleur à l'ombre; avez-vous beaucoup de brouillard et de vaudevilles? Quand donc ferez-vous vos paquets pour venir flâner dans les pays du soleil? Plus je les vois, plus je les parcours et plus je regrette que vous ne les connaissiez pas; vous êtes de ceux pour qui ils ont été faits, et je crois qu'en ne venant pas les visiter, vous manquez à votre desti-

née et à vos instincts. En outre, ces pays ont besoin d'un livre, et qui pourra le faire si ce n'est vous? Seulement, dépêchez-vous, le temps presse; on démolit les temples pour en faire des fabriques à sucre, que l'on appelle ici des raffinatures, et bientôt, sur la berge du Nil, il y aura plus de pompes à feu que de pylônes. Après avoir remonté le fleuve jusqu'à la seconde cataracte, je le descends jusqu'au Caire, m'arrêtant et séjournant là où je trouve quelque chose à voir; cela durera longtemps, car j'ai une façon de procéder qui n'est pas expéditive; je prends des épreuves photographiques de toute ruine, de tout monument, de tout paysage que je trouve intéressant; je relève le plan de tous les temples, et je fais estampage de tout bas-relief important; ajoutez à cela des notes aussi détaillées que possible et vous comprendrez que je ne puis aller bien vite; cela ne m'importe guère, car la vie que je mène est parfaite. Je ne sais plus si l'Europe existe, s'il y a des journaux, ni si Ledru-Rollin continue à vider les caisses de l'État sur les genoux de sa maîtresse qui s'appelait La Martine, comme le croyaient les bons paysans de France. J'ai mieux à faire que de m'occuper de ces fadaises : je me fais raser la tête tous les deux jours, je bois du café, je me baigne matin et soir, je fume des narguilehs, je regarde couler l'eau, verdoyer les palmiers, briller le soleil, miroiter le désert, et je suis l'homme le plus heureux de ce bas monde. Vous souvenez-vous d'avoir vu, au Salon, il y a deux ou trois ans, un petit tableau d'Adrien Guignet, qui représente une *Fuite en Égypte?* C'est, avec les Marilhat, ce que j'ai vu de plus vrai. Ce qui déroute les peintres qui viennent ici, c'est la profondeur des horizons et le fondu extraordinaire des teintes les plus disparates. Le bon Dieu est un grand harmoniste et il s'entend aussi à l'anatomie; les Nubiennes sont en bronze florentin; on ne voit que des *Vénus d'Ille* et pas le moindre Mérimée. L'île d'Éléphantine est à vendre : douze mille francs, je meurs d'envie de l'acheter; j'y vivrais avec des crocodiles, moins farouches que les humains, ainsi qu'eût dit Marmontel, et j'aurais toujours un hamac à vous y offrir sous un palmier. Dans une quinzaine, j'espère être arrivé à Thèbes; j'y chercherai le second pied de la princesse Hermontis, et si je le trouve, je vous l'enverrai. Je viens de passer trois jours à Ibsamboul, qu'il vaudrait mieux nommer Abou Sembil; j'en suis demeuré stupide, comme un héros du vieux Corneille. Flaubert vous envoie ses meilleures tendresses. » Théophile Gautier me répondit : « J'envie bassement votre bonheur; dussé-je être votre domestique et cirer vos bottes, je voudrais être avec vous; j'ai des nostalgies d'Égypte et d'Asie-Mineure, mais au prix où l'on vend les syllabes, je sens bien que je n'irai jamais. » Louis de Cormenin m'écrivait aussi et me parlait politique : « On écume de réaction; on ne fait que des

sottises; on ne veut pas admettre que la république est un terrain où toutes les opinions peuvent se mouvoir; cela ne durera pas, et nous marchons à une dictature. » Après le vote de la loi du 31 mai 1850 qui restreignait le suffrage universel, il m'écrivait : « Au cours de la discussion, Thiers, que l'on écoute comme un oracle, a prononcé un mot qui retombera sur lui; il a dit : « la vile multitude ; » le jour où il se trouvera quelqu'un pour rendre le bulletin de vote à la vile multitude, la vile multitude proclamera celui-là roi, empereur ou Grand Mogol, et la farce sera jouée. Si Louis-Napoléon est ambitieux, et il l'est, on vient de lui mettre le sceptre en mains. Ces gens-là croient tuer la république à leur profit; ce sont des niais qui obéissent à leur passion du moment; la loi du 31 mai chassera ceux qui l'ont imaginée et couronnera le président; quand tu reviendras, il y aura peut-être des aigles à la hampe de nos drapeaux. » Je lisais cela sans y donner attention, car toute politique m'était indifférente, mais plus tard j'ai admiré avec quelle perspicacité Louis avait prévu les événemens. Bouilhet ne nous disait jamais un mot de politique, mais il nous envoyait les chants de *Melænis*, qu'il était en train de terminer, et cela nous plaisait davantage.

Les voyageurs qui remontèrent le Nil pendant l'hiver de 1850 furent peu nombreux; la vieille Égypte semblait délaissée; à peine rencontrâmes-nous trois ou quatre barques pavoisées aux couleurs d'Angleterre. Un matin cependant, le 29 avril, la veille même du jour où nous devions arriver à Louqsor, en abordant au mouillage d'Erment qui fut Hermontis, et où Desaix avait fortifié le tombeau de Sidi-Abdallah-em-Marabout, j'aperçus une cange qui battait pavillon français. Sur le pont, un grand vieillard et une femme grisonnante vêtue de noir nous faisaient des saluts de la main. Nous nous rendîmes à leur bord et nous fûmes en présence du colonel Langlois, qui venait de séjourner à Thèbes et d'y dessiner les ruines de Karnac. Le colonel Langlois avait alors soixante et un ans, il était à la retraite depuis l'année précédente et il avait mis ses loisirs à profit pour venir en Egypte relever l'emplacement de la bataille des Pyramides, dont il fit le panorama, que chacun a pu admirer. Il était de haute taille, vigoureux malgré sa maigreur, très actif malgré son âge et très doux malgré ses allures militaires. Sa femme, un peu plus jeune que lui, ne le quittait pas; elle l'aidait dans ses travaux avec sollicitude et, comme lui, tirait bon parti de la chambre claire. Le colonel Langlois était et doit rester célèbre, car c'est à lui, plus qu'à nul autre, que l'on doit en France, sinon la création, du moins le perfectionnement des panoramas. C'est lui qui le premier transporta le spectateur au centre même de l'action représentée, modela la peinture avec soin, distribua abondamment

la lumière sur la toile et produisit un effet qui touchait de près à l'illusion. Je me rappelle encore l'émotion dont je fus saisi, lorsqu'étant petit enfant, on me conduisit aux environs du boulevard du Temple dans une vaste rotonde où, je vis pour la première fois un panorama de Langlois, qui était celui de la bataille de Navarin. C'était extraordinaire d'animation, de fougue et d'emportement. Quel tumulte! mais quel silence! j'en fus effrayé. Quoi! la colonne d'eau soulevée par les boulets ne s'affaisse jamais! la lueur du même canon brille toujours! le capitaine de vaisseau Milius n'abaisse pas son bras dressé par un geste de commandement! Cette immobilité me glaçait, car je la trouvais surnaturelle. Cette même impression, je l'ai éprouvée depuis, mais à un degré moins intense, à un degré plus raisonnable devant *la Bataille de la Moscowa*, *l'Incendie de Moscou*, *la Bataille d'Eylau* et devant *la Bataille des Pyramides*. Le colonel Langlois faisait œuvre de magicien et créait la réalité. On dit d'un portrait ressemblant : Il ne lui manque que la parole ; de ses batailles on pourrait dire : Il ne leur manque que le bruit. Il était entré au service en 1807 et avait fait les dernières campagnes de l'empire. Plus que l'art de la guerre, il aimait l'art de la peinture. Il fut l'élève de Girodet, de Gros, d'Horace Vernet, il a peint une infinité de petits tableaux, qui tous représentent des combats auxquels il a assisté. Le musée de Versailles conserve plus d'une de ses toiles ; mais malgré ses qualités, qui sont remarquables, il fût sans doute resté perdu au milieu des artistes de second ordre s'il n'eût élevé le panorama à la hauteur de la grande peinture historique ; c'est là son titre dans l'histoire de l'art moderne, et ce titre est suffisant à sauvegarder son nom.

Il s'en allait alors jusqu'à l'île de Philæ, d'où nous arrivions et, malgré le désir que nous éprouvions à passer une journée près de lui et de sa femme, qui était charmante, nous dûmes repartir, car la chaleur devenait accablante, le temps nous pressait et nous avions bien des choses à voir encore avant de débarquer au Caire. L'occupation ne chômait pas, car nous étions dans la région des temples : les ruines succédaient aux ruines ; les journées avaient beau être longues, elles suffisaient à peine au labeur. La jeunesse est admirable, rien ne l'arrête ; le soir, j'étais tellement épuisé de fatigue que je pouvais à peine gagner mon lit, dont la mollesse n'avait rien d'excessif ; quelques heures de sommeil me remettaient sur pied et j'étais prêt à affronter toutes besognes. Nous voulûmes aller voir la Mer-Rouge et nous baigner dans les flots qui ont englouti le pharaon. Entre Keneh et Qôseir, il y a quatre jours de marche à travers le désert. C'était pendant la seconde moitié du mois de mai ; il faisait chaud, si chaud qu'ayant voulu prendre ma carabine pour tirer sur un vautour et l'ayant saisie par le canon, j'y laissai la peau

de ma main. Ce fut pendant cette petite expédition que se produisit entre Flaubert et moi un incident, — le seul de tout notre voyage, — qui fut pénible; nous restâmes quarante-huit heures sans nous parler. Ce fut à la fois sinistre et comique, car Flaubert, en cette circonstance, obéit à une de ces impulsions irrésistibles qui parfois le dominaient. Du reste, dans le désert, on est susceptible; j'en fournirai la preuve. Nous étions partis de Qôseir avec trois outres d'eau, — d'eau exécrable, — qui devaient subvenir à nos besoins pendant la route; les trois outres étaient imprudemment chargées du même côté, sur le même chameau; de l'autre côté, une partie de notre bagage faisait contrepoids. Le désert est habité par une quantité prodigieuse de rats qui se nourrissent d'animaux morts et qui sont troglodytes. Ils creusent des galeries souterraines où ils se réfugient. Le chameau qui portait notre provision d'eau mit le pied sur une de ces galeries, la croûte de terre s'effondra sous son poids, le malheureux animal se brisa la jambe, tomba et en tombant écrasa les trois outres. Ceci se passait le soir de notre départ, nous avions trois jours de route à faire avant d'arriver au Nil et deux jours et demi avant de toucher Bir-Amber, le seul puits potable que nous puissions rencontrer.

Nous avions reconnu, en venant, que Bir-el-Hammamat (le puits des Pigeons) était tari et que Bir-el-Sed (le puits de l'Obstacle) était oblitéré par un éboulement de rochers. C'était le jeudi 23 mai, vers huit heures du soir; en admettant qu'aucun accident ne nous arrêtât, nous ne pouvions être à Bir-Amber que le dimanche 26, dans la journée; donc un minimum de soixante-dix heures sans boire. — Baste! nous rencontrerons une caravane et nous lui achèterons de l'eau. Nous croisâmes trois caravanes, et nous ne pûmes obtenir une gargoulette pour quelque prix que ce fût. La journée du vendredi ne fut pas trop dure; j'avais brisé une pierre à fusil, j'en avais distribué les fragmens à Flaubert et à nos hommes. Placé sous la langue, ça entretient le jeu des glandes salivaires et ça neutralise un peu la soif. La nuit fut chaude et lourde; le vent du sud soufflait, ce vent maudit que les Arabes d'Égypte appellent *khamsin* (cinquante, Pentecôte) parce qu'il règne presque régulièrement cinquante jours après la Pâque des Coptes, et dont le vrai nom est *simoun* (les poisons). A quatre heures du matin, le samedi, nous étions debout, énervés et mal reposés. En riant, je dis à Flaubert : « Au matin de son exécution, Damiens disait : « La journée sera rude. » J'avais la bouche sèche, les lèvres farineuses; la vermine de mon dromadaire m'avait envahi et me dévorait. Dans notre petite caravane, nul ne parlait, ni Flaubert, ni moi, ni notre drogman, ni nos chameliers, qui ballottaient inertes et affaiblis sur leurs chameaux. Tout à coup, vers huit heures du matin, pendant que nous

passions dans un défilé, — une fournaise, — formé par des rochers en granit rose couverts d'inscriptions, Flaubert me dit : « Te rappelles-tu les glaces au citron que l'on mange chez Tortoni ? » Je fis un signe de tête affirmatif. Il reprit : « La glace au citron est une chose supérieure ; avoue que tu ne serais pas fâché d'avaler une glace au citron. » Assez durement je répondis : « Oui. » — Au bout de cinq minutes : « Ah ! les glaces au citron ! tout autour du verre il y a une buée qui ressemble à une gelée blanche. » Je dis : « Si nous changions de conversation ? » Il riposta : « Ça vaudrait mieux, mais la glace au citron est digne d'être célébrée ; on remplit la cuiller, ça fait comme un petit dôme ; on l'écrase doucement entre la langue et le palais ; ça fond lentement, fraîchement, délicieusement, ça baigne la luette, ça frôle les amygdales, ça descend dans l'œsophage, qui n'en est pas fâché, et ça tombe dans l'estomac, qui crève de rire tant il est content. Entre nous, ça manque de glaces au citron dans le désert de Qôseir. » Je connaissais Gustave, je savais que rien ne le pouvait arrêter lorsqu'il était la proie d'une de ces obsessions morbides et je ne répondis plus dans l'espoir que mon silence le ferait taire. De plus belle, il recommença, et, voyant que je ne disais rien, il se mit à crier : « Glace au citron ! glace au citron ! » Je n'y tins plus ; une pensée terrible me secoua. Je me dis : Je vais le tuer ! Je poussai mon dromadaire jusqu'à le toucher, je lui pris le bras : « Où veux-tu te tenir ? En arrière ou en avant ? » Il me répondit : « J'irai en avant. » J'arrêtai mon dromadaire, et quand notre petite troupe fut à deux cents pas en avant de moi, je repris ma marche. Le soir, je laissai Flaubert au milieu de nos hommes et j'allai préparer mon lit de sable à plus de deux cents mètres du campement. A trois heures du matin, le dimanche, nous partions, toujours aussi éloignés l'un de l'autre et sans avoir échangé un mot. Vers trois heures, les dromadaires allongèrent le pas et donnèrent des signes d'agitation ; l'eau n'était pas loin. A trois heures et demie, nous étions à Bir-Amber et nous avions bu. Flaubert me prit dans ses bras et me dit : « Je te remercie de ne m'avoir pas cassé la tête d'un coup de carabine ; à ta place, je n'aurais pas résisté. »

Notre voyage d'Égypte s'acheva sans encombre, et le vendredi 19 juillet nous débarquions à Beyrouth, où allait commencer notre voyage de terre ferme. La *concha d'oro* est belle à Palerme, le golfe de Naples est splendide, mais Beyrouth est incomparable ; non pas la ville elle-même, qui est pauvrette et sans grandeur, mais la campagne qui l'environne, la forêt de pins parasols, les chemins bordés de nopals, de myrtes, de grenadiers où courent les caméléons, mais la vue de la Méditerranée et l'aspect des cimes boisées du Liban qui dessinent sur le ciel la pureté de leurs lignes. C'est une retraite faite pour les contemplatifs, pour les désenchantés, pour

les blessés de l'existence; il me semble que l'on y peut vivre heureux rien qu'à regarder les montagnes et la mer. Que de fois, dans mes heures douloureuses, j'ai rêvé d'aller me réfugier là et d'entrer dans l'apaisement que donne la contemplation de la nature! J'y serais peut-être mort d'ennui; à l'ardeur avec laquelle les hommes les plus intelligens de la colonie française attendaient le courrier de France et se jetaient sur les journaux, j'aurais pu comprendre que les arbres, les monts, les océans et les fleuves, si imposans qu'ils soient, ne suffisent pas à tous les besoins de l'âme humaine.

En Syrie, en Palestine, les souvenirs historiques ne manquent pas plus qu'en Égypte; l'histoire des Juifs, l'histoire des croisades, se substituent à l'histoire des pharaons, des Ptolémées et des khalifes; l'enceinte des villes maritimes, les forteresses, les églises gothiques, les chapelles abandonnées, les ruines des monastères parlent du temps des Bouillon, des Philippe-Auguste et des Richard, tandis que la nature elle-même est l'énergique commentaire de la Bible. La terre étant sans merci, le peuple qui l'habita fut sans pitié, cela est naturel. Sur Jérusalem, sur les rochers qui la dominent et l'entourent, sur les pays désolés qui vont vers la Mer-Morte, la malédiction de Dieu semble peser encore. Comme autrefois, la discorde est au temple : catholiques, orthodoxes, schismatiques, Latins, Grecs, Abyssins, Coptes, Arméniens sont prêts à tirer le couteau pour se disputer la tombe révérée. Le musulman est là, fort heureusement ; il maintient les frères ennemis, il les protège, à coups de bâton il est vrai, mais il sauve le saint sépulcre, qui, sans lui, disparaîtrait et serait détruit au milieu de la mêlée générale. Toutes ces sectes rivales se haïssent et essaient, par l'ingérence de leurs consuls, de dominer les unes sur les autres. Le Turc écoute les plaintes, ne donne satisfaction à aucune exigence et entretient les divisions qui lui assurent le pouvoir, tandis que le juif va pleurer ses nénies sur les ruines du sanctuaire où l'on prononçait le nom ineffable. Les partis hostiles étaient en trêve à Jérusalem en 1850, et trois ans plus tard cependant, d'une petite chapelle de Bethléem, devait sortir la contestation qui amena la guerre d'Orient, l'expédition de Crimée et la prise de Sébastopol. Le consul de France, qui engagea le conflit, était déjà à Jérusalem, lorsque nous y arrivâmes, le 8 août.

C'était Paul-Émile Botta, hospitalier comme un chef de grande tente, érudit, archéologue perspicace, connaissant les langues de l'Orient, maigre comme un ascète, inquiet, nerveux, fou de musique, mangeur d'opium et charmant. Il avait alors une cinquantaine d'années; la grâce l'avait touché, il se considérait comme le gardien du tombeau de son Dieu; il détestait Voltaire, il détestait

les encyclopédistes; en histoire, il rejetait Guizot, qu était protestant, Michelet, qui était républicain, Augustin Thierry, qui avait été saint-simonien; il n'eût pas blâmé le rétablissement de l'inquisition et n'en était pas moins le plus aimable des hommes. Si emporté, si excessif qu'il fût dans sa conversation, il restait d'une irréprochable courtoisie dans ses relations et était avec ses subordonnés d'une bonté paternelle. Quand les discussions philosophiques ou religieuses l'avaient trop agité, il prenait son violoncelle, jouait une mélodie de Schubert et se trouvait apaisé, comme Saül par la harpe de David. De tous les agens consulaires que j'ai côtoyés pendant mes voyages en Orient, Botta est celui qui m'a laissé le plus sérieux souvenir. Ses gestes anguleux, ses éclats de voix, ses yeux caves et profonds, dont la pupille était à peine dilatée, sa marche saccadée à travers le salon du consulat, sa façon précipitée de rouler son chapelet, ses bonds de fureur lorsqu'il entendait émettre une théorie qui lui déplaisait, son attendrissement subit dès qu'il craignait de vous avoir blessé par un mot trop vif, tout en lui avait une originalité dont il était impossible de n'être pas frappé. Il disait : « Je suis un civilisé revenu à l'état sauvage. » Il avait reçu une forte éducation; son père, médecin, historien et poète, l'avait bien forgé et de bonne heure; il aimait l'archéologie et le prouva lorsque, consul à Mossoul, en 1844, il fit mettre le premier la pioche sur les décombres où dormaient les palais de Korsabad. On peut voir au Louvre, dans le musée assyrien, ce que la science lui doit; si on l'eût écouté, si de misérables questions d'argent n'étaient intervenues, tous les monumens perses et parthiques qui sont aujourd'hui au British Museum appartiendraient à la France. Lorsqu'on lui parlait de ses fouilles aux environs de Ninive, il se dérobait et laissait comprendre que ce sujet lui était pénible. Pendant les quinze jours que nous passâmes à Jérusalem, Botta nous accueillit avec une bonne grâce que je n'ai point oubliée; il entoura de toutes précautions notre excursion à la Mer-Morte et, à Mâr-Sabah, il fit arrêter et condamner au service militaire les hommes d'une tribu qui nous avait tiré quelques coups de fusil lorsque nous passions près d'eux. Protecteur officiel des catholiques d'Orient, il n'avait pas grande estime pour ses protégés : « Ils ne sont bons qu'à faire leur main, me disait-il, ils tirent parti de tout; ils volent ou mendient, selon les circonstances, mais ils prennent le bien d'autrui, qui les attire invinciblement. » Je pus constater bientôt, par une petite aventure personnelle, combien Botta avait raison.

Le 14 septembre, nous avions établi notre campement à Baâlbeck, la tente se dressait près d'un ruisseau, sous un noyer, en face des temples. Nous avions amené avec nous Joseph Brichetti, notre drogman d'Égypte, vieil Italien de la rivière de

Gênes, geignard, madré et en somme assez honnête, car, sauf une paire de pantoufles, une médaille de Syracuse, un Alexandre, un Othon et une montre en or à répétition, il ne vous vola pas grand'chose. Nous l'avions surnommé le Vieux des voyages, et la fièvre le prit à Baâlbeck ; il y eut une rémittence, mais lorsque le 17, nous allâmes camper au pied même du Liban, à Deir-el-Achmar, la fièvre accompagnée de délire et de vomissemens le reprit avec intensité. Gravir le Liban, franchir la région des neiges éternelles avec un homme dans cet état, il n'y fallait pas songer. Je donnai à Flaubert et à Sassetti, mon domestique français, toutes les instructions nécessaires. Ils devaient partir au point du jour, le lendemain matin, avec nos hommes, nos chevaux et le bagage ; ils traverseraient le Liban et iraient m'attendre à Éden, dans la maison des lazaristes ; je les y rejoindrais, le plus tôt possible, après avoir conduit Joseph à Beyrouth, d'où je ramènerais un autre drogman. Le 18, avant cinq heures du matin, nous nous séparâmes. J'eus un serrement de cœur en disant adieu à Flaubert, qui commença à gravir les premières pentes de la montagne à la tête de la petite caravane, pendant que, seul avec Joseph, je prenais la route de la plaine. Le Vieux des voyages me faisait grand'pitié. Je lui donnais du sulfate de quinine, mais je n'avais ni vin, ni confiture, ni beurre pour masquer l'amertume de la drogue. Je la lui versais dans la main ; il y trempait sa langue et faisait la grimace en disant d'une voix lamentable : « Ah ! quo mauvais goût y tient ! » A deux heures, j'arrivais à Zah'lé, j'en repartis à six heures; à minuit, je m'arrêtai à Khan Husseim, où je fis avaler à mon malade une jatte de moût de vin assaisonné de sulfate de quinine, qui l'assomma. Le 19, à cinq heures, je le remis en selle, vacillant et un peu égaré ; à midi, j'entrais à Beyrouth et je le confiais aux soins du docteur Sucquet. Dans la journée, je m'arrangeai avec un autre drogman nommé Abou-Ali et, le 20, à quatre heures du matin, je partais pour rejoindre Flaubert.

Abou-Ali était un Arabe Syrien qui avait conduit des chevaux à Victor-Emmanuel ; il avait séjourné quelque temps à Turin et y avait appris un peu d'italien ; cela me suffisait et nous pouvions nous comprendre. Il avait déterminé notre itinéraire ; le premier jour, coucher à Djabaël, le second à Batrun, le troisième à Éden. C'était trop lent, j'étais pressé. — Si pendant mon absence un accident fût survenu à Flaubert, sa mère eût été en droit de me dire : Pourquoi n'étiez-vous pas là ? Je dis à Abou-Ali : « Sais-tu trotter ? » Il me répondit affirmativement et mentit. — Les Orientaux vont au pas, — à l'amble, le plus souvent, — et au galop, mais au trot jamais. Je montais un vieux cheval arabe qui avait du cœur. Depuis deux mois que nous étions l'un sur l'autre, nous nous connaissions, et

je savais ce que j'en pouvais exiger. — Je le mis au bon trot de route; — à midi, j'étais à Djebaël, où je le laissai reposer; à trois heures, j'en repartais; avant sept heures, j'arrivais à Batrun; j'avais gagné une journée, mais j'avais perdu mon drogman, qui ne me rejoignit qu'à minuit. A trois heures et demie, à la clarté de la lune, je partis; c'était le 21 septembre, un samedi. Abou-Ali suivait cahin caha. Au moment où nous franchissions le lit d'un torrent desséché, bruyant de cailloux et empanaché de lauriers roses, nous rencontrâmes une bande de mulets chargés de neige qui se rendait à Beyrouth. J'arrêtai le chef des muletiers. « As-tu traversé Éden ? — Oui. — Qu'est-ce qu'il y a de nouveau? — Rien; il y a deux étrangers chez les pères noirs (lazaristes), — Comment vont-ils? — Il y en a un qui est malade, il a la fièvre, il va mourir aujourd'hui. — Lequel? le plus grand ou le plus petit? — Je ne sais pas. Que Dieu te conduise! — Que le diable t'emporte! » Mon émotion fut dure : lequel des deux ? J'enlevai mon cheval et j'allai aussi vite que la montagne me le permettait. Au bout de trois quarts d'heure, je n'apercevais plus mon drogman. — Pas de route; à peine de-ci, de-là un sentier battu; mais j'avais ma carte et ma boussole, j'étais donc certain de ne pas m'égarer. Je n'avais pas mangé depuis la veille, c'était insignifiant, mais j'avais soif, j'avais très soif; pas un ruisseau, pas une mare. — Vers dix heures du matin, par un soleil vraiment terrible, j'arrivai près d'un village dont toutes les maisons étaient closes; devant une porte, un paysan, un Maronite, se tenait debout. Pour lui parler, j'employai sottement la formule musulmane, et je lui dis : « *Inch'Allah! at moïa:* S'il plaît à Dieu, donne moi de l'eau ! » Pour toute réponse, l'homme fit légèrement claquer sa langue et rejeta la tête en arrière. C'était un refus. Je fis effort pour cracher jusqu'à ses pieds et je lui criai la plus mortelle injure qui puisse frapper un Oriental : « *Rouh kelb ! il'an datnak!* Va, chien! je maudis ta barbe ! » et je continuai ma route. Le village était long et comme abandonné. Cent pas au-delà des dernières maisons, sous d'énormes platanes, des femmes bavardaient et puisaient de l'eau dans un réservoir carré entouré d'un petit mur en ciment. Je criai : « Ohé ! les femmes ! j'ai soif, donnez-moi de l'eau. » L'une d'elles prit sa cruche, monta sur la margelle, et je bus longuement comme Eliézer au vase de Rebecca. A midi, j'entrais à Éden et devant la porte de la maison des lazaristes, j'apercevais Flaubert. J'étais un peu nerveux, à cette époque; en le voyant, je me mis à sangloter. « Et Sassetti ? » Gustave répondit : « Il est perdu ! » — J'eus vite fait d'être chez le malade, que l'on avait installé dans la meilleure chambre de la maison. Quelle pitié ! le teint jaune, les lèvres noirâtres, les yeux vitreux, l'haleine fétide, les gestes déjà inconsciens, la voix indistincte. On avait fait appeler

un capucin de Béchari, qui passait pour médecin; il avait saigné et purgé deux fois ce malheureux, auquel Flaubert avait administré du sulfate de quinine. Fièvre pernicieuse intermittente de Syrie; on meurt infailliblement pendant le troisième accès. Sassetti avait eu le second la veille; nous avions dix-huit heures devant nous pour entreprendre le grand combat. « Le sulfate de quinine doit produire dans l'organisme l'effet d'un coup de canon. » C'était le mot que Bretonneau m'avait dit à Tours trois ans auparavant et qui me revenait en mémoire. J'introduisis quatre-vingts centigrammes de sulfate de quinine dans un morceau de beurre dont je fis une boulette que le malade avala; au milieu de la nuit, on lui en donna autant; l'effet fut prodigieux. Le pauvre garçon tomba dans un sommeil comateux, qu'il secouait parfois pour dire : « Il y a trop de cloches! » Il fut presque sourd et complètement abruti pendant une ou deux semaines, mais il fut sauvé, car nous avions coupé la fièvre avant le troisième accès.

Le supérieur de la maison lazariste établie à Tripoli était alors dans la succursale d'Éden; c'était un Espagnol naturalisé Français et nommé Amaya. Sa distinction, sa foi indulgente, sa bonté et son instruction en faisaient un homme de haute valeur. Partout on l'eût remarqué, mais dans les montagnes du Liban, au milieu de prêtres maronites peu scrupuleux et de paysans, on était tenté de l'admirer. Le clergé indigène ne lui plaisait guère; il estimait que les mœurs relâchées, la quémanderie et l'ignorance ne sont pas le fait des serviteurs de Dieu. Lorsqu'on lui parlait des habitans de la montagne, il levait doucement les épaules et répondait : « Ils se croient chrétiens, c'est quelque chose; mais, en réalité, je les crois idolâtres. Je n'ai jamais pu les empêcher de se réunir, au printemps, sous les cèdres, et de s'y livrer à des pratiques abominables; ils ressemblent aux Juifs qui, malgré les malédictions des prophètes, malgré les châtimens divins, allaient toujours sacrifier sur les hauts lieux. Lorsque je leur refuse l'absolution, leurs prêtres la leur donnent; le lien qui les rattache à notre sainte religion est si faible que je crains sans cesse de le briser; bien souvent je ferme les yeux par prudence et peut-être aussi pour ne pas voir. » Le cheik d'Éden était à sa résidence; des lettres de Beyrouth l'avaient prévenu de notre arrivée; nous allâmes lui faire visite en compagnie de M. Amaya. C'était alors un jeune homme d'une vingtaine d'années; son visage arrondi, orné d'une faible moustache blonde, avait une expression à la fois douce et rusée qui n'était pas sans grâce. Il était très élégant; son manteau en soie, rehaussé de broderies de vermeil, son turban en damas rouge parsemé de losanges d'or lui donnaient quelque chose d'affété et de féminin; pour me servir du langage familier d'aujourd'hui, on eût pu l'appeler « le gommeux » du Liban. Il parlait assez bien le fran-

çais, qu'il avait appris à Antourah, chez les lazaristes. Depuis le jour où il nous a reçus en nous aspergeant d'eau de rose et en brûlant des cassolettes devant nous, il a fait parler de lui et a fort occupé l'Europe de sa personne. C'était le fameux Joseph Karam, qui, dix ans plus tard, en 1860, souleva les Maronites, attaqua les Druzes, ne put venger les massacres de ses coreligionnaires, nécessita l'intervention de la France et finit par être expulsé du pays qu'il avait impudemment appelé aux armes. Il était très déférent pour M. Amaya, dont il baisait les mains avec une humilité toute chrétienne.

Le soir, Flaubert s'établit dans la maison des lazaristes pour veiller Sassetti, et j'allai coucher sous la tente. M. Amaya me dit : « C'est demain dimanche, nous célébrons la messe à sept heures du matin, la population des villages voisins s'y rend avec empressement; je vous demande de vouloir bien y assister, ce sera de bon exemple. » Je répondis que je n'avais aucune objection à entendre la messe, mais que je demandais à être réveillé une heure avant, car j'étais si las et si courbatu que j'étais capable de dormir dix-huit heures de suite. On me promit de m'avertir en temps utile. Je m'étendis, tout vêtu, sur mon petit lit de camp et je ne fus pas long à partir pour le pays des rêves. Je dormais encore lorsque la portière de ma tente fut relevée; j'ouvris les yeux et fus stupéfait. Devant moi, M. Amaya et Flaubert se tenaient debout; à leurs côtés, en attitude suppliante, l'homme qui, la veille, m'avait refusé de l'eau; derrière un jeune homme et une jeune femme qui paraissaient consternés; plus loin, dans la cour qui précède l'église et où ma tente était dressée, une centaine de Maronites. Je me mis sur pied, et à ce moment toute l'assistance poussa un gémissement qui ressemblait à une prière et à une plainte. Je regardai Flaubert, qui écarta les bras et me dit : « C'est énorme! » M. Amaya prit la parole : « Hier, l'homme que voici a refusé de vous donner à boire et vous avez maudit sa barbe; les gens de son village l'ont su et ne veulent pas laisser entrer dans l'église un homme dont la barbe est maudite; il a eu tort, il regrette sa mauvaise action ; je vous prie de lui pardonner. » Je répondis : « Non! » — M. Amaya, se tournant vers le paysan, dit en arabe : « Le seigneur maintient l'anathème. » Il y eut un cri de désolation. Le seigneur, c'était moi, et quel seigneur, palsambleu! une veste en lambeaux, une chemise de flanelle plus trouée qu'une écumoire, et des bottes dont il ne restait plus que les éperons. L'homme s'agenouilla devant moi; je le repoussai. M. Amaya m'approuva du regard et reprit : « La fille de ce malheureux devait se marier; son fiancé, que voici, refuse d'épouser la fille d'un homme dont la barbe est maudite. » Le jeune homme

et la jeune fille s'approchèrent de moi et me baisèrent la main. Elle était très jolie, la petite Maronite! Je restai impassible. A voix basse, je dis à M. Amaya : « Vous m'indiquerez par un signe quand il faudra terminer cette bouffonnerie. » Il me répondit : « Cédez lentement. » Je fis une allocution : n'est-ce pas un crime de refuser de l'eau à un voyageur, — que dis-je? — à un chrétien épuisé? M. Amaya traduisait ma harangue ; le Maronite, à genoux, disait en se lamentant : « Je t'ai pris pour un Anglais, pour un hérétique, ami des Druzes. » — On devine mon mouvement oratoire. « Et quand même j'eusse été un hérétique! » Enfin, je fus magnanime : « En considération de cette jeune fille dont je veux assurer le bonheur, je te pardonne, ô homme! Va, ta barbe n'est plus maudite! » Ce fut une explosion de joie, et chacun se félicita. Alors, le Maronite, d'une voix suppliante, me regardant avec des yeux caressans, me dit : « Qui saura dans la montagne que ma barbe n'est plus maudite? Il me faut un signe visible de ton pardon que je puisse montrer à ceux qui se détourneraient de moi. Ma fille va se marier; vois son bonnet, il est parsemé de pièces d'argent et de pièces d'or qui sont sa dot; donne-moi une pièce, une petite pièce d'or du pays des Francs, une toute petite pièce qui me rappellera ta générosité, qui me rappellera ma faute et m'empêchera d'y jamais retomber. » M. Amaya nous avait quitté pour aller revêtir le costume sacerdotal. Un prêtre maronite de Béchari, parlant italien, nous servait d'interprète. Je pris ma bourse. C'était une longue bourse algérienne, sorte de sacoche en filet que l'on fermait d'un nœud. Elle contenait de quoi subvenir aux besoins de deux ou trois jours de route et, — en cas d'événement imprévu, — une réserve composée de cinq pièces d'or de Sardaigne, de 100 francs chacune. J'avais versé l'argent sur mon lit et j'y cherchais à travers les piastres et les paras une livre turque (25 francs) pour en augmenter la dot de la fillette. L'homme prit délicatement une pièce de 100 francs et dit : « Voilà ce qu'il me faut. Ma fille, remercie ce seigneur de sa générosité. » — J'étais un peu abasourdi. Il en prit une seconde : « Celle-ci est pour moi, j'y ferai un trou, je la suspendrai sur mon cœur, et je la conserverai en souvenir de ta miséricorde. » Flaubert s'écria : « Cet animal-là est énorme! » Le prêtre maronite s'approcha, me dit : « Il y a tant de pauvres à Béchari! » et il prit deux livres turques. Je remis en hâte mon argent dans la bourse et la bourse dans ma poche. Tout le monde paraissait satisfait. La cloche sonnait, la messe allait commencer. Lorsque le Maronite sortit de ma tente, je vis son dos et j'y mis un coup de pied. Il se retourna avec un sourire avenant et me dit : « *Mâlech!* ça ne fait rien! » Après les offices, je racontai l'histoire

à M. Amaya, qui, riant, ainsi que moi, me répondit : « Ils sont tous comme cela ! »

Cinq jours après, nous étions à Beyrouth, où m'attendait une déconvenue qui fut sérieuse. Mon intention, après avoir pris quelque repos à Beyrouth, était de continuer ma route par Antioche, Bagdad, de descendre jusqu'à Bassora, de parcourir la Perse et de gagner Constantinople par l'Arménie et les anciennes colonies grecques des bords de la Mer-Noire. Ce programme était assez ample, et j'étais en mesure de l'exécuter, car il ne pouvait présenter aucun obstacle sérieux. A Jérusalem, j'avais arrêté un drogman qui devait faire route avec nous à partir de Beyrouth, car le Vieux des voyages n'eût été qu'un embarras pour nous en Mésopotamie et en Perse. C'était un Grec, alerte et jeune, nommé Stephano Barri, qui avait vécu à Téhéran, où il avait été attaché en qualité de domestique-interprète à l'ambassade que dirigea le comte de Sartiges; il connaissait bien les langues française, italienne, grecque, turque, arabe, persane, et nous eût été fort utile. Il nous attendait à Beyrouth, lorsque nous y revînmes après notre voyage en Palestine et en Syrie; mais ce n'est point vers le pays des Achéménides qu'il eut à nous accompagner.

Le jour même de notre retour, le consul-général de France, qui était M. de Lesparda, me prit à part et me dit : « Voici une lettre que je suis chargé de vous remettre confidentiellement à l'insu de votre compagnon. » En reconnaissant l'écriture, je devinai le contenu. C'était une lettre de Mme Flaubert; six pages qui peuvent se résumer ainsi : « Au lieu de vous éloigner, rapprochez- vous. Je meurs d'inquiétude à l'idée que Gustave va aller au-delà de l'Euphrate et que je resterai des mois à attendre de ses nouvelles. La Perse m'effraie; qu'est-ce que cela peut vous faire d'être en Perse ou en Italie? Je vous supplie d'avoir pitié de moi. » Le soir, lorsque je fus seul avec Flaubert, je lui dis : « Sais-tu que ta mère m'a écrit? — Oui. — Est-ce toi qui l'as engagée à m'écrire? » Il hésita pendant une seconde et répondit : « Oui. » Ma nuit ne fut pas bonne; j'étais anxieux. Le lendemain, au lever du jour, je fis seller mon cheval et j'allai me promener dans la campagne, me demandant si j'avais le droit d'imposer un tel sacrifice à Gustave et à sa mère, m'étonnant qu'ils n'eussent pas vu avant notre départ les conséquences de notre voyage, et me disant qu'après tout j'avais vingt-huit ans, bien des années devant moi et que je ferais, seul e maître absolu de ma destinée, l'expédition à laquelle j'étais moralement contraint de renoncer. Je pris mon parti, mais j'avoue que ce ne fut pas sans peine. Si j'avais su alors que les circonstances de ma vie seraient telles qu'il me serait impossible de mettre plus tard à exécution le projet que j'abandonnais, aurais-je eu le courage de

faire volte-face et de marcher vers l'occident, tandis que mon désir m'entraînait vers l'est? J'en doute; j'aurais probablement tenté l'aventure ou du moins laissé Flaubert retourner en France. Mon voyage à travers la Mésopotamie et la Perse est enfoui sous le tumulus où dorment tant de rêves qui maintenant ne se réveilleront plus. Par cette déception, j'ai acquis une expérience dont je n'ai pas eu à tirer parti, mais dont d'autres pourront profiter : Que les touristes se promènent en bande, c'est au mieux; mais que les voyageurs voyagent seuls s'ils veulent toucher le but qu'ils se sont proposé.

J'annonçai ma résolution à Flaubert, qui en fut heureux; il respira comme un homme soulagé d'un poids trop lourd; il me dit : « J'aurais été avec toi en Perse si tu l'avais voulu. » Je le savais bien, et c'est pourquoi je n'avais pas dû hésiter à ne pas l'emmener sur une route qui l'éloignait trop de sa mère. Jamais, du reste, nous n'avons reparlé de cela ensemble, car c'était, je crois, un sujet qui lui était désagréable. Notre nouvel itinéraire fut promptement tracé, et dans la soirée du 1er octobre nous montions à bord du paquebot autrichien le *Stamboul*, qui, le 4, au lever du soleil, jetait l'ancre dans le port de Rhodes. Nous restâmes dix jours dans « l'Ile-qui-Tremble, » transportés en plein moyen âge, trouvan sur les murs l'écusson des chevaliers des « langues » de Provence, de Picardie, de France, et d'Allemagne; partout des fortins, des tourelles, des courtines avec échauguettes et mâchicoulis, citernes et silos pour garder les provisions d'eau et de grains pendant les sièges; chemins couverts, bassins dissimulés derrière les remparts et haut donjon d'où l'on pouvait surveiller les mouvemens de la ribaudaille musulmane. Dans l'intérieur de l'île, des forêts de pins laryx et de gigantesques bruyères en fleurs. De route, il n'y en a pas; quand le paysan veut avoir un champ, il met le feu à un coin de forêt et défriche le terrain noir de cendres; les rivières, qui sont des torrens en hiver, n'avaient point une goutte d'eau; sur le lit de cailloux, il y a des îlots de lauriers roses; la végétation rappelle déjà l'Occident; je n'ai vu qu'un seul palmier, planté comme un panache au sommet de la falaise de Lindo, où Minerve eut un temple, l'ordre une forteresse, et où il n'y a plus qu'une ruine. Les tremblemens de terre ont renversé ce que les Turcs ont laissé debout. Rhodes n'est qu'un amas de décombres au-dessus duquel plane le souvenir de Villiers de l'Isle-Adam.

Un grand caïque muni d'une misaine, d'un foc, et monté par huit matelots, nous transporta en sept heures de Rhodes à Marmariça, où nous prenions pied en Anatolie. Nous avions accueilli à notre bord un vieux Turc de Moglah, qui était venu dans l'île consulter un médecin, — un sorcier? — célèbre. Le pauvre homme souffrait

d'un rhumatisme intercostal et ne respirait que péniblement. Son docteur l'avait traité sans délai; on l'avait étendu sur le dos; sur sa poitrine on avait appliqué une feuille de nopal, large raquette garnie de piquans; sur la feuille on avait posé une planche que l'on avait frappée de trois vigoureux coups de marteau; à chaque coup, on avait dit : « Au nom de Dieu clément et miséricordieux! » Puis on avait enlevé la feuille et on l'avait suspendue au plafond à l'aide d'un fil; lorsque le fil se brisera, le malade sera délivré de son mal. Le bonhomme était enchanté de son traitement et en attendait le plus grand bien. Il n'en faut pas rire : Mme de Sévigné enterrait les plantes qui avaient enveloppé sa jambe malade et croyait qu'elle serait guérie dès que les plantes commenceraient à pourrir. Ce genre de thérapeutique est à peu près le seul que l'on pratique en Orient : attouchemens d'un cheik, versets du Koran placés sur la partie malade, pratiques de la Kabbale, incantations et sortilèges, cela suffit à tous les maux.

De Marmariça à Smyrne, c'est la patrie du pavot rouge, c'est la région de l'opium. Les négocians européens qui s'imaginent recevoir la drogue précieuse à l'état de pureté sont dans l'erreur : jamais produit ne fut plus sophistiqué par les producteurs, par les intermédiaires, par les entreposeurs, par les expéditeurs. 20 kilogrammes d'opium recueillis entre Milassa et Guzhel-Hissar en représentent plus de 100 lorsqu'on les débarque à Trieste ou à Marseille. Les musulmans se mêlent peu de ce commerce, qui est presque exclusivement accaparé par les Grecs, par les Juifs et par des Européens déclassés, dont nous vîmes quelques échantillons sur notre route. L'un d'eux nous disait : « Je suis venu échouer ici, à Birkeh, après avoir dévoré par mes folies une fortune colossale, une fortune de plus de cent cinquante mille livres de rente. » L'homme qui nous parlait ainsi ressemblait à un charbonnier débarbouillé. Flaubert lui dit : « Eh! mon Dieu! comment avez-vous fait pour vous ruiner? » Il poussa un soupir de regret, de remords et répondit en baissant les yeux : « J'avais un cheval de selle et un chien de chasse. » Un autre nous racontait qu'un membre de l'Institut de France lui avait volé une collection d'inscriptions grecques à l'aide desquelles il avait établi sa réputation; un troisième nous expliquait qu'il recherchait les trésors que saint Louis avait enfouis pendant les croisades, — saint Louis en Asie-Mineure! — qu'il ne les avait pas encore découverts, mais qu'il possédait des indications positives et qu'il était certain de les trouver bientôt. Ces rencontres m'étaient désagréables, mais nous ne pouvions guère les éviter, car, lorsque nous arrivions dans une ville, les pachas, les caïmacans nous envoyaient de préférence et par courtoisie loger chez nos compatriotes. Flaubert se divertissait à écouter ces histoires sau-

grenues dont il provoquait le récit. Il conçut l'idée de faire un roman dont la scène se passerait sur les territoires à opium et dont les principaux personnages seraient des Français, des Italiens et des Grecs mentant à qui mieux mieux et se dupant les uns les autres. Il disait : « Ce sera *le Roman comique en Orient;* » il ne l'a jamais ébauché.

Nous avancions sur cette terre d'Anatolie, où je revis le chemin que j'avais déjà parcouru en 1844; je passai sous l'aqueduc « élevé en l'honneur de César Auguste pour les besoins de la ville d'Éphèse ; » j'aperçus les ruines au milieu desquelles j'avais dormi, engourdi par la souffrance; je retrouvai la petite mosquée effondrée, qui est comme une jardinière de plantes sauvages ; je regardai les blocs de pierre arrachés à la frise du temple et couchés sous les herbes; les cigognes, déjà revenues d'Europe, battaient du bec sur le toit des maisons turques. L'automne était arrivé; des nuages couraient dans le ciel, des ondées tombaient, les platanes perdaient leurs feuilles; je me sentais triste, comme si l'on m'eût enlevé au pays natal. Dans mes notes, je retrouve cette impression : « 23 octobre. Le paysage est lourd, les montagnes ont l'air bête : ce matin il a plu et j'ai eu froid. Est-ce donc déjà l'Europe? Qu'il doit faire bon sous les palmiers d'Éléphantine ou dans la salle hypostyle de Karnac! »

Notre dernière étape fut à Cassabah, célèbre par ses melons. Nous en partîmes le matin, à cinq heures, avant que le jour fût levé, avant que le soleil eût précipité les brumes qui rampent sur la plaine, imprudence qu'un vieux voyageur comme moi n'aurait pas dû permettre! Mais des lettres nous attendaient à Smyrne, et nous avions hâte d'y arriver. — Après avoir fait halte et déjeuné à Nymphio, où je devais revenir pour aller examiner dans la montagne le bas-relief assyrien dont parle Hérodote et que les gens du pays appellent : Kara-Bell, l'homme noir, nous reprîmes notre route. La veille, j'avais reçu à la jambe, d'un des chevaux de main, un coup de pied qui me faisait souffrir ; en outre, je me sentais mal à l'aise; j'avais soif et contre mon habitude, j'avais plusieurs fois demandé à boire ; je n'éprouvais aucun plaisir à fumer ; un petit frisson me passa sur les épaules et j'entendis la fièvre qui sonnait sa cloche dans mes oreilles. C'était la fièvre intermittente quotidienne ; j'eus beau la traiter sans ménagement, elle ne m'en tint pas moins treize jours à Smyrne. Elle me laissait quelque liberté le matin et le soir, mais elle était peu clémente dans la journée et me mettait au lit. Lorsque l'accès avait été violent, j'étais le soir dans un état vague qui n'était pas désagréable, mais qui m'interdisait toute occupation ; je ne pouvais ni lire, ni écrire, et cela m'était odieux, car je n'ai jamais pu supporter l'oisiveté. Flaubert, qui me soignait avec

une bonté sans égale, qui avait pour moi ces attentions féminines que toute souffrance d'autrui développait comme un contraste dans sa forte nature, Flaubert me proposa de me lire à haute voix « un bon livre. » J'acceptai. Il avait découvert un cabinet de lecture dans la ville, il y courut et, quoique je le connusse bien, je restai surpris du roman qu'il avait choisi. — Je le donnerais en cent mille que l'on ne devinerait pas. Triomphalement il rapportait *le Solitaire* du vicomte d'Arlincourt. Le résultat fut tout autre que celui qu'il espérait. Cette lecture détermina un fou rire et le retour de la èvre. J'en revins au sulfate de quinine; c'était moins gai, mais plus efficace.

Nous tournions le dos à la « barbarie » orientale et nous marchions vers la civilisation européenne. Cette civilisation était venue au-devant de nous; nous la trouvâmes installée à Smyrne sous forme d'une troupe de comédiens français qui donnaient des représentations dans un petit théâtre récemment emménagé au milieu de deux ou trois maisons que, tant bien que mal, on avait réunies pour cet objet. — Que pouvaient valoir les acteurs? Je ne m'en souviens guère. Les spécimens de notre littérature dramatique offerts à l'admiration des Smyrniotes étaient de choix: *Indiana et Charlemagne, la Seconde Année, Passé minuit*. Les belles filles grecques, coiffées du tactikos ruisselant d'or, les bras chargés de bracelets en filigrane, se penchaient au rebord des loges, ouvrant leurs grands yeux, cherchant à comprendre et éclataient de rire quand un spectateur français riait. L'impresario, qui se nommait d'Aigremont, vint nous voir et nous pria de le recommander à l'ambassadeur de France, lorsque nous serions à Constantinople. J'aurais voulu prendre la route de terre par la Troade et par la Bithynie, mais la fièvre m'avait trop fatigué. J'obéis aux conseils des médecins français établis à Smyrne et, le 8 novembre, nous nous embarquâmes à bord de l'*Asia*, du Lloyd autrichien. — Le 12, à sept heures du matin, nous entrions dans la Corne d'or et Stamboul se déroulait devant nous. Mon vieil ami Kosrew-Pacha n'y était plus, il avait été rejoindre les janissaires qu'il avait fait massacrer, mais le Bosphore était toujours admirable, le golfe de Nicomédie brillait sous le soleil, la pointe du Séraï était un bouquet de verdure, les muezzins chantaient l'heure de la prière sur la galerie des minarets; rien n'était changé, tout était beau, et nous avions de quoi occuper nos loisirs.

MAXIME DU CAMP.

SOUVENIRS DIPLOMATIQUES

L'AFFAIRE DU LUXEMBOURG

VI[1].

LA CONFÉRENCE DE LONDRES. — L'INCIDENT DES ARMEMENS. LES SOUVERAINS A PARIS.

XIII. LA CONFÉRENCE DE LONDRES.

Les perplexités étaient grandes à Berlin, à la fin d'avril, à en juger par les contradictions qui se manifestaient, à l'intérieur, dans le langage de la presse et du monde officiel et, au dehors, dans celui de la diplomatie. Tandis que M. de Goltz, à Paris, déplorait avec une feinte indignation que M. de Bismarck tolérât les violences de sa presse et disait qu'il ne fallait pas se préoccuper des agissemens du ministre, les intentions du roi étant pacifiques, M. de Bernsdorff, toujours cassant, déclarait à Londres que la Prusse n'évacuerait le Luxembourg dans aucune hypothèse. M. de Thile, interpellé par lord Loftus, avait beau le désavouer et certifier que les propos décourageans qu'il tenait à Londres ne lui étaient aucunement prescrits par ses instructions, il n'en démordait pas.

Le roi seul, vivement impressionné par la lettre de la reine Victoria, paraissait fixé dans ses résolutions. Son attitude ne se démen-

(1) Voyez la *Revue* du 15 septembre, du 1er octobre, du 15 octobre, du 1er novembre et du 15 novembre.

tait plus, elle restait invariablement conciliante; les rares dépêches d'un caractère pacifique que publiait l'agence Wolff, sortaient de son cabinet. On savait aussi que, dans une audience de congé donnée au ministre de Suisse, il avait exprimé le ferme espoir que la paix ne serait pas troublée. Malheureusement, peu d'heures après, le prince royal disait dans ses salons que la guerre lui paraissait désormais inévitable, et ce propos, reproduit par les journaux, provoquait aussitôt dans toutes les bourses d'Europe une baisse énorme sur les fonds publics. Que fallait-il penser de ces déclarations si radicalement inconciliables, recueillies dans la même journée de la bouche du souverain et de celle de l'héritier du trône?

Il était évident qu'il se poursuivait dans l'ombre une lutte secrète, pleine de péripéties, entre ceux qui voulaient précipiter le dénoûment et ceux qui inclinaient pour l'ajournement de la guerre. Il en coûtait aux généraux de perdre l'occasion d'en finir avec la France. Ils tentaient de suprêmes efforts pour provoquer la lutte, ils se servaient de nos armemens, dont ils exagéraient le danger, pour entraîner le gouvernement à leur suite. Le roi des Belges, toujours à Berlin, ne cachait pas à M. Benedetti que l'état-major-général suivait nos préparatifs d'un œil inquiet, qu'il les disait plus avancés qu'on ne le supposait et qu'il allait jusqu'à prétendre qu'avant peu nous aurions sept cent mille hommes à mettre en ligne. M. de Bismarck, de son côté, affirmait dans un entretien avec le ministre d'Autriche que nos armemens prenaient un développement tel que la Prusse se verrait obligée de recourir à des mesures défensives. A l'entendre, tandis que la Prusse évitait toute provocation, l'empereur était entraîné à la guerre malgré lui, le Luxembourg n'était qu'un prétexte; il se plaignait avec animation de nos préparatifs continus et avec amertume du langage de nos journaux officieux. M. de Wimpfen appelait en vain son attention sur les attaques véhémentes que la *Gazette de l'Allemagne du Nord* et la *Gazette de la Croix* dirigeaient sans relâche contre le gouvernement et même contre la personne de l'empereur; il ne se laissait pas convaincre. Les violences de la presse prussienne éveillaient dans toute l'Europe de vives inquiétudes. On s'en alarmait particulièrement en Angleterre. Elles étaient d'un fâcheux présage pour lord Stanley. L'affectation avec laquelle M. de Bismarck parlait de nos armemens, comme s'il tenait à justifier sa conduite, lui inspirait de sérieuses appréhensions. Il reconnaissait avec le prince de La Tour-d'Auvergne que le gouvernement français manquerait à tous ses devoirs s'il se laissait prendre au dépourvu par un adversaire armé jusqu'aux dents et prêt à entrer en campagne. Il croyait la reine Augusta et le prince royal animés de sentimens pacifiques, mais impuissans à faire prévaloir les con-

seils de la modération. Ce qui l'inquiétait surtout, c'était l'étrange attitude de la Russie; il disait que le prince Gortchakof ne parlait de l'affaire du Luxembourg que pour y mêler les affaires d'Orient. Toutes les chancelleries étaient convaincues qu'on en était revenu à Berlin à la tactique qui avait si parfaitement réussi en 1866 avec la Saxe et l'Autriche; comme alors, pour ne pas assumer la responsabilité d'une agression préméditée, on affirmait qu'il ne restait plus à la Prusse désarmée et menacée qu'à prendre conseil de l'intérêt de sa sécurité et à recourir à l'offensive plutôt que de se laisser attaquer.

Tous les efforts tentés en faveur de la paix semblaient compromis lorsque la presse officieuse, sur un nouveau mot d'ordre, fit, au moment où l'on s'y attendait le moins, une brusque volte-face. Elle disait que, la France s'étant amendée dans son attitude, il n'y avait plus lieu de désespérer du maintien de la paix. Ce n'était pas l'attitude de la France qui s'était modifiée, c'était la Prusse qui, ébranlée par les remontrances parties à la fois de Londres, de Vienne et même de Saint-Pétersbourg, se soumettait enfin à la pression de l'Europe; le gouvernement impérial n'était sorti ni par un acte, ni par une parole de la position strictement expectante dans laquelle il se cantonnait depuis le 5 avril. Les journaux officieux préparaient l'opinion à l'évolution qui s'opérait dans les conseils du gouvernement. M. de Bismarck venait en effet de déclarer, officiellement cette fois, à M. d'Oubril, qu'il acceptait la conférence et que, sous certaines conditions, il consentirait à l'évacuation du Luxembourg. Il restait à déterminer le mode d'invitation et à arrêter le programme des délibérations.

Tout le monde demandait à être de la conférence. Le Danemark, le Portugal, l'Espagne, la Belgique et l'Italie sollicitaient leur admission, c'étaient les ouvriers de la dernière heure, ils se présentaient après la tourmente. Leurs prétentions étaient peu justifiées, celles du cabinet de Florence surtout n'étaient pas soutenables, au dire même du comte de Bismarck (1). L'Italie n'était qu'une expression géographique à l'époque où s'étaient signés les actes de 1839, et, sauf quelques démarches platoniques tentées à Berlin, elle avait fait la morte tant que la France était en péril. Elle se disait l'amie de tout le monde, elle se dérobait en invoquant à Berlin les souvenirs de 1859, à Paris ceux de 1866. Elle soutenait qu'il lui était difficile de s'engager, soit d'un côté soit de l'autre, car si, avec l'aide de

(1) Lettre de M. Benedetti : — « M. de Bismarck a évité de se prononcer sur l'admission à la conférence de la Belgique et de l'Italie. Il trouve que les considérations invoquées pour justifier la participation de la première de ces puissances ne peuvent aucunement servir de titre à la seconde. »

la France, elle avait commencé sa délivrance, c'était avec le concours de la Prusse qu'elle l'avait achevée (1). Mais ses sympathies, malgré ses assurances officielles, se reportaient plutôt vers la Prusse (2). Déjà le comte Arese et le marquis Pepoli, qui jadis faisaient la navette entre Florence et Paris, pour arracher à l'ami et au parent des concessions que le souverain aurait dû leur refuser, ne passaient plus les Alpes. Le gouvernement italien n'avait plus d'illusions à entretenir aux Tuileries; il n'avait plus rien à demander. Il secouait une tutelle qui lui pesait, il s'irritait, non sans motifs, des reproches d'ingratitude dont il commençait à être l'objet; il n'admettait pas que la reconnaissance pût servir d'argument en politique, il se tenait pour dégagé par la cession de Nice et de la Savoie. Il ne consultait plus que ses intérêts personnels, qui, partout, dans la Méditerranée, à Tunis, à Constantinople, en Égypte, en Palestine se trouvaient en opposition avec ceux de la France (3). Si bien qu'au moment où nous étions menacés d'un conflit avec la Prusse, il méditait, sous l'inspiration d'un agent secret de M. de Bismarck, M. Bernardi, que notre diplomatie devait retrouver à Madrid en 1870, l'envahissement des États pontificaux, qui, quelques mois plus tard, aboutissait à Mentana. L'Italie était pour les Tuileries une espèce d'arche sainte; elle était, on l'a dit un jour, le luxe trompeur de la politique impériale. Mettre son dévoûment et sa fidélité en doute, c'était toucher le souverain dans une de ses fibres les plus vulnérables. Aussi la tâche de notre légation à Florence n'était-elle pas aisée. Nos ministres et nos chargés

(1) Lettre du baron de Malaret, 21 avril 1867. — « J'ai pu constater chez les membres du gouvernement du roi une sympathie que je crois réelle, mais qui est visiblement contenue par le désir de ne pas se compromettre. Tout en reconnaissant la modération de nos prétentions et tout en blâmant l'ambition excessive de la Prusse, on répète volontiers qu'en cas de conflit, les intérêts de l'Italie ne se trouveraient pas directement menacés. Il n'est pas besoin d'une grande clairvoyance, pour comprendre que le gouvernement italien, laissé à ses propres inspirations, ne songe pas à nous témoigner ses sympathies autrement que par des vœux. »

(2) Dépêche de Francfort, 3 mai 1867. — « Le cabinet de Berlin, d'après ce qui me revient de bonne source, aurait tout lieu d'être satisfait du gouvernement italien. Il résulterait, en effet, de la correspondance du comte Usedom, toujours très influent à Florence, que dans ses entretiens intimes avec le baron Ricasoli ainsi qu'avec M. Rattazzi, il aurait pu se convaincre que, par reconnaissance envers la Prusse aussi bien que par intérêt, l'Italie ne sortirait pas, quel que soit le cours des événemens, de la plus stricte neutralité. La cour de Prusse se montrerait fort rassurée par ces déclarations; elle se plaît à les considérer comme un véritable succès pour sa politique. »

(3) Lettre du baron de Malaret, 23 avril : « Garibaldi se proposerait de prendre le commandement d'une expédition qui, organisée à Gênes, irait débarquer sur le littoral romain, tandis qu'à la première nouvelle d'un mouvement insurrectionnel à Rome, des bandes d'émigrés se tiendraient prêtes à franchir la frontière méridionale. Il n'est pas douteux que le parti révolutionnaire ne redouble d'efforts, et qu'il compte profiter des événemens, pour provoquer un conflit avec le gouvernement pontifical, à l'insu ou de connivence avec le gouvernement italien. »

d'affaires étaient partagés entre la crainte de déplaire et le sentiment de leur devoir. Ils savaient d'ailleurs que leurs appréciations revenaient aussitôt aux oreilles de la diplomatie italienne; on lui faisait l'injure de croire, car on ne lui cachait rien, que l'amour qu'elle affectait pour la France allait jusqu'à lui sacrifier les intérêts dont elle avait la défense. L'empereur n'en recevait pas moins de sages avis. On ne lui laissait pas ignorer, au risque de le froisser dans ses illusions, qu'il n'avait rien à attendre de l'Italie et que, loin de nous prêter son assistance, elle spéculait sur les événemens pour violer la convention du 15 septembre et s'emparer de Rome.

L'attitude réservée, pour ne pas dire ambiguë, du cabinet de Florence donnait à réfléchir. L'empereur n'en tirait aucune moralité, sa foi n'en était pas ébranlée, il avait à cœur d'assurer à l'Italie, par sa participation à la conférence de Londres, la consécration de grande puissance et la sanction implicite des faits accomplis dans la péninsule. Il persistait à tenir l'alliance italienne pour certaine dans toutes les éventualités. Il puisait sa confiance dans les lettres qu'il échangeait avec le roi Victor-Emmanuel, dans les affirmations passionnées du prince Napoléon, et dans les protestations incessantes du chevalier Nigra et de M. Vimercati, son secret intermédiaire. Il oubliait que le roi Victor-Emmanuel, tout populaire, tout sincère qu'il pût être, était un souverain constitutionnel, et qu'au jour des épreuves, il aurait, avant de se souvenir de ses promesses écrites ou verbales, à compter avec son ministère et avec son parlement; il le lui avait fait comprendre déjà le 4 juillet, au lendemain de Sadowa; il devait le lui faire sentir plus cruellement encore au mois de juillet 1870.

La conférence serait-elle convoquée par les trois grandes puissances signataires ou par le roi grand-duc? Les avis étaient partagés. La Russie, d'accord avec le cabinet de Berlin, se prononçait pour la convocation collective; l'Angleterre, avec le cabinet de Vienne, préférait en laisser l'initiative au roi des Pays-Bas. Ce fut l'opinion du cabinet anglais qui prévalut. Il était moins aisé d'arrêter le programme. M. de Bismarck ne voulait pas se lier d'avance; il entendait ne paraître à Londres que libre de tout engagement. Il n'admettait pas la prétention de lord Stanley de transformer la conférence en arbitrage et de soumettre à sa discussion un projet de traité tout libellé. L'évacuation, d'après lui, ne devait être que la conséquence et non la base des délibérations; il réclamait, pour assurer la neutralisation du grand-duché, la garantie formelle et individuelle des puissances; il réclamait aussi le démantèlement, pour bien montrer, disait-il, que la forteresse ne saurait plus désormais devenir un sujet de convoitise et de dissentiment entre la France et la Prusse. Il cherchait surtout à circonscrire le programme à la question du Luxembourg, afin de se prémunir contre les arrière-

pensées de M. de Beust. Il craignait, à en juger par les rapports de M. de Wimpfen, que la diplomatie autrichienne ne voulût profiter de l'occasion pour mettre sur le tapis le traité de Prague et lui obtenir une garantie européenne (1). Il se souciait peu de rendre compte du passé et encore moins d'enchaîner l'avenir.

Lord Stanley était un esprit timide, mais net et précis; il lui répugnait d'ouvrir et de présider une conférence dont le succès n'eût pas été en quelque sorte certain. Il se méfiait des arrière-pensées de la diplomatie prussienne; il était convaincu que M. de Bismarck, en prévision d'une guerre avec la France, tenait à engager l'Angleterre et à s'assurer son concours armé pour la défense du Luxembourg. Il disait qu'il n'y consentirait jamais, qu'il n'entendait pas promettre, même collectivement, ce qu'il n'avait pas l'intention de tenir. Il ne niait pas que la neutralisation n'entraînât la garantie, mais il soutenait que cette garantie n'impliquait pas nécessairement des mesures coercitives; il croyait que les actes de 1839, couvrant la neutralité belge, devaient suffire. Il était prêt du reste à accepter toutes les rédactions, sous la réserve toutefois que, dans aucune éventualité, elles n'entraîneraient l'Angleterre à l'obligation de prendre les armes. L'attitude du ministère anglais exaspérait la diplomatie prussienne. M. de Bernsdorff reprochait à lord Stanley sa partialité pour la France, et il donnait à entendre que, s'il persistait à se montrer si mal disposé pour la Prusse, on pourrait bien s'arranger à La Haye sans l'Angleterre; M. de Bismarck, de son côté, tirait des réserves formulées par lord Stanley d'étranges conclusions. Il insinuait à M. de Wimpfen que le gouvernement anglais, loin de se consacrer à la réconciliation de la France et de la Prusse, ne cherchait au contraire qu'à les brouiller. C'était peu vraisemblable, mais c'était jeter la discorde dans le camp des puissances. La presse officieuse reflétait l'irritation que l'obstination du cabinet de Londres causait à Berlin. « La politique des tories est misérable, disait-elle; le langage de lord Stanley est ce qu'on peut imaginer de plus indigne. Nous ne l'oublierons pas, et lorsque la douzième heure aura sonné pour l'Angleterre, nous lui dirons à la manière anglaise que les jeunes lords n'ont qu'à s'organiser en milices pour se défendre. »

L'œuvre si laborieusement poursuivie par les cours médiatrices allait avorter devant les exigences de la Prusse et le refus obstiné de l'Angleterre. On était arrivé au 7 mai, jour fixé pour l'ouverture de la conférence, et à dix heures du matin, au moment où on allait se réunir, M. de Bernsdorff annonçait par un billet au ministre des

(1) Dépêche du comte de Wimpfen, 28 avril : « M. de Bismarck n'envisage pas sans crainte la possibilité que nous évoquions à Londres le traité de Prague. »

affaires étrangères qu'il ne paraîtrait qu'autant qu'il serait donné satisfaction aux demandes de son gouvernement. Le cabinet de Berlin tenait à la garantie anglaise ; il en faisait la condition *sine qua non* de sa participation à la conférence ; peut-être aussi spéculait-il sur l'obstination de lord Stanley pour recouvrer la liberté de ses mouvemens. Il était réservé au prince Gortchakof d'assurer le succès des négociations, il avait abjuré les pensées amères, il oubliait la Pologne et la Crimée, il songeait à Gastein et à Biarritz. Les hommes d'état ont la vue longue : peut-être le prince Gortchakof entrevoyait-il déjà, derrière la coupole de Sainte-Sophie, le congrès de Berlin et ses désenchantemens. Son ambassadeur à Londres, le baron de Brünnow, était un diplomate de race, vieilli dans les chancelleries ; son esprit était inventif, il avait le don des protocoles. Il trouva la formule qui devait concilier les scrupules de lord Stanley avec les exigences du comte de Bismarck. La garantie ne s'exercerait pas individuellement et séparément, mais collectivement, ce qui laissait la porte ouverte aux interprétations. C'était donner une apparente satisfaction au cabinet de Berlin et permettre à lord Stanley de déclarer quelques jours après, en plein parlement, au grand déplaisir de la Prusse, que la garantie qu'il avait donnée au nom de l'Angleterre ne l'engageait pas sérieusement. « Notre garantie, disait-il, ne dépasse pas celle d'une société à responsabilité limitée (*limited*). » C'était le billet de La Châtre.

L'Europe, au moment où ses pensées commençaient à se reporter vers l'exposition universelle, avait eu la sensation frissonnante de la guerre. A l'annonce d'une conférence, ses alarmes s'étaient dissipées bien vite, car elle ignorait les causes secrètes du différend qui depuis un mois tenait tous les intérêts en suspens. Elle avait eu peine à s'expliquer que la possession d'un territoire litigieux de peu d'importance, poursuivie dans les menées d'une étroite et obscure négociation diplomatique, pût devenir la cause d'une conflagration générale sans que la raison publique eût le temps et la force de conjurer le péril. Elle ne se doutait pas que le Luxembourg n'était pour la Prusse qu'un prétexte, le terrain sur lequel elle comptait résoudre à son profit le problème allemand et affirmer par les armes sa prépondérance militaire et politique.

XIV. — L'INCIDENT DES ARMEMENS.

La joie en Europe était générale ; on se faisait fête d'aller à Paris. on accourait de tous côtés au rendez-vous pacifique auquel la France avait convié les peuples. Berlin seul résistait à cet entraînement ; les merveilles de l'art et de l'industrie le laissaient insensible. Tout le monde était mécontent : les officiers qui rêvaient une cam-

pagne glorieuse, et les spéculateurs qui, sur la foi des journaux inspirés et aussi sur des confidences émanant des personnages les plus hauts placés, s'étaient engagés dans le sens de la baisse pour des sommes énormes. Le parti militaire maudissait la diplomatie qui se jetait à la traverse de ses sinistres espérances; il reprenait, pour réduire à néant les tentatives de conciliation, le thème des armemens. Il voyait avec désespoir diminuer chaque jour les chances d'une guerre de surprise.

Si ses avis avaient prévalu, sans nous laisser le temps de nous reconnaître, deux cent cinquante mille hommes auraient envahi nos frontières dès le lendemain de l'interpellation de M. Bennigsen, avec la rapidité foudroyante qui avait présidé à la campagne de Bohême. Huit ou dix jours plus tard, le gros de l'armée, mobilisé, aurait coupé nos communications avec la Hollande, opéré un grand mouvement tournant sur nos frontières nord-est. On savait nos arsenaux à sec, les chevaux nous manquaient, le résultat ne pouvait être douteux entre deux armées, l'une subissant une guerre défensive improvisée avec des cadres désorganisés et un armement en voie de transformation, et l'autre bien supérieure en nombre, enivrée par de récentes victoires, avec des arsenaux regorgeant d'armes et de munitions et un plan de campagne étudié, combiné de longue date dans ses plus petits détails (1). Rien ne paraissait plus facile alors qu'une guerre d'invasion.

Mais les quatre semaines gagnées par la diplomatie avaient permis au maréchal Niel d'organiser la défense en faisant des prodiges de célérité.

L'armée d'Afrique était prête à s'embarquer; le camp de Châlons s'organisait dans une pensée de concentration avec des régimens tirés des garnisons les plus éloignées; plus de six cent mille chassepots étaient livrés, on attendait des fusils d'Espagne et d'Amérique, des chevaux et des mules étaient importés de tous côtés, et la gendarmerie, provisoirement démontée, devait pourvoir aux besoins les plus urgens de notre artillerie et de notre cavalerie. Les officiers prussiens qui parcouraient nos provinces signalaient l'activité de nos arsenaux et les mouvemens d'hommes et de matériel sur nos chemins de fer. Si ces dénonciations parties de tous les coins de notre territoire et transmises par des agens voyageurs ou sédentaires exaspéraient les généraux prussiens, elles n'en donnaient pas moins à réfléchir au gouvernement. Il voyait disparaître de plus en plus les chances si inégales sur lesquelles il spéculait et chaque jour s'accentuer davantage la pression des puissances. L'occasion était passée. Il ne restait plus à la diplomatie prussienne qu'à

(1) Dépêche de Francfort.

battre en retraite et à clore l'incident qu'elle avait si perfidement soulevé. Mais elle se repliait la menace à la bouche; elle reprenait même l'offensive pour entraver l'impulsion vigoureuse imprimée à nos préparatifs, pour impressionner les plénipotentiaires qui déjà étaient réunis à Londres et arracher à lord Stanley la garantie qu'il refusait obstinément.

Le gouvernement prussien en persistant dans ses récriminations jusqu'à la veille de la clôture de la conférence, dont le succès n'inspirait plus de doutes, semblait vouloir donner à l'Europe un étrange spectacle, celui d'apposer sa signature le même jour sur deux actes contradictoires, l'un consacrant la paix et l'autre ordonnant la mobilisation.

M. de Moustier était indigné de l'obstination calculée qu'on mettait à suspecter nos intentions et à dénaturer nos actes. « Je nie avec la dernière énergie, écrivait-il, que nous soyons à un degré quelconque dans la situation militaire que de faux rapports signalent au gouvernement prussien. Goltz n'hésite pas à le reconnaître hautement. Il y a là une véritable aberration, s'il n'y a pas un odieux calcul d'agression, comme l'an dernier vis-à-vis de l'Autriche. Si le parti militaire prussien devait continuer à compromettre la paix par des accusations systématiques et sans fondement, nous ferons appel à l'équité des cabinets européens, qui ne se méprendront pas sur le véritable état des choses. »

Le ministre prussien haussait les épaules. Ces protestations indignées le touchaient peu; il avait son idée, il n'en démordait pas; il lui convenait d'affecter la crainte, de transformer la France, qu'il savait impuissante, en croquemitaine, de la montrer menaçante, armée jusqu'aux dents. Il ne reculait devant aucun argument pour nous mettre en contradiction avec nos assurances pacifiques. Il en puisait partout, dans les rapports militaires, dans les dépêches politiques. Il nous les opposait en quelque sorte publiquement par des télégrammes expédiés en clair. Il dédaignait l'usage du chiffre, qui permet d'atténuer les réclamations irritantes. Peu lui importait notre amour-propre; il entrait dans ses calculs de nous exaspérer et de nous entraîner aux résolutions que suggère l'indignation. Il devait recourir à un procédé analogue au mois de juillet 1870; il se servit alors, pour nous pousser à bout, d'une agence semi-officielle, l'agence Wolff, pour annoncer, dans une dépêche retentissante, que le roi, insulté par l'ambassadeur de France, avait refusé de le recevoir.

Voici ce que M. de Bismarck télégraphiait en clair au comte de Goltz, de façon à ce que personne n'en ignorât : « Le baron de Werther m'écrit de Vienne que le duc de Gramont reconnaît lui-même, contrairement aux assurances de son gouvernement, que les achats

de chevaux en Hongrie pour le compte de la France ne discontinuent pas. » — « Je sais, ripostait aussitôt M. de Moustier, touché au vif par le procédé, dans une dépêche également non chiffrée adressée à M. Benedetti, que le gouvernement prussien, contrairement aux assurances de M. de Bismarck, poursuit ses mesures militaires de tout genre sur la plus vaste échelle et qu'il fait acheter des chevaux de tous côtés, en Hongrie, en Pologne et même en Irlande. » Le ministre français, à bout de patience, prenait à son tour l'offensive et retournait contre le gouvernement prussien les reproches dont il nous abreuvait. C'était une imprudence ; c'était perdre l'avantage du terrain sur lequel nous nous étions si heureusement retranchés ; c'était se découvrir et prêter le flanc à notre adversaire. M. de Moustier comprit à temps la faute qu'il venait de commettre ; il maîtrisa son indignation, se dégagea et rompit vivement en arrière en proclamant plus haut que jamais, par ses journaux et par sa diplomatie, sans s'arrêter aux clameurs prussiennes, les sentimens pacifiques de la France. Mais il avait beau insérer au *Moniteur* les communiqués les plus tranquillisans et manifester au sein de la conférence les dispositions les plus conciliantes, les agens prussiens n'en continuaient pas moins à faire partout grand tapage de nos préparatifs militaires et à nous prêter les plus noirs desseins. A les entendre, il ne restait plus à l'Allemagne, menacée d'une agression imminente, qu'à pourvoir sans délais à sa légitime défense.

« Il existe en France deux courans, disait M. de Bismarck à M. Benedetti, l'un diplomatique qui offre de sérieuses garanties ; l'autre militaire, qui pousse à la guerre. Les renseignemens envoyés par M. de Bernsdorff, sur les premières séances de la conférence, témoignent assurément des intentions pacifiques du gouvernement de l'empereur, mais les informations recueillies par l'état-major général démontrent que les préparatifs de la France excèdent les besoins de sa défense. » M. de Bismarck énumérait, sans en oublier une seule toutes les mesures prises par le maréchal Niel. C'était l'ouverture anticipée du camp de Châlons et le doublement de son effectif, l'armement de nos places fortes, l'achat de chevaux en Autriche, en Suisse et en Italie, la réunion d'un immense parc d'artillerie et de pontonniers à Metz, l'envoi de chaloupes canonnières à Strasbourg, la convocation des réserves de 1864 et 1865, le maintien sous les drapeaux de la classe de 1860. Il affirmait que la Prusse n'avait encore fait aucun préparatif et qu'elle n'aurait que le 8e corps d'armée à nous opposer, s'il nous plaisait de jeter inopinément cent cinquante mille hommes soit dans le midi de l'Allemagne, soit sur les Provinces Rhénanes. Ces affirmations ne cadraient guère

avec les renseignemens que le gouvernement impérial recevait d'Allemagne. « L'armée est déjà mobilisée secrètement, écrivait-on, des avis affichés dans toutes les communes de la confédération du Nord invitent les hommes de la réserve à se tenir prêts à rejoindre leurs corps au premier appel. Il passe à Francfort, nuit et jour, des trains militaires se dirigeant sur le grand-duché de Bade. Hanovre reçoit une garnison de trente mille hommes ; toutes les places fortes sont ravitaillées et leurs garnisons mises sur le pied de guerre. Les compagnies sanitaires et les bureaux d'ambulances s'organisent silencieusement; tous les corps actifs sont prêts à entrer en campagne, les ordres sont signés à l'avance. »

La France avait donné les gages les plus manifestes de son amour de la paix, elle avait résisté à toutes les provocations, elle en avait appelé à l'arbitrage de l'Europe, elle tenait à Londres le langage le plus pacifique, elle n'armait que pour se défendre, et on lui prêtait le dessein d'envahir l'Allemagne! M. Benedetti, en réfutant les assertions des généraux prussiens, prêchait un converti. M. de Bismarck était forcé de reconnaître que leurs alarmes étaient peu justifiées, mais les militaires, disait-il, en affectant de subir leurs exigences, ne tiennent pas compte de l'état politique des choses; il suffit qu'ils voient un danger pour se préoccuper de la défense, et la défense de la Prusse, d'après le général de Moltke, ne pouvait être garantie, au point où en étaient arrivés les armemens de la France, que par la mobilisation d'une partie, sinon de la totalité de son armée.

Le ministre ne cachait pas que l'ambassadeur du roi à Paris se montrait de plus en plus alarmé, sa correspondance faisait voir qu'il avait à cœur de dégager sa responsabilité personnelle. Fidèle à ses habitudes, M. de Goltz nous dénonçait à la vindicte de son gouvernement, tandis qu'il rassurait l'empereur et s'indignait au ministère des affaires étrangères « du bruit ridicule » qui se faisait à Berlin au sujet de nos armemens. « Les rapports qui ont si vivement impressionné le gouvernement prussien ont été apportés par un courrier extraordinaire expédié par l'ambassade de Paris, » écrivait M. Benedetti à l'heure même où M. de Goltz disait à M. Rouher, résolûment dévoué à l'œuvre de la paix, qu'il n'avait qu'une pensée, « celle de satisfaire la France et de la réconcilier avec la Prusse. » — Ce n'était plus de la diplomatie (1).

M. de Bismarck exagérait à plaisir; à cette heure, ses menaces de mobilisation n'avaient plus d'autre but que de masquer sa retraite et de sortir honorablement de la conférence. « Il est des situations

(1) « S'il y a à gagner à être honnête, nous le serons, » écrivait un roi philosophe, et il ajoutait en appelant les choses par leur nom : « S'il faut duper, nous serons fripons. » (*Correspondance de Frédéric II.*)

qui ne se reconstituent plus une fois qu'elles sont brisées, écrivait-on de Francfort à la date du 11 mai; le jour où la Prusse a accepté la conférence, elle est sortie du cercle menaçant dans lequel elle s'est retranchée sans pouvoir y rentrer. Le parti de la guerre, quoi qu'on en dise, est vaincu aujourd'hui; on a rompu avec le patriotisme germanique, et il faudrait des efforts bien vigoureux pour ranimer l'enthousiasme attiédi et retremper les convictions qui déjà se sont familiarisées avec l'idée d'une transaction. » Le 11 mai, on n'en disait pas moins tout haut, dans les cercles diplomatiques de Berlin (1), que le grand conseil se réunirait dans la soirée pour décréter la mobilisation partielle de l'armée. C'était la guerre. Il est vrai que, quelques heures après, on apprenait que le conseil était contremandé. Une dépêche du comte de Bernsdorff était venue à point nommé annoncer que la conférence était arrivée au terme de sa tâche et qu'elle avait signé le traité de neutralisation. Le langage de M. de Bismarck se modifiait subitement, de nouveaux renseignemens l'autorisaient à croire que nos armemens s'étaient ralentis, que les agens chargés de l'achat de chevaux en Hongrie étaient rappelés, et que M. de Goltz, si alarmé naguère, était revenu sur les inquiétudes qu'il manifestait. « Hier encore, écrivait M. Benedetti, on affirmait que nos armemens excédaient les bornes de notre défense, que Goltz sonnait la cloche d'alarme; aujourd'hui que les nouvelles de Londres sont telles qu'on les désire, le président du conseil reconnaît que Goltz rend hommage à la sincérité de nos intentions et que les renseignemens invoqués par les généraux sont démentis par ceux-là mêmes qui les avaient transmis. »

Le mot d'ordre était changé encore une fois; les visages se déridaient comme par enchantement, le langage redevenait « velouté. » On reparlait de la France avec déférence, on exaltait la haute sagesse de son souverain, on ne se serait pas douté que, la veille encore, il était l'objet d'outrages et de véhémentes récriminations. Tout le monde était pacifique et prétendait l'avoir toujours été. On se vantait d'avoir lutté avec ardeur contre les tendances belliqueuses dont personne ne se souciait plus d'assumer la responsabilité. On ne soutenait plus que le Luxembourg fût terre allemande, ni que sa forteresse fût indispensable à la sécurité de l'Allemagne. On donnait congé aux assemblées populaires, on tempérait l'ardeur des journalistes. Quant au parti militaire, si enclin aux résolutions extrêmes et si peu disposé aux plus légères concessions, il n'en était plus question. On en était à se demander s'il existait en réa-

(1) Lettre de M. Benedetti : « M. de Bismarck a dit au baron de Wimpfen que l'armée serait mobilisée aujourd'hui, si par les résolutions de la conférence et par les déclarations du gouvernement de l'empereur on n'était pas rassuré. »

lité, ou du moins s'il exerçait une influence quelconque dans les conseils du roi. Cette volte-face instantanée témoignait d'une rare discipline; elle montrait que le gouvernement prussien ne disposait pas seulement pour la réalisation de ses desseins d'une armée admirablement organisée, mais qu'il avait aussi au service de sa politique extérieure un sentiment public, dont les manifestations tour à tour belliqueuses ou pacifiques ne s'inspiraient que de ses convenances.

La *Correspondance provinciale*, sans ménager les transitions, exaltait tout à coup la modération de la France; elle rendait témoignage à son attitude à la conférence; elle disait que le gouvernement impérial méritait de plus en plus l'estime et la confiance de l'Europe. Elle annonçait la visite du roi aux Tuileries, elle voyait dans la présence des souverains à Paris, à l'occasion de l'exposition universelle, la consécration de la paix qui venait de triompher à Londres. L'exposition universelle, dont le parlement du Nord avait salué l'ouverture par des cris de guerre, devenait tout à coup le grand événement du jour, le sujet des préoccupations les plus sympathiques. On allait partir pour Paris, non plus en guerre, pour le bombarder, l'affamer et le rançonner, mais pour en admirer les merveilles et y célébrer l'union et la fraternité des peuples.

Pour M. de Bismarck, la campagne si inopinément, si brutalement ouverte contre la France, était close. Personne n'avait lieu ni de triompher ni de se couvrir de cendres. La France renonçait à une conquête prématurément escomptée, et la Prusse sortait d'une forteresse qu'elle disait indispensable à sa défense et qu'elle avait déclaré ne pas vouloir évacuer. A vrai dire, il n'y avait ni vainqueur, ni vaincu. Aussi s'efforçait-on à démêler les arrière-pensées du cabinet de Berlin; on se demandait quel avantage un politique aussi opportuniste que M. de Bismarck avait pu trouver à manquer à ses promesses, à s'aliéner du jour au lendemain et en quelque sorte de gaîté de cœur les sympathies et les complaisances du cabinet des Tuileries. La réponse était aisée; comme toujours, il s'était inspiré des circonstances. Il était sincère lorsqu'à Paris et à Biarritz il nous offrait le Luxembourg comme prix de notre neutralité; il l'était encore à Nikolsbourg, à la fin de juillet et même à Berlin à la fin du mois d'août 1866, lorsque, pour conjurer notre intervention, il nous le proposait à titre de dédommagement pour ses conquêtes. Mais au mois de décembre, après son retour de Varzin, son bon vouloir s'était altéré, ses promesses lui pesaient, il cherchait à les éluder et à nous décourager par les réticences de son langage et l'étrangeté de son attitude; sa sincérité n'était plus qu'intermittente, et vers la fin de mars il devenait évident qu'à la première occasion elle se laisserait déborder et entraîner par les passions nationales.

Cependant si, dès les premières ouvertures faites au cabinet de

La Haye, au lieu de perdre un temps précieux, on avait prescrit à M. Baudin de vaincre, coûte que coûte, les scrupules du roi grand-duc et les hésitations du gouvernement hollandais, la cession eût été, selon toute vraisemblance, un fait accompli avant la réunion du parlement du Nord. Il eût été difficile alors au gouvernement prussien, après l'approbation que, le 9 mars, le roi avait donnée aux déclarations si explicites de son ministre, de ne pas se résigner à l'abandon du grand-duché et à plus forte raison de s'y opposer à main armée. Mais l'heure était passée, lorsque, le 26, le 28 et le 30 mars, M. Benedetti et M. de Bylandt expédiaient dépêches sur dépêches pour demander à leurs gouvernemens de précipiter la conclusion.

Dès l'ouverture du Reichstag, la partie était sérieusement compromise; elle était irrévocablement perdue après les interpellations adressées au chancelier au sujet de l'entrée éventuelle du Luxembourg et du Limbourg dans la Confédération du Nord.

M. de Bismarck se trouvait, par le fait de nos tergiversations, strictement, sinon moralement dégagé de ses promesses; il lui était permis, en ne s'inspirant plus que de l'intérêt allemand, d'équivoquer et d'affirmer que nous avions manqué au programme qu'il nous avait tracé et que nous avions laissé passer les échéances qu'il nous avait fixées. Il pouvait élargir le débat, se mettre à l'unisson des passions militaires et nationales, s'attaquer à nos convoitises et se servir du Luxembourg comme d'un prétexte pour procéder à l'unification de l'Allemagne et asseoir sa prépondérance. Les événemens se seraient précipités à coup sûr au gré du parti militaire si, le 1er avril, à l'heure même où se produisait l'interpellation concertée de M. de Bennigsen, M. de Zuylen, avec ou sans arrière-pensée, n'avait pas soulevé une question de forme pour remettre au lendemain la signature des deux conventions. Sans cet ajournement fortuit ou calculé, la guerre n'eût pas été conjurée.

La politique impériale, si nette, si confiante en elle-même et si résolue à ses débuts, s'était altérée dès que, contestée, elle s'était sentie atteinte dans son prestige; elle était devenue hésitante, mobile, craintive, en même temps qu'imprévoyante et téméraire; elle s'engageait dans les combinaisons les plus hasardeuses avec l'espoir d'y retrouver la fortune sans mesurer les risques, sans se précautionner contre les accidens, et lorsque les occasions qu'elle avait audacieusement provoquées s'offraient à elle, elle manquait de clairvoyance, de décision pour les saisir et les faire tourner à son avantage. Elle aurait pu, depuis la première entrevue de Biarritz, prendre M. de Bismarck cent fois au mot, dans les momens où les sacrifices s'imposaient à ses calculs, où son intérêt lui commandait de nous satisfaire. Elle aurait pu se prémunir contre ses défaillances, tout comme elle s'était prému-

nie contre l'ingratitude de l'Autriche. Ne s'était-elle pas fait garantir la Vénétie par le cabinet de Vienne avant l'ouverture des hostilités? Pourquoi, du même coup, ne pas réclamer du cabinet de Berlin, alors que nous étions encore les arbitres de la paix et de la guerre, en échange de notre neutralité qui lui permettait de jeter toutes ses forces en Bohême, un traité analogue à celui du 12 juin, nous assurant dans toutes les éventualités l'évacuation et la cession du Luxembourg? Le roi Guillaume l'eût signé des deux mains; il suppliait l'empereur, dans les lettres qu'il lui adressait avant de se jeter dans une lutte qui pouvait être fatale à son pays et à sa couronne, « de ne pas laisser aux hasards de la guerre le soin d'en régler les conditions. » Mais l'empereur répondait énigmatiquement « qu'il était difficile de prévoir les résultats du conflit qui allait s'engager et que les deux souverains devaient compter réciproquement sur leur bonne foi et sur le désir de maintenir entre eux, quoi qu'il arrivât, les rapports les plus amicaux et les plus confians (1). » On a peine à s'expliquer tant de sollicitude pour l'intérêt italien et si peu de prévoyance pour l'intérêt français.

Frédéric II, qui, déjà comme prince royal, suivait d'un œil envieux les progrès de notre diplomatie, écrivait en 1739 : « Les Français doivent leurs plus beaux succès à leurs négociations. La véritable fortune de ce royaume, c'est la prévoyance, la pénétration de ses ministres et les bonnes mesures qu'ils prennent (2). »

Les temps étaient bien changés. La pénétration et la prévoyance ne présidaient plus à nos destinées en 1866; notre politique était entre les mains d'un homme d'état enclin à la suffisance, plus systématique qu'avisé. M. Drouyn de Lhuys avait laissé la guerre s'engager en Allemagne avec une superbe quiétude, sans prendre aucune de ces « bonnes mesures, » ni militaires ni diplomatiques, qu'admirait le prince royal de Prusse. Il n'avait pas pesé les chances de la lutte, il s'était mépris sur les forces respectives des puissances belligérantes, il n'avait pas pressenti le vainqueur. S'en tenant aux appréciations de généraux présomptueux, il avait joué les destinées de la France sur une seule carte, le triomphe de l'Autriche; il n'avait spéculé que sur les défaites prussiennes et il s'était flatté que les événemens suivraient le cours que, dans son imagination, il leur avait majestueusement tracé. Il avait dédaigné les acomptes dans la crainte qu'ils ne valussent quittance. Il ne rêvait que le Rhin : c'était son idée dominante; c'est par Mayence et Coblentz qu'il entendait aller à Bruxelles et à Luxembourg.

Ces calculs étaient peu réfléchis; le Luxembourg « était bon à

(1) Brochure du marquis de Gricourt écrite sous l'inspiration de l'empereur en 1871.
(2) Albert Vandal, *la Paix de Belgrade*.

prendre et bon à garder. » La prise de possession du grand-duché dès le lendemain de Sadowa, comme entrée de jeu, à titre d'a-compte, loin de préjuger les revendications ultérieures, n'aurait pu que les fortifier si, par le fait des changemens survenus en Allemagne, l'équilibre s'était trouvé rompu à notre détriment. Surpris par une crise redoutable qui, pour être conjurée, eût exigé dans ses conseils une communauté de sentimens et une unité d'action absolues, l'empereur s'était vu, à une de ces heures qui marquent dans les destinées d'un pays, soumis à des influences multiples, rivales, passionnées, les unes s'efforçant de l'entraîner vers l'Autriche, les autres préconisant une entente avec la Prusse. Au lieu d'intervenir et de s'appuyer soit sur le cabinet de Vienne, soit sur le cabinet de Berlin, ou, ce qui eût été plus sage, notre impuissance militaire étant constatée, au lieu de se rallier résolûment à la Russie, qui réclamait un congrès et protestait contre les faits accomplis en Allemagne, il revendiquait le rôle ingrat de médiateur qui le condamnait à donner l'exemple du désintéressement et le forçait d'abdiquer toute revendication personnelle. Il perdait bénévolement le bénéfice des services qu'il avait rendus à la Prusse par son abstention en venant au quartier-général de Nikolsbourg lui marchander pour le compte d'autrui le prix de ses victoires, lui refuser la Saxe, l'objet de ses convoitises, lui défendre de porter atteinte à l'intégrité du territoire autrichien, lui imposer la ligne du Mein et celle du Slesvig. Il se condamnait à attendre la signature des préliminaires de la paix pour lui réclamer la rançon de ses succès et formuler, en invoquant une neutralité périmée, des demandes de compensation. Il rappelait tardivement à un ministre peu scrupuleux ses promesses après lui avoir révélé son impuissance militaire et ses défaillances morales. Mais déjà l'armée prussienne était réorganisée et l'Allemagne « mise en selle, » comme le disait M. de Bismarck, était maîtresse de ses destinées. L'hostilité de la France, loin d'être un obstacle, devenait désormais l'élément principal de sa politique; nos jalousies mal dissimulées, nos revendications inopportunément formulées se trouvaient être pour l'accomplissement de l'œuvre unitaire le stimulant le plus précieux. Tout allait se retourner contre nous. L'interpellation de M. de Bennigsen réveillait et surexcitait les passions germaniques; elle détournait de la Prusse, en un tour de main, les haines et les ressentimens que ses violences toutes récentes avaient laissés dans les cœurs allemands. Elle dégageait M. de Bismarck des engagemens personnels qu'il avait pris avec la France, elle lui permettait de se retrancher derrière un *Non possumus* parlementaire. Le Reichstag, malgré ses répugnances, sacrifiait ses prérogatives au gouvernement prussien pour le fortifier contre les convoitises de l'étranger; il votait une

constitution autoritaire et lui assurait pour une période de sept années un budget militaire écrasant.

Les états du Sud, mis en demeure d'exécuter les traités d'alliance, se voyaient forcés, bien qu'à contre-cœur, sous la pression des assemblées populaires et sur les injonctions de la diplomatie de Berlin, de hâter leurs préparatifs et de précipiter leur fusion militaire avec les armées prussiennes. Les grandes puissances enfin, en permettant au cabinet de Berlin de se présenter à la conférence de Londres au nom de la Confédération du Nord et de parler au nom des intérêts allemands, assuraient à la Prusse la reconnaissance implicite de ses conquêtes en même temps que la sanction anticipée des transformations qu'elle poursuivait en Allemagne.

Tels étaient les profits que M. de Bismarck retirait de l'affaire du Luxembourg. C'était plus qu'il n'en fallait pour lui faire accepter philosophiquement l'arrêt des puissances, les reproches du parti militaire et le consoler du mécontentement du gouvernement impérial; il pouvait dire avec le compagnon d'Énée : *Dolus, an virtus, quis in hoste requirat?* Mais il ne sortait pas moins de l'aventure diminué, atteint dans son prestige et quelque peu dans son caractère. Les chancelleries européennes étaient stupéfiées, la Prusse déçue; elle avait mieux auguré de son audace et de son savoir-faire; elle était exigeante.

« Vous vous targuez, disaient les journaux particularistes, d'être la première nation militaire du monde, vous prétendez que vos victoires ont jeté l'épouvante à Paris et à Pétersbourg, vous dites qu'il ne dépend que de vous d'étendre la main sur les Vosges et sur la Vistule, et à la première sommation, vous abandonnez à la Hollande la province allemande du Limbourg et vous sortez honteusement du Luxembourg. Cessez de vous vanter dorénavant d'avoir relevé la considération de l'Allemagne et consacré sa toute-puissance. »

Il est certain que la Prusse avait subi l'intervention des puissances, comparu devant un arbitrage européen; que les premiers élans patriotiques du parlement du Nord étaient méconnus et que les déclarations solennelles et réitérées du gouvernement de ne pas sortir du Luxembourg étaient démenties par l'évacuation de la citadelle.

La France, grâce à une évolution diplomatique des mieux inspirées, opérée sous le coup du danger, était sortie avec les honneurs de la guerre de l'impasse où par sa faute elle se trouvait perfidement acculée. La politique impériale avait su garder son sang-froid sans rien sacrifier de sa dignité. Elle avait résisté à toutes les provocations, elle avait interverti les rôles, réduit M. de Bismarck à se soumettre aux décisions des grandes puissances, sous peine

de s'aliéner l'Europe. M. de Moustier, par sa modération, par sa loyauté, avait déjoué de ténébreux desseins. En restant impassible devant des excitations calculées, il avait isolé la Prusse, rejeté son ministre dans ses embarras intérieurs. Il avait montré « que le gouvernement d'un grand pays n'exposait pas les forces dont il était le gardien aux convenances d'un homme d'état téméraire. »

C'était un succès, mais stérile et bien chèrement acheté, un succès à la Pyrrhus, le dernier que la fortune ménageait à l'empereur. Il en était redevable avant tout à l'intervention résolue des puissances; il le devait au sens politique de son ministre des affaires étrangères, à l'activité indomptable de son ministre de la guerre, et peut-être aussi à la vigilance patriotique de sa diplomatie. La France n'eût pas échappé à l'invasion si le sang-froid, la prudence et l'énergie ne s'étaient pas trouvés réunis dans ses conseils pour déchirer une trame diplomatique savamment ourdie et déjouer une conspiration militaire qui, prête à éclater contre nous, n'attendait qu'un prétexte. L'enseignement qui ressortait de cette périlleuse épreuve fut perdu. Les hommes qui succédèrent à M. de Moustier et au maréchal Niel ne surent ni préparer la guerre ni la conjurer. Ils tombèrent dans le piège qu'on avait évité. Au lieu de se retrancher sur la défensive et de laisser à M. de Bismarck, en rébellion avec le sentiment des puissances, la responsabilité de la guerre, ils assumèrent le rôle de provocateurs. Ils n'avaient tiré aucune moralité de l'affaire du Luxembourg; ils n'avaient pas compris que 1867 n'était que le prélude de 1870.

Le 14 mai, le ministre des affaires étrangères communiquait aux chambres le résultat des travaux de la conférence de Londres. La neutralisation du Luxembourg était proclamée et placée sous la garde des puissances contractantes. Le grand-duché restait sous la souveraineté du roi des Pays-Bas, appelé à exercer ses droits dans toute leur plénitude sur la ville comme sur le reste du pays. Le gouvernement prussien s'engageait à évacuer la place après l'échange des ratifications et à retirer sans retard tout le matériel. On ne fixait aucune date pour l'accomplissement de cet engagement, mais il était entendu qu'il serait exécuté loyalement, de bonne foi et aussi promptement que possible. Le roi grand-duc se chargeait de démanteler la place. Les populations n'étaient pas consultées et les liens avec le Zollverein n'étaient pas rompus, ce qui était contraire aux principes et aux intérêts de la France. Le ministre des affaires étrangères n'en disait pas moins que le traité de Londres répondait pleinement aux vues du gouvernement français. « Il fait cesser, disait-il, une situation créée contre nous dans de mauvais jours et

(1) Dépêche de Francfort.

maintenue pendant cinquante ans; il assure à notre frontière du Nord la garantie d'une nouvel état neutre. » Le gouvernement impérial, pour pallier ses fautes et se soustraire aux récriminations, ne reculait devant aucun argument; il n'affirmait que pour se contredire, il condamnait le lendemain ce qu'il défendait la veille. Déjà il oubliait la circulaire La Valette pour revenir à la politique de M. de Talleyrand. Il s'était félicité naguère de la disparition des états secondaires, et aujourd'hui la création d'un petit état neutre sur une de nos frontières lui apparaissait comme un succès. Il avait refusé obstinément le Luxembourg tant que M. de Bismarck le lui offrait sur un plat d'argent, et, découvrant après coup qu'il était une menace pour sa sécurité, il le disputait à la Prusse le jour où elle n'avait plus intérêt à s'en dessaisir. Jamais le scepticisme que la science de gouverner les hommes inspirait au chancelier Oxenstiern n'avait trouvé une plus triste justification.

La communication du gouvernement fut accueillie par un silence glacial. Les partisans de la guerre étaient indignés, ceux de la paix consternés et les officieux réduits au silence. Tandis que la Prusse s'emparait de l'Allemagne, la France sortait des événemens sans un pouce de territoire; la neutralisation du Luxembourg n'était certes pas de nature à nous consoler d'un tel résultat. Personne n'était satisfait, on sentait que la paix qu'on venait de signer n'était qu'une trêve grosse de nouvelles et infaillibles complications, que la situation restait la même avec ses problèmes et ses dangers. L'affaire du Luxembourg laissait derrière elle une profonde irritation : la France avait forcé la Prusse de sortir de sa forteresse, mais la Prusse l'avait empêchée d'y entrer. Il était difficile qu'on l'oubliât à Paris et à Berlin. Les défiances ne devaient plus s'effacer, la question de rivalité et de suprématie était posée entre les deux pays. « La question du Luxembourg est réglée aujourd'hui, écrivait-on de Francfort, à la date du 11 mai. Le dénoûment n'est certes pas tel qu'on le rêvait à Berlin. M. de Bismarck a retiré sans doute de cette rude campagne de réels profits pour sa politique allemande, mais, en découvrant malencontreusement son jeu, il a compromis pour toujours ses rapports avec la France. Nos illusions sont perdues aujourd'hui, il a éveillé nos défiances et nous a forcés de donner à nos armemens une impulsion que rien ne saurait plus ralentir désormais. Il ne retrouvera plus jamais, il est permis de l'admettre, une France sans alliés uniquement préoccupée des œuvres de la paix... Les procédés courtois vont succéder maintenant aux menaces; mais les visites royales et les propos du comte de Bismarck ne sauraient plus nous faire oublier le danger permanent dont nous sommes menacés depuis que le roi Guillaume peut, en vertu de sa réorganisation militaire, avec des approvisionnemens

toujours au grand complet et ses nombreux moyens de transport combinés dans une pensée stratégique, jeter sur nos frontières en neuf jours de temps, montre en main, à l'heure voulue, 250,000 hommes effectifs sans devoir attendre tous les effets de la mobilisation qui, quelques jours après, ajoutera à cette avant-garde formidable pour le moins 600,000 combattans. Ces conclusions, monsieur le ministre, après le succès de la conférence de Londres, pourront paraître chagrines, et cependant, étant mathématiquement vraies, elles s'imposent forcément à notre politique. J'aime mieux, en tout cas, en ce qui me concerne, m'appesantir sur le danger et au besoin l'exagérer que de ne pas m'y arrêter. Mes réflexions sont du reste émises exclusivement au point de vue des forces allemandes sans tenir compte de notre situation militaire, qui m'est inconnue et dont je n'ai pas à me préoccuper dans ma correspondance. »

C'était un *Caveant consules;* il devait se perdre comme tant d'autres cris d'alarmes dans le tourbillon fiévreux, cosmopolite de Paris où tout s'altère, les résolutions vaillantes et l'amour réfléchi du pays.

Déjà l'heure n'était plus aux soucis; l'exposition était ouverte, on on allait s'étourdir.

Nunc est bibendum, nunc pede libero
Pulsanda tellus.

« Dans tout autre pays, disait Frédéric II après la retraite de Prague, la consternation eût été générale, on aurait jeûné à Londres, exposé le sacrement à Rome, coupé des têtes à Vienne; en France, où les petites choses se traitent avec dignité et les grandes avec légèreté, on se contenta de chansonner le maréchal de Belle-Isle. »

XV. — LES SOUVERAINS A PARIS.

Le télégraphe jouait entre Berlin et Saint-Pétersbourg. On concertait et combinait la présence simultanée des deux souverains à Paris. A Berlin, on affirmait ne céder qu'au désir de l'empereur Alexandre; à Saint-Pétersbourg, au contraire, on prétendait ne se soumettre qu'aux instances du roi Guillaume. Le fait en lui-même n'était pas moins déplaisant pour la cour des Tuileries, il avait le caractère d'une démonstration. Le roi Guillaume et l'empereur Alexandre ne consultaient que leurs convenances personnelles, sans tenir compte de celles de l'empereur Napoléon, qui leur offrait l'hospitalité et les avait séparément invités. Ils semblaient mettre de l'affectation à lui notifier à l'avance que toutes les grâces de son accueil comme tous les calculs de sa politique ne parviendraient pas à détendre ou à plus forte raison à rompre les liens, de leur intimité.

Déjà le prince royal présidait, au champ de Mars, à l'installation des canons Krupp, le symbole de l'industrie prussienne, et l'on ignorait encore à Berlin si le président du conseil partirait avec le roi. M. de Bismarck était hésitant. Peut-être appréhendait-il des interpellations délicates et ne se souciait-il pas d'expliquer ce que son attitude avait eu d'inexplicable. Les rapports qui venaient de Paris n'avaient rien d'encourageant. Ils parlaient de manifestations projetées et d'attentats conçus contre la personne du chancelier; ils signalaient les violences de langage de quelques-uns de nos journaux. « Nous espérons bien, disait M. Granier de Cassagnac, que le ministre prussien ne poussera pas l'audace jusqu'à nous affliger de sa présence et jusqu'à braver nos légitimes ressentimens. » La police avait grossi et dramatisé ses renseignemens ; elle s'était mépris sur les dispositions de Paris, personne ne songeait à outrager le chancelier et encore moins à attenter à sa vie. La France est impressionnable, mais elle oublie vite; elle ne connaît ni les basses envies, ni les haines calculées. Elle cède à des entraînemens chevaleresques, elle se complaît dans les illusions jusqu'à oublier les violences et les perfidies de ses adversaires. « Paris, disait *le Moniteur*, oubliera l'adversaire politique pour ne voir en M. de Bismarck que l'hôte de la France. » Le ministre n'en restait pas moins perplexe; l'article de M. Granier de Cassagnac l'avait ému, il ne le cachait pas; peut-être trouvait-il dans son for intérieur que l'indignation du publiciste français était quelque peu motivée. Toujours est-il qu'il pria l'ambassadeur de faire agréer à l'empereur et à l'impératrice ses excuses et l'expression de ses regrets. « J'eusse été heureux et fort honoré de leur faire ma cour, disait-il, mais la multiplicité de mes devoirs et l'état de ma santé, dont je n'ai que trop abusé, me retiennent au rivage. » Il croyait, d'ailleurs, que la population de Paris saurait gré au roi de ne pas l'avoir amené. Il se ravisa toutefois : « Un propos du roi, disait-il le lendemain à M. Benedetti, a changé ma détermination; il s'imagine que j'ai peur, que je vois des assassins partout depuis que j'ai été l'objet d'un attentat. »

Le 4 juin, le roi Guillaume et son premier ministre partaient pour Paris entièrement rassurés par M. de Goltz sur l'accueil de la population et certains d'être reçus à la cour des Tuileries avec le plus vif empressement et la plus démonstrative cordialité.

L'empereur n'était pas vindicatif. « Il n'avait pas de rancune, a dit George Sand, point d'amertume, peu de courroux; il était trop contemplatif pour être passionné (1). » Il ne croyait ni aux pièges

(1) Voici quelques traits, les moins véhémens, du portrait de l'empereur tracé par George Sand et que l'histoire si lente à se fixer a déjà en partie consacré. « Il eut comme homme privé des qualités réelles. J'ai eu occasion de voir en lui un côté vraiment sincère et généreux... Il ne posait pas comme son oncle, il n'avait pas appris à

ni aux chausse-trapes; il préférait s'en prendre à la fatalité de ses déconvenues, qui n'étaient que trop souvent le résultat de l'imprévoyance. L'épreuve angoissante qu'il venait de traverser aurait dû lui laisser d'amers ressentimens et lui enlever sur les tendances de la politique prussienne ses dernières illusions. Il échappait à l'invasion, et déjà, sans tenir compte d'aucun avertissement, il poursuivait l'idée de renouer avec le cabinet de Berlin. Il se flattait que le roi Guillaume et le président de son conseil, sous le charme de ses attentions, ne demanderaient pas mieux que de reprendre d'anciens entretiens et de se prêter à de nouvelles combinaisons. S'il avait daigné lire et méditer les dépêches les plus récentes de sa diplomatie, il aurait vu dans quels sentimens M. de Bismarck arrivait aux Tuileries et dans quels termes il parlait de la France. « Nous savons, disait-il à M. de Dalwigk, qui craignait que l'entrée des états du Midi dans la Confédération du Nord ne provoquât la guerre, ce que nous aurons à dire à l'Autriche; quant à la France, nous sommes prêts, nous l'attendons (1). » Ses actes étaient encore plus significatifs; il signait, quelques instans avant de monter dans le train royal, la convention qui créait un parlement douanier. Les délégués et les députés de la Confédération du Nord et des états du Midi allaient dorénavant siéger dans un même conseil et dans une même assemblée. C'était un nouveau défi jeté à la France. En donnant aux passions germaniques ce gage non équivoque de son audace et de son patriotisme, il était certain de recouvrer la popularité que lui avait coûtée l'abandon du Luxembourg. A l'heure où il apparaissait aux Tuileries avec son roi, le traité de Prague, l'œuvre de notre médiation, était en lambeaux, la ligne du Mein était franchie, économiquement, politiquement et militairement.

« On aimerait assez ignorer les choses si graves que vous mandez, » m'écrivait un de ces officieux, habiles à flairer le vent, qu'on

se draper dans la toge antique et ne cherchait pas à paraître majestueux. Il était sans haine, sans ressentiment et chevaleresque au besoin quand il s'agissait d'oublier une injure personnelle... Santé perdue, vitalité chancelante, inégale, suspendue par momens avec des flux d'expansion et des refoulemens douloureux... Je me suis convaincue qu'il croyait ce qu'il disait. Il se regardait comme unique moyen de salut, comme l'instrument d'une mission inévitable. Il ne se sentait pas l'énergie physique et morale nécessaire, mais il comptait la trouver dans l'arrangement fatal des circonstances; il adoptait toutes les idées qu'on voulait lui suggérer sous forme d'oracles. Il entreprit de grandes choses qui ne pouvaient aboutir, et il parut devoir mener à bien tout ce qui répondait au sentiment public... Homme à principes erronés, il gouverna une nation qui manquait de principes... Il se crut l'instrument de la Providence, il ne fut que celui du hasard. Il disait : « C'est ma destinée, donc c'est mon devoir. » C'était le fanatisme d'un autre siècle mettant l'aigle dans le nimbe à la place du calice. »

(1) Dépêche de Francfort.

retrouve au service de toutes les causes, sans convictions, envieux, subalternes. C'était le mot de la situation; on avait le sentiment du péril, mais on détournait les yeux, on n'avait plus l'énergie voulue pour l'envisager en face; on vivait au jour le jour, on marchait sans boussole, au hasard des événemens. « A chaque jour sa peine, » disait un ministre sceptique. C'est à cette philosophie de décadence qu'avait abouti la sagesse gouvernementale. Le danger était à peine conjuré que déjà on oubliait les sombres jours que l'on venait de traverser; personne ne se préoccupait plus du Luxembourg ni des agissemens de la Prusse en Allemagne. Les angoisses patriotiques avaient de nouveau disparu. L'heure présente était trop attrayante pour que l'on se souvînt des alarmes de la veille et qu'on songeât aux soucis du lendemain. Paris était en liesse, il ressemblait à un immense caravansérail, où s'entremêlaient toutes les nationalités et se parlaient toutes les langues. Le défilé des souverains allait commencer. La cour et le monde officiel se mettaient en frais pour éblouir leurs hôtes par le faste de leur hospitalité. Leur présence ne répondait-elle pas victorieusement à toutes les attaques? Ne témoignait-elle pas du prestige et de l'autorité que l'empereur exerçait toujours dans le monde? On se refusait à croire que, dans ces voyages de souverains, il n'y avait au fond qu'un prétexte à distractions, que les temps étaient changés, qu'ils n'accouraient plus aux Tuileries, comme au lendemain de la guerre de Crimée, pour rendre hommage à notre puissance, pour solliciter notre appui, pour briguer notre alliance. Le plaisir seul les attirait aujourd'hui; l'empereur Alexandre le manifestait cavalièrement dès son arrivée à la frontière française. Sa première pensée fut, non pas pour l'empereur et l'impératrice, mais pour *la Grande-Duchesse de Gérolstein*, l'opérette à la mode. C'était débuter lestement et provoquer de fâcheux commentaires. On croyait le tsar moins frivole, on se le représentait plus courtois; comme son ministre, il était rancuneux. On rappelait que les rares souverains russes qui l'avaient précédé en France avaient su parler aux imaginations, qu'ils étaient apparus graves et majestueux, soucieux de leur grandeur et de la dignité du pays qui leur offrait l'hospitalité. Ils avaient mis de l'affectation à rechercher nos philosophes et nos savans. On les avait vus à l'Observatoire, à la Sorbonne, à l'Institut. Pierre le Grand avait brigué l'honneur d'être de l'Académie; il s'était recueilli sur le tombeau de Richelieu; il avait applaudi Racine et Corneille. Paul Ier suivait les leçons de Condorcet; il émerveillait les académiciens en leur récitant de mémoire des fragmens de leurs œuvres, et Alexandre Ier s'appliquait, en 1815, à nous faire oublier nos revers en rendant à l'esprit français d'éclatans hommages. Il semblait que, pour le fils de l'empereur Nicolas si superbe dans ses allures, Paris ne fût plus qu'une hôtellerie où les princes venaient

pour quelques jours secouer dans des distractions équivoques les soucis du pouvoir.

Le roi Guillaume du moins se montra courtois et déférent; il séduisit par l'aménité de sa personne et le charme de ses causeries. Sa mâle prestance fut remarquée à la revue de Longchamps, elle contrastait avec celle de l'empereur Alexandre, qui suivait les défilés d'un regard ennuyé et légèrement railleur. Le roi saluait les régimens d'un air martial, paraissait admirer leur tenue, tout en constatant avec satisfaction la faiblesse de leurs effectifs. Il négligea les petits théâtres, évita le café Anglais. Il savait subordonner ses plaisirs et ses rancunes à la raison d'état. Il se contenta d'observer et de préparer l'avenir, tandis que M. de Bismarck nous tâtait le pouls et que le général de Moltke et ses officiers faisaient des promenades stratégiques dans les environs de Paris. Il s'appliqua à rassurer l'empereur sans lui fournir l'occasion de sortir des généralités. Il avait un don précieux pour un souverain : celui de savoir échapper aux questions importunes et de ne rien dire au-delà de ce que comportait l'intérêt de sa politique.

L'empereur Alexandre quitta Paris le 13 juin. L'insulte qu'il essuya au Palais de justice et l'attentat dont il fut l'objet au bois de Boulogne, au retour de la revue de Longchamps, ne lui laissèrent de son séjour en France que d'amers souvenirs. On ne s'en aperçut que trop en 1870.

Le roi Guillaume le suivit de près. Il avait provoqué partout où il avait paru une grande impression. Il laissait sous le charme tous ceux qui l'avaient approché. La cour des Tuileries le vit s'éloigner à regret : il était l'hôte préféré! On échangea à l'heure du départ de chaleureuses protestations (1). On promit de se revoir! L'empereur ne se doutait pas que la main qu'il serrait si affectueusement briserait sa couronne.

G. ROTHAN.

(1) « Château de Babelsberg, 15 juin 1867, 8 heures 50 soir.

« *À Sa Majesté l'Empereur des Français à Paris.*

« Au moment de rentrer dans mes foyers, je m'empresse de vous remercier de tout mon cœur, Votre Majesté ainsi que l'Impératrice, pour l'accueil plus qu'aimable et amical que j'ai rencontré de la part de Vos Majestés pendant mon séjour à Paris, à jamais mémorable sous tant de rapports.

« C'est en formant les vœux les plus sincères pour le bonheur de Vos Majestés et pour la France que je suis de Votre Majesté le bon frère et ami.

« GUILLAUME. »

UN CONDOTTIÈRE

AU

XVE SIÈCLE

SIGISMOND MALATESTA.

Le grand mouvement de transformation politique de la fin du XIVe siècle, qui mit un terme à l'existence des communes et aboutit à la constitution des monarchies italiennes, est dû en grande partie aux capitaines d'aventure désignés dans l'histoire sous le nom de *condottieri*. N'ayant d'abord pour tout droit que leur audace et pour tout bien que leur épée, ils groupèrent autour d'eux quelques exilés et mercenaires dont ils formèrent des compagnies; s'étant distingués dans les luttes de partis qui divisaient alors le nord et le centre de la péninsule, les cités les appelèrent bientôt pour maintenir la paix à l'intérieur ou les défendre contre les ennemis du dehors, et ils exercèrent le commandement par délégation des communes, sous le titre de *podestats, capitaines du peuple*, ou *conservateurs de la paix*. Mais, dès leur première victoire, la plupart d'entre eux, trahissant les intérêts de ceux qui les avaient appelés, confisquèrent à leur profit les libertés publiques.

Parmi ces aventuriers, les uns devinrent de véritables souverains et fondèrent des dynasties qui ont régné pendant plusieurs siècles sur de vastes territoires; les autres continuèrent à servir ceux qui

les payaient le mieux, comme capitaines à la solde, et tous les états de l'Italie se disputaient leur épée, qu'ils mettaient aux enchères. Les Castracani, les Scaliger, les Sforza, les Montefeltre, les Gonzague et les Malatesta sont les plus illustres parmi ceux qui ont ceint la couronne; les Acuto, les Dal Verme, les Barbiani, Terzo, Carmagnola, Piccinnino, Gattamelata et Colleone, sont les plus fameux parmi ceux qui restèrent de simples capitaines. Souverains ou condottieri, tous ont la même origine; leur génie seul diffère, et surtout les occasions que les circonstances et le temps leur ont offertes.

Tour à tour, suivant l'intérêt du moment, la tradition de leur famille ou celle de la région où ils s'étaient implantés, on vit ces soldats qui venaient d'échanger leur nom de capitaines contre celui de seigneurs, demander au saint-siège et à l'empire la consécration de ce droit usurpé; dès lors ils ajoutèrent à leur titre celui de « vicaires du saint-siège » ou de « vicaires de l'empire. » Si leurs destinées furent brillantes, leurs trônes furent fragiles, et on peut se faire une idée de leur caducité en même temps qu'on aura la preuve de la duplicité de tous ces capitaines, si on assiste à la mort de Jean-Galeas Visconti, le plus grand d'entre eux.

Né condottière, ayant rêvé, vers la fin du XIVe siècle, la reconstitution du royaume lombard, il était devenu souverain de tout le pays depuis les Alpes jusqu'à l'Adriatique, sauf Padoue, Modène, Mantoue et le territoire de la Sérénissime. Dans son armée, la plus grande qu'on eût vue jusqu'alors, il comptait pour capitaines les plus grands noms militaires de son temps : Alberico da Barbiano, le grand-connétable du roi de Naples, Jacopo dal Verme, le vainqueur d'Armagnac, Ugolotto, Biancardo, les deux Porro, Ottobuono Terzo, Galeas de Mantoue, Carlo et Pandolfo Malatesta, Gabrino Fondulo et Facino Cane, l'époux de Beatrice di Tenda. Jamais, depuis Barberousse l'Italie n'avait vu plus grand pouvoir concentré dans la main d'un seul homme. En 1402, aux premiers jours de ce XVe siècle qui devait être l'époque brillante des seigneuries, Jean Galeas meurt : sa succession semble assurée; son fils Giovanni aura le domaine de Milan, Filippo-Maria aura celui de Pavie. Cependant, sa cendre à peine refroidie, toutes les factions qu'il a domptées se relèvent et secouent le joug, et le même jour voit se former des factions nouvelles. Les Rossi, ligués entre eux, arrivent jusque sous les murs de Parme; les guelfes chassent les gibelins de Crémone et les Ugo Cavalcabo s'y font acclamer; les Sacchi entrent à Bellinzona, les Rusconi occupent Côme et les bords du lac, les Soardi s'emparent de Bergame pendant que les Scotti et les Anguissola pénètrent dans Florence. La dissension est partout : à Lodi, on brûle les Vistarini dans leur palais, les Scaliger profitent du trouble pour rentrer dans Vérone; Sienne

et Alessandria revendiquent leur indépendance et chassent les représentans du Milanais. A Brescia, le sang coule dans les rues, et, sur les étaux du marché, on vend de la chair humaine, pendant qu'à Milan, sous les yeux du jeune duc Giovanni-Maria, on égorge l'abbé de Saint-Ambroise. Que font donc ces illustres capitaines auxquels Jean Galeas a confié la conduite de ses troupes? Tous ont trahi, à part ce fidèle Jacopo dal Verme, type d'honneur et de loyauté. Revenus à leurs premiers instincts, ils tiennent la campagne et ils pillent; Facino Cane ravage Parme, Pavie, Plaisance, Crémone et Alessandria; Barbiano passe d'abord au pape, puis se vend aux Florentins; il violente même la veuve de son maître en la contraignant de céder Assise et Bologne au saint-siège. Les deux Porro tiennent la duchesse enfermée dans la forteresse et lui imposent leurs créatures. Pandolfo Malatesta a pris pour lui Monza, demain il sera à Brescia, dont il se déclarera seigneur. Terzo veut pour lui Parme et Reggio; Giorgio Benzoni réclame Créma, et Giovanni da Vignate convoite Lodi; quant à Gabrino Fondulo, il aspire à régner dans Crémone. Seul, intègre et fidèle, dal Verme médite de sauver la monarchie lombarde, et il marche sur Milan, d'où il chasse Facino Cane. Mais tant d'héroïsme deviendra inutile, car l'illustre capitaine ne parviendra pas à protéger le duc contre ses propres entraînemens. Aussi, découragé, dal Verme ira-t-il bientôt mourir en héros en combattant contre les Turcs pour les Vénitiens. C'est un autre condottière, le fameux Carmagnola (qui va mourir torturé par ordre du conseil des Dix), à qui reviendra l'honneur de reconstituer les états de Visconti et de sauver la couronne lombarde.

Cette fragilité des trônes est commune à tous les états fondés par les condottieri; et elle tient à leur origine même. Formés de lambeaux qu'ils ont cousus ensemble à la pointe de l'épée, leurs territoires leur sont arrachés de leur vivant pièce à pièce, ou bien, à leur mort, tout s'effondre, et chacun de leurs officiers se taille un état dans leur domaine, à moins que le saint-siège ne réclame l'exercice d'un pouvoir qu'il n'a fait que déléguer par une investiture.

Entre tous ces petits états, comtés, duchés ou seigneuries, ainsi constitués sous la suzeraineté purement nominale du saint-siège ou celle de César, roi des Romains, l'état de Rimini eut peut-être les destinées les plus tragiques, et la dynastie qui le gouverna est, à coup sûr, la plus turbulente en même temps que la plus singulière et la plus féconde en personnages dignes de fixer la curiosité. A des qualités militaires de premier ordre, la plupart des seigneurs de cette dynastie ont joint le plus chaleureux enthousiasme pour les travaux de l'esprit, et, à l'origine même de la renaissance, on peut dire qu'ils en ont été les artisans actifs. Leur histoire reste attachante comme un roman et mouvementée comme un drame; elle réunit

à cet attrait le charme d'un mystère qui n'a pas encore été entièrement dévoilé, faute de documens positifs, à cause de la dispersion des archives locales par les soldats de César Borgia et ceux du pontife Adrien IV (1527). Le plus grand de cette race, Sigismond, fils de Pandolfe (1417-1468), a légué à la postérité un des plus beaux monumens de l'Italie, le « Temple Malatestien » de Rimini, monument *humaniste*, « le plus beau de la plus belle époque de l'art, » au dire de Nardi, et, selon Perkins, dans son *Histoire de la sculpture toscane*, «l'édifice le plus intéressant de la première renaissance. » Si on considère que ce seigneur de Rimini, qui a tenu en échec Aragon et le Vatican, lutté jusqu'à sa mort contre le duc d'Urbin et conquis la Morée pour les Vénitiens, offre dans son caractère de si singuliers contrastes qu'on peut dire qu'il y a eu en lui du héros, du bandit et du mécène, on comprendra qu'il est une image fidèle de ces époques troublées des premières années du xve siècle. A ce titre il y avait quelque raison de s'efforcer de suppléer à la dispersion des documens en fouillant la plupart des archives d'Italie pour pouvoir reconstituer cette figure historique et la replacer dans son milieu. A côté de ce portrait, dont la physionomie est singulièrement accentuée, il faudra dessiner aussi celui de sa compagne, Isotta de Rimini, « l'honneur de l'Italie, » que la numismatique, la peinture et la sculpture italiennes ont rendue légendaire. Personne jusqu'ici n'a tenté d'achever l'esquisse qu'en a tracée le célèbre Mazuchelli; il eût fallu pour cela s'appuyer sur des documens de première main, et ils ont été détruits par les bandes de Borgia et de Sassatello, capitaines du saint-siège. Quelques-uns ont échappé par le plus singulier des hasards; ils jettent un jour nouveau sur cette figure d'Isotta, d'abord maîtresse de Sigismond, plus tard sa femme et la régente de Rimini.

Les Malatesta étaient originaires de Penna Billi, dans le Montefeltre (plus tard le duché d'Urbin); le premier dont on ait gardé mémoire était Ugo, dont le petit-fils, Giovanni, avait reçu, dès 1150, le droit de cité à Rimini. Ce Giovanni avait eu un fils du même nom que lui, homme violent et farouche, qui avait reçu de ses contemporains le surnom de *Mala Testa;* il allait le transmettre à toute sa race. Soldat valeureux, ce Giovanni, déjà célèbre en maintes rencontres, avait été appelé à Rimini par le podestat d'alors pour défendre la ville contre les ennemis du dehors; il y avait fondé sa maison et pris pour femme une fille de Pietro degli Onesti; en 1239, ayant occupé à son tour le siège de podestat, il frayait la voie à tous les siens. Le podestat de Rimini laissa deux fils : l'un, Giovanni, épousa la fille du comte de Sogliano, dont il prit le nom en continuant la race des comtes souverains de ce domaine; l'autre fut le fameux Malatesta de Verucchio, ainsi nommé parce qu'il résidait

dans le château de Verucchio, qui lui avait été donné en dot. Ce fut le premier chef guelfe des Romagnes; il devait vivre tout un siècle et devenir le guerrier légendaire des grandes luttes engagées contre les gibelins. Dante allait le stigmatiser en vers ineffaçables. Verucchio eut quatre fils : l'un Giovanni *il Sciancato* (le déhanché) fut le mari de Francesca da Polenta, connue dans l'histoire et immortalisée dans la légende sous le nom de Françoise de Rimini; un autre était Paolo il Bello, l'amant de Françoise et la victime de son propre frère. Le troisième fut le plus célèbre : c'est ce cruel Malatestino del Occhio, le dogue altéré de sang du XVIIe chant de l'Enfer de Dante:

E il Mastin Vecchio, e il nuovo da Verucchio
Che de Montagna fece il mal governo
La dove soglion far de denti succhio.

On voit que cette race des Malatesta inspirait le poète; il est facile de montrer, le poème à la main, quelle est la part de l'histoire et celle de l'imagination dans la conception de l'Alighieri. Dante a une façon superbe de retracer l'état historique des temps qu'il traverse. Si on considère qu'il avait trente ans le jour où le vieux Verucchio fut acclamé seigneur de Rimini, qu'il était ardemment mêlé lui-même à ces luttes dont il devait être la victime expiatoire, et qu'il finit ses jours à Ravenne, chez les Polenta, près du neveu de cette Françoise qu'il avait chantée, on ne pourra s'empêcher de reconnaître que le passage suivant du XVIIe chant de l'Enfer a toute la valeur d'un document historique. Le pécheur, qui, d'une voix gémissante, au milieu des flammes, demande au compagnon de Virgile quel est le sort des Romagnes, est le comte Guido de Montefeltre, qui vient de fonder son pouvoir à Urbino. Dante lui répond : « Ta Romagne n'est et ne fut jamais sans guerre dans le cœur de ses tyrans; mais au moment où j'ai quitté la terre, je n'y ai point laissé de guerre déclarée. Ravenne est ce qu'elle a longtemps été; l'aigle des Polenta s'étend sur la ville et la couvre de ses ailes. La terre qui soutint la longue épreuve et fit un amas sanglant de corps français gémit encore sous les griffes du lion vert, et le *vieux* et le *nouveau* dogue de Verucchio, qui traitèrent si cruellement Montagna, percent toujours de leurs dents la même proie. » Le passage est rigoureusement exact; Cervia et Ravenne étaient en effet aux Polenta, qui portent « partie d'or et d'azur à l'aigle partie de gueules et d'argent. » La terre qui soutint longtemps la dure épreuve, c'est Forli, qui obéissait aux Ordelaffi, dont l'écusson est « coupé d'or, fascé d'or et de sinople de six pièces au lion rampant de sinople. » La lutte où les Français ont péri par centaines, c'est celle soutenue par Martin IV, un Français, né à Montpincé,

qui avait appelé à lui ses compatriotes des bandes françaises pour réduire Ordelaffi. Enfin la même proie que déchirent encore les dents de Malatesta Verucchio le centenaire et celles de son fils « *il Mastin nuovo* » c'est la ville de Rimini, où ils firent périr Montagna dei Parcitade, chef des gibelins (1295). Dante ne raconte donc que ce qu'il a vu; il habitait Forli, où, exilé, il était secrétaire d'un Ordelaffi Scarpetta; quand il quittera la ville, il ira demander asile aux Polenta de Ravenne et il mourra à la cour de Guido en 1321.

Sans nous détourner de notre sujet, nous pouvons rechercher quelle est la part de l'imagination et celle de l'histoire dans le récit épisodique du ve chant de l'Enfer; celui de Paolo et de Francesca.

L'aîné des fils de Verucchio, Giovanni Sciancato, dur, cruel, difforme, d'un caractère atrabilaire provenant de sa complexion maladive, s'était, dès l'âge de vingt ans, fait un nom comme capitaine. On le regardait comme le successeur probable du centenaire à la seigneurie. Il chevauchait nuit et jour à la tête des bandes, et les plus grandes villes des Marches et des Romagnes recherchaient ses services comme podestat ou capitaine du peuple. Un jour, les Polenta de Ravenne, voisins du Verucchio, seigneur de Rimini, appelèrent ce dernier à leur secours pour résister aux factions qui divisaient la ville et menaçaient leur domination. Comme il y avait à Rimini les *Parcitade* et les *Malatesta*, et à Florence les guelfes et les gibelins, à Ravenne, les *Traversari* tenaient la tête de la faction contraire à celle des *Polenta :* Verucchio répondit à l'appel des Polenta en leur envoyant le Sciancato. Giovanni chassa les Traversari, et Françoise de Polenta, fille du seigneur de Ravenne, fut le prix de la victoire et le gage de l'alliance. Giovanni, déjà veuf, épousa Francesca en 1275, et, l'ayant surprise en flagrant délit d'adultère avec Paolo Malatesta son propre frère, il fit du même coup deux victimes.

Là aussi les grandes lignes historiques de la composition de Dante restent exactes. En comparant les interprétations des premiers commentateurs de *la Divine Comédie* qui, plus voisins des contemporains, ont pu le mieux recueillir la tradition, voici comment se seraient déroulés les faits. Le Sciancato, occupé à guerroyer, se serait marié par procuration, et Paolo il Bello, son frère, aurait été envoyé à Ravenne pour épouser la jeune fille et la ramener à son mari. Francesca le voit; elle le prend pour celui auquel elle doit être définitivement liée; on fait la cérémonie des fiançailles. Plus tard, le beau Paolo conduit Françoise en grande pompe à Rimini, et là, en face du Sciancato, abrupt, rude, difforme, et qui réclame ses droits, elle reconnaît son erreur. Boccace, lui aussi, avance qu'on a trompé la jeune fille et caché la difformité de l'époux; la fiancée aurait été amenée de nuit dans

la résidence de Malatesta, et le déhanché ayant franchi le seuil de la chambre nuptiale à la douteuse clarté d'une lampe, c'est à la lumière du jour seulement que Françoise aurait reconnu son erreur. Il est possible qu'il y ait là un effet de mise en scène; mais, quoi qu'il en soit, l'impression première a été profonde; Françoise a aimé son beau-frère à première vue; plus tard, ils succomberont à leur passion, et le jour où « ils ne lurent pas davantage, » le déhanché, averti par un serviteur et venu en toute hâte de Pesaro, où il est podestat, surprend les deux amans, et dans sa fureur, il les immole dans les bras l'un de l'autre.

Ce beau Paolo a failli passer dans l'histoire pour un bellâtre qui ne connaissait que l'art d'aimer. Benvenuto da Imola, un des premiers commentateurs de Dante, l'a perdu de réputation; il a dit de lui qu'il était plus amoureux des divertissemens de la paix que des travaux de la guerre; Françoise, énergique et fière (c'est ainsi que la représente la tradition qui parle par la bouche de Dante), par une conséquence qui ne manque d'analogie dans aucune histoire depuis la création du monde, aurait été séduite par l'allure de son cheval, la blancheur de son teint, et le tour galant de ses cheveux. Paolo avait évidemment ce qui plaît aux femmes, mais si pourtant on cherche sa trace dans les chroniques contemporaines, on en conclura que l'amant de Françoise était certainement une nature de condottière, et que sa beauté, qui avait dû frapper ses contemporains, puisqu'il figure sous le nom de *Paolo il Bello* dans tous les récits du temps, n'était pas son seul privilège. Scipione Ammirato, l'historien des premiers Médicis, nous l'a montré mêlé aux choses du gouvernement et sans cesse occupé à commander les bandes de la république. En 1283, il est *capitaine du peuple* et *conservateur de la paix* à Florence; et ce n'est pas une nature efféminée que ces rudes Florentins du xve siècle seraient allés chercher dans les Romagnes pour lui confier leurs compagnies de mercenaires. Le 1er février de cette même année, Paolo demande son congé et obtient *licenza di andarsene a casa*. Sa résidence habituelle, quand il n'occupe point la *podesteria* ou ne remplit point auprès de quelque état voisin son office de condottière, c'est le *Gattolo* de Rimini, château fortifié qu'on détruira en 1445 pour construire le *Castello Sigismondo*, qui subsiste encore. A Rimini, il retrouve sa belle-sœur Françoise, laissée à la garde du vieux Verucchio pendant que son mari commande à Pesaro comme podestat; le drame va s'accomplir.

Cependant, le beau Paolo est marié, lui aussi, voilà le trait fâcheux de l'histoire et la circonstance qu'on nous avait cachée. Il est né en 1252; à peine nubile, il a épousé Orabile, fille du comte de Chiaggiolo; sa femme lui a donné un fils, Uberto; puis bientôt une fille, Margherita. Françoise, de son côté, touche à la trentaine (elle

s'est mariée en 1275); et de son union avec le Sciancato, elle a eu une fille, Concordia. Voilà la vérité historique. Le meurtre a eu lieu très probablement à Rimini, et presque sûrement en 1285, car, à partir de cette année, on perd la trace de Paolo dans l'histoire, et c'est la date précise de la *podesteria* de Giovanni à Pesaro, ainsi qu'il résulte de l'inscription trouvée en 1856 dans la forteresse de la ville. Or nous savons par le *Tesoro* de Brunetto Latini, le maître de Dante, — qui a défini les droits, les pouvoirs et les conditions de l'office de podestat, — que la charge est annuelle, qu'il faut avoir trente ans pour l'exercer, et que, pendant tout le temps que dure cette magistrature, comme à un capitaine à son bord, il est interdit au podestat de se faire suivre de sa femme et de ses enfans (1).

Dès 1325, une bulle pontificale consacra la possession de Rimini entre les mains des Malatesta. Jusqu'alors véritables capitaines d'aventure au service des divers états, les voilà devenus seigneurs, et l'office de podestat a été le marchepied de leur ambition. Les uns règnent à Pesaro, les autres à Rimini et à Fano. Ceux qui n'ont point à attendre un héritage direct vont se frayer le chemin du pouvoir l'épée à la main, et, dès les premières années du XVe siècle, nous retrouvons parmi les capitaines de Jean Galeas les arrière-petits-fils de Veruchio le centenaire, Carlo Malatesta et Pandolfo, son frère, qui n'attendent que le jour de la mort de Visconti pour prendre la part de ses dépouilles dans cette sanglante curée du royaume lombard. Pandolfo, lui, s'est emparé de Brescia et de Bergame, et il y règne dix-sept ans; Carlo, moins heureux, a réuni des bandes et tient la campagne ; il cherche aventure en attendant d'être engagé comme condottière par quelque puissance. S'il chôme et n'est point occupé, malheur aux états qu'il traverse! En 1387, les Florentins lui envoient un *orateur* pour le prier de cesser ses déprédations dans le territoire de Pérouse; il répond sans aigreur à l'ambassadeur de la république : « Quand on a dépensé 30,000 florins à réunir de belles compagnies, il est impossible de ne pas faire quelques *razzias* (*scorrerie*) pour les faire vivre. » C'est un trait des mœurs du temps. Cependant, le moment venu, ces deux puissans aventuriers réclameront l'héritage paternel; leur père Galeotto est mort légitime seigneur de Rimini; tous deux vont y régner tour à tour et ils transmettront le pouvoir à leur fils et à leur neveu : Sigismond Malatesta, fils de Pandolfo, né à Brescia en 1417.

(1) La question de savoir où a eu lieu le meurtre, à Rimini, à Pesaro ou à San Arcangelo, a donné lieu à de vives polémiques en Italie. Mgr Marini, l'ancien préfet des archives du Vatican, tient pour San Arcangelo, et Luigi Tonini, le regretté bibliothécaire de la Gambalunghiana de Rimini, tenait pour Rimini. Nous avons étudié longuement la question et nous nous rallions aux conclusions de Tonini dans son travail : *Memorie storiche intorno à Francesca da Rimini*, 1870. La découverte de l'inscription de Pesaro constitue un document dont il faut tenir compte.

Sigismond, fils de Pandolphe, est le plus illustre de sa race, il la personnifie tout entière, car il réunit en lui toutes les vertus et tous les vices de ses ancêtres. Avec Urbin, Alessandro Sforza, Alphonse d'Aragon et Piccinnino, il est regardé comme le plus grand homme de guerre de son temps; et, pour l'attaque et la défense des places, dont il sait édifier les fortifications, il n'a pas de rival en Italie. Avec les premiers Médicis, Niccolo Niccoli, Gianozzo Manetti, Aragon, Frédéric de Montefeltre, Nicolas V et Pie II, Burckhart le compte parmi les initiateurs de l'humanisme. Il est peut-être, si on tient compte de l'exiguïté de son territoire, celui de tous ces capitaines qui représente le mieux les tendances d'une époque où, sous la haute culture des premiers temps de la Renaissance, apparaît encore l'homme du moyen âge avec sa rudesse native et sa violence indomptable.

La nature l'avait créé avec des sentimens farouches et une singulière énergie; on le vit à l'âge de treize ans, un jour de rébellion, prendre l'initiative de la résistance, monter à cheval, rallier des soldats et mettre en fuite ceux qui voulaient assaillir son frère aîné. A quinze ans, à Lungarino, il remportait sa première victoire sur le duc d'Urbin. Cette précocité dans le courage et la valeur, il devait la porter dans la passion et dans le crime. Mince, de haute taille, et bien proportionné, d'une fière allure, avec les yeux petits et vifs, le teint légèrement basané et le nez aquilin, toute sa physionomie respirait l'intelligence et l'audace jointes à la ruse. Ses cheveux, qui cachaient le front, suivant la mode du temps, étaient aplatis au sommet, et, toujours comprimés par l'usage du casque, formaient autour de la tête une épaisse couronne. La dignité de son maintien imposait le respect; son éloquence chaleureuse inspirait à ceux qui le suivaient le mépris de la mort; et il avait le don d'entraîner les plus indécis. Ses soldats l'aimaient malgré sa sévérité, parce qu'il était juste et vivait en soldat au milieu de ses troupes, dont il partageait toutes les souffrances. Son courage était d'un héros : il ne connaissait nul obstacle; en vingt circonstances, à la façon des preux, on le vit sortir des rangs pour défier le chef ennemi l'appelant à un combat singulier en face des deux armées. Son corps était de fer; il semblait que le repos ne lui fût jamais nécessaire et qu'il restât insensible aux rigueurs du climat; il buvait l'eau saumâtre, supportait la faim sans se plaindre, et chevauchait nuit et jour sans trêve. Terrible dans sa colère, implacable dans sa haine, il envoyait des cartels au duc d'Urbin, tentait d'empoisonner Sforza, et, à bout de violences et de crimes, acculé dans sa dernière possession, il résolut un jour d'appeler Mahomet II en Italie comme il y avait appelé les Angevins. Cependant, ce bouillant capitaine savait supporter patiemment les contrariétés d'un siège, et pendant qu'on

faisait la brèche ou les travaux de sape et de circonvallation, il traçait des figures d'escarpement et de fortification que Léonard de Vinci a étudiées, et inventait la grenade ou *boîte à balles,* en usage aujourd'hui dans l'artillerie. Les préoccupations d'un mécène ne l'abandonnaient pas au milieu de cette vie d'aventures et de tumulte militaire. Au bas de la lettre qui rend compte à Laurent le Magnifique de la marche des travaux du siège de Crémone, il lui demande si Médicis veut lui céder Pierro della Francesca pour décorer la chapelle de son temple de Rimini; et, devant Sicune, où il presse le comte de Pittigliano enfermé dans Sorano, il décide avec Léon-Battista Alberti et Matteo da Pasti la forme à donner au dôme de San-Francisco.

Magnifique dans l'hospitalité, il aimait les arts, les sciences, la philosophie. Partout où un artiste s'élevait, il cherchait à se l'attacher, et il fallut toute sa turbulence, son insatiable ambition, et l'esprit d'aventure dont il était doué, pour que cette petite cour de Rimini, vers laquelle on tournait les yeux comme vers celles d'Urbin et de Ferrare, n'ait pas jeté un éclat plus vif encore. Le pape Pie II, qui n'était autre qu'Æneas-Sylvius Piccolomini, fut son plus mortel ennemi; cependant on lit dans cet historien : « Sigismond connaissait toute l'antiquité, était très avancé en philosophie et semblait né pour tout ce qu'il entreprenait. » Burckhardt, dans *la Civilisation de la Renaissance en Italie*, va plus loin encore : « Audace, impiété, talent militaire, culture intellectuelle très raffinée, tant de qualités et de dons se trouvèrent réunis en un seul homme. » Ses proclamations à ses troupes sont dignes de l'antiquité; l'amour le fit poète, et ses *Carmina italica* étaient devenus populaires dans les Romagnes. Dans le domaine des arts, il sut deviner dans Léon-Battista Alberti un précurseur de Léonard et un émule du plus grand des réformateurs de l'architecture, Brunellesco (1). A l'égard des humanistes, des savans et des artistes, il montrait une courtoisie et une aménité qu'on réserve d'ordinaire aux femmes et aux reines. Un jour, il apprend qu'Antonio Campano est entré à Rimini, se rendant auprès de Carlo Forte-Braccio pour lui offrir la biographie de son

(1) Il va sans dire que chacun des faits résumés en traits rapides dans ce portrait que nous traçons de Sigismond est prouvé par les documens. Le fait s-extraordinaire de l'appel des Turcs en Italie, que je crois tout à fait nouveau, ressort d'une note secrète de la propre main d'Alessandro Sforza, qu'il transmet à son ambassadeur à Naples : cette note est aux archives d'état de Milan. Le fait de l'invention de la bombe par Sigismond est indéniable; il est admis par Promis dans ses études sur Francesco di Giorgio : *Traité d'architecture militaire*, et Roberto Valturio, dans son *de Re militari*, que Léonard de Vinci a annoté, lui attribue l'invention en ces termes : « Inventum est quoque machinæ hujusce tuum, Sigismunde Pandulphe, qua pilæ æneæ tormentarii pulveris plenæ cum fungi aridi fomite urentis emittuntur. » (Liv. x, p. 267.)

père, le fameux guerrier Andrea Braccio di Montone; il ne connaît point encore l'historien, mais sa renommée est venue jusqu'à lui; il l'envoie chercher dans son humble auberge, l'installe et le traite dans son palais, le comble de présens et le veut reconduire avec une escorte jusqu'au pied des Apennins, le renvoie enfin charmé de son accueil et frappé de la profondeur et de l'étendue de ses connaissances. Florence voulait acheter sa neutralité dans la guerre dont la menaçait le roi d'Aragon; elle lui envoie Gianozzo Manetti, le secrétaire de la république, qui lui communique la traduction des derniers manuscrits reçus de l'Orient, lui parle de la Grèce, de l'antiquité, l'éblouit et le charme par sa connaissance des langues orientales et enfin, lui faisant oublier sa réserve habituelle, part avec sa promesse de garder la neutralité. Nous avons sur le séjour de Sigismond à Rome le récit du Pogge et celui de Bartolommeo Platina, dont il recherchait les entretiens. Pendant ses courts séjours à Florence, il vivait avec les familiers de Careggi et essayait de s'attacher les grands artistes qui vivaient dans l'intimité de Cosme et de Laurent. Il commandait en Morée pour les Vénitiens quand il donna une preuve d'un vrai fanatisme pour les lettres grecques et la philosophie. Forcé d'évacuer les Iles, il fit exhumer les restes d'un philosophe platonicien, Gemistio Byzantino, qui n'est autre que le Pléthon, l'un des hommes les plus admirables du xve siècle, et, sous le prétexte de ne pas laisser sa tombe aux mains des musulmans, il chargea les dépouilles mortelles du philosophe sur sa galère, aborda à Rimini; et là, pour rendre un solennel hommage au divin Platon dans son plus fervent disciple, il leur donna pour asile le Panthéon de ses ancêtres, dictant lui-même à Roberto Valturio l'épitaphe qu'on lit encore sur le sarcophage.

Il semblait que Sigismond respirât l'antiquité par tous les pores; il rédigeait les inscriptions de son temple en langue grecque, et c'est à lui qu'on doit, dans les monumens, la substitution des caractères antiques aux caractères gothiques qu'on employait encore vers 1445. On le vit un jour, devant les commissaires de l'armée florentine qui lui remettaient les étendards dont la république lui confiait la garde comme capitaine-général de ses troupes, invoquer dans une chaude improvisation les vertus de son aïeul « Scipion l'Africain. » C'est à Rimini que César, ayant passé le Rubicon, rallia ses compagnons d'armes et les harangua avant de s'engager dans dans sa marche sur Rome; ce grand souvenir le hantait, il voulut l'immortaliser et éleva dans le forum de la ville un piédestal de forme antique sur lequel il fit graver une inscription commémorative (1). Enfin ce petit seigneur d'un domaine restreint et isolé au

(1) C.CÆSAR.DICT.RVBICONE.SVPERATO.CIVILI.BEL.
COMMILITONES.SVOS.HIC.FORO.AR.ADLOCVT.

bord de l'Adriatique, ce condottiere à la solde, toujours chevauchant par monts et par vaux et qu'on engageait du printemps à l'automne pour guerroyer avec les compagnies qu'il avait formées, devait, entre tous les princes de toutes les nations, rendre aux lettres et aux arts le plus solennel hommage qu'on leur ait peut-être rendu depuis l'antiquité. Comme il avait fait vœu d'élever un temple au Seigneur et résolu d'y réunir les tombes de tous ses ancêtres afin d'en faire le panthéon des Malatesta. il voulut que L.-B. Alberti groupât autour du temple même, sur le bandeau des arcs extérieurs, les sarcophages de tous les savans, les philosophes et les artistes qui avaient vécu à sa cour; ils formeraient ainsi autour de lui, dans la mort, le brillant cortège qu'ils avaient formé pendant sa vie.

Voilà le héros tel que le représentent les médailles de Pisanello et de Matteo da Pasti. Essayons de peindre l'homme.

Il était plein des plus étranges contrastes, et chez lui la luxure et la violence de caractère allaient jusqu'à la férocité. A la fois ardent et souple, il pouvait dissimuler longtemps pour mieux saisir sa proie; mais le plus souvent il éclatait comme un furieux et montrait à nu ses sentimens sauvages. En pleine cour de Ferrare, admis très jeune encore (grâce à la victoire qu'il avait remportée à seize ans sur Urbin) à un congrès auguste composé des plus grands souverains de l'Italie, on le vit tirer son épée et appeler à un duel à mort ceux qui étaient d'un avis contraire au sien, comme s'il ne reconnaissait d'autre supériorité que celle de sa force. Le héros cachait un bandit de grand chemin, et l'homme, à un moment donné, devenait une bête féroce. Si l'on en croit le pape Pie II, il faudrait revenir aux temps barbares pour trouver de tels forfaits accumulés sur la tête d'un souverain. Une femme avait su le charmer, à laquelle il sacrifia toutes les autres; il ne devait reculer ni devant le poison ni devant l'assassinat pour lui appartenir tout entier. Tout d'un coup cependant il oubliait l'empire d'Isotta; ses sens s'éveillaient avec une sorte de fureur, et la folie s'emparait de son être. Au plus fort de sa passion pour elle, il avait rencontré une Allemande mariée à un seigneur de Borbona, magnifique créature qui avait allumé ses désirs. Il la convoite, il la possédera. Un samedi, le 19 décembre 1448, il va se poster sous les murs d'une villa de Fano, le Camminate; là doit passer la dame, qui revient de l'église; elle s'avance entourée de ses gardes, Sigismond attaque l'escorte, la disperse; la femme tombe, il se précipite sur elle,

En 1560, sous le pouvoir des pontifes, on releva le piédestal renversé et on ajouta l'inscription suivante :

SVGGESTVM.HVNC.VETVSTATE.COLLAPSUM
COSS.ARIMIN.MENS.NOVEMBRIS.ET.DECEMBRIS.MDLX.RESTITUIT

une lutte furieuse s'engage entre la luxure et la pudeur : il la frappe, et, sur ce beau corps inanimé, le monstre assouvit son désir. Un cri d'horreur s'éleva dans toute l'Italie. Le pape envoya des troupes pour s'emparer du seigneur de Rimini ; au Vatican, un concile de cardinaux le condamna à mort par contumace, et on le brûla en effigie sur les marches de la basilique de Saint-Pierre (1). Cependant, l'homme qui sort tout sanglant des bras de ce cadavre, par un étrange retour de sa nature, divinise son amante Isotta et lui adresse des poésies pleines de tendresse et de fraîcheur, et cet horrible époux qui, si on en croit le pontife, empoisonna Geneviève d'Este et étrangla Polyxène Sforza, sa seconde femme, a laissé des pastorales dédiées à son Isotta, où il compte les petites fleurs dont l'éclat diapre les vertes prairies.

Sigismond avait l'âme et l'esprit d'un païen, et le pontife l'accusa d'hérésie pour avoir élevé un temple, dédié à saint François, où jamais une seule fois il n'a fait allusion par un symbole, par une statue, par une image, au culte de la Divinité, alors que le nom de sa maîtresse est écrit depuis la base jusqu'au faîte, aux frontons, aux frises, aux balustrades, dans cent vingt bas-reliefs sculptés par des maîtres florentins, où ils évoquent Mars, les planètes, les signes du zodiaque, célèbrent les hauts faits du prince et glorifient la philosophie et les sciences dans un sanctuaire chrétien. Mais cet hérétique, à son lit de mort, recommande à ses enfans d'achever son œuvre ; cet époux criminel est un fils pieux qui rassemble les ossemens épars de tous ses ancêtres ; et pendant toute sa vie on le voit garder devant ses yeux, dans son cabinet d'études, le crâne de son aïeul, qu'il a fait sculpter en marbre et couvrir d'inscriptions religieuses. Enfin ce rebelle à Dieu et aux hommes, ce criminel tout passion et tout désir, a le cœur d'un amant et les entrailles d'un père, et quand, fatigués de son ambition, indignés de ses crimes et décidés à en finir avec ses perfidies, les princes de l'Italie se liguent contre lui, le traquent comme une bête fauve et l'acculent dans Rimini, on le voit trembler pour son amante et pour ses fils et les recommander au Tout-Puissant.

Celle qui allait devenir sa troisième femme, après avoir allumé en lui une flamme qui ne devait s'éteindre qu'à sa mort, s'appelait Isotta dei Atti ; elle appartenait à une famille noble de Rimini et elle y était née vers le même temps que lui. Son père, Francesco degli Atti, s'était enrichi par le commerce ; sa mère était morte de bonne heure. Elle habitait un palais près de la rue Santa-Croce, où Sigis-

(1) Voir Clementini, le Berni, la chronique inédite de Nolfi Nolfe, conservée à la bibliothèque de Fano. Voir Ugolini, *Storia dei duchi d'Urbino;* et enfin le réquisitoire prononcé par le fiscal du Vatican au nom de Pie II, dans ses *Commentaires*

mond, qui construisait alors sa résidence de la « Rocca Malatestiana, » était venu s'établir dans la casa Roelli. Dès le premier jour, il subit le charme et rechercha la jeune fille. Nous avons retrouvé à la bibliothèque Vaticane les poésies (encore inédites) qu'il composa pour elle au début de sa passion. Après avoir invoqué les astres et les oiseaux du ciel, il s'adresse aux animaux domestiques et aux bêtes fauves, au roi Salomon, qui, « vaincu par l'amour d'une païenne, adora à genoux les idoles, » à Hercule, « qui fut dompté par Omphale, » à Jacob, « qui soupira sept ans pour Rachel, » à David, « fou d'amour pour Bethsabée, » à Samson, à Priam, à Pâris, à Hélène, à Didon et à Énée, à Narcisse, à Philis, à Léandre, à Jason et à Médée, à tous les amoureux enfin depuis l'antiquité jusqu'à Tristan et Yseult, jusqu'à Laure et Pétrarque. Il demande à tout le cortège des enamourés de venir s'agenouiller aux pieds de celle qu'il aime et de la supplier en grâce de prendre en pitié son cœur souffrant. Il appelle enfin à lui le chœur des anges et des chérubins, et les adjure, dans un concert céleste, de toucher le cœur d'Isotta et de la décider à couronner sa flamme.

Ce sera certainement une révélation pour tous ceux qu'intéresse l'histoire de la sculpture italienne, d'apprendre que tous ces bas-reliefs du temple de Rimini (dont Pie II condamnait les sujets comme entachés de paganisme, et que lui-même, ainsi qu'il le dit dans ses *Commentaires,* croyait arrachés aux temples grecs), ne sont que la traduction de chacune des stances de cette poésie de Sigismond adressée à Isotta. Mazuchelli, le grand numismate italien, s'arrêtait déconcerté devant ces allégories et ces symboles; il sentait l'âme des choses antiques, croyait retrouver là leurs mythes, leurs croyances et la philosophie des Grecs. Barthélemy, l'auteur du *Jeune Anacharsis*, qui prit l'empreinte des caractères qui y sont inscrits pour essayer de pénétrer les origines de ces œuvres, renonça à expliquer l'énigme. Elle devient transparente quand on lit, dans le temple même, chacune des stances traduites en marbre par Matteo de Pasti, médailleur ordinaire de Sigismond et son pensionnaire. La rencontre d'un tel document devient d'un prix inattendu pour celui qui a vécu, pour ainsi dire, dans l'intimité du monument; elle confirme plus que jamais, si on en pouvait douter un instant, cette pensée que l'édifice tout entier est consacré à Isotta et à Sigismond lui-même. Malatesta, vainqueur du roi d'Aragon, couronné par les Florentins aux acclamations de tout un peuple, le *Poliorcetes semper invictus* des légendes de Pisano, n'est plus un mortel au moment où il élève le temple de Rimini; dans les bas-reliefs du tombeau de ses aïeux, porté sur un char triomphal traîné par des captifs, il figure au milieu des dieux de l'Olympe; plus loin, aux plis de la robe d'une des figures allégoriques qui

personnifient les vertus dont il est doué, on lit cette légende : *Jupiter. Apollo. Ariminæus.* L'encens de ses thuriféraires a troublé le cerveau du condottière, il sent qu'il devient un dieu, et le seul immortel est absent de son temple. Non, ce n'est pas le Seigneur qu'on adore ici, c'est Sigismond, c'est Isotta; c'est pour tous deux que brûlent l'encens et la myrrhe.

Dès l'année 1446, Sigismond, âgé de vingt-neuf ans et déjà veuf de Geneviève d'Este, déclare à la face de tous sa passion pour Isotta. Il demande à son médailleur sept représentations de sa maîtresse, et, afin qu'on n'ignore point les liens qui l'unissent à elle, au revers, son pensionnaire Matteo sculpte l'éléphant des Malatesta et il écrit en exergue : *Isottoei. Ariminensi. Forma. Et. Italiæ. Decus.* En même temps, Sigismond demande à ses poètes lauréats et à ses historiens à gages de célébrer celle qui vient de lui donner un fils; et quatre poètes de cour, Porcellio Pandone, Basinio de Parme, Trebanio et Tobia del Borgo, écrivent les *Isottoei*, poème divisé en cinq livres, toujours empreint du même esprit que les œuvres des artistes, l'esprit de l'antiquité. Le premier chapitre est intitulé : *de Amore Jovis in Isottam;* on y reconnaît Sigismond sous les traits de Jupiter; les quatre autres sont composés d'élégies dans le goût de celles d'Ovide, on y verse l'encens à pleines mains, on épuise les termes de l'adulation et, dans leur délire littéraire, les poètes élèvent Isotta au rang des déesses :

Denique si dotes pergam numerare puellæ,
Nulla tibi par est fœmina, nulla dea.

On n'avait jusqu'ici d'autres documens sur la maîtresse de Sigismond que ceux laissés par les poètes et les historiens. Les poètes sont suspects, même lorsqu'ils s'appellent Guarino de Vérone, et Roberto Valturio; voyons les historiens. Garuffi, dans son *Journal des littérateurs d'Italie*, la définit ainsi : *Donna di mirabile prudenza e versatissima nelle scienze.* Julio Cesare Capaccio, dans son *Elogium illustrium mulierum*, est tout aussi flatteur : *Erat hæc prudentia, disciplinarum studiis, sed poeticis præcipue exercitationibus clara.* Elle figure dans les recueils de femmes célèbres et, s'il faut en croire la légende, elle est poète. Lorenzo Legati, en effet, dans le *Museo Caspiano,* et Carlo Pinti, qui a écrit son éloge, l'ont placé dans le chœur d'Apollon :

Quam prudens, sapiens quam fueris
Chori Phœbi, culta poetria.

Clementini, qui est le grand classique pour tout ce qui concerne Rimini, attribue l'influence qu'elle exerçait sur Sigismond encore

plus à ses qualités politiques qu'aux « singulières beautés de son corps. » Elle était, dit-il, *de gran governo;* elle en donna d'admirables preuves en exerçant la régence en l'absence de son mari. Une chronique du XVe siècle, inédite, conservée à la Bibliothèque de Rimini, la caractérise ainsi : *Erat hæc pulchra aspectu, plurimis dotibus locupleta, fœmina belligera et fortis, et constans in proposito, grata populo et placita oculis principis.* Pour une favorite de prince, ce sont là, il faut l'avouer, des qualités de premier ordre; et, sans épuiser les témoignages contemporains, il n'y a plus à douter de sa supériorité, attestée par Pie II lui-même, qui va cependant brûler son amant en effigie : « Il a aimé éperdument Isotta, et elle en était digne. » Voilà certes un témoignage austère et inattendu. Il n'y a donc pas une note discordante dans ce concert, et du Vatican même est parti naguère, par la bouche d'un familier du dernier pontife, ce jugement historique qui résume tous les témoignages contemporains : « C'était un génie cultivé dans tous les genres d'étude; elle élevait son âme par la contemplation de la philosophie et vivait dans l'intimité constante de l'histoire, trouvant un charme et un bonheur réels dans la poésie; elle était la vertu même et vendit tous ses joyaux pour soutenir son époux dans les guerres qu'il entreprit (1). »

Je ne voudrais pas porter la main sur une idole, mais je crois qu'Isotta, malgré tous ces témoignages, n'était rien moins que belle Il existe d'elle huit médailles, sept de Matteo da Pasti, une de Pisanello (qui est contestée), un buste en marbre du temps au Campo Santo de Pise, un autre buste en bois qui faisait partie de la collection Barker, de Londres, et enfin un bas-relief, aujourd'hui perdu sans doute, mais dont Mazuchelli nous a donné une bonne gravure. Ce dernier document est le plus important de tous, en ce sens qu'il n'a point le caractère héroïque, et, qu'après les médailles, c'est le seul qui porte une inscription avec le nom d'Isotta. Ajoutons qu'il est dû, à n'en pas douter, à un des sculpteurs qui ont collaboré au temple de Rimini et qui a connu personnellement la régente. Je ne cite que pour mémoire la peinture de Pierro della Francesca du National Gallery de Londres; une vague ressemblance dans la coiffure « à l'Isotte, » qui constitue d'ailleurs la mode du temps, et le nom de l'artiste qui fut employé par Sigismond, auquel on l'attribue, ont porté les rédacteurs du catalogue à inscrire sous ce panneau le nom d'Isotta de Rimini, sans qu'on puisse considérer l'attribution comme certaine.

Les monumens sont à la portée de tous dans les collections publi-

(1) *Dizionario di erudizione storica ecclesiastica di san Pietro fino a nostri giorni;* Roma.

ques et privées, on peut les comparer; le buste de Pise accuse une grande créature sèche, aux traits hardis, au nez très proéminent; le cou maigre, osseux, est d'une longueur démesurée, et dans toutes les représentations que nous avons sous les yeux, bronze, toile ou marbre, la distance qui sépare le nez de la lèvre supérieure est tout à fait exagérée.

Puisque nous ne retrouvons ni sur le marbre ni sur le bronze la preuve de ces *bellezze singolari del corpo* qui distinguaient Isotta, ni cette beauté d'aspect dont parle la chronique anonyme de Rimini, il nous faut donc chercher dans l'être moral les causes de l'incroyable influence qu'elle sut exercer sur Sigismond. On a vu combien les témoignages sont nombreux; mais ici encore, après avoir essayé de retrouver les preuves absolues, irréfutables, qui nous permettraient d'asseoir un jugement définitif, nous osons à peine formuler notre conclusion en présence des assertions des contemporains les plus augustes, et, s'il est possible d'*écrire tout bas*, comme on murmure une opinion qui va soulever un orage, nous oserons avancer que cette « prêtresse du culte d'Apollon, » cette favorite de Sigismond, qui « élevait son âme par la contemplation de la philosophie et vivait dans l'intimité constante de l'histoire, » n'était rien moins qu'une femme lettrée, et ne savait probablement pas lire.

On est tenu, quand on avance une opinion contraire à celle des historiens, de donner des preuves irrécusables; je m'en rapporterai sur ce point à la perspicacité des lecteurs et je fournirai celles que j'apporte à l'appui de mon assertion.

Le fait avéré aujourd'hui pour tous les historiens et archivistes, c'est que les archives privées de la maison de Rimini ont été dispersées; on a pu espérer un instant, en lisant l'extrait d'un procès-verbal rédigé en 1527 par des délégués du saint-siège chargés de rechercher patiemment, de maison en maison, à Rimini même, les documens qui avaient échappé aux exactions des habitans et à la fureur des troupes d'Adrien IV, que « deux sacs » portés au Vatican par ordre du pontife Clément VI (et qui devraient y être encore aujourd'hui) pourraient peut-être contenir quelques révélations inattendues sur les personnages de cette cour de Rimini. Autant qu'on peut être sûr de ce que contiennent les mystérieux casiers de la *Secreta*, ces deux sacs, dont l'autorité ecclésiastique la plus élevée affirme nous avoir livré le contenu, ne renfermaient que des papiers administratifs intéressant les rapports avec le saint-siège et des états relatifs aux compagnies engagées pour la défense du pontife, sous les ordres des condottieri de la maison de Rimini. C'est à la bibliothèque Vaticane, dans un recueil manuscrit, que nous avons trouvé le seul document décisif qui pouvait provenir de cette source :

le recueil de poésies intitulé : *Carmina italica Sigismundi Pandulfi*, dont nous avons parlé plus haut. C'est donc aux autres dépôts d'état des diverses régions de l'Italie qu'il fallait demander désormais les communications adressées aux divers souverains par Sigismond et par Isotta de Rimini, régente en sa place. Nous croyons avoir rempli consciencieusement la tâche que nous nous étions imposée, à Florence, à Milan, à Venise, à Naples, à Pérouse, à Pesaro, à Cesena, à Fano, à Forli et autres dépôts nationaux.

Aucune de ces villes ne contient rien qui soit signé d'Isotta ou qui soit même écrit en son nom. Modène, à cause des relations constantes avec la maison d'Este, offre quelques documens qui ont plus ou moins d'intérêt; mais les communications adressées à Lionel d'Este ou aux princes de sa maison ont le caractère banal des notifications à l'occasion des naissances ou des morts, des lettres de félicitation ou de condoléance, des recommandations et des missives de présentation, et, sans en excepter aucun, tous ces documens écrits par des secrétaires, ne portent même pas la signature d'Isotta. Au temps où elle n'était encore que sa maîtresse et alors que vivait la seconde femme de Sigismond, Polyxène Sforza, il eût été malséant à elle d'écrire, malgré l'autorité que le seigneur de Rimini lui avait déléguée, et nous ne nous attendions point à trouver sa trace avant 1456; mais quand Isotta est devenue sa femme, ses relations avec les cours étrangères se bornent à des rapports d'un caractère absolument banal et ces rapports se font toujours par intermédiaires. Cependant, au moment où nous avions renoncé à trouver ce qui avait été le but de nos investigations, nous nous sommes trouvé inopinément, aux archives de Sienne, que nous avions laissées en dehors de notre cercle de recherches, en présence du document suivant :

« Au magnifique seigneur Sigismond Pandolphe de Malatesta, mon très distingué seigneur.

« Monseigneur, j'ai reçu la lettre par laquelle Votre Seigneurie me jure qu'elle m'aime plus que jamais. J'en suis certaine et je veux le croire; j'en serais plus sûre encore si vous vouliez mettre fin à cette situation qui m'enrage, et si, puisque vous me jurez que vous désirez cette chose-là plus que moi, alors même que vous ne la voudriez pas encore tout à fait, vous la vouliez accomplir pour l'amour de moi et effectuer enfin le véritable mariage le plus vite que Votre Seigneurie le pourra. (*Diate vero spozamento piu presto che vui posette.*) Pour ce qui est du passage où Votre Seigneurie m'écrit que je ne devais pas répondre à sa lettre comme une personne toujours sur ses gardes et pleine de jalousie, il m'est revenu positivement que vous m'avez fait une nfidélité avec la fille du

sieur G.., et mue par ces deux passions qui m'animaient, il me semblait que le moins que je pusse me permettre, c'était de manifester mon ressentiment; et c'est pour cela que Votre Seigneurie me dit aussi qu'elle ne m'écrira plus. Quand j'ai lu ce message, je me suis dit qu'il ne me manquerait plus que cela pour que mon mécontentement fût complet. Je prie donc Votre Seigneurie, si elle m'aime autant qu'elle le dit, de ne pas me priver de ses lettres, qui sont la seule compensation que j'aie à son absence. Veuillez avoir pitié de moi, pauvre petite. (*Voliate avere compasione amy poveretta.*) Notre Malatesta va bien, et il a reçu avec une grande joie le petit cheval. Tous nos autres fils et filles se portent bien aussi. Je me recommande mille fois à Votre Seigneurie.

« De Votre Seigneurie la servante,

« Yxotta Ariminesse.

« Le 20 de décembre. »

L'écriture est très personnelle, la signature est de la même main que le corps de la lettre, criblée de fautes d'orthographe, pleine de répétitions, d'incorrections et d'omissions, et elle n'est point datée, mais il nous est facile de suppléer à cette lacune par l'adresse de toutes celles du dossier dirigées « au capitaine-général des troupes de la république de Sienne. » La teneur en est secrète et confidentielle au premier chef, puisqu'il s'agit de plaintes amères au sujet de ce mariage que Sigismond refuse d'accomplir (car il est devenu veuf de Polixène Sforza); enfin, dernière circonstance qui dénote encore un abandon plus intime, Isotta reproche à son amant de l'avoir trompée avec une personne qu'elle ne désigne que par une initiale. Voilà enfin son caractère et sa signature! Nous sommes donc, à n'en pas douter, en face d'un autographe d'Isotta; le seul que nous ayons rencontré après des recherches qui ont duré plusieurs années. Nous faisons la lecture de ce document, presque indéchiffrable, avec l'aide de l'honorable préfet des archives de Sienne, le savant M. Banchi; il partage notre étonnement et notre enthousiasme.

Cette lettre n'est pas isolée, d'autres signées de noms divers y sont jointes, toutes adressées à Sigismond. Voilà un dossier, banal jusqu'ici, impersonnel, intitulé : *Lettres à divers personnages,* qui prend désormais un singulier intérêt, puisque nous constations après avoir pris connaissance de tous les documens, qu'il y a là des lettres des grands médailleurs de la renaissance, — ce qu'on peut regarder comme *rarissime,* — des lettres de Matteo Nuti, architecte de Fano, suppléant de Léon-Battista Alberti pour l'érection du temple de Rimini, nombre de lettres des chanceliers de Sigismond qui relatent l'état des travaux de la construction du temple de Rimini, où

sont cités les noms des artistes collaborateurs de L. Alberti (noms qui n'ont rien à voir avec ceux cités par Vasari et les rares écrivains qui se sont occupés de San-Francesco de Rimini). Le recueil va changer d'étiquette; il figurera désormais dans les archives de Sienne sous la rubrique : *Lettres Malatestiennes.*

Tout d'abord, pourquoi et comment ces lettres sont-elles à Sienne? Que les archives de la commune de Sienne aient conservé les lettres de celui qu'elle appela au moins une fois à conduire ses troupes contre les ennemis du dehors, il n'y aurait rien là que de fort naturel — (et de cette origine, le dépôt ne contient que des signatures du fameux condottière) ; — mais la présence dans ce même dépôt de correspondances qui lui sont adressées est inexplicable, puisque des lettres d'un caractère purement privé font, d'ordinaire, partie des archives de celui qui les reçoit. Elles devaient se trouver à Rimini et disparaître comme les autres. La raison de cette anomalie est très singulière, et on verra que dans ces investigations, on est quelquefois servi ou déçu par de singuliers hasards. En 1454, la république de Sienne était en guerre avec le comte de Pittigliano; Sigismond Malatesta s'était illustré par ses campagnes contre Sforza et le roi d'Aragon, son épée de condottière était à ceux qui mettaient l'enchère la plus élevée ; Sienne lui confia sa défense. A l'automne, il vint mettre le siège devant Sorano; et, aussi perfide que vaillant, Malatesta médita de trahir les Siennois et de s'emparer de leur territoire; les espions de la commune le dénoncèrent; à la faveur de la nuit les gardes de la ville descendirent en plaine et surprirent Sigismond dans son campement; ils allaient s'emparer de sa personne quand, à moitié vêtu, il put sauter sur son cheval et prendre le champ. On séquestra sa tente, ses bagages et sa correspondance, où on devait trouver la preuve de ses perfides projets. Or, en 1454, on décorait l'intérieur du temple de Rimini et L.-B. Alberti préparait l'érection du dôme qui devait couronner l'édifice. Chaque jour on tenait le seigneur au courant de la marche des travaux, et, suivant le cours des événemens, ses correspondans habituels lui adressaient leurs rapports, sa maîtresse lui donnait de ses nouvelles et de celles de ses enfans, ses amis restaient en relation avec lui; les communications de toute nature enfin lui arrivaient de toutes parts, et, naturellement, il gardait les dépêches que lui apportaient les courriers. Cette série, égarée jusqu'alors en quelque casier du dépôt, car elle ne se rattachait point à l'histoire de la ville et ne se composait que de documens privés, M. Banchi l'étudiait pour écrire cet épisode de la guerre contre le comte de Pittigliano dans l'*Archivio storico* de Florence, et nous arrivions à Sienne au moment même où l'honorable directeur la déchiffrait. Chacun de ces noms qui n'avaient aucune signification pour ceux qui ne vivaient point dans l'intimité

des choses de Rimini nous était familier de longue date, et, pour nous, la lecture de cette correspondance était pleine de révélations. Nous étions enfin en face de quelques-uns de ces documens de première main qui, par suite de cet épisode de la vie de Sigismond, peuvent être considérés comme les seuls qui ont échappé aux deux désastres de 1501 et de 1527, qui ont dispersé les archives. Dix ans plus tôt ou dix ans plus tard, la série de ces lettres, dites malatestiennes, n'avait plus pour nos études qu'un intérêt secondaire; mais comme elles étaient datées 1454, — c'est-à-dire l'année même où on décorait le temple de Rimini, — ces mêmes lettres, inutiles pour l'histoire de Sienne, devenaient d'un prix inestimable pour l'histoire de l'art à Rimini. Tout ce qui était obscur pour tout autre que ceux voués à cette étude spéciale des lettres et des arts de la première renaissance à Rimini, était pour nous des lueurs. *Miser Batista* signifiait le grand Léon-Battista Alberti; *Matteo de Bastia* correspondait à Matteo da Pasti, l'élève de Pisanello; *Maestro Pierro*, c'était Pierro della Francesca; *Sagramoro* n'était autre que le fidèle chancelier de Sigismond, son factotum, son secrétaire et son âme damnée, *Maestro Alvise* cachait le nom du charpentier chargé de l'érection du dôme de Rimini, et ce nom de *Maestro Agostino* enfin, cité à propos d'un sarcophage des *Antenati*, dans la chapelle consacrée aux ancêtres de Sigismond, avait toute la portée d'une véritable découverte: car il permettait de fixer, d'une façon définitive, à quelle personnalité était due l'exécution de ces superbes bas-reliefs du *Tombeau des ancêtres*. On a prononcé tour à tour devant ces œuvres les plus grands noms. Il faut simplement les rendre à ce nouveau venu dans l'histoire de l'art, dont Vasari a écrit la biographie sous le nom d'Agostino della Robbia (qui n'a de commun avec cette famille que la particularité d'avoir exécuté à Pérouse des figures de *terra invetriata*), et il faut lui rendre son vrai nom, Agostino di Duccio. M. Adamo Rossi, le bibliothécaire de Pérouse, a tenté de restituer la personnalité de cet artiste supprimée par Vasari; son biographe cherchait sa trace qui lui échappait, pour dix ans de ses travaux; la lacune est comblée désormais; Agostino est à Rimini en 1454, et ses travaux l'y retiendront de longues années.

Mais il est temps de revenir à Isotta. Il était bien naturel qu'on trouvât ses lettres dans ce recueil de la correspondance adressée à Sigismond en décembre 1454; celle que nous venons de citer est malheureusement la seule qui porte sa signature. En voici toutefois une seconde, provenant de la même série, qui présente à un tel point le même caractère d'écriture personnelle, féminine, irrégulière, avec les mêmes fautes d'orthographe, les mêmes habitudes de main et d'abréviation, qu'il faut courir à la signature pour reconnaître qu'elle n'est point d'Isotta. Elle est ainsi conçue :

« Monseigneur, aujourd'hui madonna Isotta m'a fait vous écrire au sujet de la fille du seigneur Galeazzo. Celui-là a bien dit, monseigneur, qui prétend que les jeunes poules font du maigre bouillon. Ces jours-ci nous nous sommes rendus chez cette fille, et en somme elle a tout nié et nous a fait bon visage. Isotta, monseigneur, selon moi, lui a dit tout ce qu'on pouvait lui dire. Tous vos fils et filles se portent bien. Dans le pays où vous êtes, à propos de la prise du château fort, on est en joie et triomphe. Ici nous sommes en mauvaise situation et on dirait que nous naviguons sans boussole, abandonnés au courant. Madame Lucrezia a dû écrire ces jours-ci à Votre Seigneurie; je suppose qu'elle aura eu sa lettre. Elle et tous les autres se recommandent à vous.

« Donnée au jour de XXI de décembre.

« De la V. S. serva D. de M. »

Même date, même écriture; au début de la lettre, ce simple énoncé : « Aujourd'hui, Madame Isotta m'a fait vous écrire au sujet de la fille du seigneur Galeazzo. » — Donc, la personne qui a signé cette seconde lettre a écrit la première, et elle l'a signée du nom d'Isotta sous sa dictée, car le corps de la lettre est de la même main que la signature. Il importe peu de savoir qui est D. de M. (pour moi D. de Malatesta, un parent pauvre, une confidente, un espion ou un serviteur laissé par Sigismond à la garde d'Isotta); mais ce qui est capital, c'est le fait qui ressort de cette circonstance : si madonna était absente, si elle était malade, empêchée, on pourrait admettre que, même en un sujet aussi réservé, elle eût employé un secrétaire; mais, elle ne l'est point, puisque le même jour où elle fait écrire à son amant au sujet de la fille du seigneur Galeazzo, elle se rend avec son secrétaire chez celle-ci et lui *lave la tête* (c'est l'exacte traduction de la pensée exprimée). — Comment éviterai-je donc la conclusion? Elle me semble inéluctable : « L'honneur de l'Italie » *ne savait pas écrire,* et c'est le pendant d'Agnès Sorel (1).

On comprend que je résume à grands traits et que je dois courir au but. Il ne s'agit point d'analyser cette curieuse série des lettres malatestiennes, qui offre maints détails curieux sur les mœurs privées du XVe siècle; il s'agit de restituer autant que possible cette personnalité d'Isotta, et on avouera qu'il est impossible, au début, de trouver une preuve d'une nature plus inattendue. S'il y a quelque chose d'inexplicable dans ces assertions des poètes et des historiens

(1) J'ai communiqué les textes photographiés aux hommes les plus compétens; c'est l'avis de César Cantù, c'est celui de Milanesi, si expert en ces matières; quant à M. Banchi, le préfet des archives de Sienne, c'est lui qui, le premier, a appelé mon attention sur ce fait, et sa conclusion est formelle.

les plus autorisés, il faut se reporter au temps et aux mœurs de l'époque. Les historiens à gages et les poètes ont exagéré du tout au tout, c'est évident : elle n'avait ni haute culture intellectuelle, ni connaissance des sciences et de la philosophie, mais elle devait avoir reçu du ciel des dons naturels remarquables : et elle avait à coup sûr l'instinct des choses de la politique, une prudence innée qui firent d'elles, de 1460 à 1480, une sorte de Catherine de Médicis au très petit pied. Les artistes nous ont dit qu'elle était belle, les poètes ont chanté qu'elle était savante, c'est dans l'ordre. Ce qui est positif, c'est que Sigismond avait trouvé en elle une amie sûre ; plus et mieux qu'une maîtresse pleine d'attraits. Quand on la voit seule à Rimini, où elle exerce la régence, secourir Sigismond engagé dans les plus funestes aventures, conduire des négociations ardues avec Sforza, avec Ferrare, et Alphonse d'Aragon, user de toutes les ressources de son esprit pour détacher celui-ci d'une alliance, lui concilier celui-là, réaliser un emprunt, faire face à une exigence momentanée, engager tous ses joyaux pour lui envoyer cinq cents lances et lui permettre de jouer sur le champ de bataille la dernière partie qui peut le sauver : on comprend l'empire que cette femme, qui se fait si humble, cette *poveretta* qui demande adroitement pitié quand elle va régner en souveraine, sut exercer pendant trente ans sur ce farouche capitaine.

Isotta était souple et ne le heurtait jamais de front ; elle se fût brisée contre cette violente nature. Quand, emporté par sa rage de luxure, il se laissait entraîner à quelque horrible forfait, comme celui commis contre la femme du seigneur de Borbona, elle savait se contenir et n'éclatait point en amères récriminations : elle attendait son heure. On comprend qu'elle était une Égérie encore plus qu'une Dalila ; elle avait la tendresse voluptueuse et tranquille d'une femme experte aux choses de la vie, et elle avait compris cette nature ardente et pleine des plus violens contrastes. Elle savait apaiser ses fureurs, le calmer dans sa rage, et le consoler dans ses défaites, alors que, vaincu par Urbin ou par Sforza, humilié par les pontifes, par Venise ou par Aragon, il rentrait impuissant et farouche dans sa Rocca Malatestiana. Non moins habile aux choses du cœur et des sens qu'aux choses de la politique, elle savait temporiser, car elle avait l'expérience de ce terrible caractère : le caprice d'une heure et les fureurs bestiales seraient passagers, tandis que son pouvoir à elle devait durer autant que sa vie. Elle aspirait, en effet, à changer cette inclination en union durable.

Ce fut là sa grande œuvre ; Sigismond l'avait connue jeune fille, vers 1440, mais il n'avait point pris cette liaison au sérieux. En 1443, en effet, il faisait baptiser un fils qu'il venait d'avoir de sa maîtresse, la Vannetta dei Toschi de Fano ; le pape Nicolas V, la

même année, légitimait l'enfant qui devait devenir un jour Robert le Magnifique, le sauveur de Rome et le vainqueur du duc de Calabre. Sigismond, veuf depuis trois années de Geneviève d'Este, fille du marquis de Ferrare, épousait en deuxièmes noces Polyxène Sforza, la fille du duc de Milan (1443). Le premier mariage lui avait donné l'appui de la maison d'Este; en contractant le second, il voulait s'assurer l'alliance du duc de Milan. Il était entendu que ces liens légitimes n'engageaient que les femmes; dès 1444, Malatesta donnait à son Isotta des preuves publiques de son attachement. Sous les yeux de la Sforza, à sa place dans sa tribune, aux luttes et aux tournois, il ne porte d'autre devise que celle de sa maîtresse, « la Rose d'Isotta, » connue dans la numismatique italienne. Il enlace son chiffre au sien, c'est le signe de son cachet, on le retrouve jusque sur les armures des chevaux de ses compagnies, aux murs des monumens, aux frises des autels, au fronton des églises; et il déclare dès lors publiquement que sa destinée est liée à celle de son amante. En 1446, il fait frapper les médailles qui sont dans toutes les collections; en 1450 enfin, du vivant même de la Sforza, il consacre à Isotta une chapelle dans le temple qu'il fait élever; on y reproduit son image sous les traits de l'archange saint Michel, et tandis qu'on cherche vainement aujourd'hui la simple dalle qui recouvre les restes de ses deux premières femmes, on voit se dresser orgueilleux, au mur de la chapelle, le superbe tombeau d'Isotta porté sur les éléphans de l'écusson des Malatesta et se détachant sur le grand manteau d'hermine couronné du cimier des seigneurs de Rimini, avec cette inscription : D.ISOTTÆ.ARIMINENSI.SACRUM.MIIIIL.

Nous avons vu qu'en 1454 elle pressait son amant, devenu veuf de sa seconde femme, de contracter *le vrai mariage*; en 1457, c'est-à-dire deux années après, au lieu de *Isotta Ariminensis*, ou *Ixotta Acti de Actis* (*dei Atti*), nous lisons dans un acte d'état civil tiré de l'archive des pères ermites de San-Agostino de Rimini, cette qualification nouvelle : *Domina Isotta de Malatestis.* — La fille des Atti a atteint le but de ses espérances : elle n'était que favorite, elle est montée sur le trône de Rimini.

Par un passage de la lettre citée plus haut nous apprenons qu'elle avait donné depuis longtemps des héritiers à Sigismond ; elle parle d'abord de son petit Malatesta (il s'appelait Sallustio), elle ajoute plus loin : « Tous nos fils et filles se portent bien. » Sigismond avait profité de la faveur passagère dont il jouissait auprès de Nicolas V à la suite d'une victoire qu'il avait remportée, pour faire légitimer tous ses enfans naturels. La bulle est datée du 30 juin 1450. Or la Sforza était morte le 1er juin de la même année, de sorte que le complaisant pontife avait à peine attendu que les cendres de la seconde femme fussent refroidies pour légitimer les fruits de la

liaison avec Isotta; et si on considère les longs délais que nécessitaient toujours au Vatican l'expédition de ces documens, on en arrivera à conclure que la demande avait été faite du vivant même de Polixène Sforza.

Nous touchons ici à un point grave de la vie de ce condottiere. Tous les historiens l'accusent d'avoir empoisonné Geneviève d'Este, sa première femme, et étranglé la seconde, fille du duc de Milan. L'accusation est formelle : Pie II en fait le chef principal du réquisitoire prononcé en son nom par le fiscal du Vatican, et l'historien Clementini n'hésite pas à spécifier le genre de supplice qui mit fin aux jours de Polixène Sforza; selon lui, il l'aurait étranglée en lui passant au cou une serviette qu'il serra jusqu'à ce que mort s'ensuivit. *Si disse che morisse con un asciugatoio avvoltole strettamente al collo.* Il est bien certain que le trépas de ses deux épouses, qui disparaissent à la fleur de l'âge, coïncidant avec la demande de légitimation des enfans qu'il avait eus d'Isotta, justifie jusqu'à un certain point la rumeur publique, et on est en droit de se demander si, en vertu de l'axiome célèbre : *Is fecit cui prodest*, Isotta ne fut pour rien dans ces résolutions épouvantables. Nous avons compulsé la correspondance qui s'échangea entre le seigneur de Rimini et le marquis de Ferrare, son beau-père, l'année même du meurtre, ainsi que celle adressée à Sforza quelques mois après la mort de Polyxène; pas plus à Milan qu'à Ferrare, on ne semble avoir tenu rigueur à Sigismond et, au moment même où Pie II formule nettement l'accusation et exécute la sentence, les deux cours continuent encore leurs bons offices. L'argument a du poids, Nicolo d'Este recherchera même l'alliance de la maison de Rimini pour une autre de ses filles, et on se demande (encore que tout ce que nous savons de Sigismond rende vraisemblable une aussi monstrueuse supposition), si les historiens, et surtout le Vatican, n'ont pas chargé sa mémoire de plus de crimes qu'il n'en a réellement commis. Passerini, en écrivant la notice sur les Malatesta dans la *Généalogie des familles italiennes*, a été déjà frappé de cette circonstance et n'ose pas condamner Sigismond. Quoi qu'il en soit, la mémoire d'Isotta ne reste point chargée de cette accusation, et quand on voit ce même Pie II, quelques années après la mort des deux rivales d'Isotta, rendre un éclatant témoignage à la mémoire de la compagne de Sigismond, il n'y a pas à hésiter, il faut au moins l'absoudre.

La destinée d'Isotta devait être cruelle; à partir de 1456, elle est presque constamment régente. Sigismond ne cesse de guerroyer, il va du nord au midi, dans le Napolitain, dans les états de l'église, dans la Toscane, dans le Milanais, en Morée, à Raguse, à l'île de Rhodes. Il laisse à sa femme le soin de ses états, dont chaque jour

le Vatican lui enlève un lambeau. On a profité de ses constantes rébellions pour le resserrer dans Rimini, et sa haine contre son voisin, le duc d'Urbin, sera la cause directe de sa perte. Il régnait sur Fano, et son frère Malatesta Novello avait Cesena; Montefeltre lui enlève la première de ces villes, et le saint-siège, à la mort de Novello, réclame la seconde. Il avait eu de sa maîtresse, la Vannetta dei Toschi, un fils, Robert, né en 1440, le seul qui pût revendiquer son trône sur les enfans d'Isotta; celui-ci n'attendait que sa mort pour se déclarer seigneur à l'exclusion des fils que Sigismond avait fait légitimer. Le pontife Paul II suivit la tradition du Vatican et se déclara l'ennemi du seigneur de Rimini. Comme ce dernier était revenu de Morée, affaibli par les fièvres et obligé d'y laisser ses troupes, par conséquent, dans l'impuissance de défendre sa seigneurie contre les efforts du duc d'Urbin, chaque jour lui enlevait une ville ou un château-fort. Le pontife lui envoya le prince de Camerino pour lui proposer de sortir de Rimini menacée et de régner sur un des états de l'église pendant qu'il confierait la défense de la ville à un légat pontifical qui y entrerait à la tête des troupes du saint-siège. A peine le message reçu, Sigismond monte à cheval; il cache un poignard sous son pourpoint et déclare au Broglio (un de ses compagnons d'armes qui nous a laissé une chronique de son temps), qu'il a résolu de poignarder le saint-père. Sept jours durant, il chemine, grelottant la fièvre, sans repos, sans trêve, silencieux et farouche. Un envoyé du pontife le rencontre aux portes de Rome; à première vue, il comprend son exaltation et avertit le saint-père. Le premier jour, celui-ci lui refuse l'audience; le lendemain, comme pour lui faire honneur, il l'entoure des splendeurs d'un cortège pontifical, et Paul II le reçoit entouré de seize cardinaux. Malgré cette imposante assistance, sa main cherche encore son poignard sous sa robe; mais bientôt, se sentant enfermé dans un cercle de fer par les capitaines de l'église qui surveillent ses moindres gestes, il éclate en sanglots, il écume, et se jette aux pieds du pontife en lui rappelant les jours où il menait à la victoire les troupes du Vatican.

Paul II lui laissa Rimini, mais de ces vastes états qui s'étendaient jusque près d'Ancône, il ne lui restait plus que cette seule ville; tous ses châteaux de la plaine et de la montagne étaient aux mains de Montefeltre. Il était devenu pauvre et il lui était interdit de signer un contrat comme condottière avec les princes d'Italie qui étaient en guerre avec l'église; on lui servit une pension comme capitaine des troupes vaticanes. Venise, qui avait déjà pris Ravenne, convoitait sa dernière possession, et son propre fils, qui avait dû prendre du service auprès de Paul II, et qui commandait pour lui à Ponte-Corvo, n'attendait que le moment favorable pour trahir son père,

le saint-siège, et régner à sa place. Sigismond tomba malade à Rieti, où il reçut le médecin chargé par le pontife de venir à son secours; les fièvres qu'il avait contractées en Morée avaient pris un caractère pernicieux : il mourut à cinquante ans, tremblant pour Isotta, à laquelle il laissait le seul état qui constituait son domaine, afin de le transmettre à son fils Salluste.

Placée entre les embûches de Venise, celles du saint-siège, les menaces d'Urbin et les convoitises du fils de Sigismond né d'un autre lit, Isotta ne pouvait que succomber. Elle se sentait perdue et tremblait pour les siens. Le lendemain même de la mort de son mari, Robert Malatesta, qui ne la regardait que comme une marâtre, se présenta au pape et lui demanda l'autorisation de se mettre à la tête des troupes de l'église pour prendre Rimini et livrer la ville à Paul II. Le pape y consentit et l'autorisa même à y conduire ses compagnies; vêtu en paysan il s'introduisit dans la forteresse et, une fois là, il négocia avec Aragon, avec Milan, Florence et même avec Urbin, l'implacable ennemi de son père. Cela fait, il leva le masque, déclarant au pontife « qu'il devait trouver bon qu'il vécût et qu'il mourût dans l'enceinte de la cité où il était né et où reposaient les restes de son père et de ses aïeux. » Paul II forma une nouvelle armée, en donna le commandement à Alessandro Sforza, seigneur de Pesaro, et à Orsini, et on vit le fils de Sigismond, après une éclatante victoire remportée sur ces deux capitaines, forcer le Vatican à capituler. Le saint-siège, en pareil cas, n'avait pas deux politiques; il donna l'investiture à Robert, fils de Sigismond, et celui-ci succéda à son père, de concert avec Isotta.

Une année après, on trouvait le corps de Salluste, l'héritier légitime de Sigismond, dans le puits d'une maison de Rimini, et, après un long récit du meurtre, dont naturellement on rendait responsable un innocent, Robert écrivait au conseil des Dix de la république de Florence les lignes suivantes, où il se dénonce en se défendant d'un crime dont personne encore n'a songé à l'accuser :

« J'ai voulu faire part de ces événemens à Vos Seigneuries, afin d'abord qu'elles fussent bien informées et pour qu'elles comprissent qu'elles ont perdu en Salluste Malatesta un vrai serviteur. Elles auront enfin les preuves de mon innocence et en pourront justifier contre tous ceux qui, bien à tort, voudraient me rendre responsable du crime (1). » Salluste avait vingt-quatre ans; quelques mois après succombait son frère Valerio, et Isotta, qui semblait encore associée au pouvoir, mais qui n'était que la prisonnière de Robert, mourait à petit feu consumée par un poison lent qu'on lui avait versé.

Sixte IV avait succédé à Paul II; il comprit que ce Robert était de

(1) Série *I*.— *Dieci di Balia* (Archives d'état de Florence).

même race que son père Sigismond et pouvait, à un moment donné, devenir un appui solide pour le Vatican. Après avoir été vaincu par lui une seconde fois au bord du lac de Trasimène, il résolut de se l'attacher par des liens solides en lui donnant le titre de capitaine-général des troupes de l'église, avec une solde permanente et sans service. Une occasion formidable allait décider le Vatican à demander à Robert son secours effectif. En 1480, Alphonse, duc de Calabre, fils aîné de Ferdinand d'Aragon, roi de Naples, vint mettre le siège devant Rome; Sixte IV, pris d'une véritable épouvante, jeta un cri d'alarme et appela son nouveau condottière à son secours.

Robert traversa l'Italie à marches forcées, il prit en passant Castel-Gandolfo, Albano et Castel-Savello; le troisième jour, il marcha droit au duc de Calabre et l'attaqua dans son campement à Nettuno. Au moment où il allait commander l'attaque, il passa ses troupes en revue et remarqua parmi les plus jeunes capitaines de compagnies un cavalier à la fière tournure, qui portait une merveilleuse armure toute damasquinée d'or, tandis qu'on lisait sur son front les signes de l'audace et de la résolution. Il s'approcha de lui et demanda son nom: « Je suis Jacopo, fils du grand Piccinnino! » répondit le jeune homme. « Eh bien, s'écria Malatesta, voici pour un fils une occasion de venger la mort de son père dans le sang d'Aragon; » et il lui confia l'aile droite avec trois cents lances. A gauche, il appela les exilés de Naples, les *fuorusciti;* il savait qu'il n'y a pas d'ennemis plus redoutables que ceux qu'animent les haines de la guerre civile. Quant à lui, il se réserva le centre et le commandement général. La victoire fut rapide; Piccinnino fut chargé de poursuivre le duc de Calabre, qui ne dut son salut qu'à la vitesse de son cheval. Robert Malatesta, surnommé le Magnifique, entra triomphalement dans Rome, qu'il venait de sauver; un cardinal tenait la bride de son cheval, le sacré collège tout entier marchait derrière lui; il parcourut en vainqueur toute la cité et fut reçu par le souverain pontife au seuil du Vatican. Mais ces Malatesta étaient tous voués à des destins tragiques; Rome retentissait encore des clameurs de la victoire, quand, tout à coup le bruit de la mort de son libérateur se répandit dans la cité. Robert était à l'agonie dans le palais du cardinal Nardini, son parent; le saint père lui porta le viatique, mais il était trop tard, le vainqueur de Nettuno ne put le reconnaître; la mort avait glacé ses lèvres et fermé ses yeux. Le fils de Sigismond disparaissait à l'âge de quarante ans, enseveli dans son triomphe.

Rome était atterrée, on parlait de poison, et les soupçons se portèrent sur le comte Girolamo Riario, neveu du pape, capitaine des troupes pontificales, qui avait vu d'un œil jaloux la victoire de Malatesta. Pendant le combat il avait essayé déjà de le compromettre et s'était tenu en arrière à la garde des étendards. Machiavel, Sanudo

dans ses *Diarii*, et Jacopo da Volterra, se sont faits les échos de cette rumeur populaire, et Filippo Ugolini dans son *Histoire des ducs d'Urbin*, après avoir chargé la mémoire de Robert du meurtre d'Isotta et de celui de ses deux fils, conclut ainsi : « Ce fut une justice de Dieu que celui qui avait empoisonné les siens mourût aussi par le poison. » Sixte IV, en mémoire de la victoire, fit élever l'église Santa Maria della Pace et il voulut qu'on dressât dans les grottes vaticanes un bas-relief commémoratif représentant le capitaine-général de ses troupes, avec cette inscription : *Veni, vidi, vici.*

Robert laissait plusieurs enfans; l'aîné, surnommé par les habitans de Rimini *Pandolfaccio*, fut l'Augustule de la race dont Sigismond avait été l'Auguste; confirmé dans la seigneurie en mémoire des vertus militaires de son père, il devait vendre un jour son domaine aux Vénitiens, et il allait tomber si bas qu'il devait mendier de cour en cour après avoir perdu ses états par sa perfidie et sa duplicité. Toutes ces seigneuries des Marches et des Romagnes étaient destinées à revenir au saint-siège et devaient former « les Légations. » Une première fois, César Borgia envahit Rimini; puis ce fut le tour d'Adrien IV, qui, en juin 1528, y installa son légat. Rimini, qui le croirait? aimait ses seigneurs et ne se soumit qu'à la force; mais ce grand mouvement de transformation allait s'accomplir : le « vicariat du saint-siège » n'était pas une simple formule de protocole, et la cour d'Urbin elle-même, si fidèle aux pontifes, ne devait pas échapper à son destin.

Malatesta da Verucchio, le grand ancêtre, avait reçu l'investiture vers la fin du XIIIe siècle; dès 1280, il ajoutait à son nom : *dux senior et dominus Ariminensis*, et Pandolfaccio, le dernier seigneur, était déclaré déchu après deux cent cinquante années de pouvoir de la dynastie qu'il représentait.

On voit quelle place ont tenue dans l'histoire générale de l'Italie ces capitaines d'aventure, condottieri devenus souverains. Leur importance politique est en disproportion avec l'étendue de leur territoire; ils se sont fait de la guerre une spécialité; c'est par la guerre qu'ils ont vécu, c'est par elle que s'éteignit leur dynastie. On comprend que c'est une tâche utile et pleine d'enseignement que de se proposer de restituer dans sa vérité historique une de ces petites cours des bords de l'Adriatique, car s'il est incontestable que l'Italie a subi pendant deux siècles la suprématie intellectuelle de la Toscane, il faut cependant reconnaître que, dès les premiers jours de la rénovation, il n'y eut jamais ni monopole ni centralisation. Naples avec Aragon, Rome avec les grands papes du XVe siècle, Milan avec Sforza, Urbin avec Montefeltre, et Ferrare avec Este, tout comme Venise avec le sénat et le grand conseil, et cette petite ville de Rimini avec Sigismond Malatesta : tous eurent leur mouvement

propre, leur initiative et leur part incontestable. Dès que la lumière se fait en Italie, elle se répand depuis le nord jusqu'au midi; — vers 1500, la petite ville de Lecce fut une Athènes, — et il n'y a pas jusqu'aux troubles et aux cruelles dissensions qui ne profitent à la diffusion des connaissances nouvelles. Quand les *fuorusciti* sortent en masse des villes ensanglantées, les plus illustres d'entre eux, poètes errans, bardes attristés, philosophes et jurisconsultes compromis, soldats d'un jour fidèles à leur parti et trahis par la victoire, tous s'en vont de cour en cour, de cité en cité, recevant l'hospitalité partout où ils passent, et ils laissent en échange un sillon lumineux.

Ce sera la gloire de la plupart de ces capitaines d'avoir accueilli à leurs foyers, et les proscrits de l'Orient et les victimes des luttes intestines. Il est évident que, si on veut les peindre au vif, sous les riches brocarts de leurs pourpoints et sous leurs nobles armures, on trouvera des hommes encore abrupts, et les héros des *Trionfi* qui entrent vêtus à l'antique par les brèches des villes prises d'assaut, descendront de leur piédestal. Mais si la douce civilisation n'a pas encore assoupli ces caractères, quelle chaleur généreuse en eux et quel brûlant désir! Ils ont des gestes antiques et des pensers d'autrefois; on dirait, en lisant la correspondance de ces capitaines avec les premiers Médicis, que cette antiquité, dont la plupart se sont épris, va recommencer, et, par le fait, l'Italie, l'antique souveraine, va ressaisir le sceptre et la domination du monde au nom de la forme et de l'idée. Quand l'Europe sort à peine des ténèbres, ces farouches capitaines s'avancent tenant d'une main l'épée et de l'autre le vert laurier; et on est tenté, en face de tant de chaleur et de tant d'enthousiasme, d'oublier leurs forfaits et leurs crimes. Quel que soit l'arrêt définitif de l'histoire, il est certain qu'il y a quelque chose de généreux et de fier dans cette race d'Atrides et qu'un souffle puissant les anime. L'un des plus illustres parmi ces condottieri, au plus beau siècle de l'histoire de l'Italie, a eu la pensée grandiose d'associer à l'immortalité de ses cendres les restes des savans, des poètes et des artistes qui avaient fait de sa cour un foyer de civilisation; son trône s'est écroulé, sa dynastie est éteinte depuis plus de trois siècles, et cette immortalité que Sigismond Malatesta croyait leur dispenser en donnant un asile à leurs cendres dans son temple de Rimini, c'est, au contraire, le génie de ces « pensionnaires » qui va l'assurer à toute sa race.

CHARLES YRIARTE.

LA

GUERRE DU PACIFIQUE

II[1].

OCCUPATION DE PISAGUA. — BATAILLE DE DOLORES. — COMBAT DE TARAPACA. — CHUTE DES PRÉSIDENS PRADO ET DAZA. — COMBAT DE LOS ANGELES. — BATAILLE DE TACNA.

La fortune avait trahi sur mer l'espoir des défenseurs du Pérou. L'audace qui la séduit, l'intrépidité qui la subjugue, la ténacité qui l'enchaîne, aucune de ces qualités n'avait cependant fait défaut à l'amiral Grau et à ses héroïques compagnons. A toute autre époque, elles leur eussent assuré la victoire ou tout au moins elles eussent maintenu la balance égale et le succès indécis entre les deux puissances rivales. La campagne du *Huascar* reste en effet pour les hommes de mer le type achevé des opérations navales modernes. A Iquique, nous avons vu ce cuirassé, dans son combat avec l'*Esmeralda*, recourir avec succès à la manœuvre de l'éperon et couler son adversaire; plus tard, grâce à sa vitesse et à son excessive mobilité, il se dérobe au *Blanco-Encalada;* à Antofagasta, il engage le combat avec deux navires ennemis et les batteries de la côte, évoluant avec une admirable précision, se maintenant hors de portée des projectiles ennemis, frappant à distance et à coup sûr. Dans sa

(1) Voyez la *Revue* du 15 juillet.

dernière lutte enfin, il ne faut pas moins, pour le réduire, que le concours de la flotte chilienne tout entière.

C'est à la vitesse de sa marche qu'il a dû de déconcerter longtemps les combinaisons stratégiques de ses adversaires, de frapper, au moment opportun, des coups inattendus, de les inquiéter, de se soustraire à leurs atteintes et de compenser par sa mobilité la disproportion des forces. Arme à la fois offensive et défensive, sa vitesse lui permit de transporter sur les points vulnérables sa puissante artillerie. Déjà la guerre de sécession avait mis en relief l'absolue nécessité pour l'*Alabama* d'unir aux qualités nécessaires à un croiseur la vitesse, la rapidité d'évolution, et une grande puissance d'artillerie. L'amiral Grau sut tirer de ces qualités du *Huascar* tout le parti possible; il sut également employer avec succès l'attaque par l'éperon et fit preuve d'une rare habileté dans le maniement difficile de cet engin de guerre.

En revanche, il convient de signaler à l'attention des hommes spéciaux les avantages que les Chiliens surent tirer de l'emploi des mitrailleuses légères et des canons-revolvers établis dans les hunes, transportables de bâbord à tribord et pouvant suivre dans leur tir les évolutions du navire. A l'aide de cette artillerie, ils balayèrent à maintes reprises le pont du *Huascar*, achevèrent la destruction de sa tourelle et firent pleuvoir sur ses derniers défenseurs une pluie de projectiles qui paralysa leur suprême effort. Le combat de Lissa était resté jusqu'ici le type du combat naval moderne. Celui de Punta-Angamos nous montre dans le Pacifique les progrès accomplis depuis et ceux qui restent à faire. Il exercera une grande influence sur les combinaisons des ingénieurs de constructions navales et sur les opérations des tacticiens.

Vainqueur sur mer et débarrassé de son terrible adversaire, le gouvernement chilien dirigea toute son attention sur les opérations de terre. Le corps d'armée d'Antofagasta fut renforcé et porté à seize mille hommes, sous les ordres du général Erasmo Escala. Bien vêtus, bien équipés, et pourvus de tout le matériel nécessaire, on en détacha dix mille hommes que l'on embarqua sur l'escadre. Marins, officiers et soldats ignoraient le point de débarquement. Seuls, l'amiral commandant l'escadre, le général en chef et le ministre de la guerre, M. R. Sotomayor, qui les accompagnait, savaient que l'on se dirigeait sur Pisagua.

Le port était d'un accès difficile, mais son occupation par l'armée chilienne devait avoir pour résultat de couper en deux les forces de la coalition, dont les unes étaient massées à Iquique, au sud, et les autres à Arica, au nord. Pisagua se trouvait à peu près à égale distance de ces deux points. Le 2 novembre 1879, l'escadre chilienne se présentait par le travers de Pisagua, longeant la côte et

relevant avec soin les obstacles que la nature et ses ennemis pouvaient lui opposer. Ils étaient redoutables, plus redoutables encore que les chefs chiliens ne le supposaient. Deux batteries à fleur d'eau défendaient l'entrée de la rade; en arrière, les collines qui dominaient la ville n'offraient que des pentes escarpées dont les crêtes servaient de retranchemens aux troupes boliviennes; en troisième ligne enfin et, comme les précédentes, parallèle à la mer, la voie ferrée qui relie Pisagua à l'intérieur avait été convertie en abri pour la réserve et protégée par des pièces d'artillerie.

Sans hésiter on décida l'attaque. Les bâtimens de guerre reçurent l'ordre d'ouvrir le feu contre les batteries de terre, pendant que deux forts détachemens chiliens tenteraient de débarquer au nord de la ville pour la prendre à revers. A sept heures du matin, le feu commença. Le *Cochrane* canonnait le port et le fort du sud; le *Covadonga* et le *Magallanes* s'attaquaient au fort du nord, et le *O'Higgins* couvrait de ses projectiles les points où devait s'effectuer le débarquement. En moins d'une heure, l'escadre chilienne réussit à éteindre les batteries ennemies, et les détachemens furent lancés à l'attaque sous un feu de mousqueterie vigoureusement soutenu. Protégées par les rochers, les maisons, la gare du chemin de fer, les wagons, les sacs de charbon et de salpêtre accumulés, les troupes boliviennes tenaient bon et frappaient à découvert leurs ennemis, ballottés par les vagues dans leurs chaloupes et avançant lentement sur une mer soulevée. Encouragés par cette résistance, les artilleurs péruviens reprirent courage et coururent à leurs pièces. Une seule colonne chilienne avait pris pied à terre, mais ses munitions s'épuisaient et les bâtimens de l'escadre ne pouvaient la protéger de leurs feux sans risquer de l'atteindre. A ce moment, la défaite des Chiliens semblait inévitable, quand par une manœuvre hardie, le *O'Higgins*, se portant en avant, couvrit les hauteurs de ses feux et permit à la colonne épuisée de s'abriter sous les rochers que couronnaient ses ennemis et de reprendre haleine. Puis, entraînés par leurs chefs, ne voyant de salut que dans un suprême effort, les Chiliens se lancèrent à l'assaut de ces pentes escarpées et franchirent les parapets, sur lesquels l'escadre, cessant son feu, vit enfin flotter son drapeau.

La lutte avait duré cinq heures. Les pentes étaient couvertes de morts et de blessés. La colonne d'attaque, composée de deux mille hommes, en avait perdu trois cent cinquante. Les Péruviens et les Boliviens comptaient un plus grand nombre de tués, blessés et prisonniers. L'escadre recueillit ces derniers, qui furent transportés à Valparaiso, et ramena des troupes fraîches pour combler les vides faits dans les rangs.

Si les défaites subies par la marine péruvienne ne lui permettaient

plus de contrarier les opérations navales du Chili ni de disputer le passage à ses cuirassés, cependant quelques croiseurs péruviens tenaient encore la mer, et les bâtimens de transport chiliens, lourdement chargés, ne pouvaient gagner le large qu'à la condition d'être convoyés par des navires de guerre. L'*Union*, le *Pilcomayo* et le *Chalaco* croisaient sur les côtes, évitant tout engagement avec des forces supérieures, mais courant sus aux navires isolés. Le contre-amiral Riberos reçut l'ordre de leur donner la chasse et prit le commandement du *Blanco-Encalada*. Le 17 novembre, il partait de Pisagua; le 18, en vue de Mollendo, il relevait à l'horizon trois colonnes de fumée et, forçant de vitesse, reconnaissait les trois vapeurs péruviens. L'incontestable supériorité de marche de l'*Union* ne permettait pas à l'amiral Riberos de la suivre : gagnant le large, elle disparut promptement à l'horizon. Le *Blanco-Encalada* se mit à la poursuite du *Pilcomayo*. Le navire péruvien fuyait à toute vapeur; son adversaire forçait de marche. Pendant cinq heures et sur un parcours de 60 milles, les deux navires luttèrent de vitesse. Le cuirassé chilien gagnait lentement. A deux heures de l'après-midi, il n'était plus qu'à 5 kilomètres du *Pilcomayo*, qui ouvrit le feu. Son tir, bien dirigé, atteignit à plusieurs reprises le *Blanco-Encalada* en plein flanc, mais sur sa solide cuirasse les boulets glissaient sans l'entamer. L'amiral Riberos ne riposta pas. Acharné à la poursuite, il ne cherchait qu'à diminuer la distance qui séparait encore les deux navires. A trois heures, elle était de 4,300 mètres. Ordre fut donné de faire feu, et le premier projectile chilien vint briser le bout du grand mât de l'ennemi et éclata sur son avant, qui prit feu. Le *Pilcomayo* dut s'arrêter. Lancé à toute vapeur, le *Blanco* approchait si rapidement qu'il put diriger une pleine bordée de ses grands canons, de ses petits canons du pont, et des mitrailleuses des hunes. Profondément atteint, le *Pilcomayo* n'essayait plus de résister. L'incendie redoublait d'intensité à bord et, sur l'ordre du commandant Carlos Ferreiro, les matelots péruviens sabordaient leur navire pour l'empêcher de tomber aux mains de l'ennemi. D'un instant à l'autre, le feu pouvait gagner la soute aux poudres. Sans tenir compte du danger, l'amiral Riberos mit sa frégate bord à bord avec le *Pilcomayo* et fit transborder sur le *Blanco* les officiers et les matelots péruviens, puis, à la tête de son équipage, il attaqua l'incendie. Grâce aux puissantes pompes du cuirassé et à l'emploi des haches, on réussit à le dominer; mais le navire coulait bas, l'eau l'envahissait par les valves ouvertes. Les plongeurs de la frégate chilienne réussirent à boucher la voie d'eau, et le *Pilçomayo*, remorqué par son vainqueur, fut ramené à Valparaiso, où, convenablement réparé et remis à flot, il alla grossir

l'effectif de la marine chilienne. Cette nouvelle capture réduisait la flotte péruvienne, en fait de navires de guerre, à la corvette en bois l'*Union* et aux batteries flottantes *Manco-Capac* et *Atahualpa*, mouillées, l'une à Arica, l'autre au Callao, et immobilisées dans ces ports.

Ce n'était plus sur mer que le Pérou et la Bolivie coalisés entendaient soutenir la lutte contre le Chili. Ils reconnaissaient leur infériorité navale, tout en l'estimant temporaire. On achèterait des navires en Europe, question d'argent; on pouvait faire fond sur le courage et l'audace des matelots péruviens; en quelques mois, on remplacerait la flotte détruite; instruit par l'expérience, on armerait des navires de haute marche et l'on disputerait de nouveau au Chili la possession de l'Océan. Mais, sur terre, le Pérou et la Bolivie se tenaient pour supérieurs. Le combat de Pisagua, non-seulement ne préjugeait rien, mais avait, suivant eux, pour résultat de placer les troupes chiliennes entre deux feux. A La Paz comme à Lima, on tenait pour certain que le triomphe était proche.

En effet, si le coup de main hardi tenté par le Chili contre Pisagua avait réussi, cependant on ne pouvait se dissimuler que le corps de débarquement chilien, isolé sur ce point de la côte, pouvait en être débusqué par une attaque bien combinée, et rejeté à la mer. Pisagua se trouvait entre Iquique, fortement occupé par un corps d'armée péruvien, et Arica, où campait l'avant-garde de l'armée bolivienne. Un peu au nord d'Arica, à Tacna, se trouvait le gros des forces boliviennes. Comme ligne de retraite, les Chiliens n'avaient que la mer. D'Iquique, les alliés pouvaient diriger quatorze mille hommes au nord sur Pisagua. D'Arica, on pouvait lancer une colonne à peu près d'égale force et contraindre le corps chilien à mettre bas les armes ou à s'embarquer sur l'escadre, opération difficile en présence d'un ennemi supérieur en forces. Les présidens du Pérou et de la Bolivie se trouvaient à Tacna et Arica ; un conseil de guerre fut convoqué et un plan de campagne arrêté.

On décida que les deux armées, au lieu de marcher directement, l'une du nord et l'autre du sud, sur Pisagua, effectueraient leur jonction à Dolores, situé entre Iquique et Pisagua et se porteraient ensemble à l'attaque de cette ville. Ce plan avait l'inconvénient d'imposer aux troupes parties de Tacna et d'Arica une fatigue inutile. Pour gagner Dolores, il leur fallait contourner Pisagua, qu'elles laissaient sur leur droite, descendre à Dolores, puis, revenant sur leurs pas, remonter au nord pour livrer combat. Dans cette marche, elles s'exposaient à une attaque de flanc, danger bien inutile à courir. Le but des généraux alliés était d'écraser d'un coup, à l'aide de masses considérables, les défenseurs de Pisagua. Le même résultat pouvait être atteint en abordant Pisagua au nord et au sud et en

faisant de l'objectif de leur attaque le point de ralliement de leurs forces, à la condition toutefois de calculer les distances et les étapes avec une rigoureuse exactitude et d'ouvrir simultanément le feu. Leur plan de campagne adopté, les généraux alliés, maîtres de l'intérieur du pays et du télégraphe, transmirent à Iquique et à Arica les ordres nécessaires, mais ils négligèrent d'occuper les postes télégraphiques. A Pisagua, le commandant chilien ne se dissimulait pas les dangers de sa position. Il ignorait les plans de l'ennemi, mais il n'ignorait pas qu'Iquique possédait une nombreuse garnison péruvienne, que le port était suffisamment fortifié pour résister à une attaque par mer, et que d'un moment à l'autre on pouvait acheminer contre lui la presque totalité de l'effectif qui occupait Iquique. Il savait également que les forces boliviennes, massées à Arica et Tacna, pouvaient l'assaillir par le nord et le prendre entre deux feux. L'attaque la plus imminente était celle qui le menaçait du côté d'Iquique. Il se décida à ne pas l'attendre et à marcher droit au sud sur cette ville. Mais avant d'entreprendre cette marche dangereuse et que les terrains sablonneux de Tarapaca devaient rendre très pénible à ses troupes, il détacha une colonne avec ordre d'aller observer au nord les mouvemens de l'ennemi. Habilement et rapidement manœuvrée, cette colonne réussit à surprendre un poste télégraphique et à s'emparer des communications des alliés. On apprit ainsi dans tous ses détails le plan de campagne de leurs armées et leur concentration imminente à Dolores.

Beaucoup plus rapproché d'Iquique que d'Arica, Dolores devait être occupé d'abord par les forces parties d'Iquique. Elles avaient ordre d'y attendre les contingens boliviens, qui les rejoindraient quelques jours plus tard. Au reçu de ces nouvelles, les généraux chiliens modifièrent leurs dispositions et résolurent, gagnant leurs adversaires de vitesse, d'occuper les hauteurs de Dolores, de s'y fortifier, d'aborder vivement la colonne venant d'Iquique, de la rejeter sur cette ville avant que l'arrivée des troupes boliviennes lui assurât une supériorité numérique trop considérable, puis de remonter au nord à la rencontre des Boliviens et de les repousser sur Arica. Le plan était audacieux, mais il s'imposait. Il fallait ou le tenter ou se rembarquer, abandonnant Pisagua et laissant l'ennemi libre d'y effectuer sa jonction.

Sous les ordres du colonel E. Sotomayor, six mille hommes furent dirigés sur Dolores et en couronnèrent les crêtes. L'eau était abondante, avantage précieux dans ces régions. Au pied des hauteurs occupées par les Chiliens passait la voie ferrée qui reliait Pisagua à Dolores; on s'en servit pour amener l'artillerie et le matériel nécessaire. Les travaux, poussés avec une activité fiévreuse, permirent en peu de temps la construction d'une sorte de camp retranché, à

l'abri duquel les forces chiliennes pouvaient soutenir le choc d'un ennemi supérieur en nombre. Suffisantes pour se tenir sur la défensive, ces mesures ne l'étaient guère pour prendre l'offensive et aborder résolûment l'armée péruvienne. Cette dernière avançait à marches forcées. Le 18 novembre, les éclaireurs chiliens signalaient son avant-garde à quelques kilomètres de Dolores. Immédiatement prévenu par le colonel Sotomayor, le général Escala décida de diriger sur Dolores le surplus des forces dont il disposait à Pisagua. Le matériel très insuffisant du chemin de fer ne permettait pas de transporter ces troupes; elles devaient rallier Dolores en forçant les étapes. Par le fait de ces mesures, Pisagua se trouvait virtuellement évacué. La faible garnison qui l'occupait était hors d'état de résister à une attaque sérieuse. Si, à ce moment, les troupes boliviennes, qui s'avançaient par le nord, se portaient sur Pisagua, elles s'en emparaient sans coup férir; l'armée chilienne, campée à Dolores loin de la côte, séparée de l'escadre qui la ravitaillait, se trouvait cernée et contrainte à capituler, faute de vivres et de munitions. Le général Escala ne se dissimulait pas le danger auquel il s'exposait, mais, bien renseigné par ses éclaireurs, il n'ignorait pas que les contingens boliviens avançaient lentement par une route difficile, et il espérait pouvoir regagner Pisagua à temps pour faire face à ce nouvel ennemi.

Le 19 au matin, le général Escala quittait Pisagua à la tête d'une forte division. Le même jour et à la même heure, l'armée péruvienne se déployait en ligne devant les hauteurs de Dolores, et le général Buendia, qui la commandait, convoquait ses principaux officiers en conseil de guerre. Tous furent d'avis que les Chiliens étaient perdus; l'armée péruvienne comptait douze mille combattans, le colonel Sotomayor n'en avait que cinq mille. Toutefois on décida d'attendre au lendemain pour engager la lutte. On tenait pour certain que le général Daza, avec les contingens péruviens, arriverait dans la nuit et que l'armée chilienne, enserrée de tous côtés, se rendrait ou périrait tout entière. On ne soupçonnait même pas dans l'état-major péruvien que le général Escala arrivait à marches forcées.

La résolution adoptée par les chefs de l'armée péruvienne assurait la jonction des forces d'Escala et de Sotomayor. En vingt-quatre heures, la colonne partie le matin de Pisagua devait arriver à Dolores, mais soit ignorance des mouvemens de son chef, soit désir d'attacher son nom à une bataille importante, soit crainte d'être pris à revers par l'avant-garde bolivienne, le colonel Sotomayor décida d'engager le combat sans attendre les renforts que lui amenait Escala. Sûr de ses troupes et confiant dans la force des positions qu'il occupait, il prit toutes ses mesures pour brusquer l'attaque. A trois heures de

l'après-midi, au moment où une colonne péruvienne manœuvrait pour changer de position, une batterie de montagne placée au centre de la ligne chilienne ouvrit le feu sur elle. Contrairement aux ordres de ses chefs, cette dernière riposta par un feu d'artillerie et de mousqueterie, et en peu d'instans l'action devint générale. L'artillerie péruvienne concentra son feu sur les hauteurs, mais les pièces chiliennes, bien servies et mieux pointées, ripostaient avec vigueur. Sur les ordres du général Buendia, on forma une puissante colonne d'attaque. Dissimulée derrière un repli de terrain, elle devait, à un signal donné, franchir rapidement l'espace découvert qui la séparait du pied des hauteurs, là, reprendre haleine et se lancer à l'assaut des mamelons. Ce mouvement s'exécuta avec ensemble. L'artillerie péruvienne redouble de violence, puis brusquement cesse son feu. Les troupes parcourent avec élan l'espace découvert, et momentanément abrités contre les projectiles des Chiliens, se forment en colonnes d'assaut. Rapidement elles gravissent les pentes, accueillies à mi-côte par un feu plongeant qui troue leurs rangs, mais ne ralentit pas leur marche. Déjà elles touchent aux batteries ; encore un effort, et le camp chilien est emporté. A si courte distance, l'artillerie devient impuissante, on lutte corps à corps. A ce moment, le colonel Sotomayor fait avancer sa dernière réserve, les bataillons de Copiapo et de Coquimbo, recrutés parmi les mineurs de ces localités, hommes solides et vigoureux, endurcis aux fatigues, habitués à lutter contre les Indiens, et à ne pas compter leurs ennemis. Sans tirer un coup de feu, ils marchent la baïonnette en avant, rejettent les assaillans sur les pentes qu'ils descendent eux-mêmes emportés par un irrésistible élan et viennent foncer sur les masses profondes de l'armée péruvienne. Trois fois ramenés en arrière, ils reviennent trois fois à l'attaque. Pour les contenir, l'artillerie péruvienne rouvre le feu, mais dans cette mêlée confuse ses projectiles font plus de mal à ses propres troupes qu'aux Chiliens. Assaillis sur leur front par les bataillons de Copiapo et de Coquimbo, qui s'efforcent de s'ouvrir un passage, sur l'arrière par un feu d'artillerie qui les déconcerte, les bataillons péruviens hésitent. Le colonel Sotomayor dirige contre eux un feu nourri et une nouvelle charge à la baïonnette.

Voyant le sort de la journée compromis, le général Buendia ramène à lui son aile droite. Tenue en respect par une batterie de canons Krupp postée sur la hauteur, elle n'avait pu tenter l'assaut de ce côté. Le général péruvien lui donne l'ordre de se porter sur la gauche et de soutenir le choc des bataillons de Copiapo et de Coquimbo. L'arrivée de ces troupes fraîches peut ramener la victoire. Devant ce nouveau danger le colonel Sotomayor n'hésite pas. Dégarnissant les pentes que menaçait l'aile droite de Buendia, il fait

transporter en toute hâte sa batterie Krupp sur le versant menacé et couvre de son feu les colonnes péruviennes qui reculent et que les bataillons de Copiapo et de Coquimbo achèvent d'enfoncer. La déroute est complète. A cinq heures du soir, l'armée péruvienne était en pleine retraite. La retraite s'opérait avec un certain ordre, malgré les feux de l'artillerie chilienne et la poursuite de quelques corps déployés en tirailleurs, quand, à la nuit tombante, survint un phénomène, assez fréquent dans ces déserts et connu sous le nom de *camanchaca*, qui convertit cette retraite en débandade. Un brouillard intense et subit cachait aux fuyards jusqu'à la vue du sol sur lequel ils marchaient. Errantes et perdues dans cette brume, les compagnies se heurtaient les unes aux autres, ignorant la direction qu'elles suivaient, prenant leurs clameurs confuses, le bruit sourd de l'artillerie, le piaffement des chevaux, les mille rumeurs d'une armée en retraite, pour les mouvemens d'un ennemi acharné à leur poursuite. Épuisés de fatigue, sans repos depuis la veille, séparés de leurs approvisionnemens, les soldats fuyaient au hasard, abandonnant leurs blessés, leur artillerie démontée, leurs armes, et un matériel considérable.

A ce moment même, l'avant-garde du général Escala atteignait Dolores après une marche forcée de douze heures. Les renforts qu'il amenait pouvaient achever d'anéantir l'armée péruvienne, mais le général chilien n'osait croire à une victoire aussi complète. Il lui semblait impossible que douze mille hommes d'excellentes troupes eussent été mis en pleine déroute par une division inférieure de plus de moitié. Il ne doutait pas que l'armée péruvienne n'eût été repoussée, mais il la croyait ralliée à peu de distance et se préparant à reprendre l'offensive au point du jour. Résistant donc aux instances du colonel Sotomayor, il se refusa à lancer ses troupes à la poursuite des fuyards. Exténuées d'ailleurs par une marche excessive, elles avaient besoin d'une nuit de repos pour faire face à la lutte que le général Escala prévoyait pour le lendemain. Le lendemain, l'ennemi ne parut pas. Les premiers détachemens envoyés en reconnaissance ramenèrent des fugitifs et des blessés. Par eux l'on apprit l'étendue du désastre de l'armée péruvienne. Le sol jonché d'armes, de fourgons, de munitions, attestait une fuite désordonnée. Nulle part on ne rencontra un détachement en état de résister à une simple reconnaissance. La cavalerie était entièrement dispersée, l'artillerie avait abandonné ses canons. Tout le matériel restait aux mains de l'armée chilienne, à laquelle sa victoire ne coûtait pas plus de 250 hommes.

Que faisait pendant ce temps le général Daza à la tête des contingens boliviens? Parti le 11 novembre d'Arica, au milieu de l'enthousiasme général des habitans, il devait rallier Dolores et y effectuer sa jonction avec le général Buendia le 17. Le 20, jour de la

bataille, il n'était pas encore arrivé. Ni lui ni ses officiers n'avaient prévu les difficultés de la marche dans ces déserts, où l'eau faisait défaut, où les routes tracées manquaient, où les chariots de l'artillerie enfonçaient dans un sable épais dont la poussière alcaline aveuglait les animaux. Le 16 novembre, il se trouvait seulement un peu au sud du fleuve Camarones, à 18 lieues au nord de Dolores, dont le séparait un désert semblable à celui qu'il venait de franchir. Le général Daza calcula qu'il lui serait impossible d'arriver au jour dit. Découragé et rebuté par les difficultés de la route, doutant du succès, il fit halte. Il ne se dissimulait pas que, s'il était battu, c'en était fait de son pouvoir présidentiel. Il savait qu'à La Paz, capitale de la Bolivie, ses compétiteurs et ses ennemis n'attendaient qu'une occasion favorable pour le renverser et mettaient son absence à profit pour conspirer contre lui. D'autre part, il était irrité de la jactance des officiers péruviens qui, au moment de son départ d'Arica, affirmaient bien haut que Buendia suffirait seul à mettre en fuite l'armée chilienne. Entre le pouvoir suprême et le succès de la campagne Daza n'hésita pas. Il donna ordre à son corps d'armée de camper et télégraphia au général Prado, président du Pérou, les difficultés qu'il éprouvait à pousser plus avant.

Resté à Arica, le général Prado partageait toutes les illusions de son état-major. Il ne doutait pas que Buendia, à la tête de 12,000 hommes de bonnes troupes, n'eût facilement raison de 5,000 Chiliens. Se souciant peu de partager avec son collègue bolivien l'éclat d'un triomphé assuré, il lui fit dire qu'il l'approuvait de ne pas s'engager plus avant et que, d'ailleurs, en sa qualité de général en chef, il avait donné l'ordre à Buendia d'attaquer sans attendre l'arrivée de Daza. Il l'invitait donc à laisser reposer ses troupes et à pousser en avant quelques reconnaissances qui l'aviseraient de la retraite des troupes chiliennes, auxquelles il pourrait barrer le passage et dont il achèverait la déroute. Ces instructions s'accordaient trop bien avec les désirs du général Daza pour qu'il hésitât à s'y conformer, mais quand ses troupes comprirent le rôle auquel elles étaient condamnées, le mécontentement le plus vif éclata dans leurs rangs. On alla jusqu'à parler de destituer et de fusiller comme traître à la Bolivie le président accusé hautement de lâcheté. Daza réussit à calmer l'explosion. A la tête de quelques corps de cavalerie légère, il se porta en avant de son campement et, le 20, il entendait à distance le grondement de l'artillerie péruvienne qui ouvrait le feu contre les hauteurs de Dolores. Des blessés lui apprirent la défaite essuyée et, en toute hâte, il se replia avec ses troupes sur Arica.

Les premiers fuyards qui apportèrent à Iquique les nouvelles du combat furent accueillis avec une incrédulité railleuse. D'heure en

heure leur nombre augmentait, leurs récits concordaient. Une dépêche du général Buendia vint confirmer l'étendue du désastre. Il annonçait qu'il se repliait sur Tarapaca, où il espérait rallier les débris de ses colonnes et demandait l'envoi immédiat de toutes les troupes qui occupaient encore Iquique. C'était l'évacuation de la place, mais elle était désormais inévitable. Bloquée par l'escadre chilienne, sur le point d'être prise à revers par l'ennemi victorieux, Iquique ne pouvait résister. Mieux valait encore se rendre à l'appel de Buendia et tenter à Tarapaca une résistance désespérée que capituler sans combat dans une place sans issue. Mornes et farouches les troupes défilèrent en rangs serrés, pendant que les compagnies de débarquement des bâtimens de guerre chiliens prenaient paisiblement possession de la ville abandonnée.

Buendia avait réussi, non sans peine, à gagner Tarapaca, petit bourg de douze cents habitans, situé à 10 lieues environ de Dolores, sur les bords d'une rivière, au fond d'une étroite vallée qui, descendant de la Cordillère, aboutit au désert. Resserrée entre deux chaînes de collines, large tout au plus de 1 kilomètre, la vallée n'avait d'autre issue que sur les plaines de sable qui la séparent de Dolores et dans lesquelles erraient les débris de l'armée péruvienne. Buendia avait avec lui son chef d'état-major, le colonel Belisario Suarez, vaillant soldat, d'une indomptable énergie, doué d'une force de résistance extraordinaire, qui réussit à relever un peu le courage de son chef et le moral des troupes qui l'accompagnaient. Aussitôt arrivé à Tarapaca, il lança des messagers dans toutes les directions pour rallier les fugitifs. Mourans de faim et de soif, ils accoururent à son appel et trouvèrent à Tarapaca de l'eau, des vivres, du repos, et un commencement d'organisation. En quelques jours, plus de deux mille hommes avaient rejoint Tarapaca ; le 26 novembre, les colonnes parties d'Iquique arrivaient au camp avec un convoi de vivres et de munitions. Elles y apportaient un esprit nouveau, l'ardent désir d'une revanche, la conviction qu'elles ne pouvaient compter que sur elles-mêmes, que vaincues elles étaient perdues, et la résolution froide de vendre chèrement leur vie. La ligne de retraite dans la direction d'Arica leur serait évidemment barrée par l'armée chilienne ; mais il fallait à tout prix forcer le passage. Pour éclairer sa route, le général Buendia expédia une colonne de quinze cents hommes, avec ordre de s'assurer que l'issue de la vallée était libre. Il devait la suivre avec le gros de ses troupes, auquel une nuit de repos était nécessaire encore. Dans l'obscurité, cette colonne côtoya, sans les voir, les avant-gardes chiliennes et fit halte à trois lieues de Tarapaca.

A la suite de la bataille de Dolores, on a vu que le colonel chilien Sotomayor avait vainement insisté auprès du général Escala pour

obtenir qu'une partie des renforts arrivés après le combat fussent lancés à la poursuite des débris de l'armée péruvienne. Ce ne fut que le lendemain que le général Escala autorisa enfin le colonel Sotomayor à quitter Dolores et à entrer en campagne. Renseigné sur la marche de Buendia, Sotomayor occupait l'ouverture de la vallée au moment même où l'avant-garde péruvienne venait de la franchir. Buendia, acculé, privé de la meilleure partie de ses troupes, surpris en outre à l'improviste, allait être obligé d'accepter le combat dans les conditions les plus défavorables. Il semblait perdu ; ses soldats et lui n'avaient plus qu'à lutter en désespérés.

A huit heures du matin, Buendia, rassuré sur le sort de son avant-garde, qui n'avait pas rencontré l'ennemi, se préparait à lever le camp de Tarapaca et à donner l'ordre du départ quand on signala la présence d'une colonne chilienne. Commandée par le lieutenant-colonel Vergara, elle avait gagné dans la nuit les hauteurs qui dominaient Tarapaca au nord. Couronnant ces crêtes, elle se préparait à aborder celles du sud, plus élevées, et à enfermer les Péruviens dans un cercle de feux. Pour gagner les mamelons du sud, la colonne chilienne devait redescendre dans le ravin et gravir les pentes opposées. Deux autres colonnes débouchaient également sur Tarapaca, remontant le cours de la vallée, dont elles fermaient l'issue. Surpris par cette attaque imprévue, Buendia expédia en toute hâte un messager pour transmettre l'ordre à son avant-garde de revenir à marches forcées sur Tarapaca. Escorté du colonel Suarez, il parcourut les rangs de ses troupes pour les encourager à la résistance; leur attitude révélait une résolution froide, la conscience du danger, la hâte d'en venir aux mains et de venger sur l'ennemi les outrages de la fortune. Le premier choc fut terrible. Les bataillons péruviens se ruent sur la colonne chilienne, qui hésite et recule. Les deux autres avancent pour la soutenir, mais leur artillerie ne peut entrer en ligne, on se bat corps à corps; les canons chiliens, pris et repris, sont démontés, les attelages tués. A une heure de l'après-midi, les Péruviens l'emportaient. Une charge de cavalerie chilienne permet à l'infanterie de reprendre haleine; les rangs se reforment, le combat recommence. De part et d'autre, on ne fait pas de prisonniers. Les troupes de Buendia commencent à plier, il donne l'ordre de battre en retraite; mais, à ce moment même, la tête de colonne de son avant-garde débouchait sur le champ de bataille.

A la vue du renfort qui leur arrive, les Péruviens font volte-face et attaquent de nouveau l'ennemi, surpris par cette brusque offensive. Rejetés sur le village, les Chiliens s'embusquent dans les maisons, derrière les haies. Ils sentent que la victoire leur échappe, mais ils combattent avec énergie. Pour avoir raison de leur résistance, les Péruviens incendient les toits de chaume, qui s'écroulent

sur les combattans exténués de fatigue, de faim et de soif. A cinq heures du soir, l'armée péruvienne reste maîtresse du champ de bataille; les colonnes chiliennes battent en retraite, laissant sur le terrain quarante-neuf officiers, plus du tiers de leur effectif, quatre canons et cinquante-six prisonniers seulement. Ce dernier chiffre indique l'acharnement de la lutte : on avait tué de part et d'autre tout ce qui résistait. Épuisés par cette lutte sanglante, les vainqueurs sont hors d'état de poursuivre les vaincus. Buendia, redoutant l'arrivée de nouveaux contingens chiliens, ne laisse à ses hommes que six heures de repos. A onze heures du soir, l'armée péruvienne s'ébranle; les morts, les mourans, les blessés sont abandonnés et les flammes de l'incendie éclairent au loin la marche des deux armées, qui s'enfoncent dans le désert. Tarapaca demeure vide. Le lendemain, un corps d'armée chilien de cinq mille hommes, expédié de Dolores, venait l'occuper, justifiant ainsi les prévisions du général Buendia.

Cette victoire sanglante et si chèrement achetée était due à l'héroïque ténacité des troupes péruviennes. Tour à tour vaincues et victorieuses, elles avaient lutté avec l'énergie du désespoir, mais ce combat, plus acharné que celui de Dolores, ne pouvait avoir les mêmes résultats. S'il sauvait l'honneur, il ne ramenait pas la fortune. La retraite de Buendia n'en fut ni moins pénible ni moins douloureuse. Ses troupes exténuées mirent vingt jours à franchir les 40 lieues qui les séparaient d'Arica. Obligées de longer les pentes abruptes de la Cordillère pour éviter les Chiliens, maîtres de la plaine, cheminant la nuit par un froid intense, campant le jour sans abri, sous un soleil implacable, rencontrant rarement une source où étancher leur soif, réduites à l'eau infecte de mares stagnantes, traversant de loin en loin des hameaux ravagés dont les habitans avaient fui, emportant leurs misérables vivres, ces colonnes atteignirent Arica dans un état déplorable. La moitié était restée en route. Pour se soustraire à d'intolérables souffrances, les uns s'étaient tués; la faim, la soif, la maladie avaient emporté les autres. En dépit du sanglant combat de Tarapaca, le désert d'Atacama, les ports d'Antofagasta, de Cobija, Iquique, Pisagua, 120 lieues de côtes enfin, restaient au pouvoir du Chili.

Immobile à Arica, où le retenait, disait-il, le mauvais état de sa santé, le général Prado, président du Pérou, apprenait coup sur coup la prise de Pisagua, la perte de la bataille de Dolores, l'évacuation d'Iquique, l'inutile victoire de Tarapaca, la retraite des troupes alliées, dont les débris ralliaient Arica en désordre. Sans partager entièrement, au début, la confiance aveugle de ses compatriotes dans leur supériorité militaire, le président du Pérou n'avait ni prévu ni pris les mesures nécessaires pour parer à d'aussi

grands désastres. Dans le trouble où ces nouvelles le jetaient, il accueillait sans réflexion les accusations que son entourage portait hautement contre les troupes boliviennes et le général Buendia. A les en croire, les défaites essuyées étaient dues au défaut de concours des Boliviens, auxquels le général Prado lui-même avait donné ordre de faire halte sur les rives du Camarones et d'y attendre le résultat de la bataille de Dolores. Au général Buendia on reprochait son incapacité et son imprévoyance. Oubliant son héroïque résistance à Tarapaca et sa difficile retraite, le général Prado lui retira son commandement pour le donner à l'amiral Montero, homme remuant et aventureux, compromis dans maintes tentatives de révolution. Buendia ainsi que son état-major fut, en outre, décrété d'accusation et traduit devant un conseil de guerre.

En se refusant à prendre lui-même le commandement de l'armée, en alléguant pour rester à Arica l'état de sa santé, le président du Pérou avait obéi à des considérations personnelles, à la crainte de compromettre son pouvoir, qu'il sentait à la merci d'un insuccès militaire. Il savait, par une expérience chèrement acquise, comment se font et se renversent les présidens au Pérou. Une insurrection l'avait porté au pouvoir, une insurrection pouvait l'en chasser. L'oreille constamment tendue aux bruits qui lui venaient de Lima, il discernait de sourdes rumeurs de mécontentement. Les factions hostiles s'agitaient, elles lui reprochaient hautement son inaction; l'orgueil national, violemment surexcité, lui attribuait toute la responsabilité des événemens, et quelques meneurs audacieux se servaient des revers du pays pour entraîner et soulever les masses.

Parmi eux et au premier rang figurait don Nicolas Pierola, ancien ministre des finances, adversaire acharné du général Prado. Décrété d'accusation en 1872 comme dilapidateur des deniers publics, on l'avait accusé, mais sans preuves, d'avoir été l'un des instigateurs de l'assassinat de Pardo, prédécesseur de Prado au fauteuil présidentiel. Réfugié au Chili, Pierola avait suivi avec attention les événemens qui amenèrent la guerre. Obéissant, disait-il, à son patriotisme, qui ne lui permettait pas d'assister sans y prendre part à une lutte d'où dépendait le sort du Pérou, il était revenu à Lima; son prestige de conspirateur et son audace bien connue l'avaient fait accueillir par les ennemis du président Prado. La populace de Lima voyait en lui un chef résolu, le seul homme capable, disait-on, de vaincre le Chili. Nommé colonel de la garde nationale, il disposait à son gré de cette force militaire, maîtresse de la ville depuis le départ d'une partie de l'armée pour le sud.

Mieux renseigné par ses partisans sur ce qui se passait à Lima qu'il ne l'avait été par ses généraux sur les opérations de l'armée chilienne, Prado se décida à quitter Arica et à revenir à Lima, où sa

présence pouvait peut-être sauver son pouvoir menacé. Quelques amis seuls furent mis dans la confidence de cette résolution ; on ne la sut à Lima qu'en apprenant son débarquement au Callao. Ce brusque retour était fait pour dérouter les plans de ses adversaires s'il eût coïncidé avec la nouvelle d'une victoire, mais le navire qui ramenait Prado apportait aussi des détails sur les revers subis. Un instant déconcertés, les conspirateurs reprirent courage. Pierola d'ailleurs n'était pas homme à se laisser facilement abattre. Avec son expérience des mouvemens insurrectionnels au Pérou, Prado se rendit compte dès les premiers jours de son retour de la gravité de la situation. Accueilli dans la capitale par un morne silence, il voyait s'éloigner de lui ses partisans et faisait vainement appel à la nécessité de s'unir dans un effort suprême pour résister à l'ennemi extérieur. Il alla même jusqu'à faire venir Pierola et lui offrit un portefeuille. Pierola refusa brutalement, avec le dédain d'un homme qui se sent soutenu par l'opinion publique.

Prado se vit perdu. D'une heure à l'autre, l'insurrection triomphante pouvait éclater dans les rues de Lima ; il en serait la première victime. Au point où en étaient les choses, il ne cherchait plus qu'à sauver sa vie. Le 18 décembre, il présida son conseil avec le plus grand calme apparent, expédia les affaires courantes, et annonça qu'il visiterait, dans l'après-midi, les forts du Callao pour s'assurer, par lui-même, de leurs approvisionnemens. En effet, à trois heures, il prenait le train pour Le Callao et deux heures après on lisait sur les murs de Lima la proclamation suivante :

« *Le président constitutionnel de la république à la nation et à l'armée.*

« Concitoyens,

« Les intérêts suprêmes de la patrie me commandent de partir pour l'étranger.

« Je m'éloigne de vous temporairement. Il faut des raisons bien fortes pour que je m'y décide à un moment où ma présence ici peut paraître si nécessaire. Les motifs qui me décident sont en effet très graves et très puissans.

« Respectez ma résolution. J'ai le droit de vous le demander après tous les services que j'ai rendus à l'état.

« Soldats,

« Si nos armées ont subi quelques revers dans les premiers jours

de novembre, le 27 du même mois, elles se sont couvertes de gloire à Tarapaca. Quelles que soient les circonstances, vous imiterez, je le sais, l'exemple que vous ont donné vos frères du Sud.

« Ayez confiance dans votre concitoyen et ami.

« M.-J. Prado. »

Suivait un décret qui remettait le pouvoir suprême aux mains du vice-président.

Prado avait tout préparé pour sa fuite. Il s'embarquait secrètement à bord du *Paita,* vapeur de la compagnie anglaise du Pacifique, à destination de Panama. Il se rendait, disait-il, aux États-Unis et en Europe, pour y acheter des vaisseaux de guerre, des armes et des munitions. De Guayaquil, il adressait à ses amis de Lima une longue lettre pour justifier son départ : « Je reviendrai bientôt, ajoutait-il ; j'assurerai au Pérou une victoire éclatante ou je serai enseveli dans ses flots. »

Le départ de Prado laissait le champ libre à toutes les convoitises ; la colère et l'indignation de la population favorisaient les visées des ambitieux. Le vice-président, général La Puerta, était, disait-on, hors d'état, vu son âge et ses infirmités, de porter le fardeau du pouvoir dans des circonstances aussi critiques. Les partisans de Pierola réclamaient hautement sa nomination comme dictateur. Un dictateur seul pouvait sauver le Pérou. Devait-on confier le commandement de l'armée péruvienne au général Daza, président de la Bolivie, comme le demandaient quelques-uns, et consacrer ainsi l'abaissement du Pérou ?

Le gouvernement résistait. Le ministre de la guerre, La Cotera, à la tête de quelques bataillons fidèles, contenait la populace, mais le mécontentement se faisait jour parmi les troupes. Sollicitées par les partisans de Pierola, indignées par la fuite de Prado, elles hésitaient. Dans la soirée du 21 décembre, le mouvement éclata. Un bataillon prit les armes et se déclara pour Pierola. Sommé de rentrer dans le devoir par le général La Cotera, il refusa et occupa militairement sa caserne. La Cotera engagea résolûment le combat. Soutenu par quatre pièces d'artillerie, il attaqua la caserne et était sur le point de l'emporter quand il reçut avis que des bandes d'insurgés menaçaient le palais du gouvernement. Pierola, à la tête de son bataillon, en occupait les issues. La Cotera se porta à sa rencontre, et une lutte acharnée s'engagea sur la place et dans les rues voisines. La discipline des troupes restées fidèles et l'énergie de La Cotera l'emportèrent ; les insurgés perdirent plus de trois cents

hommes, et le combat fut suspendu dans la nuit, mais Pierola n'était pas homme à abandonner la partie. Redoutant qu'une lutte trop prolongée ne décourageât ses adhérens, il quitta brusquement Lima à leur tête, entraînant avec lui la populace soulevée et se porta sur Le Callao, port militaire et faubourg de Lima. Il avait de sérieuses intelligences dans la place; les forts et l'arsenal lui ouvrirent leurs portes. Maître du Callao, il tenait la clé de la capitale, où le gouvernement se maintenait avec peine au milieu de l'irritation publique. Cantonné dans les forts, il pouvait braver les forces de La Cotera, qui ne tenta pas de le suivre.

Lima offrait alors le spectacle d'une ville en pleine révolution. Tout commerce était suspendu. Les rues silencieuses retentissaient par intervalles de violentes clameurs, du pas cadencé des soldats, du roulement de l'artillerie. Des bandes armées menaçaient les principaux édifices, se dispersant devant les troupes pour se reformer plus loin. Sollicité de déposer le pouvoir en faveur de Pierola, le vice-président tenait bon et se refusait à tout compromis. Sur ses ordres, le général La Cotera dut marcher contre Pierola et tenter de le débusquer du Callao. Accueilli dès sa sortie de la ville par un feu de mousqueterie, La Cotera comprit, à l'hésitation de ses troupes, dont le nombre diminuait d'heure en heure, qu'il allait au-devant d'un échec certain. Rentré à Lima, il rendit compte au vice-président de l'impuissance dans laquelle il se trouvait d'exécuter ses ordres. La Puerta donna sa démission, et le 23 décembre au matin, Pierola rentrait triomphant à Lima, salué par les acclamations de la populace comme chef suprême de l'état. Concentrant tous les pouvoirs entre ses mains, il ajouta à ce titre celui de « protecteur de la race indigène, » pour s'assurer le concours des Indiens et du bas peuple, et s'occupa sans retard d'organiser son gouvernement. Les chefs de l'armée du Sud et Montero lui-même, ennemi et rival de Pierola, reconnurent sans difficulté son autorité; ils avaient à se faire pardonner leurs insuccès, et à la distance où elles se trouvaient, leurs troupes épuisées étaient hors d'état de tenter un mouvement insurrectionnel.

Pendant qu'une révolution s'accomplissait à Lima, l'amiral Montero, commandant en chef de l'armée péruvienne, recevait à Arica les bataillons épuisés que le général Buendia ramenait de Tarapaca. Malgré sa glorieuse résistance et son inutile victoire, Buendia apprit en arrivant à Arica qu'il était relevé de son commandement et traduit devant un conseil de guerre. L'amiral Montero ne lui permit même pas de rentrer dans la ville à la tête de ses troupes. Il avait hâte d'affirmer sa suprématie. En vertu du traité d'alliance conclu au début de la guerre entre la Bolivie et le Pérou, le commandement en chef des armées alliées revenait au président de la Bolivie, le

général Prado ayant pris la fuite et Pierola étant retenu à Lima. Mais l'amiral Montero était peu disposé à reconnaître l'autorité suprême du président Daza. Retiré à Tacna, à quelques lieues d'Arica, à la tête des contingens boliviens, le général Daza sentait, lui aussi, que son autorité présidentielle était en péril. A La Paz, capitale de la Bolivie, on signalait des menées insurrectionnelles; on reprochait à Daza son inaction, que l'on qualifiait de lâcheté et de trahison. Les officiers et les soldats péruviens renchérissaient sur ces accusations. Ils reprochaient à Daza de leur avoir laissé porter tout le fardeau de la lutte, de s'être toujours tenu loin du péril et de n'avoir pris aucune part aux combats de Pisagua, de Dolores et de Tarapaca. L'alliance était fortement compromise; Daza, en conflit perpétuel avec son collègue péruvien, avait quitté Arica. Campé à Tacna, sur la route de sa capitale, il n'aspirait qu'à y rentrer pour affermir son autorité menacée, contre-carrer les menées de ses adversaires et éviter le sort de Prado; mais il lui était difficile, dans les conjonctures présentes, de battre complètement en retraite et de donner raison aux accusations de ses alliés et de ses ennemis. Il cherchait un prétexte pour tout concilier.

Un conseil de guerre convoqué à Arica pour arrêter un plan de campagne le lui fournit. Il se rendit à l'appel de l'amiral Montero, et la délibération s'ouvrit le 27 décembre entre les généraux péruviens et boliviens. Le président Daza communiqua son plan. Il proposait de retourner en Bolivie pour recruter et renforcer son armée; puis, suivant la ligne de la Cordillère, il la franchirait au sud pour attaquer par derrière l'armée chilienne, que les troupes péruviennes aborderaient de front. Ce plan impraticable déguisait mal les préoccupations toutes personnelles du président de la Bolivie; aussi fut-il accueilli avec le plus vif mécontentement par les officiers péruviens et par les officiers boliviens eux-mêmes. Ces derniers, exaspérés par les reproches de leurs alliés et leur propre inaction, supportaient avec peine depuis longtemps l'impéritie et la jactance de leur général en chef. Ils savaient qu'à La Paz l'opinion se prononçait de plus en plus contre Daza. Son attitude au conseil de guerre, l'absurdité de son plan de campagne, le rôle honteux auquel ils se trouvaient condamnés si son opinion prévalait, les décida à en finir et à renverser Daza. L'amiral Montero les encourageait sous main. Des avis furent immédiatement transmis au camp de Tacna de la salle même du conseil, où la discussion se prolongea tout le jour; l'amiral Montero, tenu au courant de tout ce qui se préparait, la traînait en longueur, tantôt élevant des objections que Daza s'évertuait à réfuter, tantôt feignant de se rallier à son opinion. A quatre heures, on se séparait sans conclure, mais en apparence sans rup-

ture, et l'amiral Montero accompagnait à la gare le président de la Bolivie quand, au moment de monter dans le train, ce dernier reçut une dépêche qui le frappa de stupeur. On lui annonçait que le camp de Tacna était en pleine insurrection, que ses officiers et ses soldats venaient de proclamer sa déchéance et son remplacement par le colonel Camacho.

Ce que la dépêche ne disait pas, c'est qu'un peloton d'exécution attendait à Tacna l'arrivée du train qui devait ramener le président Daza pour le passer par les armes. Soit qu'il soupçonnât le danger, soit plus vraisemblablement qu'il se fît encore des illusions sur l'importance de son rôle et l'étendue de son pouvoir, il resta à Arica et somma l'amiral Montero de faire immédiatement marcher ses troupes sur Tacna pour punir les révoltés et le réintégrer dans son commandement. Instigateur et complice du mouvement, Montero lui remontra avec le plus grand sang-froid qu'il ne pouvait agir sans les ordres de son gouvernement, ni risquer une bataille entre les deux armées alliées pour l'imposer à ses troupes insurgées et à La Paz révoltée. Abandonné de tous, le président Daza s'embarqua pour l'Angleterre.

A quelques jours d'intervalle, les deux présidens du Pérou et de la Bolivie disparaissaient de la scène politique et du théâtre des opérations militaires. Tout deux avaient, sinon voulu, tout au moins accepté la guerre désastreuse que leur imposait un parti turbulent; tous deux avaient sacrifié au souci de leur popularité, à leur maintien au pouvoir, leurs convictions personnelles et le bien de l'état; tous deux tombaient à la même heure victimes de revers qu'ils n'avaient su ni conjurer ni prévoir.

Le *pronunciamiento* militaire qui renversait Daza et le remplaçait, à la tête de l'armée bolivienne, par le colonel Camacho avait été préparé à La Paz, où la nouvelle fut accueillie non-seulement sans surprise, mais encore avec enthousiasme. Le général Narciso Campero, homme énergique et capable, fut appelé à la présidence. Son accession était vivement désirée de la population. Uni au colonel Camacho par les liens d'une étroite amitié et d'une mutuelle confiance, son premier acte fut de confirmer le choix fait par l'armée bolivienne et d'en donner le commandement à celui dont le coup de main hardi le débarrassait d'un rival et l'amenait au pouvoir. Assuré de n'être pas contre-carré dans ses plans, le colonel Camacho procéda activement à la réorganisation de l'armée bolivienne. Aimé des soldats, il sut s'en faire obéir et ranima leur courage. Campero lui fit parvenir des renforts, du matériel, et en peu de temps l'armée bolivienne fut mise en état d'entrer en campagne. Mais entre Camacho et Montero régnait une sourde hostilité. La jac-

tance, l'agitation brouillonne du commandant péruvien, inquiétaient et mécontentaient son collègue, nominalement sous ses ordres. Aussi Camacho pressait-il le général Campero de venir au plus tôt prendre le commandement en chef de l'armée alliée, auquel lui donnait droit son titre de président de la Bolivie.

De son côté, l'armée chilienne ne restait pas inactive. Une reconnaissance hardie tentée par l'escadre avait eu pour résultat de débarquer sur la côte péruvienne, dans le petit port d'Ilo, un détachement de cinq cent cinquante hommes. Leur chef s'était emparé sans coup férir du port et de la ligne de chemin de fer qui d'Ilo se dirige dans l'intérieur sur Moquega. Les lignes télégraphiques, immédiatement coupées par les Chiliens, ne permirent pas de donner l'alarme à Arica ou à Tacna; le détachement chilien avait amené avec lui des chauffeurs et des mécaniciens. On chargea l'artillerie et les troupes dans les wagons, et le train partit pour Moquega, où il arriva à l'improviste. La garnison péruvienne, surprise, ne tenta même pas de défendre la ville. On s'empara des vivres, du matériel, et l'on revint à Ilo sans perdre un homme et après avoir reconnu la partie du territoire que le commandant chilien se proposait d'envahir.

Son plan était de couper les communications entre La Paz et Lima d'une part et Arica et Tacna de l'autre. Les alliés occupaient ces deux derniers points, situés au sud d'Ilo. Une occupation de la ligne d'Ilo à Moquega enfermait l'armée alliée entre les forces chiliennes maîtresses de Pisagua et le corps d'armée qui, occupant Ilo, fermait la ligne de retraite vers le nord et barrait le chemin aux renforts qu'elle pouvait attendre. Le 25 février 1880, quatorze mille Chiliens occupaient Ilo et Pacocha, port voisin, ainsi que toute la vallée de Moquega. Au reçu de ces nouvelles, l'amiral Montero télégraphia d'Arica au président Pierola que, loin de voir avec appréhension ce mouvement de l'armée chilienne, il ne saurait assez s'en féliciter et que « cette armée trouverait son tombeau dans la vallée de Moquega. » En réalité, il était cerné de tous côtés; mais, d'une part, sa présomption naturelle et son incapacité militaire ne lui permettaient pas d'apprécier sainement la situation, et, de l'autre, il comptait sur les forces dont disposait le colonel Gamarra, fortement cantonné à Moquega et auquel des renforts importans avaient été expédiés à la suite de la reconnaissance faite par les Chiliens quelques semaines avant. Moquega, en effet, était en état de défense. En arrière de la ville se trouvait la gorge de Los Angeles, surnommée les Thermopyles péruviennes.

En 1823, une faible colonne espagnole y avait tenu tête à l'armée indépendante; plus tard, en 1874, don Nicolas Pierola, le dic-

tateur actuel du Pérou, y avait repoussé l'attaque des armées du gouvernement. Cinq cents hommes, disait-on, pouvaient, maîtres de ce défilé, résister à dix mille assaillans. Gamarra s'y était fortifié, et Pierola, à Lima, ainsi que Montero à Arica, considérait sa position comme inexpugnable. Tout l'effort de l'armée chilienne devait, pensait-on, se briser contre cet obstacle, et Montero n'aurait qu'à poursuivre les débris de leurs colonnes et les rejeter à la mer.

Maîtres de Moquega, les Chiliens pouvaient, négligeant le camp retranché de Gamarra, marcher au sud et forcer Montero à livrer une bataille décisive; mais il était imprudent de laisser derrière eux un ennemi fortifié, disposant de forces assez considérables pour les prendre à revers, ou leur fermer la retraite en cas d'insuccès. L'état-major chilien n'abandonnait au hasard que la part inévitable qui lui revient et que nulle prudence humaine ne saurait conjurer. Ses allures méthodiques avaient eu jusqu'ici raison de la bravoure impétueuse et de la fougue de ses adversaires. Il persista dans une tactique à laquelle il devait ses succès. Le général Martinez, commandant le génie, reçut l'ordre d'étudier le terrain et de combiner un plan d'attaque.

Campés sur les hauteurs de Los Angeles, les Péruviens dominaient la gorge étroite et escarpée au fond de laquelle passait la route de Moquega à Torata. Sur leur droite se dressaient des montagnes abruptes réputées inabordables; sur leur gauche les collines n'étaient accessibles que par une marche de flanc de plusieurs kilomètres et par un sentier en zigzags. Était-il possible de risquer l'ascension des montagnes sur la droite? Le bataillon de Copiapo s'offrit à le tenter. Il avait fait ses preuves à Dolores, et les hardis mineurs qui le composaient étaient de longue date rompus à la vie des montagnes et aux rudes marches du désert. Il fut en outre décidé qu'une colonne gagnerait pendant la nuit les hauteurs sur la gauche. Cette marche périlleuse exigeait une grande prudence. La moindre alarme donnée aux Péruviens exposait la colonne à être coupée en deux, rejetée en désordre sur Moquega et paralysait l'attaque tentée par la droite. Le 21 mars, dans la nuit, le mouvement s'effectua et, à la pointe du jour, le bataillon de Copiapo, escaladant les hauteurs, ouvrait le feu contre les retranchemens péruviens. A gauche, la colonne, retardée dans sa marche, n'entrait en ligne que plus tard, mais avec un plein succès. Attaqués sur leurs flancs, abordés de front, les Péruviens furent forcés de lâcher pied. Dans l'après-midi, tout était terminé, et l'armée chilienne occupait les défilés à travers lesquels fuyaient en désordre les soldats de Gamarra.

Cette nouvelle défaite fut accueillie au Pérou par un cri de rage et de colère. On la nia d'abord, puis quand il fallut se rendre à l'é-

vidence, on l'attribua à la lâcheté et à la trahison. On ne pouvait admettre que ce point tenu pour inexpugnable eût pu être enlevé dans un combat de quelques heures; le colonel Gamarra fut arrêté et traduit devant un conseil de guerre. Il n'était coupable que d'avoir partagé l'erreur commune, d'avoir cru ses flancs suffisamment protégés et de n'avoir pas prévu l'escalade hardie qui le plaçait sous le feu plongeant de l'ennemi. Ses troupes et lui s'étaient bravement battus, mais une fois de plus la négligence du commandement et son imprévoyance avaient compromis le succès de la journée. Les armées alliées du Sud étaient définitivement cernées. Maîtres de Moquega et des défilés de Los Angeles, les Chiliens barraient la route aux renforts qu'elles pouvaient attendre du nord. Concentrées à Arica et Tacna, il leur fallait livrer bataille à l'heure et au jour choisis par leurs ennemis, et de cette rencontre décisive dépendait en ce moment le sort de la campagne.

Une concentration des forces alliées s'imposait. Elle s'effectua à Tacna, plus facile à défendre qu'Arica, accessible par mer. Ce rapprochement forcé eut pour résultat d'accentuer la mésintelligence qui existait entre Camacho, commandant de l'armée bolivienne, et l'amiral Montero, chef de l'armée péruvienne. Le traité d'alliance conclu entre la Bolivie et le Pérou stipulait que le commandement en chef appartiendrait à celui des deux présidents sur le territoire duquel on opérerait, mais il n'avait pas prévu le cas où ni l'un ni l'autre ne serait présent. En vertu de son grade supérieur, l'amiral Montero réclamait la direction des opérations. Le colonel Camacho résistait et pressait Campero, président de la Bolivie, de venir se mettre à la tête des troupes. L'impéritie et l'arrogance de Montero l'effrayaient. Impopulaire dans l'armée, ce dernier était encore l'objet de la défiance de ses propres officiers. Quand la fuite de Prado et l'insurrection triomphante avaient porté Pierola à la présidence du Pérou, Montero avait fait acte d'adhésion et de soumission au gouvernement nouveau, mais on n'ignorait, ni dans l'armée, ni à Lima, sa rivalité passée avec Pierola et la haine qu'il portait à son heureux compétiteur. L'état-major péruvien ne doutait pas qu'en cas de succès militaire, Montero, recourant à un *pronunciamiento*, ne cherchât à soulever l'armée, à proclamer la déchéance de Pierola et sa propre dictature. L'arrogance de son attitude et les imprudences de son langage autorisaient tous les soupçons, et, de Lima, le président Pierola surveillait d'un œil jaloux les opérations de son lieutenant.

Les forces alliées réunies à Tacna s'élevaient environ à 10,000 hommes de bonnes troupes, dont 4,000 Boliviens. Un corps de 2,000 hommes occupait Arica. Deux plans de campagne se trouvaient en présence. L'amiral Montero était d'avis de se tenir sur la

défensive, de se fortifier sur les hauteurs de sable qui dominent Tacna et d'y attendre l'attaque de l'armée chilienne. Camacho, au contraire, affirmait que l'on devait marcher à la rencontre des Chiliens, les rejoindre à la sortie du désert, profiter de la fatigue et de l'épuisement causés par plusieurs jours de marche dans un pays aride et désolé pour les obliger à livrer bataille avant d'avoir pu faire reposer les hommes et la cavalerie. La discussion s'envenimait; l'arrivée au camp du président de la Bolivie vint rétablir l'ordre et l'unité d'action. Cédant aux instances de Camacho, son lieutenant et son ami, Campero, comprenant la gravité de la situation, avait brusquement quitté La Paz. Son arrivée fut saluée par les acclamations enthousiastes de l'armée. Elle avait toute confiance dans sa capacité militaire et dans son énergie. Don Campero la méritait. Ancien élève de l'École des mines, à Paris, il avait beaucoup étudié. La droiture et la noblesse de son caractère lui avaient fait de nombreux amis, et les officiers péruviens eux-mêmes, reconnaissant sa supériorité, s'estimaient heureux de l'avoir à leur tête.

L'armée chilienne avançait, surmontant lentement les obstacles que la nature, plus encore que l'ennemi, lui opposait. De Moquega à Tacna il n'existait pas de route tracée; un désert de sables mouvans, accidenté de collines sablonneuses sans la moindre végétation, coupées par d'étroites vallées que traversent de rares cours d'eau débordant dans la saison des pluies, exhalant l'été des miasmes pestilentiels, séparait Moquega de Tacna. A cette époque de l'année, les fièvres intermittentes sévissaient dans cette région. Le transport de l'artillerie présentait des difficultés presque insurmontables. Sur ce sol mouvant les canons enfonçaient jusqu'au moyeu des roues. Il fallait tout amener, l'eau surtout, et l'armée chilienne en traînait avec elle une provision représentant une consommation de 40,000 litres par jour. La fatigue excessive, l'intense chaleur du jour, les froids subits de la nuit encombraient les ambulances de malades parmi lesquels les fièvres faisaient de nombreuses victimes. On les évacuait comme on pouvait sur les hôpitaux de Pisagua et d'Iquique. Sous l'énergique direction du général Baquenado, soutenu par la présence et l'autorité de don Raphaël Sotomayor, ministre de la guerre, qui depuis le début de la campagne présidait à toutes les opérations, l'armée poursuivait obstinément sa marche à travers le désert, les précipices et les fondrières, s'ouvrant un chemin dans le sable et mettant près d'un mois à franchir les 30 lieues qui la séparaient de Tacna. Pendant ce temps, la cavalerie chilienne, poussant d'actives reconnaissances, éclairait la route et refoulait devant elle les avant-postes alliés. Le 10 mai, l'armée chilienne débouchant enfin du désert se trouvait concentrée à Buenavista, à quelques

lieues de Tacna, au nombre de 13,372 combattans, soutenus par 40 canons Krupp servis par 550 artilleurs; la cavalerie, admirablement montée, comptait 1,200 hommes. En outre, une division de 2,000 hommes occupait sur l'arrière les postes de l'Hospicio et de Pacocha.

Les Chiliens campèrent quelques jours à Buena-Vista pour se remettre de leurs fatigues; l'eau y était bonne, les fourrages abondans, l'air salubre. On y acheva les derniers préparatifs, et l'état-major arrêta ses plans d'attaque. C'est au milieu de ces travaux qu'une attaque d'apoplexie foudroyante emporta le ministre de la guerre. Épuisé par les fatigues et les soucis de cette marche périlleuse, don Raphaël Sotomayor mourut au moment même où allait se décider le sort de la campagne. Il l'avait préparée de longue main; grâce à son énergique impulsion, à son inébranlable énergie, l'armée chilienne avait triomphé des difficultés que la nature lui opposait; concentrée à Buena-Vista, elle allait se mesurer avec l'ennemi et livrer à Tacna une bataille décisive. La mort l'enlevait au moment où il touchait au but de ses efforts.

De son côté, le général Campero ne restait pas inactif. Dès le lendemain de son arrivée au camp de Tacna, le conseil de guerre de l'armée alliée était convoqué. Camacho et Montero exposèrent leurs plans. Comme on pouvait s'y attendre, le général en chef donna son assentiment à celui de Camacho. Il consistait à marcher au-devant de l'armée chilienne, à l'attendre à la sortie du désert, à profiter du désordre que la marche aurait introduit dans ses rangs, de l'épuisement des hommes et des chevaux, et à la rejeter dans les sables où, vaincue, elle succomberait presque tout entière. Ce plan était hardi, mais il offrait des chances sérieuses de succès. Pour qu'il réussît, il fallait amener l'armée alliée à Buena-Vista, l'occuper et s'y fortifier avant l'arrivée des Chiliens et les attaquer au moment où, en vue de Buena-Vista, ils croiraient leurs misères finies. Après une marche de plusieurs jours dans le désert, les hommes et les animaux altérés pressent le pas pour étancher leur soif et se reposer. Une sorte de débandade, que les officiers sont impuissans à prévenir, s'introduit dans les rangs. Chacun se hâte pour gagner au plus tôt l'oasis. Vigoureusement abordée dans ces conditions par des troupes fraîches et reposées, l'armée chilienne pouvait être rejetée en désordre dans les sables, où ses provisions d'eau épuisées ne lui permettraient pas de se maintenir.

Campero donna l'ordre à l'armée alliée de se porter en avant, mais telle avait été l'impéritie du commandement en chef qu'elle ne put avancer au delà d'une journée de marche de Tacna. Tout faisait défaut, les fourgons, les animaux et le matériel. A une lieue et demie

de Tacna, on dut s'arrêter. « Nous étions, dit le général Campero, dans son rapport officiel, dépourvus de tous moyens de transports par suite de la négligence de l'administration. Nous ne pouvions emporter l'eau et les vivres indispensables à la subsistance de l'armée dans un désert où tout faisait défaut. L'artillerie même n'avait pu sortir de Tacna. Il m'était donc démontré que l'armée alliée était condamnée à attendre l'ennemi dans ses positions, sans pouvoir marcher à sa rencontre. » L'armée dut rentrer dans son camp de Tacna, et Campero se prépara à y recevoir l'attaque des Chiliens.

Le terrain était favorable à la défense. Tacna est entourée de collines arides dont le sol mouvant et sablonneux rend l'ascension extrêmement difficile et du sommet desquelles on pouvait défier les charges de la cavalerie chilienne, dont les alliés reconnaissaient la supériorité. Le général Campero choisit, pour y établir son camp, un plateau élevé qui dominait la plaine. « Une fois là, dit-il dans son rapport sur la bataille de Tacna, je me sentis en sûreté, bien convaincu que j'occupais un point stratégique de premier ordre, un plateau couvert par un rebord descendant vers la plaine en forme de glacis. Sur l'arrière, la configuration du terrain était la même. Des deux côtés, nous dominions la plaine. Nos flancs étaient protégés par des replis de terrains qui bornaient le plateau. Notre camp couvrait Tacna, dont il défendait l'occupation. Le seul inconvénient grave de la position choisie était le manque d'eau et de vivres, mais j'y parais en faisant venir à tout prix de Tacna tout ce qui était nécessaire à l'armée, eau, vivres, charbon, etc., et j'attendis l'ennemi. »

Il approchait. Le 22 mai, une forte reconnaissance chilienne s'avançait jusqu'à une portée de canon du camp allié. Le colonel Velasquez, chef de l'état-major chilien, la commandait. Il releva avec un soin minutieux les positions du camp et engagea un simulacre de combat pour constater la portée de tir de l'artillerie péruvienne. Il revint, bien convaincu que les alliés resteraient sur la défensive. Le 25, un mouvement en avant amenait l'armée chilienne à deux lieues de Tacna; ses reconnaissances poussées dans toutes les directions allaient se heurter aux avant-postes péruviens qui se repliaient sur le camp. Le 26 au matin, les colonnes chiliennes se déployaient à la limite extrême du tir relevée par le colonel Velasquez.

Le général Baquedano avait résolu d'attaquer de front. Il comptait sur la supériorité de son artillerie, mais les rebords de sable lui cachaient les lignes et l'artillerie ennemie; ses obus décrivant une courbe allaient éclater sur l'arrière du camp. — « Encore une once d'or de perdue, » disait à chaque coup le général bolivien Perez, faisant allusion au prix auquel revenait la charge des obusiers.

Voyant l'inutilité de sa canonnade, le général Baquenado ordonna de ralentir le feu et se décida à lancer ses troupes à l'assaut. Trois divisions de 2,000 hommes chacune se portèrent en avant; une autre restant en arrière constituait une première réserve, qui devait se diriger sur le point où son concours serait nécessaire; elle était elle-même soutenue par une seconde réserve qui donnerait en dernière ressource.

A midi, les colonnes s'ébranlèrent, et le feu s'ouvrit sur toute la ligne. Telle fut l'impétuosité de l'attaque chilienne que les premières lignes alliées enfoncées se replièrent en désordre et qu'un commencement de panique éclata dans les rangs. Campero ordonna à ses bataillons campés en arrière de faire feu sur les fugitifs. Se mettant à leur tête, il les entraîne en avant, brise l'élan des colonnes chiliennes et les rejette sur le glacis. Deux bataillons chiliens qui les suivaient tentent en vain de rallier les fugitifs; écrasés eux-mêmes par le feu de l'ennemi qui couronne les crêtes, ils plient et lâchent pied. Baquedano voit le danger et fait avancer sa première réserve qui escalade les pentes au pas de charge. La lutte s'engage corps à corps, l'artillerie et les mitrailleuses se rapprochent, échangeant leurs bordées à courte distance. Campero soutient avec vigueur cette nouvelle attaque, on se dispute le terrain pied à pied, mais la ténacité des Chiliens l'emporte lentement. Peu à peu ils refoulent leurs adversaires, qui combattent à découvert et qu'écrasent les batteries Krupp, éteignant le feu de leur artillerie. A deux heures, l'armée alliée faiblit, l'infanterie chilienne s'empare des hauteurs. Baquedano fait avancer sa seconde réserve, dont la vue seule décourage les derniers combattans ralliés autour de Campero. A trois heures, l'armée alliée vaincue se replie sur Tacna. Campero veut y tenter un dernier effort, mais cet effort dépasse les forces de ses troupes. Les Péruviens battent en retraite sous les ordres de Montero et se dirigent sur Puno. Campero, à la tête des débris de l'armée bolivienne, prend la route de La Paz.

La bataille de Tacna coûtait aux alliés 2,800 hommes de leurs meilleures troupes et 2,500 prisonniers, dont un général, dix colonels et nombre d'officiers. Les Chiliens laissaient sur le terrain le quart de leur effectif engagé, soit 2,128 hommes dont 23 officiers tués. Le lendemain, l'armée chilienne victorieuse occupait Tacna. Tout le sud du Pérou depuis Moquega était en son pouvoir. Arica menacé ne pouvait résister à l'attaque combinée de la flotte et de l'armée. Le 7 juin, elle capitulait. Le Chili, vainqueur sur terre et sur mer, allait diriger sur Lima ses bataillons victorieux et chercher cette fois à frapper son ennemi au cœur.

C. DE VARIGNY.

LE

SOCIALISME DE M. DE BISMARCK

ET LE

NOUVEAU REICHSTAG

Si l'Allemagne n'est pas une monarchie parlementaire, le parlement y exerce du moins un droit de *veto* absolu ou suspensif, qui oblige M. de Bismarck à compter sans cesse avec les partis pour obtenir leur concours ou désarmer leur résistance; le succès de sa politique intérieure est à ce prix. Parmi les groupes dont se compose le Reichstag, il en est qui sont disposés à lui accorder avec plus ou moins de bonne grâce tout ce qu'il demande : ce sont les conservateurs prussiens et allemands et ce qu'on appelle le parti de l'empire. Un autre groupe ne demande pas mieux que d'entrer en marché avec lui, mais il se réserve le bénéfice d'inventaire, et, craignant sans cesse d'être dupe, il exige des garanties, des otages et du retour : c'est le parti du centre catholique. Il en est un troisième qui, joignant à la complaisance l'esprit de chicane, commence toujours par dire non et finit par dire oui : ce sont les nationaux-libéraux, que dirige M. de Bennigsen. Il est enfin nombre de députés dont la fierté naturelle dit non jusqu'à la fin et qui peuvent se vanter que ce non, fermement prononcé, est un mur d'airain : ce sont les progressistes et leurs nouveaux amis, les sécessionnistes.

Le parti du progrès et les hommes distingués qui sont à sa tête, M. Virchow, le grand maître en pathologie, le germaniste M. Hänel, M. Schulze-Delitsch, mandataire des associations ouvrières, M. Träger, le poète, M. Eugène Richter, grand disséqueur de budgets, qu'on a surnommé le contre-ministre des finances, sont à proprement parler la bête noire de M. de Bismarck. Ces cols raides ne se prêtent à aucune transaction, ces mains rêches n'ont jamais rien à lui offrir. Jadis un petit prince de Reuss, qui portait au vent, commençait une de ses proclamations par ces mots : « Voilà vingt ans que je suis à cheval sur un principe. » Comme le prince Henri LXVII de Reuss-Lobenstein-Ebersdorf, les progressistes sont à cheval sur leurs principes, et M. de Bismarck a considéré dans tous les temps un principe qui le gênait comme le plus sot des empêchemens ou comme la plus lugubre des plaisanteries. Au surplus, le parti du progrès n'est pas ce qu'on appelle en Allemagne « une opposition en robe de chambre et en pantoufles. » C'est un petit corps d'armée, toujours cuirassé et casqué, le glaive au poing ou la lance en arrêt. Le chancelier prête à ces intrépides combattans les intentions les plus noires; il les accuse de conspirer contre le trône, d'être des républicains mal déguisés. Il avait dit à la veille des dernières élections : « Je regarderai comme de précieux alliés tous ceux qui me prêteront main forte pour terrasser ce parti du progrès, qui, selon moi, met en péril et l'empereur et l'empire. »

Les élections ont trompé les espérances de M. de Bismarck; elles ont été plus favorables aux hommes à principes qu'à ses amis. Le centre catholique a prouvé sa force une fois de plus; il disposera de près de cent voix; mais les libéraux-nationaux ont essuyé en maint endroit de fâcheuses défaites. Les conservateurs et le parti de l'empire ont été maltraités plus cruellement encore; ils ont gagné seize sièges, ils en ont perdu quarante-six, et parmi les victimes du suffrage universel, il faut compter l'un des fils du chancelier, le comte Guillaume de Bismarck, le prince Clovis de Hohenlohe, ambassadeur d'Allemagne à Paris, le ministre de l'agriculture Lucius, ainsi que MM. de Varnbühler, de Kardorff, le comte Stolberg, zélés défenseurs de la politique protectionniste, qui sont restés sur le carreau. En revanche, les progressistes et les libéraux avancés, qui font cause commune avec eux, n'ont perdu que douze sièges et ils en ont gagné cinquante. Les chefs du parti qui dit toujours non et qui s'en vante figureront tous dans le nouveau Reichstag, et leur armée s'est notablement accrue.

Les journalistes officieux s'en sont pris de leur déconvenue à la malice de leurs ennemis, à l'or juif, à la crédulité des peuples, à la savante organisation des partis avancés, à leurs promesses fallacieuses, à leurs calomnies impudentes. S'il est vrai, comme le disait un député,

« qu'on ne ment jamais plus que pendant la guerre, après la chasse et à la veille d'une élection, » est-il bien démontré qu'à cet égard les conservateurs soient demeurés en reste avec les libéraux, qu'ils n'aient pas promis, eux aussi, des monts d'or à leurs électeurs? Au lieu d'invoquer les petites et mauvaises raisons, il vaut mieux se rendre à l'évidence. En Allemagne comme en Prusse, toute élection est un vote de confiance ou de défiance envers le chancelier, et on peut affirmer que, si l'Allemagne continue de se fier sans réserve au génie qu'il déploie dans la conduite des affaires étrangères, elle croit un peu moins à son génie de financier et d'administrateur. Elle se sent déroutée par les incohérences de sa conduite, par cette politique d'essais, de tâtonnemens, d'impétueuses saillies suivies de reculs. Elle l'a vu s'attaquer successivement à deux des grandes puissances de ce monde, l'église catholique et les juifs, puis se raviser, offrir la paix au Vatican et désavouer vaguement cette agitation antisémite qu'il avait paru approuver. Elle ne sait plus à quoi s'en tenir; elle se plaint qu'il y a du louche en cette affaire. On exige qu'elle ait la foi du centenier ou du charbonnier; mais l'Allemand ne croit pas de léger. Sa bonhomie, vraie ou fausse, est toujours assaisonnée de sens critique; il a l'habitude de raisonner sa vie, il se rend compte de tout ce qu'il fait. Il pourra se passer quelque temps encore de ministres responsables, mais il désire que ceux qu'on lui donne lui parlent quelquefois à cœur ouvert et à pleine bouche. Les Romains demandaient à leurs césars du pain et des combats de gladiateurs; l'Allemand demande à ses maîtres la vie à bon marché et des explications, car les explications sont nécessaires à ses contentemens. Le mal est que M. de Bismarck n'aime pas à s'expliquer.

Ce n'est pas seulement le mystère de sa conduite qui chagrine les Allemands; les desseins qu'il avoue, et sur lesquels il consent à s'expliquer, leur causent de vagues inquiétudes. On éprouva un certain étonnement quand on le vit tout à coup prendre en main, avec cette ardeur passionnée qu'il porte dans toutes ses entreprises, la cause des classes ouvrières et du petit peuple. On ne s'était jamais douté qu'il s'intéressât si vivement à leur sort ni qu'il y eût en lui un humanitaire, et cette sollicitude charitable dont il donne aujourd'hui tant de preuves semblait s'accorder mal avec son tempérament. Les grands politiques, d'humeur guerroyante et conquérante, ne passent pas pour être ménagers du sang des petits, ni soucieux de leur bonheur, ni sujets à des attendrissemens philanthropiques. Cependant il n'est plus permis d'en douter. M. de Bismarck a déclaré plus d'une fois qu'il avait une médiocre sympathie pour les classes moyennes, pour les banquiers, pour les avocats, « pour tous ces lis qui ne filent ni ne sèment ni ne labourent, et qui ne laissent pas de fleurir. » En revanche,

il fait profession de vouloir beaucoup de bien aux mains calleuses, aux pieds poudreux ou crottés, au prolétaire, à tous les déshérités de la fortune, et depuis quelques années il s'est voué tout entier à ce qu'on appelle en Allemagne « *die Politik des armen Manns*, la politique du pauvre homme. »

M. de Bismarck estime avec raison que les mesures de police et le petit état de siège ne suffisent pas pour tenir en échec la propagande socialiste, qu'il faut encore s'occuper de diminuer les souffrances du pauvre. Sur ce point, en Allemagne comme ailleurs, tout le monde est de son avis; mais, si l'on convient du principe, on ne s'accorde pas sur l'application. Il a commencé par présenter un projet de loi destiné à soumettre tous les ouvriers des fabriques au régime de l'assurance obligatoire contre les accidens; le Reichstag avait introduit dans ce projet des amendemens qu'il a déclarés inacceptables. Il entend que l'état soit l'assureur, que l'état soit le détenteur et le gérant de la caisse, qu'au surplus, l'ouvrier dont le salaire ne dépasse pas 750 marks soit déchargé de tous frais, que les deux tiers de sa prime soient acquittés par son patron et l'autre tiers par le trésor de l'empire. Il se propose aussi de prendre sous sa tutelle tous les invalides du travail, de concentrer dans ses mains les caisses d'assurance contre la maladie, de créer des retraites pour les artisans âgés ou infirmes, de fonder des sociétés coopératives contrôlées et soutenues par l'état. Jusqu'ici il ne s'est occupé que des ouvriers des villes; avant peu, sans doute, il fera leur part à ces ouvriers des campagnes, qui portent le poids du jour. Son socialisme autoritaire et bureaucratique a des promesses pour tous les malheurs et répandra partout l'abondance de ses bienfaits. La maison est assez grande pour que tout le monde s'y loge.

Les dernières élections ont prouvé que le suffrage universel goûtait médiocrement les projets philanthropiques de M. de Bismarck, qu'ils lui étaient suspects. On aurait pu croire que les socialistes lui sauraient gré de ses intentions; ils l'ont contristé par leur ingratitude. Au scrutin de ballottage du 12 novembre, dans deux circonscriptions de la ville de Berlin, les candidats des conservateurs, M. Wagner, l'un des confidens du chancelier, et M. Stöcker, le prédicateur de la cour, le grand ennemi d'Israël et le plus aigre de tous les saints, ont offert à MM. Bebel et Liebknecht de conclure avec eux un traité d'alliance contre le parti du progrès. Ils leur proposaient de se désister en leur faveur, à la seule condition que les socialistes s'engageraient à reconnaître les bienveillantes dispositions du gouvernement à l'égard des ouvriers et à ne pas rejeter sans examen ses projets de réformes. MM. Bebel et Liebknecht ont décliné fièrement cette proposition et ce marché; ils ont répondu qu'il n'y avait rien entre eux et un gouvernement qui prétend concilier les réformes sociales avec les droits de douanes sur les den-

rées nécessaires à la subsistance du peuple et avec l'aggravation des charges militaires.

Comme leurs chefs, les ouvriers ont fait grise mine aux pressantes invitations qu'on leur adressait; ils ne se sont pas laissé prendre à l'amorce. Ils sont prêts à se passionner pour les utopies riantes et savoureuses, pour l'Icarie, pour l'Eldorado, pour les pluies d'or, pour la vie grasse et l'écuelle profonde. Mais ils se sont plaints que, dans les utopies bureaucratiques de M. de Bismarck, il n'était question que de choses tristes et fâcheuses et que sa baguette magique ressemblait trop à une férule. Il les engage à se prémunir contre les futurs contingens, contre les accidens douloureux, contre les infirmités, contre les amertumes et le dénûment d'une vieillesse abandonnée. L'ouvrier qui ne raisonne pas vit au jour le jour, et en vérité le service militaire lui est moins dur que l'obligation de prévoir. Quant aux ouvriers qui raisonnent et qui sont nombreux en Allemagne, ils ont appris du maître d'école que, quand le ciel envoie sur la terre ces rosées fécondantes qui réjouissent les moissons, il ne fait que lui rendre ce qu'il lui a pris. Dans la séance du 4 février 1881, M. Eugène Richter disait au parlement prussien : « Ce qu'on nous propose est admirable; mais où prendra-t-on l'argent? » A quoi M. de Bismarck répondit qu'il faudrait augmenter les impôts indirects, en particulier l'impôt sur les boissons, et comme les métaphores hardies ne lui ont jamais fait peur, il ajouta : « Il faut aussi que le tabac s'ouvre les veines; il n'a pas encore assez saigné. » Qu'ils raisonnent ou qu'ils ne raisonnent pas, les ouvriers se sont dit que pour les mettre à couvert d'accidens incertains, on commencerait par les condamner à des privations trop certaines. Le chancelier leur fait espérer que le jour où ils n'auront plus de bras ni de jambes, il leur donnera un titre de rente de 100 à 200 marks. Mais en attendant, ils paieront plus cher leur bière et leur tabac, et leur bien-être présent leur tient plus au cœur que de lointaines espérances. « Asseyez-vous tout près de moi, chère madame, et laissons la terre tourner, s'écriait le chaudronnier Sly; nous ne serons jamais plus jeunes qu'aujourd'hui. »

Si les ouvriers ont accueilli froidement les propositions de M. de Bismarck, il ne pouvait se flatter de les faire agréer aux économistes, aux libéraux, à tous ceux qui estiment que le gouvernement ne saurait se substituer sans danger à l'initiative, à l'industrie et à la charité privées, que lorsqu'il étend trop ses attributions et sa compétence, il court le risque d'être rendu responsable de tout le mal qui arrive dans le monde, de la cuscute, de la sécheresse et de la grêle. Jadis M. de Bismarck prononçait ce mot juste et profond : « Il n'y a de société bien organisée que quand chacun se charge de balayer devant sa porte. » Avant lui, un très grand Allemand, qui fut ministre du duc de Saxe-

Weimar, avait dit : « Le meilleur gouvernement est celui qui apprend aux gens à se gouverner eux-mêmes. » Aujourd'hui M. de Bismarck veut que le gouvernement balaie pour tout le monde, et c'est à quoi les libéraux ne peuvent entendre. « La société moderne, lisons-nous dans une remarquable et incisive brochure récemment publiée, n'accepte la dictature que comme remède à l'anarchie et ne la supporte que pour un temps, jusqu'à ce qu'elle se sente assez rassurée pour en secouer de nouveau la dégradante tutelle (1). »

Quand la loi sur les assurances ouvrières fut discutée par le précédent Reichstag, un des membres les plus distingués de la députation alsacienne, M. Grad, qui, en matière d'expériences sociales, a joint la pratique à la théorie, proposa que les caisses d'assurances, au lieu d'être gérées par l'état, fussent administrées dans chaque district par les entrepreneurs d'industries, réunis en associations de secours mutuels, et il fit adopter son amendement. C'était détruire toute l'économie du projet de loi présenté par le chancelier et le dépouiller de tout ce qui en fait pour lui la beauté et le charme. Il désire que les ouvriers s'assurent contre les accidens, mais il désire surtout que l'état soit l'assureur, parce qu'à son avis, l'état ne saurait trop accroître sa compétence. N'a-t-il pas déclaré au conseil économique de l'empire qu'il était fâcheux que les communes contribuassent à l'entretien de leurs pauvres, de leur police et de leurs écoles, que c'était l'affaire du gouvernement? Voilà encore une réforme qui s'acclimatera difficilement en Allemagne. Nos voisins de l'est laissent volontiers à un grand homme qui possède la confiance de leur souverain le soin de régler à sa guise les grandes affaires, mais ils entendent se réserver les petites, et un bureaucrate qui prétendrait leur épargner la peine de saler eux-mêmes leur pot-au-feu les dégoûterait à jamais de leur marmite. Grâce à la forte constitution de la commune dans tous les pays d'outre-Rhin, il y a dans le plus royaliste des Allemands un républicain têtu avec lequel M. de Bismarck lui-même doit compter.

Aux économistes, aux libéraux qui ont réprouvé et combattu ses projets socialistes, se sont joints les nombreux Allemands, qui, fidèles sujets de l'empereur Guillaume, ne laissent pas d'attacher beaucoup d'importance aux droits que possèdent encore les états confédérés et tiennent à sauvegarder le peu d'autonomie qui leur reste. Quelques-uns d'entre eux, qui approuvent en principe l'assurance obligatoire, désirent que chaque roi, que chaque grand-duc se charge d'assurer ses sujets. Mais M. de Bismarck disait un jour « qu'il était entré dans le ministère du commerce comme Ulysse parmi les prétendans, afin de restituer la maison à son légitime propriétaire, qui est

(1) *La Revision de la constitution*, par Edmond Schérer; Paris, Librairie nouvelle.

l'empire. » Il arrive souvent que dans les lois qu'il propose l'essentiel est l'accessoire et que l'accessoire est l'essentiel. Le jour où l'empire allemand sera devenu le tuteur du pauvre homme, qui oserait lui refuser les fonds nécessaires pour qu'il puisse s'acquitter de son nouvel emploi et le droit de remplir ses caisses à l'aide de nouveaux impôts ?

M. de Bismarck soupire après le monopole du tabac comme un amant après l'heure du berger; il a pensé vaincre les résistances qu'on opposait à son désir en promettant que le monopole du tabac serait « le patrimoine des déshérités. » L'empire est pauvre et son existence est précaire, l'empire en est réduit à demander au royaume de Wurtemberg comme à la ville de Hambourg et à la principauté de Schwarzbourg-Rudolstadt des contributions matriculaires et les ressources nécessaires à sa subsistance. Sa dignité ne peut être sauvée et son avenir assuré qu'à la condition de posséder des excédens, dont il usera pour distribuer des aumônes, pour secourir les états dans leurs besoins. Tel un millionnaire entouré de parens pauvres, à qui sa charité vient en aide; tel un patron bienfaisant, plein de bonnes œuvres, dont l'orgueil est chatouillé par les soins, par les intrigues, par les empressemens de ses assistés. Quand M. de Bismarck traite ce sujet, son esprit s'exalte, il devient poète, il pindarise. Dans sa pensée, l'empire allemand doit devenir une grande entreprise d'assistance publique, et César ne sera vraiment César que quand il verra les rois, les princes, les grands et les petits-ducs, suivis du cortége de toutes les corporations ouvrières, s'entasser confusément dans son antichambre pour y mendier la sportule. Nous ne doutons pas qu'il ne veuille beaucoup de bien au pauvre homme, mais il faut que le pauvre homme serve à quelque chose et comprenne que sa mission est d'enrichir l'empire; leurs destinées sont étroitement unies, le bonheur de l'un fera la félicité de l'autre, et il se pourrait bien que la politique jouât un grand rôle dans les combinaisons de certains philanthropes.

Luther reçut un jour dans sa cellule la visite d'un moine qui avait l'encolure d'un saint homme, des manières fort engageantes, beaucoup d'onction dans le langage. Il était venu, disait-il, chercher auprès de lui l'éclaircissement de quelques difficultés qui le tourmentaient. Ce moine avait approfondi la dogmatique et l'exégèse. Il savait l'Écriture sur le bout du doigt et citait les pères avec force traits de science. Luther, qui se travaillait l'esprit pour lui répondre, s'avisa tout à coup que les mains de cet habile théologien ressemblaient assez à des griffes d'oiseau, et, saisi d'un frisson, il s'écria : « Ne serais-tu point celui dont il est écrit que la semence de la femme écrasera la tête du serpent? » A ces mots, il lui montra la porte, et le diable se retira aus-

sitôt, grondant quelques paroles et laissant derrière lui une forte odeur de soufre. L'Allemagne a reçu dernièrement une visite non moins étrange. Un humanitaire, dont le visage lui était nouveau, s'est présenté chez elle pour recommander à ses bontés les intérêts et les détresses du pauvre homme. Elle commençait à se laisser toucher par son éloquence lorsqu'elle s'aperçut que lui aussi avait des mains qui ressemblaient à des griffes d'oiseau ou, pour mieux dire, aux fortes serres d'un faucon de haut vol, ardent à la proie. Elle reconnut alors dans ce philanthrope improvisé un grand politique, fécond en ressources, qui s'occupe depuis longtemps de ses affaires et à qui tous les moyens sont bons pour arriver à ses fins cachées.

On assure qu'au lendemain des élections, dans un accès d'humeur, M. de Bismarck a pensé à prendre sa retraite. On l'a dit, mais personne ne l'a cru. On affirme aussi que, se ravisant, il s'est promis de dissoudre avant peu le nouveau Reichstag. Ceci est plus croyable, et peut-être y songe-t-il encore. Toutefois le message impérial dont il a donné lecture le 17 de ce mois était conçu dans les termes les plus pacifiques et les plus rassurans. L'empereur semblait dire : « Sans doute, vous ne nous plaisez guère, mais nous ferons bonne mine à mauvais jeu, et à force de patience, nous réussirons peut-être à triompher de votre mauvais vouloir, au moins en ce qui concerne le vote du budget et l'expédition des affaires courantes. Nous sommes, à la vérité, vous et moi, des conjoints bien mal assortis, mais quand on n'a pas ce qu'on aime, on tâche d'aimer ou de supporter ce qu'on a. » Ce qui a paru plus significatif dans ce message, où le ton d'impériale autorité était agréablement tempéré par une aimable bonhomie et par une bonne grâce patriarcale, c'est que le roi Guillaume y prenait nettement à son compte tout le programme de son ministre, ses projets de loi et son socialisme d'état, tout en ajoutant « qu'il n'osait espérer un succès prochain et que la solution de problèmes si complexes ne pouvait être obtenue dans le court délai d'une session. »

Le message impérial, qui a fait sensation en Europe, paraît avoir été accueilli assez froidement par le Reichstag. On accusait le chancelier d'avoir égoïstement compromis son souverain en le rendant solidaire de ses entreprises hasardeuses. On lui rappelait que, dans les pays constitutionnels, c'est au ministre qu'il incombe de couvrir le monarque, que ce n'est pas au monarque de couvrir le ministre. On lui reprochait d'avoir exploité à son profit le prestige attaché à une glorieuse et auguste vieillesse, devant qui toute l'Allemagne s'incline. Dans certaines assemblées, qui s'occupent d'affaires douteuses, on prend quelquefois la précaution de faire asseoir au fauteuil de la présidence un irréprochable vieillard à cheveux blancs, justement vénéré; les cheveux blancs ne manquent jamais leur effet, ils rendent souvent respectable

ce qui ne l'est guère. Mais, en vérité, les reproches qu'on adressait à M. de Bismarck étaient peu fondés. On oubliait que depuis longtemps déjà le roi Guillaume avait fait acte d'adhésion « à la politique du pauvre homme. » Vers la fin de 1864, une délégation d'ouvriers s'était rendue auprès de lui, sous la conduite d'un artisan de Berlin nommé M. Paul. En congédiant M. Paul, sa majesté lui avait dit : « Je vois qu'à bien des égards, la situation des classes laborieuses est plus triste que je ne le pensais ; mais soyez certain qu'aussitôt que nos relations extérieures nous laisseront quelque loisir, la question ouvrière sera réglée par voie légale. » Aussi l'empereur a-t-il pu dire dans son message avec une parfaite sincérité « qu'il jetterait un regard plus satisfait sur tous les succès dont son gouvernement est redevable à la bénédiction de Dieu s'il pouvait procurer aux malheureux les secours qu'ils sont en droit de réclamer. » Après quoi il a déclaré, avec une sincérité au moins égale, « qu'il serait heureux de pouvoir laisser aux générations futures un empire doté par la réforme des impôts d'abondantes ressources et possédant d'abondans revenus. » Dans le cours de leur longue association, le souverain et le ministre se sont toujours entendus. L'un représentait la conscience et le sentiment, l'autre le calcul et la politique, mais les sentimens s'accordent quelquefois très bien avec les calculs, ils leur donnent plus de consistance, comme la farine sert à lier les sauces.

Sur un autre point encore, l'empereur et son ministre sont arrivés aux mêmes conclusions. Ils semblent avoir reconnu l'un et l'autre que, dans l'état des choses, le seul moyen de faire adopter leur programme et de travailler tout ensemble au bonheur de l'empire et à celui du pauvre homme serait de se concilier la bienveillance du centre catholique. L'empereur se prêterait volontiers à cette combinaison, dans l'intérêt de la conservation sociale et parce qu'après tout rien ne ressemble plus à un conservateur qu'un catholique. M. de Bismarck ne l'agréerait qu'avec répugnance, en faisant de nécessité vertu; mais, à défaut de goût, il ne peut se défendre d'avoir quelque estime pour des gens qui ont su lui résister et qui ont derrière eux de gros bataillons, dont la discipline est exemplaire. Reste à savoir à quel prix les catholiques lui feront acheter leurs bonnes grâces. Des conditions léonines seraient sûrement repoussées ; on ne pourrait y souscrire sans perdre tout prestige et toute popularité.

Le 16 novembre, la veille de l'ouverture de la session, M. de Bismarck donnait un grand dîner. Par raison diplomatique, les ministres prussiens n'y figuraient pas ; M. Lucius avait mis la nappe pour eux. Mais tous les membres du conseil fédéral avaient été priés, et Thyra aussi était là, Thyra le chien de l'empire, *der Reichshund*, le plus célèbre de tous les dogues, qui, possédant les secrets de son maître,

épouse, dit-on, toutes ses passions et happerait de grand cœur M. Richter. Il ne se doutait pas qu'un grand honneur allait lui échoir, que trois jours plus tard il obtiendrait plusieurs voix dans l'élection du président du Reichstag. En sortant de table, entre le café et le cigare, le chancelier se posta dans l'embrasure d'une fenêtre, et tous ses invités firent cercle autour de lui, retenant leur souffle, suspendus à ses lèvres. Il leur déclara en substance qu'il ne songeait point à se retirer, qu'il était toujours prêt à négocier, que s'il se trouvait quelque chef de parti, libéral ou catholique, dont le programme pût être agréé à la fois par l'empereur et par le Reichstag, il créerait volontiers pour lui une place de vice-chancelier avec 60,000 marks d'appointement, et que, cela fait, il ne demanderait pas mieux que de se renfermer dans la politique étrangère et dans le soin de veiller sur la paix extérieure. Quand ses convives prirent congé de lui, le prince dit au ministre de Bavière, M. de Lerchenfeld : « Prévenez votre compatriote, M. de Frankenstein, que j'entamerai prochainement des négociations avec lui. » La vocation de M. le baron de Frankenstein est évidemment de présider, puisqu'il est à la fois président de la chambre des seigneurs en Bavière, président du centre catholique et vice-président du Reichstag. Ce Franconien de haute taille, aux traits un peu durs et d'allure pesante, ne ressemble guère aux hobereaux autoritaires et gourmés du Nord. Il a des opinions libérales, des tendances presque démocratiques, mais son principe très arrêté est « que l'église ne saurait s'abaisser à être le porte-queue d'une bureaucratie subalterne. » Parviendra-t-il à s'entendre avec M. de Bismarck? Il est impossible de le savoir, tant qu'ils n'ont pas conféré. L'entente est désirée au Vatican, on la désire aussi à la cour de Prusse ; mais pour qu'elle s'accomplisse, la modération ne suffit pas, il faut y joindre un peu de modestie, et quoique l'église pratique sans effort l'humilité du cœur, la modestie est la vertu qui lui coûte le plus.

Quoi qu'il en soit, M. de Bismarck n'a plus le choix de ses alliances. La légion des libéraux modérés, qui ne lui marchandaient pas leur concours, et avec l'aide desquels il a longtemps gouverné, n'est plus aujourd'hui qu'une escouade, et quant aux libéraux avancés, que pourrait-il en obtenir? Quand il leur parle des besoins du pauvre homme, ils réclament l'abolition du pouvoir personnel; quand il leur représente les pénuries de l'empire et la nécessité de lui procurer de nouvelles ressources, ils demandent qu'au préalable on leur donne un ministère responsable. Ils se prêteraient tout au plus à voter l'accroissement de l'impôt sur les boissons; encore ne consentent-ils à imposer la bière que si l'eau-de-vie est imposée, et M. de Bismarck entend ménager l'eau-de-vie et ne s'attaquer qu'à la bière. « Si vous aviez fauché la dixième partie d'un pré, disait-il superbement à M. Lasker

dans la dernière session, vous sauriez que la bière alourdit les bras et les jambes, et vous sauriez aussi quel effet bienfaisant produit sur le pauvre homme un verre d'eau-de-vie pris à propos. » Cette raison peut être bonne, mais il en est une autre meilleure encore pour quiconque n'ignore pas que les conservateurs du Nord de l'Allemagne, les grands propriétaires de la Poméranie et du Mecklembourg tirent le meilleur de leurs profits de la distillation des pommes de terre. Un Alsacien disait un jour à M. Herzog, ministre d'état : « Les Anglais ont fait la guerre à la Chine pour l'obliger à prendre leur opium ; les propriétaires mecklembourgeois et poméraniens n'ont eu besoin que d'un article de loi pour nous contraindre à boire leur eau-de-vie, et il ne leur chaut guère que nous en buvions trop. »

Le dogme étant réservé, les catholiques sont en meilleure situation que les libéraux pour passer un accord avec le chancelier. Ils savent qu'aucun pape et aucun concile n'a décidé qu'il fallût préférer la bière à l'eau-de-vie. Ils représentent des provinces où les doctrines protectionnistes sont en faveur, et ils ont voté en sûreté de conscience le nouveau tarif douanier. Ils ne sont pas contraires en principe au monopole du tabac, ils ne sont pas opposés non plus à certaines réformes sociales, pourvu qu'on fasse sa part à l'église, et l'institution de corps de métiers soumis au contrôle de l'état ne serait point pour leur déplaire, si l'état était en paix avec eux et leur demandait des conseils. Mais ils exigent avant tout qu'on règle leurs comptes, qu'on leur donne les satisfactions auxquelles ils pensent avoir droit. On cherche à se persuader dans le parti du centre qu'avant peu M. de Frankenstein sera devenu vice-chancelier de l'empire. C'est aller bien vite en affaires. Une seule chose est certaine : M. de Bismarck ne quittera pas son poste. Il disait l'autre jour que depuis qu'il avait vu de misérables fanatiques attenter à la vie de son souverain, il avait fait le serment de ne jamais l'abandonner et de tout lui sacrifier, ses aises, ses convenances et même ses rancunes. Quant au reste, rien ne l'oblige à précipiter ses résolutions. Il ne faut pas oublier que ce n'est pas l'Allemagne, mais la Prusse qui doit se réconcilier avec le Vatican, et que la question religieuse sera traitée non dans le Reichstag, mais dans le parlement prussien, qui ne se réunira peut-être qu'en janvier. D'ici là, le Reichstag votera le budget, et puis l'on verra.

Ce qui ajoute à la fâcheuse bizarrerie de la situation, c'est que M. de Bismarck ne peut obtenir le monopole du tabac que du bon vouloir des catholiques et que les catholiques, fussent-ils résolus à le lui concéder, ne seraient pas certains d'emporter le vote. Le Reichstag étant au complet, la majorité absolue est de 199 voix, et les conservateurs de toute nuance, unis aux catholiques, n'en comptent que 187. Il faut un appoint. Qui le fournira ? Parmi les groupes si divers que renferme

le parlement germanique, il en est un qu'on méprisait autrefois, qu'on courtise aujourd'hui. C'est le groupe des étrangers, des Allemands malgré eux, de tous ceux pour qui l'Allemagne est une maison de correction où on les retient à leur corps défendant; il se compose de deux Danois, de dix-huit Polonais et de quinze Alsaciens-Lorrains protestataires. Dans l'élection présidentielle, ce groupe a fait cause commune avec les catholiques, à qui il avait des obligations, et c'est grâce à ses complaisances que les trois candidats du centre et des conservateurs ont passé. Le premier acte du nouveau président, M. de Levetzow, fut d'inviter l'assemblée à se lever tout entière pour rendre hommage au maréchal de Moltke, qui l'avait précédé au fauteuil par droit d'âge. Les Alsaciens protestataires s'empressèrent aussitôt de quitter la salle des séances; ils ne se souciaient pas d'acclamer l'épée et la conquête. Le parti des étrangers n'a pris aucun engagement, on ne peut compter sur lui. Alsaciens et Polonais ont si peu de goût pour le climat de Berlin, pour l'air qu'on y respire, qu'ils n'y font guère de séjour; ils se hâtent de retourner à leurs affaires, laissant derrière eux deux ou trois vedettes, chargées d'observer les astres, de veiller au grain, de prendre le vent et de les convoquer pour les grandes occasions. Athènes était gouvernée par Thémistocle, Thémistocle par sa femme, sa femme par son enfant. Si les desseins et les succès du chancelier dépendent aujourd'hui de M. Windthorst, il n'est pas impossible que, de son côté, M. Windthorst se trouve quelque jour à la merci d'une vedette alsacienne, et telle occurrence pourrait se présenter où les destinées de l'empire seraient décidées par les ennemis de l'empire, par l'Allemand malgré lui. C'est ce qui fait croire à beaucoup de gens que M. de Bismarck, en dépit de ses dénégations, prendra tôt ou tard le parti de dissoudre le Reichstag et d'affronter les hasards d'un nouveau scrutin.

« Nos dernières élections, nous disait un Allemand, n'ont fait le bonheur de personne. Notre parlement est composé de telle sorte que toutes les combinaisons y sont à la fois possibles et impossibles et que la plus possible n'est pas encore suffisante. Comment sortirons-nous de cette impasse? Personne ne le sait, pas même Thyra. » — Quoi qu'il advienne, d'un bout de l'Europe à l'autre, les empereurs, les rois et les républiques suivront d'un œil attentif les péripéties de cette pièce, le débrouillement de cet imbroglio, car c'est la gloire de M. de Bismarck que désormais rien de ce qui se passe en Allemagne ne peut laisser l'Europe indifférente.

G. VALBERT.

REVUE DRAMATIQUE

Vaudeville : *Odette*, comédie en 4 actes de M. Victorien Sardou. — Ambigu-Comique : *Le Petit Jacques*, drame en 7 tableaux de M. William Busnach.

Ce mois de novembre a été mouillé de larmes. *Le Petit Jacques*, à l'Ambigu, *Odette*, au Vaudeville, ont ému les nerfs du public parisien. Si l'on juge d'un ouvrage d'après les pleurs qu'il fait répandre, il faut convenir que le niveau ou l'étiage d'*Odette* n'est inférieur à celui d'aucune œuvre représentée depuis longtemps, sinon justement à celui du *Petit Jacques*. Voilà, va-t-on penser, de quoi nous confondre : chaque mois, à cette place, nous trompettons la chute d'une dramaturgie condamnée, et l'apparition heureuse de la Jéricho nouvelle; nous faisons savoir au monde que le règne des caractères et du style, au théâtre, est tout proche, et voici que triomphent à la fois MM. William Busnach et Victorien Sardou, ces représentans accrédités du mélodrame et de la pièce d'intrigue; nous sommes de faux prophètes, des imposteurs ou des sots et

Les gens que *nous tuons* se portent assez bien!

Cependant que nos adversaires ne se hâtent pas de railler, et si quelqu'un a mis sa confiance en nous, qu'il se rassure; qu'il attende au moins, pour nous la retirer, de connaître ces deux pièces autrement que par l'affiche. Du *Petit Jacques* et de son succès nous verrons tout à l'heure ce qu'il faut penser, et si ce nouvel exemple est favorable ou contraire à nos doctrines. Commençons par *Odette* sans faire languir davantage la curiosité du lecteur. *Odette* mérite d'être acclamée, je le

maintiens hardiment contre les ennemis de M. Sardou et quelques-uns de ses amis, non pas tant pour elle-même que pour l'espérance qu'elle donne, *Odette* est le gage d'une conversion que *Divorçons*, dans un autre ordre, annonçait l'an dernier; M. Sardou renonce à l'intrigue, à ses ruses, à ses prestiges : il prétend désormais peindre des caractères.

Vainement de méchans amis nous jurent qu'il n'a rien prétendu faire, encore cette fois, que ce qu'il a fait; vainement ils nous prient de nous extasier, sans raffiner davantage, sur l'habileté de l'auteur qui enferme dans un seul ouvrage, sous la rubrique modeste de comédie en quatre actes, un drame, un vaudeville, un fragment de tragédie et, pour finir, un morceau, mais un fin morceau de mélodrame, de façon que des goûts différens trouvent leur compte dans ce commode assemblage. Nous reconnaissons qu'en effet un pareil résultat suppose une expérience du métier, une dextérité merveilleuse, une adresse bien rare à passer d'un genre à un autre, et que ce spectacle est à souhait pour amuser tour à tour les divers penchans du public et même les plus contraires, pour le prendre et le reprendre et lui donner à propos des intervalles de relâche, pour le faire rire et pleurer avec un égal agrément; nous confessons que, si l'auteur n'a rien voulu que s'acquitter avec munificence d'un engagement pris à date fixe envers un directeur de théâtre, et pour ce faire lui livrer une pièce qui pût agréer à un public cent fois renouvelé, l'auteur a touché le but qu'il visait. Mais nous croyons, nous, dût-il s'en fâcher, qu'il visait au-delà et beaucoup plus haut, et personne, pas même lui, pas même ses pires défenseurs, ne peut nous interdire de prévoir qu'il y atteindra.

Récemment j'avais l'occasion de louer ici la simplicité du sujet de *Divorçons*, et la franchise ou, si j'ose dire, la pureté du scenario. Un mari que sa femme trouve insupportable feint de lui rendre sa liberté : elle le trouve aussitôt charmant; l'amoureux, qui semblait charmant, parvenu au grade de mari, devient insupportable : à la fin, le mari rentre dans son rôle et l'amant sort de la maison. Quoi de plus simple, et quelle malice y a-t-il dans la disposition de cet ouvrage? Quel imbroglio qu'un enfant ne puisse défaire en tirant l'unique fil qui flotte d'un bout à l'autre de cette comédie? Nous voilà dispensés de ces écheveaux faits de trente brins noués ensemble et que les critiques nos prédécesseurs s'évertuaient à dévider. Même nous trouvons que le sujet de *Divorçons* n'est pas nouveau : *Brutus, lâche César*, un vaudeville de Rosier, offrait déjà cette donnée : M. Sardou l'a prise ou plutôt acceptée pour se garder tout entier à l'observation des caractères; et sa pièce, en effet, vaut, selon ses intentions, par le détail d'un dialogue ingénieusement bouffon qui nous fait bien connaître deux créatures humaines.

M. Sardou, cette fois, a pris mieux encore ses sûretés pour n'être

pas distrait des caractères par le souci de l'invention, — j'entends de cette invention qui se borne à la matière du drame : invention des événemens, des situations, de l'intrigue. M. Sardou a supposé une femme, comme la Fiammina ou Mme Caverlet, dont l'indignité fît obstacle au bonheur de son enfant; il a voulu que, tombée jusqu'au tripot d'où sort Fernande, et sur le point de revendiquer sa fille comme Héloïse Paranquet, elle fût touchée comme miss Multon par les ménagemens pieux dont l'époux outragé avait honoré sa mémoire et qu'elle se retirât pour ne pas démentir la légende proposée au respect de l'enfant; qu'elle se retirât, non pas à l'étranger comme miss Multon, ni dans un couvent comme la Fiammina, mais, comme tant d'autres héroïnes, jusque dans la mort. Ainsi de tous ces souvenirs s'est formé un sujet qu'on ne peut souhaiter plus simple : un homme surprend sa femme en flagrant délit d'adultère; il la chasse et garde avec lui son enfant, une fille; quinze ans après, il veut marier cette fille; la famille du fiancé exige que la mère indigne quitte d'abord le nom qu'elle a sali; le père revoit cette femme et lui demande ce sacrifice, elle refuse; la fille paraît, et son charme obtient ce que n'ont obtenu ni les prières ni les menaces. La misérable fait pis et plus que ce qu'on lui demandait : sans s'être fait connaître à sa fille, elle se tue. L'enfant sera l'heureuse bru d'une belle-mère qui s'est réjouie honnêtement du suicide de sa mère : tout est bien qui finit mal.

Voilà dans sa clarté le sujet d'*Odette*. Pour faire plus court encore, on peut le résumer en une ligne : une femme adultère s'immole au bonheur de sa fille. Maintenant si vous cherchez à quelle occasion toutes ces réminiscences se sont cristallisées selon cette forme dans l'esprit de M. Sardou, vous trouverez que, parmi les griefs contre le mariage indissoluble qu'a mis en mouvement le débat sur le divorce, un surtout a frappé M. Sardou, — et il devait le frapper, celui-là, plus qu'un argument tiré de l'intérêt matériel ou du sentiment pur, car il est d'une valeur proprement théâtrale et repose sur des préjugés éminemment scéniques; — nous l'appellerons, si vous voulez, l'argument du nom. Séparés de corps et de biens, les époux ne sont pas « séparés de nom; » ce nom que la femme a sali, la loi continue à la femme le droit de le salir encore; elle lui donne même pour le souiller une liberté nouvelle dont elle la condamne presque à faire usage. C'est ainsi de par la loi, et assurément de sages esprits peuvent trouver cela mauvais; M. Sardou le peut comme un autre, bien qu'il ait, l'an dernier, fait voir en badinant la vanité du divorce. Il juge peut-être que le mieux serait de dissoudre absolument le mariage sans permettre aux époux disjoints de courir à de nouvelles chances de malheur légitime : à ce compte-là, *Odette* ne contredit pas *Divorçons*. Peut-être aussi n'a-t-il pas d'opinion décisive sur la matière; peut-être enfin, et j'inclinerais à le croire, en a-t-il plusieurs : c'est le droit de l'auteur drama-

tique, et même un peu son devoir ; il peut signer de la même plume *Séraphine* et *Daniel Rochat*. De toute question il peut montrer et l'endroit et l'envers, pourvu que l'envers et l'endroit soient également comiques ou pathétiques, selon le genre. M. Sardou n'est ni sénateur, ni député, ni seulement ministre : j'inclinerais à croire que son avis sur la question du divorce est qu'elle est bonne à faire rire une année, à faire pleurer l'année suivante. Aussi bien, dans l'espèce, l'argument dont je parle n'a été que l'occasion du sujet choisi ; au cours de l'ouvrage, il ne garde qu'une valeur d'artifice et qu'il ne faudrait pas examiner à la rigueur. Si quelqu'un s'avisait de regarder d'un peu près quel empêchement met la loi au bonheur de cette jeune fille, il découvrirait sans doute que la réalité de l'obstacle est assez mince. Le risque fâcheux que l'on court à épouser la fille d'une comtesse Odette, c'est qu'un jour éclatent en elle ou l'hérédité du vice ou les effets d'une éducation soit pernicieuse, soit incomplète ; mais ce n'est pas parce que Mme de Clermont-Latour aura pris un nom de guerre pour traîner à l'étranger le reste de sa vie que M. de Méryan sera sûr d'avoir toujours en Bérengère une femme bonne et fidèle. D'ailleurs, sans paradoxe, on peut juger le moment mal pris pour déplorer que la honte de la mère éclabousse le nom de la fille, quand justement la fille elle-même va quitter ce nom pour un autre. Il est vrai que l'homme dont elle va tenir celui-ci exige pour le lui donner que celui qu'elle quitte soit lavé d'abord : singulière exigence, qui réduirait la pauvrette à rester nue entre deux noms ; bizarre naïveté, qui me fait mal augurer du courage et de l'esprit de ce Méryan ! Mieux vaudrait peut-être pour Bérengère que sa mère refusât de se sacrifier à un tel mariage, et qu'ainsi, par force, elle en attendît un autre.

Mais, encore une fois, cet argument du nom, bien qu'il serve à l'affabulation de la pièce, n'est point essentiel à l'ouvrage. *Odette* ne veut pas être et n'est pas une thèse dialoguée, mais un drame de caractère. Trois personnages, le père, la mère, la fille, étant posés dans telle situation, il s'agit de nous faire voir l'âme de chacun des trois, éclairée tant par sa lumière intime que par le reflet des deux autres. Voilà, n'en doutez pas, ce qu'a voulu faire M. Sardou : cherchons s'il a maintenant un peu plus que l'honneur de l'avoir entrepris.

Oui, certes, il a davantage ; quand ce ne serait que pour la merveilleuse manière dont il a d'abord établi la situation de ses héros. Le premier acte, ou plutôt le prologue d'*Odette*, a surpris même les admirateurs les plus décidés de M. Sardou par sa netteté, par sa brièveté, par sa rapidité hardie. Le comte de Clermont-Latour revient de la campagne, à l'improviste, au milieu de la nuit, — en amoureux, pour faire une surprise à sa femme, — non pas, entendez bien, en jaloux, pour la surprendre. Comme il traverse le salon, une porte condamnée s'entr'ouvre ; il saute à la gorge du voleur qui pénètre ainsi chez lui.

Hélas! c'est un larron d'honneur, un de ses familiers, un jeune homme. Ai-je dit que le comte a vingt ans de plus que sa femme et qu'il l'a épousée contre tous les conseils, contre toute raison, malgré le mauvais renom d'une mère qui l'avait mal élevée? Des amis présens arrachent l'amant aux mains du mari et l'éconduisent. Que va faire le comte, déchu de ses illusions? Il appelle une servante; il fait porter sa fille, une enfant de quatre ans, chez son frère, et ce reste de son bonheur ainsi mis en sûreté, il pousse d'une main ferme la porte de la chambre nuptiale. Sur le seuil, il rencontre une forme blanche; quelques paroles balbutiées bas : « Prends garde! tu vas éveiller la gouvernante! » C'est la comtesse Odette qui, dans l'ombre, prend son mari pour son amant. « Misérable! » Elle échappe à l'étreinte, elle recule jusqu'à la muraille avec le cri de détresse de la bête forcée. Mais non! le comte de Clermont-Latour n'est pas de ces hommes qui tuent les femmes. La vie sauve, elle se redresse, la lâche et violente créature, effrontée, ironique, dure, outrageuse : « Vous avez le droit de me tuer. Vous ne me tuez pas : alors, qu'est-ce que nous faisons? — Je vous chasse, répond le comte. — C'est bien; j'emporte ma fille. — Inutile de la chercher; elle n'est plus ici. » Vainement la mère proteste, implore et menace : il lui faut franchir cette porte, qui donne sur la rue, en jetant au père vainqueur une inutile injure.

Tout ce prologue, sauf une scène de valetaille, oiseuse mais courte, et que je néglige, est mené avec une force et une sûreté de main où des cliens de M. Dumas croiraient reconnaître leur patron. Apparemment le drame qui va suivre sera bref et poignant comme *le Supplice d'une femme*. En tout cas, les personnages sont nettement posés : il ne reste qu'à déduire, par toute une série de scènes, l'histoire dramatique de leurs idées, de leurs sentimens, de leurs volontés.

Hélas! depuis longtemps la tradition est rompue de la subtile et solide psychologie des classiques; ce n'est pas en un jour et par l'essai d'un seul homme qu'elle peut se renouer; après la barbarie où, pendant un demi-siècle et davantage, le vaudeville et le mélodrame ont grouillé librement, il faut que nous nous remettions tous tant que nous sommes, et les plus habiles comme les plus novices, à épeler les rudimens de la connaissance de l'âme; au lieu de reprocher à M. Sardou son peu de psychologie, nous devons lui savoir gré de ce peu qu'il montre, cette indigence n'est pas la sienne, mais celle du théâtre contemporain : après avoir posé, de la façon magistrale que nous venons de voir, la donnée de son drame, il n'a trouvé de ce drame que deux scènes; acceptons ces deux scènes pour encourager l'auteur, qui, dans sa prochaine œuvre, nous en donnera trois.

Ces deux scènes, on le devine, sont entre le père et la mère, entre la mère et la fille; étant nécessaires, elles sont naturellement les dernières de l'ouvrage. Du prologue jusque-là, l'auteur a farci l'intervalle,

pour tromper notre appétit, d'un assez gros morceau de dialogue à la bourgeoise, qui figure le deuxième acte, et d'un hachis de vaudeville qui sert d'entrée au troisième : le tout, bien entendu, accommodé avec art et qui ne serait pas désagréable si nous n'attendions mieux ; ce n'est ici pour nous que hors d'œuvre indigeste et viande creuse. Tout ce deuxième acte est inutile et tombe de lui-même quand, de mémoire, on essaie de reconstituer la pièce. Vainement des personnages épisodiques, à qui le talent aimable de M. Berton, la verve de M. Dieudonné, la grâce de Mlle Lody prêtent un semblant d'existence, s'efforcent, après quinze ans, de nous intéresser au récit de ce que nous avons vu dans le prologue. Même nous n'écoutons pas sans malaise les rapports que MM. Berton et Dieudonné, — celui-ci décoré du nom burlesque d'Isidore Béchamel, — font au comte de Clermont-Latour des aventures galantes de sa femme. Le ton de cette conversation, malséante en elle-même, est d'une trivialité qui sent le Béchamel beaucoup plus que le Clermont-Latour, et le langage, ici, paraît, aussi bien que les mœurs, de médiocre bourgeoisie. Quelques « mots » sont amusans ; peu sont imprévus, et peu d'une qualité qui passe l'ordinaire. On voit clairement que ce n'est pas là que l'auteur a porté son effort, et je me garderai, pour moi, de l'en blâmer le moins du monde. Je fais honneur de cette négligence à un discernement très sûr des soins différens que méritaient les différentes portions de son ouvrage ; l'une essentielle et viable et pour laquelle, en conscience, il devait réserver sa peine ; l'autre, inutile et, quoi qu'il fît, caduque, réclamée par la gloutonnerie du public et qu'il devait se hâter d'expédier à peu de frais. Les gens veulent à toute force que le spectacle dure trois heures : il en durera donc quatre, on leur fera bonne mesure : s'il n'y a qu'un homme qui s'aperçoive qu'un tiers au moins de la pièce est tout de remplissage, l'auteur sera celui-là. Et, en effet, s'il n'est pas le seul à juger sévèrement cette partie, du moins fort peu de spectateurs imiteront sa justice ; la plupart seront dupes, et cela suffit bien, du mouvement et du babil de ces formes humaines manœuvrées, et soufflées de la coulisse avec une adresse rare, pour amuser l'intérêt et soutenir la patience jusqu'à la rentrée sur la scène des véritables héros.

Ainsi je ferai bon marché, aussi bien que du second acte, de ce vaudeville haché menu par où commence le troisième. Il est fort amusant, ce vaudeville ; c'est un va-et-vient de caricatures, où se détache au premier plan la silhouette d'un valet représenté par M. Colombey, avec suffisance et malice, et, un peu en arrière, un peu trop peut-être, la charmante figure d'une aventurière qui se nomme à la ville Mlle Réjane. Mais je suis persuadé que M. Sardou ne m'en voudra pas de ne goûter que du bout des dents ce hors-d'œuvre et de garder ma faim pour le plat de résistance : aussi bien ce tripot niçois où nous retrouvons la comtesse Odette, maîtresse de son vingtième amant, qui sera peut-être le

dernier, un chevalier d'industrie nommé Frontenac, c'est la table d'hôte de *Fernande*, transportée de Montmartre à la promenade des Anglais, par un coup de baguette qui n'a pu fatiguer le sorcier. M. Sardou ne demande pas qu'on le félicite de ce tour facile; assurément, il préfère qu'on épargne les louanges pour une meilleure occasion.

Nous y parvenons enfin à ces deux scènes où se révèle ce désir, récent chez l'auteur, de sacrifier à la science de l'âme. Pour ne plus revenir sur ce qui précède, notons que, si pendant un acte et demi M. Sardou nous a fait attendre la suite de son prologue, du moins il ne nous a pas fatigués, comme sans doute il eût fait jadis, à nous mener par le labyrinthe d'une intrigue décevante : il nous a permis cette fois d'attendre sur place, et c'est de quoi, sans ironie, nous devons à présent le remercier. Pendant cet acte et demi, M. Sardou n'a pas fait de mal; voyons ce qu'il a fait de bien dans l'acte et demi qui suit, je veux dire dans les deux scènes que j'ai signalées déjà, entre le père et la mère, entre la mère et la fille. J'aurai le courage d'avouer que je préfère de beaucoup la première, qui a surpris le public et tendu ses nerfs jusqu'à le faire grincer presque, à la seconde qui les a détendus jusqu'à le faire pleurer; la première a saisi tout le monde et n'a été que peu applaudie, la seconde a été acclamée par des spectateurs heureux de se trouver sensibles. C'est que la première, un peu obscure, témoigne d'un viril effort vers la psychologie dramatique ; la seconde, en fin de compte, n'est qu'un morceau de mélodrame, façonné délicatement. L'une et l'autre devaient, selon la conception de l'auteur, nous faire assister à des crises d'âme; mais l'exécution de l'une, si imparfaite qu'elle soit, — et de là ce malaise du public, — est originale, et de là ce plaisir que nous y prenons; celle de l'autre est banale et parfaite, voilà pourquoi elle nous plaît moins, et pourquoi, chaque soir, tant de personnes se mouchent bruyamment au Vaudeville.

Odette de Clermont-Latour a passé de son premier amant, un gentilhomme parisien, à un archiduc viennois; puis elle est descendue à un marquis italien, d'où elle est tombée, — Dieu sait après quelles haltes de caprice, mais qui ne comptent pas comme les stations marquées par la fortune, — jusqu'à un aventurier qui se donne pour vicomte français, mais qui n'est en réalité que grec en tous pays. Le nom des Clermont-Latour sert d'enseigne à un tripot : bien des gens qui n'aimeraient pas même à gagner chez le Frontenac perdent volontiers chez la comtesse. Elle sait cela, la malheureuse, et ne s'y résigne pas sans souffrir; mais quoi ! depuis quinze ans, elle est prisonnière de sa faute; elle n'a pensé longtemps qu'à dorer sa chaîne; elle en voit maintenant l'ignominie. Elle est volée, battue par cet homme qui la tient, qu'elle a aimé quinze jours et qui l'exploitera quinze mois; et après celui-là peut-être elle n'en trouvera pas d'autre, même en mettant un cierge, comme l'*Arsène Guillot* de Mérimée, à cette Notre-Dame vers

qui se tourne l'espoir des Madeleines avant leur repentir. Maintenant elle se sent vaincue, et, pour supporter cette vie, elle demande souvent à la morphine l'illusion d'une autre. Alors, quel rêve fait-elle ? Toujours le même, aussi honnête, aussi navrant au réveil : elle n'a jamais trompé le comte, elle vit heureuse entre lui et sa fille déjà grande. Mais cependant elle se connaît : si elle fût restée pure, sans doute elle rêverait les délices de la boue. Elle n'a pas de remords ni de regrets ; elle est désespérée seulement. Aujourd'hui deux coquines lui ont refusé le salut ; ce soir sa couturière lui a refusé le crédit ; et voici maintenant que le Frontenac, à la table de baccara, est pris en flagrant délit de vol. Furieuse, elle le soufflette elle-même avec le paquet de cartes arraché de son gilet. C'est le dernier sursaut de l'orgueil blessé à mort. Demain, dans quelques heures, que faire ? où fuir? qui la tirera de cette misère et de cette infamie?

« Moi ! répond le comte, survenu juste à point. Votre pension est doublée, votre vie assurée, honorée, tranquille, à une condition seulement : c'est que vous quitterez la France et que vous changerez de nom. — Jamais. » Et la comtesse Odette explique à son mari de quel prix, inestimable en or, est pour elle ce nom que la loi lui maintient, et qui, seul, à défaut de vertu et même de fortune, à défaut de famille et d'amis, la distingue des filles. Quelle est donc cette délicatesse qui prend le comte, sur le tard, de vouloir que son nom soit respecté des passans ? N'est-ce pas lui qui, un soir, a jeté ce nom dans la rue ? S'est-il soucié du scandale lorsqu'il a chassé sa femme sans répit, avec une sortie de bal posée à peine sur ses vêtemens de nuit, lorsqu'il a par cette phrase arrêté le parent qui proposait d'accompagner ou de mettre en voiture la malheureuse : « Laissez ! madame est de celles qui n'ont plus rien à craindre ! » Et notons qu'ici la comtesse n'a pas tort ; le comte de Clermont-Latour, ce sage et galant homme, a manqué, ce jour-là, de prévoyance et de bon goût. Non que l'auteur, j'imagine, l'ait voulu ainsi et que cette inconséquence soit justement une des marques de sa nature, mais sans doute M. Sardou avait assez, pour cette fois, de s'occuper d'un caractère, et le soin d'un de ses personnages l'a un peu trop distrait des autres. Il a donné sans réserve toute sa pensée à Odette, au détriment du comte et aussi de sa fille, une petite personne moutonnière, représentée facilement par Mlle Legault. M. Dupuis n'a pas trop de l'autorité de son talent, si grand et si simple et si naturellement fort, pour donner au comte de Clermont-Latour un air de consistance. Il est vrai, que, par contre, Mlle Pierson, cette comédienne habile, plus habile chaque année, mais toujours un peu molle et qui manque de génie, ne prête à la comtesse Odette ni l'accent d'une grande dame ni celui d'une grande courtisane, quand le rôle cependant exigerait l'un et l'autre, car

c'est dans ce rôle, — j'y reviens, — tel qu'il est esquissé à la fin de ce troisième acte, que gît l'intérêt littéraire de la pièce de M. Sardou.

Elle devine donc, la révoltée Odette, que, pour prendre après quinze ans un souci nouveau de son nom, le comte a des raisons nouvelles qu'il ne lui dit pas. Elle interroge, il avoue : « Ma fille, — votre fille, — aime, elle est aimée : la famille de son fiancé met cette condition au mariage... — Ma fille? J'ai donc une fille? où est-elle? Je ne la connais pas... Soit! J'ai une fille puisque vous me le dites... Vous lui avez appris à me mépriser, à me haïr... — Non! elle vous croit morte! — Ah! je suis morte pour elle... Eh bien! elle est morte pour moi! » Le comte s'indigne, il s'emporte jusqu'à outrager cette mauvaise mère. « Je ne suis pas une mauvaise mère, » répond-elle... (il va sans dire que le critique cite ici de mémoire et seulement selon le sens du dialogue;) « je ne suis plus mère, voilà tout. Vous avez dédaigné de tuer la femme, mais vous avez tué la mère : vous avez négligé votre droit pour l'outre-passer ensuite. Tant pis si maintenant les conséquences vous gênent! Vous m'avez volé mon enfant; je suis telle que vous m'avez faite! » Et plus le comte insiste, plus humblement il emploie après l'injure la prière, plus il apparaît tendre et prêt à noyer de larmes sa colère pour obtenir de la mère le bonheur de l'enfant, — plus aussi la femme se raidit et se retranche, et savoure le plaisir de se venger de l'époux en faisant souffrir le père. Mais peu à peu, — et c'est là le point délicat où je reconnais un psychologue plus subtil que je n'attendais, peu à peu, de cette vengeance exercée sur le sentiment paternel, l'âme d'Odette se tourne à envier ce sentiment, et cette envie, d'abord vindicative encore, s'achève à la fin en un pur désir : le désir de revoir cette fille qu'il fait si bon aimer. Elle veut la voir, elle la verra. Pourquoi? Peut-être elle l'ignore elle-même. L'instinct ranimé la pousse, plus encore que cet obscur espoir qu'elle n'ose encore s'avouer et que le comte lui révèle : qui sait? Qu'on la mène seulement devant sa fille; elle se nommera, toutes deux mêleront leurs larmes et ce flot lavera le passé : Odette de Clermont-Latour ressaisira d'un coup son enfant, son mari et son état dans le monde... Cette folle entreprise, on ne la lui défend pas, mais on l'en défie. Le comte veut en finir : demain Odette verra sa fille.

Quelques fanfarons de cruauté, comme en forme nécessairement cette littérature contemporaine où se tarit, selon l'expression de Shakspeare, « le lait de l'humaine tendresse, » auraient voulu qu'Odette restât jusqu'au bout exclue de l'amour maternel et qu'elle s'en tînt aux déclarations qu'elle a faites un peu plus haut sur la vanité réelle de ce sentiment acquis. Ils la prennent au mot et professent que, si la voix du sang existe, elle a besoin, pour se faire entendre, d'être développée par l'exercice : leur diagnostic est rapide, et de l'indignité

de la femme, ils concluent sans autre enquête à l'irrémédiable extinction de cette voix. Ces docteurs sans miséricorde soutiennent que Mme de Clermont-Latour, après quinze années de vice, n'est plus mère et qu'elle doit se soucier de sa fille comme de son premier amant; que M. Sardou, pour respecter la vraisemblance et la morale, était tenu de lui faire signer la vente opportune de son nom, c'est-à-dire du dernier vestige et de la dernière espérance de cette maternité perdue qu'elle ne doit pas retrouver. Au contraire, la plupart des spectateurs, nourris des traditions du mélodrame, auraient aimé qu'Odette, au premier bêlement de sa fille, se sentît des entrailles de brebis nourrice; de tout ce qui précède, ils ne retiennent qu'une chose, c'est que la morphine donne à cette femme l'hallucination de l'amour maternel; ils ne comprennent pas qu'à jeun le nom seul de son enfant ne lui produise pas le même effet; ils n'admettent pas qu'une mère ne se retrouve pas mère à toute heure et même sans apprêt; pour eux, Odette doit se sacrifier au premier signe, dès que le bonheur de Bérengère est en jeu. Ce gros de bonnes gens n'est pas plus raisonnable que cette élite de raffinés. Ces contraires mouvemens de l'âme, ces vicissitudes de sentimens, ces retours de passion marquent justement une exacte et sincère imitation de la vie. M. Sardou, ici, quoi qu'en disent les uns, n'a pas flatté la nature; quoi que prétendent les autres, il ne l'a pas calomniée. Il a montré deux états successifs également nécessaires; il a trouvé avec une subtilité singulière un passage vraisemblable du premier au second; il a fait voir des nuances de l'âme plus rares qu'on n'osait l'espérer. Sans doute il est regrettable que d'autres scènes d'analyse n'aient pas préparé le public à l'intelligence de celle-là. Que de précautions ne faut-il pas pour introduire à la scène un peu de vérité morale! Sans doute aussi M. Sardou n'a pas de ce genre l'expérience qu'il a d'un genre moins noble; il lui manque en ces matières l'aisance et la sûreté que donnait aux classiques une forte discipline philosophique et religieuse. Par ces raisons, il semble à la fois que le caractère de l'héroïne soit trop complexe et que les diverses teintes n'en soient pas assez fondues; une demi-obscurité se répand sur l'œuvre, où le public se heurte à des angles qui le blessent. Mais ces critiques mêmes témoignent du courageux effort qu'a fait l'auteur. Prenons cette scène telle quelle; je n'en sais aucune dans son répertoire, j'en sais peu, à vrai dire, dans tout le théâtre contemporain, où se trouve enfermée une plus grande somme de psychologie : c'est assez pour qu'on la retienne, à l'honneur de M. Sardou, comme gage d'œuvres prochaines, plus complètes selon le même esprit, qu'il n'a pas le droit à présent de ne pas nous donner.

Si le comte de Clermont-Latour a jeté à sa femme, pour terminer cette scène et amener la suivante, un défi que d'abord on s'explique

assez mal, c'est que naguère, n'en doutez pas, il a vu *Miss Multon*. Il se rappelle comment, vers la fin de la pièce, quand l'héroïne repentante, Mme de Latour, cachée sous le nom de miss Multon, réclame au foyer de famille sa place occupée par une autre, son mari intervient et s'écrie : « Vous désirez que vos enfans vous appellent du nom de mère, à merveille ! Nous les avons élevés dans le respect profond de cette mère qu'ils vont retrouver et qu'ils ne connaissent pas. Avant de la leur rendre, il faudra leur expliquer pourquoi ils l'avaient perdue... Vous en sentez-vous le courage? Alors, faites : les voici ! » Et comment ne pas se souvenir du sacrifice humilié de cette mère qui s'incline et dit à ses enfans un éternel adieu : « Non pas éternel, reprend le père : chaque année, mes enfans, on vous conduira en Angleterre auprès de miss Multon, afin que vous acheviez d'apprendre l'anglais. » L'idée est délicate, ingénieuse et touchante ; puisqu'une fois elle avait plu au public, elle pouvait bien lui plaire encore, et je comprends que M. Sardou en ait voulu tirer profit. Mlle Pierson devait jouer cette scène, elle la joue en effet avec un art qui supplée à la sensibilité naturelle ; Mlle Legault y trouverait l'emploi de son enfantillage larmoyant; et M. Dupuis, témoin de l'entrevue, réduit au rôle de personnage muet, le remplirait, ce rôle, avec les ressources de sa mimique la plus sobre et la plus variée.

De vrai, aucun mécompte n'a troublé ces calculs : entre onze heures et minuit, chaque soir, on pleure au Vaudeville presque autant qu'à l'Ambigu : or, si j'en crois le poète : « une larme coule, et ne se trompe pas. » Mais le poète a dit aussi : « Vive le mélodrame où Margot a pleuré ! » J'imagine qu'il m'est permis de regretter que l'exécution de cette dernière scène soit justement d'un mélodrame. Tous ces détails, j'en demeure d'accord, sont disposés avec adresse et par la main d'un artiste qui travaille finement dans ce genre ; mais tous, à l'examen, sont d'une banalité courante, et de ceux qu'on trouvera d'abord si l'on doit improviser sur un pareil thème une charade sentimentale. « Papa m'a dit, madame, que vous étiez des amies de maman. — Dès l'enfance. — Que je vous envie !.. Vous l'avez connue mariée ? — Mariée!.. oui. — Est-ce que vous étiez là quand elle est morte ? — Non, mon enfant... — Mais vous étiez à son mariage? — J'y étais... » Tout ce quiproquo pathétique n'a pas dû fatiguer beaucoup l'imagination psychologique de l'auteur ; et ce n'est pas non plus d'un arrière-magasin bien secret qu'il a tiré les accessoires sur lesquels il nous invite à pleurer. C'est d'abord le petit bonnet que la mère de Bérengère avait brodé pour elle, et, naturellement, le crochet qu'elle commençait quand elle est morte ; le carnet de bal ne manque pas, ni la miniature, ni le médaillon à secret qu'Odette ouvre à Bérengère, et dont elle tire en tremblant... quoi? deux mèches de cheveux, — des cheveux de l'enfant et

des cheveux de la mère, — noués comment? avec de la soie bleue... Ah! vous devinez tout! Vous devinez même peut-être que Bérengère touche du piano et qu'elle joue de préférence les airs que sa mère « affectionnait. » — Celui-ci, tenez, « que maman jouait dans le salon de ma grand'mère quand papa est venu demander sa main... Papa a voulu qu'on le jouât à l'église le jour de son mariage, » — de ce mariage où assistait la dame en deuil qui pleure sur ce canapé. Le moyen de ne pas pleurer nous-mêmes! Mais le moyen aussi de ne pas réfléchir tout en pleurant qu'on nous fait pleurer à peu de frais, et de ne pas en vouloir un peu à l'auteur qui réussit à nous toucher par un artifice si peu rare, après qu'il y a tâché par de plus nobles procédés!

La scène tourne à la fin sur ce quiproquo prolongé qui est le pivot usé de tant de méchantes scènes de drame. « Je sais dans cette ville une femme... votre père la connaît comme moi... une femme qui, depuis des années, vit loin de son mari et de son enfant... — Une mauvaise femme alors? — Bien malheureuse!.. — Laissons cette vilaine femme, voulez-vous?.. Parlons encore de maman!.. — Oh! non,.. non!.. Ne parlons plus d'elle... C'est fini... Mais Dieu, juste Dieu!.. de sa bouche... quel châtiment!.. — Vous nous laissez déjà? — Oui, il le faut; je vais quitter Nice. — Je ne vous verrai plus? — Ailleurs, plus tard. » Ce « plus tard, » vous l'entendez! Un moment après, je ne sais quel Théramène, M. Berton ou M. Dieudonné, vient nous raconter que la pauvre Odette a réalisé le roman que son mari avait inventé, selon l'ordre que le récit de sa fille lui a indiqué tout à l'heure; elle a pris une barque, elle s'est fait mener au large, elle s'est laissée couler. Seulement cette fois, on a retrouvé son corps et non plus son voile. M. de Clermont-Latour permet à sa fille d'aller pleurer et prier après du cadavre de la « dame, » comme tant de fois elle a fait sur le cénotaphe élevé dans le parc de Brétigny. On ne dit pas si Bérengère prendra le deuil, ni combien de jours encore sera différé son mariage avec le petit Méryan, un pauvre jeune homme, par parenthèse, qui ne peut que pousser à la fin un : « Ah! » de soulagement en apprenant que les vœux de sa mère sont cruellement comblés.

Bérengère, tout à l'heure, en disant que la « vilaine femme » aurait dû se repentir, nous avait fait prévoir une peine moins sévère. M. Sardou a craint de paraître démodé s'il envoyait Odette au couvent de la Fiammina, ou banal tout au moins s'il l'exilait comme miss Multon; pour être, à l'improviste, plus inhumain qu'il ne fallait, il n'échappe pas, ce me semble, à la banalité. Ainsi se termine, d'une façon déplaisante et peu rare, ce drame que l'affiche annonce pour comédie. Ai-je expliqué pourquoi le public n'en reçoit pas une impression très nette, et comment, malgré cela, il s'y intéresse? Au moins j'espère avoir montré que si j'estime cet ouvrage, c'est surtout comme garant d'œu-

vres déjà proches, et pour des raisons dont quelques-unes ne contribuent peut-être que médiocrement à sa vogue.

Le succès du *Petit Jacques*, sur la scène de l'Ambigu, n'a pas besoin d'être étudié si longuement; aussi bien il n'est pas pour embarrasser nos doctrines. *Le Petit Jacques* fait couler plus de larmes non-seulement « qu'Iphigénie en Aulide immolée, » mais peut-être même que *les Deux Orphelines*, de MM. d'Ennery et Cormon. M. Busnach a tiré ce drame d'un roman de M. Claretie, *Noël Rambert*, qui mériterait d'être plus connu. M. Busnach est un laborieux et habile fabricant de pièces qui fait rire dans un théâtre et pleurer dans un autre; en même temps que *le Petit Jacques*, on donne de lui une bouffonnerie, *la Chambre nuptiale*, au Gymnase, où M. Saint-Germain est délicieux, et cette nouveauté n'est pas indigne d'accompagner sur l'affiche, avec *les Premières Armes de Richelieu, Indiana et Charlemagne*, joué à ravir par Mlle Granier. Deux jours avant *le Petit Jacques*, on avait accueilli froidement, au théâtre du Château-d'Eau, la *San Felice*, de M. Drack, un drame fait avec soin, d'après le roman de Dumas père, mais peut-être un peu confus et surtout assez mal joué : *le Petit Jacques* paraît et ravit tous les suffrages; aussitôt les partisans de ce genre naufragé du mélodrame agitent leurs mouchoirs trempés de larmes en signal de salut. Je constaterai comme eux et sans chagrin ce succès : je les inviterai cependant à rabattre de leur joie. Pourquoi *le Petit Jacques* a-t-il réussi? Parce que M. Busnach, en homme d'expérience et de sens, connaît les « ficelles » du théâtre et les juge : pour les avoir employées souvent, il sait qu'elles sont usées. Il a donc réduit le roman à un mélodrame clair et simple, et moins mélodramatique que le roman lui-même; et enfin, dans cette fable, tel qu'elle est apparue à la lumière de la rampe, les parties que le public a de beaucoup préférées au reste sont les plus éloignées du vieux type de la pièce d'intrigue, les plus uniment pathétiques, les plus naturellement humaines. Personne n'est dupe du manège par lequel l'auteur amène cette rencontre nécessaire, mais moralement presque impossible, de l'accusé innocent et du magistrat coupable; mais, une fois ces deux hommes en présence, quand ce juge propose à ce père, en échange d'un aveu mensonger, la fortune qui paiera la guérison de son enfant malade; plus tard, dans la nuit qui précède l'exécution annoncée, quand le seul témoin du crime, silencieux jusque-là et partant complice du juge, assiste au rêve de l'enfant somnambule et le voit désigner du doigt la guillotine où va mourir son père : alors, devant celui-là qui doit choisir de sa vie et de son honneur ou de la vie de son enfant, devant celui-ci que le remords tire de sa lâcheté payée, notre âme s'attendrit, s'émeut, et ce n'est plus seulement parce qu'un enfant souffre sur la scène que les larmes nous jaillissent des yeux; ce n'est pas seulement une illusion cruelle qui met nos nerfs en branle : c'est la juste sympathie que doit exciter en

nous le spectacle d'une crise morale; l'une et l'autre de ces deux scènes aurait droit de s'intituler : *une Tempête sous un crâne*. — C'est justement la petite Daubray, la Cosette des *Misérables*, qui joue ce rôle de Jacques en merveilleuse enfant; M. Lacressonnière, dans le rôle du père, a des accents d'une vraisemblance, hélas! trop navrante; M. Courtès, un bon comique, représente le témoin du crime en scrupuleux comédien, et M. Cosset, par son tact, soutient le personnage du juge. Mais croyez bien que, si tous ces acteurs nous paraissent plus touchans qu'à l'ordinaire et plus véritablement dignes de ce titre d'artistes, c'est que cette pièce, avec ses gros mots, contient plus de psychologie que bien des mélodrames en phrases pompeuses, et qu'elle est plus voisine de notre humanité.

La psychologie avec le style, voilà les puissances auxquelles, pour la dernière fois de cette année, je conjure les auteurs dramatiques de sacrifier l'intrigue; et je les menace de répéter ma prière l'an prochain, dans un mois. Les talens ne manquent pas, mais le courage et la constance. N'est-ce pas pitié que des hommes tels que MM. Gondinet et Blum, l'un l'auteur du *Panache*, et l'autre de *Rose Michel*, ajoutent à un premier acte de comédie malicieuse trois tableaux comme les derniers de cette *Soirée parisienne* qui a échoué si tristement, le mois passé, aux Variétés? N'est-ce pas dommage qu'un poète du talent de M. Armand Silvestre se contente de produire pour le théâtre une scène lyrique pleine de beaux vers, mais qui n'est qu'une scène lyrique, — cette *Sapho* que Mlle Rousseil et M. Silvain ont déclamée de leur mieux, l'autre après-midi, à la Gaîté? M. Fourcaud, dans une remarquable étude qu'il vient de publier sur la danse française, avec ce titre : « Figures d'artistes. — Léontine Beaugrand, » et où, par parenthèse, il me paraît injuste au moins pour Mlle Rita Sangalli, M. Fourcaud cite l'opinion de M. Théodore de Banville, qu'un pas dansé doit être « l'image même d'une ode. » A ce compte, il se trouve, dans la *Sapho* de M. Silvestre, des stances qui forment un beau ballet de rimes. Est-ce donc assez et faut-il que des lettrés de ce prix n'abordent la scène qu'en de si rares et fugitives occasions? Voici que les maîtres du théâtre leur font des avances : la conversion d'un chef tel que M. Sardou aux doctrines fondées par le génie classique donne raison à nos espérances et ne peut qu'animer les timides. J'estime que ceux-là doivent se risquer à faire acte d'auteurs dramatiques qui sont des écrivains, et bientôt peut-être un dramaturge n'osera se donner pour tel que s'il est homme de lettres.

LOUIS GANDERAX.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

30 novembre.

Un ministère nous est né, et pour son entrée dans la vie, du premier coup, il a eu un genre de succès qui n'est peut-être pas le plus enviable pour un ministère sérieux : il a eu le succès d'une surprise! Il a étonné la France autant que l'Europe, la diplomatie et la finance, ceux qui croient tout savoir et ceux qui ne savent rien, les amis et les ennemis. Le politique privilégié entre tous, qui s'est trouvé investi par les circonstances de la mission de former un cabinet, qui a eu tout pouvoir, toute liberté pour préparer sa combinaison, ce politique supérieur a réussi pour un instant à mettre tout le monde d'accord dans un même sentiment à l'égard du bel ouvrage échappé à ses profondes méditations.

Ah! se sont hâtés de s'écrier quelques amis confondus et un peu abasourdis de l'aventure, il y a erreur, ce n'est pas là le ministère que M. Gambetta avait annoncé, qu'il avait promis! — Il se peut, en effet, que M. Gambetta ait eu d'abord d'autres vues ou d'autres velléités; il a paru un moment, si l'on veut, se proposer quelque autre combinaison, et sûrement si, avec la position que les événemens lui ont faite, il s'était étudié à réunir au pouvoir des hommes ayant une valeur, offrant des garanties, il aurait pu résoudre le problème de donner une administration sérieuse et peut-être durable au pays. Il aurait moins surpris le monde, il aurait procédé en politique soucieux d'inspirer quelque confiance par la maturité de ses résolutions. Malheureusement, si M. Gambetta a eu ces idées, il ne les a pas gardées longtemps. Il a cru sans doute que des hommes ayant le sentiment de leur responsabilité pourraient aussi avoir leur opinion et le troubler dans son omnipotence. Il a jugé qu'on pouvait suppléer avantageusement à la qualité par ce qu'on appelle, d'un heureux euphémisme, « l'homogénéité, » et il s'est dit que le meilleur moyen d'avoir un

cabinet homogène, c'était qu'il y eût un chef pensant pour tous ses collègues, commandant un bataillon de collaborateurs dociles. Il a choisi tout simplement, sans compter, sans distinguer, dans son entourage, des hommes de bonne volonté et de soumission. Il a fait des ministres de camaraderie ou de fantaisie, il a même créé de nouveaux ministères pour satisfaire sa clientèle, sans se demander s'il avait le droit de décréter des dépenses permanentes et assez inutiles. Il a complété sa collection de ministres par une collection de sous-secrétaires d'état, — après quoi l'œuvre a été accomplie, la république a eu son gouvernement.

Soit! on n'a pas le grand ministère, on aura peut-être un grand programme, on l'a cru un instant du moins. Malheureusement encore le programme n'a pas été plus brillant que la composition du ministère. La déclaration qui a été lue contient un certain nombre de banalités, d'assurances vagues que le gouvernement le plus insignifiant ne désavouerait pas, — la paix maintenue avec dignité, l'ordre garanti, le progrès mesuré, mais incessant, les réformes démocratiques, les dégrèvemens combinés de façon à alléger les charges sans compromettre les finances, etc. Cette banale déclaration, elle n'a l'air de prendre un peu plus de précision que sur deux points, sur la revision constitutionnelle imaginée pour corriger le sénat, et sur la « stricte » application du régime concordataire dans les rapports de l'état avec l'église. Encore est-il difficile de savoir ce qu'on entend par cette « stricte » application du régime concordataire et par cette réforme constitutionnelle « limitée, » qui doit remettre « l'un des pouvoirs essentiels du pays en harmonie plus complète avec la nature démocratique de notre société. » Le fait est que déclaration et cabinet ont été reçus avec une singulière froideur dans les deux chambres, au Palais-Bourbon aussi bien qu'au Luxembourg; l'un et l'autre ont été une déception autant qu'une surprise, et du grand programme comme du grand ministère, c'est provisoirement tout ce qui reste! C'était bien la peine d'être depuis trois ans l'embarras de tous les ministères, de peser de tout son poids sur la politique, de se réserver ce rôle de prépotence et d'intervention à l'heure décisive, de se faire précéder de tant de fanfares, pour en venir, — à quoi? A la constitution d'un cabinet capable de faire regretter ou absoudre les cabinets qui l'ont précédé. Voilà une étrange manière de marcher « lentement, mais fermement » dans la voie du progrès!

C'est qu'en effet tout semble singulier dans cette aventure de l'avènement d'un ministère. Il faut bien s'entendre : si le cabinet qui vient de naître de la volonté de M. Gambetta a été reçu avec une froideur si peu déguisée, avec une surprise mêlée d'ironie, ce n'est nullement parce qu'il se compose d'hommes jeunes ou peu connus. D'abord ces nouveaux ministres ne sont pas tous si jeunes et si inconnus; ils ont pour la plupart, ce nous semble, dépassé l'âge des illusions, et s'ils

n'ont pas l'expérience nécessaire, ce n'est pas le temps qui leur a manqué pour mûrir. Qu'ils soient jeunes ou vieux, peu importe. Si le cabinet du 14 novembre a été un objet d'étonnement et si, pour son début, il a fait une si triste figure devant le public comme devant le parlement, c'est pour d'autres raisons. On aurait beau s'en défendre, l'impression universelle est que la pensée supérieure a manqué au moment décisif; la confusion et la médiocrité sont restées dans l'œuvre, dans la politique comme dans le choix du personnel, et ce qu'il y a de plus grave peut-être, c'est que M. le président du conseil n'a pas paru se douter de ce qu'il faisait d'extraordinaire en composant son cabinet avec ce sans-façon d'omnipotent. Disons le mot : les derniers incidens ont montré une fois de plus, et d'une manière dangereusement significative, que M. Gambetta, avec sa fougue d'orateur et ses habiletés de tacticien, manque du don le plus essentiel pour un chef politique, de ce don qui s'appelle le discernement. Il peut trouver à l'occasion des mots d'ordre retentissans, il n'a sûrement pas l'esprit de conduite, le jugement et la mesure dans la direction des affaires. Il a le goût de l'influence et de la domination, il n'a certes pas l'art de choisir les hommes pour les fonctions, ou plutôt pour lui tous les hommes se ressemblent et sont bons à tout dès qu'ils sont ses amis. Il les place indifféremment dans un ministère ou dans une ambassade. Cela lui est égal. S'il réussit parfois dans ses choix, et cela peut bien lui arriver, c'est fort heureux : il aurait pu choisir autrement sans y attacher plus d'importance. M. Gambetta ne s'est pas dit assez que, puisqu'il avait le très grand honneur d'être appelé au gouvernement de la France, il devait au pays, il se devait à lui-même d'élever ses pensées à la hauteur de cette mission supérieure, de ne pas se donner l'air de réduire le gouvernement à une affaire de camaraderie ou de coterie. Il ne s'est pas dit qu'il y avait des traditions à respecter, des convenances à observer, que tout le monde, après tout, n'était pas propre à être ministre, que c'était même, si l'on veut, une condition de succès de mettre un certain tact dans la distribution des plus hauts emplois de l'état.

M. le président du conseil s'est sûrement exposé à plus d'une mésaventure ou à plus d'une difficulté, faute de ce discernement nécessaire et de la plus simple prévoyance. Avec un peu plus de réflexion ou un peu moins de facilité, il se serait peut-être dispensé de placer au ministère de la marine un homme qui s'est conduit certainement en brave officier dans la campagne du Mans, mais que sa qualité d'ancien capitaine de vaisseau devenu conseiller d'état ne désignait pas suffisamment à la direction supérieure de la flotte. Le ministre de la marine du choix de M. Gambetta n'y met pas de diplomatie, il entre dans son rôle en conquérant. Du premier coup, il rassemble les amiraux, les officiers-généraux, ses anciens chefs, pour leur signifier qu'ils lui doivent « l'obéissance. » Il leur dit tout simplement : « Ne vous

dissimulez pas que vous avez besoin de gagner ma confiance; je ne la donne jamais légèrement. Les paroles ne sauraient me suffire, il me faut des actes... » Voilà qui est parler! Les vieux amiraux d'autrefois, les Duperré, les Rigault de Genouilly, les Bruat, l'amiral Jauréguiberry, qui n'a pas moins bien servi que M. le capitaine Gougeard, au Mans, tous ces hommes, qui ont été l'honneur de la flotte, auraient eu probablement un langage plus modeste, même avec des subordonnés. M. le ministre de la marine, pour un homme qui prétend que les monologues ne s'excusent que par la concision, parle décidément trop; il fait trop de discours, trop d'ordres du jour. Il pense, il est vrai, être suffisamment à l'abri en invoquant le nom de celui qui l'a choisi, de « l'homme éminent dans lequel la France a mis depuis tant d'années ses plus chères espérances... » *L'homme éminent* n'en est déjà plus peut-être à trouver qu'il aurait mieux fait de laisser M. le capitaine Gougeard au conseil d'état, et, dans tous les cas, s'il n'a pas d'autre secours pour aller jusqu'au bout de la longue carrière que lui promet M. le ministre de la marine, il pourrait bien rester en chemin.

Le discernement a manqué à M. Gambetta dans le choix de son ministre de la marine; il lui a manqué bien plus encore et d'une manière bien autrement grave, dans le choix du ministre de l'instruction publique, parce qu'ici il ne s'agit plus d'un service spécial, il s'agit de la politique même, tout au moins d'une partie essentielle de la politique du cabinet. Il n'y a pas bien longtemps encore que le nouveau chef de l'instruction publique, M. Paul Bert, avouait lui-même, dit-on, qu'il ne pouvait guère être ministre, qu'il était trop engagé par ses opinions sur les affaires religieuses, qu'il se sentait d'ailleurs trop peu maître de sa parole ou de ses passions, et qu'il ne ferait que compromettre M. Gambetta. Si M. Paul Bert pensait ainsi il y a quelques mois lorsqu'il pouvait se croire encore loin du pouvoir, il l'a oublié sans doute, ou il n'a pu résister à la tentation le jour où il a vu la porte du ministère s'ouvrir devant lui. M. Paul Bert est un savant éminent, et sa science n'a rien à faire ici. Ce qu'il y a de certain, c'est que l'homme politique en lui est aussi peu philosophe, c'est-à-dire aussi peu tolérant que possible, qu'il a toutes les ardeurs et les fanatismes d'un sectaire scientifique avec la verve libre et hardie d'un Bourguignon. M. Paul Bert chargé de diriger, de manier, de pétrir l'enseignement national, de le soumettre à ses expériences, de pousser la politique de M. Jules Ferry à ses dernières limites, c'était déjà beaucoup; c'était assurément assez pour donner à l'administration nouvelle un caractère particulier de gravité. Qu'est-ce donc lorsqu'aujourd'hui, sans aucune raison plausible, par une fantaisie étrange ou par une sorte de bravade, on rend au nouveau ministre de l'instruction publique la direction des cultes? A l'intérieur, où ils avaient été placés depuis quelques années, ils restaient sous l'autorité du nouveau ministre, M. Waldeck-Rousseau, qui

lui, est un des jeunes du cabinet et qui passe pour avoir de l'avenir, qui n'est point apparemment un « clérical, » mais qui dans tous les cas est moins engagé ; à l'instruction publique où ils sont maintenant ramenés, ils passent sous la direction d'un ennemi décidé, déclaré, et M. Paul Bert ne s'en cache pas ; il ne cherche nullement à dissimuler la portée de son audacieux radicalisme. Il a rempli ses harangues de ses sarcasmes et de ses négations des religions. Il ne fait pas mystère de ses sentimens sur les croyances religieuses, particulièrement sur la foi catholique, et il n'affecte pas quant à lui de distinguer entre le « cléricalisme » et le catholicisme : tout cela ne fait qu'un, c'est une « école d'imbécillité, d'antipatriotisme et d'immoralité ! » Dans ces *Discours parlementaires* qu'on recueille aujourd'hui, qui ne manquent certainement pas d'intérêt, il l'a dit tout haut : « Nous ne parlons pas la même langue, nous les fils de la révolution, et d'autre part les représentans, les champions et les défenseurs de l'église catholique. » Que M. Paul Bert, comme orateur parlementaire, comme savant, ait toutes les opinions qu'il voudra, il est libre ; mais le jour où il devient un représentant de l'état en matière de culte, n'est-on pas en droit de montrer ce qu'il y a dans cette situation de blessant pour l'église, à qui on donne un ministre ainsi disposé, et de peu digne pour le ministre lui-même qui, avec ces opinions déclarées, accepte la direction d'un grand service public toujours délicat ? Si on ne parle pas la même langue, convenez qu'il est difficile de s'entendre pour maintenir la paix des consciences, qui est pourtant aussi un intérêt national.

A la vérité, le nouveau ministre, en recevant récemment les fonctionnaires de la direction des cultes, a essayé d'expliquer comment il comprend son rôle. Il a dit que l'administrateur des cultes ne devait être ni religieux ni antireligieux, qu'il devait exécuter et faire respecter les lois. C'est vrai, si l'on veut ; seulement on ne tarde pas à s'apercevoir que, dans la pensée de M. Paul Bert, l'exécution des lois signifie tout simplement qu'on doit revenir le plus promptement possible à un programme qu'il a exposé il y a quelque temps, qu'il n'a pas sûrement abandonné. « Il faut, disait-il, enlever au clergé toute influence sur l'éducation publique ; il faut supprimer l'exemption du service militaire pour ses prêtres, rendre à l'état et aux communes les édifices qu'occupent indûment ses évêques et ses séminaires, enlever à ses ministres les préséances orgueilleuses dont ils se parent... Il faudra revenir à la stricte exécution du pacte contracté par le pape lui-même ; ne plus payer canonicats ni bourses de séminaires, ramener à l'état d'indemnités gracieuses les traitemens dits obligatoires des desservans, etc. » Le programme est complet et retrouve tout son à-propos.

Ainsi voilà un ministre des cultes qui est dans une étrange position ! Il ne tarit pas de sarcasmes sur l'église, sur ses chefs, sur

le curé, qu'il signale à la haine de l'instituteur, et en même temps il est obligé d'être chaque jour en relations avec l'église, de proposer des évêques à l'institution du saint-père, de nommer des curés ou du moins de les « agréer. » Il doit apparemment veiller au recrutement du clergé et en même temps il propose de dépeupler les séminaires en soumettant au service militaire les jeunes gens qui se destinent au sacerdoce ! Il faudrait cependant sortir de ces confusions et avouer ce qu'on veut, ce qu'on poursuit réellement. Veut-on préparer la séparation de l'église et de l'état ? Il y aurait plus de franchise à le dire, à accepter dès aujourd'hui les propositions qui ne manquent pas; ce serait à discuter, et si ce système est singulièrement périlleux, il y aurait du moins dans la liberté des deux pouvoirs plus de dignité et pour l'état et pour l'église. Veut-on maintenir le concordat? C'est encore une politique. La question seulement est toujours de savoir ce que signifie cette « stricte application du régime concordataire, » qui a trouvé place dans la déclaration du gouvernement et que M. le ministre des cultes a reprise pour son compte. Si c'est l'application comme l'entend M. Paul Bert, il n'y a pas à s'y tromper, c'est une guerre de destruction sans dignité, par subterfuge et par passion de parti. Si c'est l'exécution simple et vraie du concordat que veut le gouvernement, en sauvegardant dans la mesure légitime les droits du pouvoir civil, soit; mais alors la pire des politiques est de paraître vouloir et ne pas vouloir, de laisser tout redouter, de livrer l'exécution d'une loi de concorde, puisque le mot le dit, à un ennemi qui ne déguise pas ses haines, ses ardeurs agressives, même depuis qu'il est entré au pouvoir. M. le président du conseil ne s'est point aperçu qu'en confiant les cultes à M. Paul Bert, il inaugurait son ministère par un acte qui était ou une étourderie, une faiblesse, pour ne pas refuser une satisfaction orgueilleuse à un ami impatient, ou une espèce de défi, d'ostentation d'animosité. Il n'y a que le choix entre les deux explications, car pour de la prévoyance politique, il n'y en a sûrement pas.

Malheureusement M. Gambetta, dans la campagne où il est engagé, n'en est plus à compter les difficultés qu'il s'est déjà créées par ses fautes, par la légèreté de ses choix comme par ses projets, et s'il y avait un embarras qu'il pouvait éviter, c'était bien assurément cette réforme constitutionnelle dont il a fait le premier article de son programme. Il s'est jeté tête baissée, par impatience, par ressentiment, sur cette revision, à laquelle il ne songeait pas quelques jours avant de la proposer. Comment sortira-t-il de là maintenant? On ne le sait pas encore, il ne le sait pas lui-même, et ce n'est pas vraisemblablement dans cette courte session près de finir qu'il présentera un projet au nom du gouvernement; mais il peut voir déjà toutes les complications, tous les dangers de cette question si complètement imprévue, par la discus-

sion qui s'est élevée dans la chambre des députés au sujet de l'extension possible ou des limites de la réforme constitutionnelle qui se prépare; c'était, si l'on veut, une simple escarmouche avant la bataille; l'escarmouche n'est pas moins significative. M. le président du conseil, combattant l'urgence sur une proposition de revision, s'est empressé de limiter d'avance cette revision, que M. Clémenceau voulait au contraire étendre indéfiniment, en réservant dans tous les cas le droit souverain de l'assemblée nationale qui sera réunie. Le chef du cabinet a cherché des armes ou des raisons dans les précédens, dans les traditions constitutionnelles, dans les considérations d'ordre public et de prévoyance; il a montré le danger qu'il y aurait à mettre en doute l'existence même du sénat, à « ouvrir la porte à toutes les aventures, en ne fixant pas d'avance des points précis. » Rien de mieux! M. le président du conseil est un homme à l'occasion plein de prudence; mais qui donc a ouvert la porte et qui a engagé le débat? Qui a donné avec une certaine autorité le premier signal d'une atteinte à cette constitution dont M. Gambetta se plaît à vanter la solidité au moment même où il l'ébranle? Lorsqu'enfin les deux chambres, par des délibérations séparées, auront voté la revision qu'on va leur proposer et auront fixé les « points précis » dont parle M. le président du conseil, lorsque le congrès sera réuni, qui a le droit d'enfermer une assemblée souveraine dans un ordre du jour inflexible, de lui dire qu'elle n'ira pas au-delà de la limite qu'on aura tracée? M. le président du conseil prétend que l'assemblée ne peut pas et ne doit pas dépasser la limite; M. Clémenceau soutient qu'elle le peut et qu'elle le doit, que rien ne peut l'en empêcher. Entre M. Gambetta et M. Clémenceau qui prononcera? C'est l'inconnu. D'ailleurs, il faut voir les choses dans leur vérité : les réformes constitutionnelles que le gouvernement lui-même semble vouloir proposer, qu'il veut bien appeler partielles, sont assez graves et assez complexes pour conduire à tout. Elles touchent le sénat dans son origine par le mode d'élection, dans une partie de sa constitution par la menace suspendue sur les inamovibles, dans son indépendance et dans ses droits par la diminution projetée de ses attributions. Avec cela on peut aller loin, et les limites sont assez vaines. La carrière est ouverte.

Un esprit habile et libéral, M. Edmond Scherer, qui est lui-même sénateur et sénateur républicain, vient d'écrire sur cette *Revision de la constitution* des pages aussi vives que sensées, où il montre tout ce qu'il y a d'artificiel et de périlleux dans cette question soulevée sans raison, exploitée par les partis, aggravée par l'intervention, par la complicité du gouvernement. A quels signes a-t-on pu reconnaître qu'elle ait un instant préoccupé et passionné l'opinion? Où a-t-on vu l'apparence d'un mouvement spontané, à demi sérieux, du pays autour de cette question? Elle est née d'un artifice de parti, cela n'est pas dou-

teux; elle est passée par les comités, elle a été relevée par un homme puissant dans l'embarras, qui y a trouvé un expédient électoral : c'est toute l'histoire, et ce qu'on dit pour expliquer, pour justifier la revision est précisément ce qui la rend plus suspecte. Quelle est en effet la grande, l'unique raison de cette revision? C'est que le sénat s'est permis quelques votes indépendans. Il a voté contre le scrutin de liste, il a introduit quelques atténuations dans la loi sur l'enseignement laïque. C'est le grand crime! Mais alors, si le sénat n'a pas le droit de voter dans sa liberté sans être menacé, pourquoi deux chambres? Les radicaux sont plus sincères ou plus logiques lorsqu'ils disent : Si le sénat n'accepte pas tout ce que fait l'autre chambre, il est un obstacle: s'il se borne à approuver, à enregistrer, il est inutile. Au fond, dans cette importune affaire de la revision, il y a une question plus grave : c'est toujours la lutte entre les deux républiques, — la république libérale, tolérante, stable, et la république courant à l'anarchie par imprévoyance, par l'esprit de mobilité, par le fanatisme de l'absolu. M. Edmond Scherer se sert d'autres termes : « Il s'agit de savoir si la république de 1875 restera habitable ou deviendra une bousingotière. » Le mot est dur, il n'est pas moins vrai, et c'est ainsi que, par l'inconséquence de ses choix comme par ses complaisances pour les agitations, le nouveau président du conseil se crée une situation difficile, qui n'a certes pas dans tous les cas la grandeur dont il se flattait.

Après cela, nous n'en disconvenons pas, M. Gambetta est un politique de ressource qui, au besoin, peut se contredire avec avantage, et, en même temps qu'il se laisse aller à bien des choix singuliers, il place au ministère de la guerre un homme d'énergie, M. le général Campenon, qui paraît ne pas craindre la responsabilité. Du premier coup, le nouveau ministre de la guerre a ramené à l'état-major-général un des officiers les plus distingués de l'armée, M. de Miribel; il vient de reconstituer le conseil supérieur de la guerre et dans ce conseil il n'a point hésité à placer des hommes comme M. le maréchal Canrobert, M. le général Chanzy, avec le général Gresley, le général de Galliffet et le général de Miribel lui-même. Ces premiers actes, quelques autres encore, sont certainement le signe d'un esprit ferme et indiqueraient l'intention de revenir à de meilleures traditions militaires, de réparer le mal causé par l'administration de M. le général Farre. Tout cela serait au mieux; mais, qu'on ne s'y trompe pas, tout ce qu'on tentera pour remettre de l'ordre dans l'armée, pour raffermir notre état militaire, est nécessairement subordonné à la politique, et M. Gambetta n'aurait rien fait si, en laissant quelque liberté à nos généraux, il prétend d'un autre côté se livrer à toutes ses fantaisies. C'est à M. le président du conseil de se dégager, s'il le peut, de ces contradictions qui ne lui ont pas porté bonheur, qui lui ont attiré les démissions de notre ambassadeur à Berlin, M. de Saint-Vallier, de notre ambassadeur à

Saint-Pétersbourg, M. le général Chanzy. Ce qu'il y a de sûr, c'est qu'il ne réussira qu'à ce prix à effacer devant la France et devant l'Europe la mauvaise impression d'une médiocre et dangereuse entrée en scène.

La restauration espagnole date déjà de près de sept ans, et si, à l'origine, elle s'est accomplie sans effort, sans résistance, par une sorte de retour spontané de l'opinion, elle n'a pas moins eu depuis ses épreuves sérieuses. Elle a eu le soulèvement carliste à dompter dans ses provinces du nord, l'insurrection de Cuba à vaincre, l'ordre constitutionnel à réorganiser tout entier, à dégager de la confusion où une crise révolutionnaire de quelques années laissait la Péninsule. Elle a heureusement trouvé dans le jeune roi qui reprenait la couronne sous le nom d'Alphonse XII un prince d'esprit fin, d'une raison prématurée, et dans l'homme qui a été le premier ministre de la royauté renaissante, dans M. Canovas del Castillo, un politique supérieur qui a conduit ses affaires avec autant de résolution que de dextérité. C'est en définitive M. Canovas del Castillo, on ne peut pas lui enlever cet honneur, qui a réussi à pacifier la Péninsule, à rétablir une situation régulière, sans tomber dans la réaction, en restant dans les limites d'un régime constitutionnel et parlementaire. Ce qu'il a voulu reconstituer, ce qu'il a rétabli avec l'appui du prince et le concours des cortès, c'est une monarchie à la fois traditionnelle, nationale par son origine, et libérale par les garanties qu'elle consacre. L'œuvre a été accomplie avec succès, elle est maintenant hors de contestation. Une difficulté restait encore dans un pays où tous ces essais qui se sont succédé pendant quelques années, — la constitution démocratique de 1869, la monarchie élue et étrangère, la république elle-même, — laissaient des partis ou des débris de partis survivant aux événemens qui les avaient produits, gardant encore les souvenirs ou les engagemens d'un récent passé. Il s'agissait, pour la royauté nouvelle, représentée par un jeune souverain, d'achever de réduire à l'impuissance ces vieux restes des partis hostiles en prouvant qu'elle pouvait se prêter à toutes les combinaisons des partis réguliers, qu'elle n'excluait ni les hommes des précédens régimes, ni les idées libérales qu'ils peuvent aspirer à réaliser dans les limites de l'ordre constitutionnel. C'est en somme la très intéressante expérience qui se poursuit depuis quelque temps au-delà des Pyrénées.

Lorsqu'est survenue, au mois de février dernier, la crise qui a déterminé la retraite de M. Canovas del Castillo après six années presque ininterrompues de ministère et a élevé à la présidence du conseil le chef de l'opposition, M. Mateo Sagasta, ce changement n'avait point en réalité d'autre signification ; il représentait une sorte de détente entre les partis, dans la vie constitutionnelle de l'Espagne. On reprochait, avec exagération sans doute, à M. Canovas del Castillo de trop s'obstiner au pouvoir, d'absorber pour ainsi dire la monarchie en paraissant

la dominer; on lui reprochait d'interpréter avec des idées trop exclusives la constitution de 1876, qui est la loi politique de l'Espagne, d'être un gouvernement de combat et de ramener ainsi par degrés le pays à une de ces situations sans issue où les partis exaspérés se laissent aller aux tentations violentes. Le nouveau ministère s'est formé avec l'ambition de représenter une politique plus libérale, de réconcilier autant que possible les partis hostiles, sans cesser d'être très monarchique, de rester fidèle à la constitution de 1876. Par sa composition même, il était comme l'expression vivante de cette idée de fusion toute constitutionnelle, puisqu'il réunissait à côté de M. Sagasta, qui a été ministre sous le roi Amédée, sous la régence du général Serrano, des conservateurs comme le général Martinez Campos, qui a été un des promoteurs de la restauration, qui ne s'est séparé de M. Canovas del Castillo que sur les affaires de Cuba. Assurément, ce ministère, qui a déjà près d'un an d'existence, n'a point échappé à son tour au reproche d'arbitraire qu'ont essuyé plus d'une fois ses prédécesseurs. Il a été accusé, lui aussi, d'avoir abusé de tous les moyens de gouvernement dans les élections dernières, qui lui ont donné une majorité, qui ont paru ratifier ses idées. Il a même fait une chose plus grave : il s'est attribué sans façon une espèce de dictature en continuant depuis le mois de juillet à percevoir les impôts, à disposer des forces de terre et de mer sans autorisation législative, sans avoir un budget légalement voté. Au fond pourtant, on peut dire qu'il n'a point échoué dans ce qu'il considère comme la partie essentielle de sa politique. Par la liberté qu'il a laissée à toutes les opinions, par ses concessions, par ses complaisances, si l'on veut, il a réussi jusqu'à un certain point à amortir les hostilités violentes, à créer des conditions assez nouvelles et surtout à jeter la désorganisation dans les partis extrêmes, pour le moment assez déconcertés. Cette désorganisation croissante, elle est depuis quelques mois un fait sensible dans la situation de l'Espagne. Elle s'était manifestée dans les élections dernières. Elle vient d'être mise plus vivement encore en lumière dans la récente discussion de l'adresse à laquelle se sont livrées les cortès, dans un débat parlementaire aussi brillant qu'instructif, auquel ont pris part tout ce que l'Espagne compte d'orateurs éloquens et de chefs de partis, M. Sagasta, M. Canovas del Castillo, M. Pidal, M. Castelar, M. Martos, M. Moret. On a agité toutes ces questions, depuis celle des rapports de l'Espagne avec la France au sujet des événemens d'Oran jusqu'à celle des rapports avec l'Italie au sujet des troubles de Rome le jour de la translation des cendres de Pie IX au mois de juillet, et en définitive le point essentiel, intéressant, est l'état des partis extrêmes, plus ou moins désorganisés en face de la politique ministérielle.

Le fait est que cet état est singulier, qu'il y a de plus en plus au-delà des Pyrénées une confusion et un déplacement des opinions

révolutionnaires. Cette confusion commençait à être visible lorsque les chefs du radicalisme espagnol se réunissaient cet automne à Biarritz pour se concerter sur un programme, sur le système de conduite à suivre dans les élections. On n'avait pas réussi à s'entendre, et, tandis que M. Ruiz Zorrilla, M. Salmeron, restaient plus que jamais irréconciliables, tandis que M. Pi y Margall, allant plus loin que M. Ruiz Zorrilla, poursuivait son rêve de république fédérale, d'autres républicains, M. Martos, M. Montero Rios, rentraient à Madrid pour former un nouveau groupe, pour se présenter aux élections. M. Martos, l'autre jour, dans le congrès, s'est expliqué en homme qui, sans abandonner ses opinions révolutionnaires, ne serait pas loin de se prêter aux circonstances, de se créer une façon d'opportunisme. M. Castelar, par son éloquence comme par ses idées de démocratie conservatrice, reste toujours à part. Il a déployé toutes les richesses de sa parole pour concilier ses vieilles opinions républicaines et sa bonne intention de ne créer aucun embarras au gouvernement nouveau. C'est l'homme des luttes légales, des propagandes de l'esprit, et il ne déguise pas ses antipathies contre les agitateurs stériles. Ce n'est pas tout : une autre fraction démocratique, qui a mis jusqu'ici son idéal dans la constitution de 1869 et qui compte dans les chambres des représentans distingués, M. Moret y Prendergast, l'amiral Berenger, le marquis de Sardoal, cette fraction tend ouvertement aujourd'hui à se rapprocher du gouvernement. L'alliance a été presque scellée en plein parlement. La politique de ce groupe, dont M. Moret est le plus habile orateur, consisterait en définitive à mettre un peu plus de démocratie dans la monarchie telle qu'elle est, même avec la constitution de 1876. Avant M. Moret, le général Serrano et ses amis, plus ou moins engagés dans les dernières révolutions, avaient fait avec éclat acte d'adhésion à la royauté nouvelle, et le général Serrano personnellement s'était exprimé de façon à ne point laisser de doute sur ses sentimens de loyauté. De sorte que, tout compte fait, dans ce mouvement encore assez confus, le noyau des révolutionnaires irréconciliables semble notablement diminué. Il y a des nuances d'opinion, des manières différentes de comprendre la monarchie constitutionnelle, des dissidences entre conservateurs et libéraux, souvent compliquées peut-être de rivalités personnelles : les hostilités radicales tendent à désarmer. C'est comme un élargissement du cadre constitutionnel, où le souverain reste l'arbitre entre des opinions se disputant la direction des affaires sans mettre en doute la royauté elle-même. Il est certain que le cabinet Sagasta-Martinez Campos, par sa politique, n'est point étranger à cette situation nouvelle, et il a pour lui jusqu'ici l'appui d'une majorité assez nombreuse qui s'est déclarée en sa faveur dans les récentes discussions de l'adresse.

Est-ce à dire qu'il n'y ait pas quelque ombre à ce tableau et que le

ministère espagnol soit à l'abri de tout danger? Évidemment, il a besoin de beaucoup d'habileté et de décision dans la voie où il s'est engagé. Les opinions monarchiques du président du conseil de Madrid ne sont point douteuses, et M. Sagasta les a professées de nouveau avec autant de netteté que de force dans les derniers débats du congrès. Il a fermement défendu la constitution de 1876, sans déguiser néanmoins l'orgueilleux plaisir qu'il ressentait à trouver des appuis, ne fût-ce que des appuis éventuels, jusque dans les camps libéraux les plus avancés. Il resterait à savoir s'il n'y a pas en tout cela quelque équivoque, si le président du conseil serait en mesure de faire toutes les concessions qu'on lui demandera en échange de ces appuis, et c'est ici que M. Canovas del Castillo reprend l'avantage en montrant que c'est tout simplement la monarchie qui paie les frais des alliances recherchées par le gouvernement. La situation ne laisse pas d'être délicate. Il est bien clair que si M. Sagasta fait un pas de plus vers ses nouveaux amis de la démocratie, la première conséquence est la dislocation d'un cabinet fondé jusqu'ici sur l'alliance du président du conseil et de l'opinion représentée au pouvoir par le général Martinez Campos, M. Alonso Martinez, le marquis de la Vega y Armijo; mais alors, ceux-ci en se retirant rentrent dans l'opposition et sont nécessairement ramenés un jour ou l'autre par leurs affinités conservatrices vers les amis de M. Canovas del Castillo. La lutte se ravive dans des conditions nouvelles. M. Sagasta hésitera vraisemblablement avant d'aller plus loin vers les camps démocratiques et de rompre une alliance qui avait fait la force de son cabinet, qui l'a aidé à suivre la politique qu'il a pratiquée jusqu'ici; il hésitera d'autant plus selon toute apparence que, jusqu'à présent, dans la situation où il est, il a une majorité dans les cortès, et que pour tenter d'autres aventures, il risquerait de n'être suivi ni par la masse entière de cette majorité, ni peut-être par le roi lui-même.

CH. DE MAZADE.

LE MOUVEMENT FINANCIER DE LA QUINZAINE

La spéculation s'est comportée depuis quinze jours à l'égard du marché des fonds publics comme si la conversion du 5 pour 100 dût être un des premiers actes du cabinet, non pas une conversion savamment préparée, étayée de combinaisons puissantes, comportant à la

fois une diminution de revenu et une augmentation de capital, propre, en un mot, à provoquer la hausse plutôt que la baisse, mais la conversion ramenée à ses termes les plus simples, c'est-à-dire la réduction à 4 1/2 pour 100 de l'intérêt servi actuellement aux détenteurs du 5 pour 100.

Il est difficile de déterminer jusqu'à quel point cette crainte de la conversion a été sincère et si elle n'a pas servi, en partie au moins, à expliquer des ventes auxquelles toute préoccupation conversionniste était étrangère. La haute banque avait acheté, du 1er au 15 novembre, des quantités considérables de 5 pour 100 en vue d'éventualités politiques qui ne se sont pas réalisées. L'opération a été défaite dans la seconde partie du mois, et il en est résulté que le 5 pour 100, qui avait été porté de 115.80 au-dessus de 117 francs pendant les deux premières semaines, a été ramené ensuite de 117 à 115.35. On aurait même bientôt vu sans doute des cours encore plus bas, par suite de l'inquiétude jetée dans les esprits au sujet de la réduction du 5 pour 100 en 4 1/2, si dans une note publiée lundi dernier par un journal du soir ne s'étaient trouvées les lignes suivantes : « On aurait tort de prendre au sérieux les projets, plus ou moins radicaux, que l'on a attribués au début à certains collaborateurs de M. Gambetta. Sans doute le gouvernement ne s'interdit pas, par exemple, de convertir la rente et de racheter les chemins de fer, mais il voit plutôt dans chacune de ces mesures une ressource éventuelle pour des cas extrêmes et vraisemblablement lointains qu'une combinaison actuellement et utilement applicable. »

Le soir même, sur le marché libre, le 5 pour 100 se relevait avec vigueur de 115.35 à 115.90. Mais les acheteurs n'ont pu réussir à tirer de ce démenti infligé aux nouvelles conversionnistes un élément suffisant de reprise, car dès hier le 5 pour 100 était ramené à 115.52. Les rentes 3 pour 100 n'ont pas autant baissé que le 5 pour 100, mais le recul est encore de 60 à 70 centimes sur le 3 pour 100 ancien et sur l'amortissable. Quant à l'emprunt émis en mars 1881, il s'est maintenu à 85. 40, et se trouve coté au-dessus du 3 pour 100 ancien, après être resté si longtemps au-dessous, par suite de la défaveur persistante du public. L'arbitrage entre les deux fonds était tout indiqué, et bon nombre de spéculateurs avaient entrepris de faire disparaître une anomalie qu'aucun motif plausible n'expliquait. Leurs efforts en ce sens ont été favorisés par une décision que le ministre des finances a prise, le 4 novembre, et qui autorise, à partir du 1er décembre prochain, la libération complète des certificats de l'emprunt d'un milliard en 3 pour 100 amortissable, dont le dernier terme arrivait à échéance le 16 janvier prochain.

Cette mesure a rappelé l'attention du public financier sur les disponibilités considérables que détient le trésor à son compte-courant à la

Banque. Comment croire que des besoins d'argent aient poussé le gouvernement à permettre la libération de l'emprunt avant terme, alors qu'il conserve à la Banque un demi-milliard sans emploi? Aussitôt a été mis en circulation le bruit que le ministre des finances emploierait fin novembre en reports sur les rentes une partie de cette somme énorme. La foi en cette intervention des capitaux du gouvernement a rencontré peu de prosélytes, et la partie sage de la spéculation a continué à croire que la place resterait en liquidation livrée à elle-même et ne devait compter, pour se soustraire aux périls dont elle est d'ordinaire menacée à cette époque de l'année, que sur ses propres forces.

La situation du marché monétaire ne s'est pas sensiblement modifiée. L'escompte reste à 5 pour 100 à Londres et à Paris; il s'est effectué pour New-York quelques retraits d'or au moment même où l'éventualité d'un abaissement du taux de l'escompte semblait sur le point de se réaliser. On a redouté aussitôt une reprise en grand du drainage pour les États-Unis; les journaux financiers anglais se sont montrés fort effrayés et ont démontré dans de longs articles l'impossibilité où se trouverait la Banque d'Angleterre de modifier son taux d'escompte au moins jusqu'à la fin de l'année. Ces craintes ont paru ici quelque peu exagérées; en tout cas, on n'a pas appris que New-York eût recommencé à demander de l'or en quantités importantes aux marchés européens.

L'action de la Banque de France a perdu 400 francs sur le cours coté il y a quinze jours. La spéculation a vendu, sur le fait de la nomination d'un nouveau gouverneur, sur la probabilité que le taux de l'escompte ne tardera pas à être diminué, et aussi sur les tendances générales du marché. Il ne faut pas oublier que la hausse a provoqué un déclassement sensible des titres de la Banque et que les acheteurs sont obligés chaque mois de payer un report très élevé.

Le Crédit foncier a reculé jusqu'à 1,700 francs. Malgré l'accroissement constant des prêts fonciers et communaux, on sait que le dividende de 1881 ne pourra pas dépasser 50 francs par action, et une hausse nouvelle ne pourrait être tentée que si le projet d'augmentation du capital était mieux accueilli par le ministre des finances et par le conseil d'état qu'il ne l'a été une première fois.

L'Union générale, échappant à toutes les influences défavorables du milieu ambiant, a été l'objet d'une nouvelle hausse, due au succès de l'émission de ses cent mille actions nouvelles et à l'inébranlable fidélité des actionnaires, et de la clientèle de cet établissement. La Banque des pays autrichiens et la Banque des pays hongrois ont donné lieu par contre à de nombreuses réalisations. Il y a sur la première de ces valeurs des engagemens considérables dont l'allégement se poursuit chaque jour et a ramené le titre de 1,250 à 1,150 francs environ.

La Banque d'escompte est restée très ferme à 860. Les négociations sont définitivement engagées pour l'absorption de plusieurs sociétés de crédit par cet établissement. La Banque de Paris a reculé de quelques francs. La Société générale s'est occupée exclusivement de l'émission des actions nouvelles de Rio-Tinto; la Banque franco-égyptienne de la formation de la Banque nationale du Mexique. Le Crédit de France a essayé de lancer avec une prime de 200 francs les actions de la Banque romaine. Une autre émission importante et sur laquelle nous aurons à revenir, vient aussi d'avoir lieu : celle de la Grande Compagnie d'assurance. On voit que l'industrie de la fabrication des sociétés anonymes n'est pas près de chômer. Il y a donc lieu de croire que les institutions de crédit, qui ont tant besoin de la hausse ou tout au moins du maintien des cours, feront tous leurs efforts pour rendre aussi aisé que possible à la spéculation le passage de novembre à décembre.

Les actions des grandes compagnies de chemins de fer françaises et étrangères ont eu des cours assez agités, mais se retrouvent après quinze jours presque au même niveau; l'amélioration a cependant été sensible sur les Lombards, bien que rien ne justifie le maintien de ce titre au-dessus de 300 francs.

Le Gaz parisien a baissé beaucoup sur la nouvelle que la commission municipale de la voirie allait proposer au conseil de porter devant les tribunaux le débat relatif à la question de l'abaissement du prix du gaz. Le Suez s'est arrêté à 2,550; mais les recettes sont toujours satisfaisantes et les acheteurs croient à la conquête du cours de 3,000.

La dette extérieure d'Espagne a été constamment en hausse. Les projets financiers du ministre Camacho ont été approuvés par la chambre des députés. Le ministre va pouvoir procéder à la conversion de la rente amortissable et négocier avec les porteurs de la dette espagnole pour l'extension de cette conversion à tous les titres de l'état.

L'Italien est resté à peu près sans changement. Il en a été de même des fonds russes, autrichiens, hongrois et égyptiens. La baisse du 5 pour 100 turc a été arrêtée au cours de 13 francs. La conclusion définitive des arrangemens financiers à Constantinople a été encore retardée de quelques jours par la discussion de quelques points de détail. Les grandes lignes du projet sont connues, et les porteurs de titres peuvent calculer approximativement ce qu'ils ont à attendre.

Le directeur-gérant : C. BULOZ.